

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/L/683

30 juillet 2004

(04-3284)

---

## **RAPPORT GÉNÉRAL DE L'ORGANE DE SUPERVISION DES TEXTILES AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION**

*I. Le présent rapport général sur la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) pendant la troisième étape du processus d'intégration est transmis, conformément à l'article 8:11, par l'Organe de supervision des textiles (OSpT) au Conseil du commerce des marchandises pour aider celui-ci à procéder à son troisième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV. Compte tenu du délai indiqué à l'article 8:11 de l'ATV, le rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 21 juillet 2004.*

*II. L'article 8:11 dispose que le rapport général doit examiner la mise en œuvre, en particulier les questions concernant le processus d'intégration et l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire et les questions en rapport avec l'application des règles et des disciplines du GATT de 1994 telles qu'elles sont définies aux articles 2, 3, 6 et 7, respectivement. La première partie du rapport contient une brève introduction; la deuxième partie présente un rappel des faits et la troisième partie examine en détail la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape du processus d'intégration. Dans cette troisième partie, la section I porte sur le processus d'intégration, la sous-section C de la section II décrit l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire, et les autres sous-sections de la section II sont consacrées à l'examen des restrictions quantitatives notifiées au titre des articles 2 et 3 et des mesures connexes relevant des articles 4 et 5. La section III récapitule la mise en œuvre des dispositions de l'ATV relatives aux intérêts particuliers ou à la situation particulière de certains Membres de l'OMC, et la section IV contient les renseignements dont dispose l'OSpT en ce qui concerne certaines questions qui pourraient être également pertinentes dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 7. La section V traite de plusieurs autres questions, la section VI résume les questions relatives à la mise en œuvre de l'ATV qui ont été abordées dans le cadre des organes supérieurs de l'OMC, la section VII porte sur le respect des prescriptions en matière de notification énoncées dans l'ATV et la section VIII donne un aperçu des fonctions de l'OSpT et des travaux accomplis.*

*III. La quatrième partie du rapport contient les éléments d'une évaluation globale de la mise en œuvre de l'ATV, l'accent étant mis en particulier sur les faits nouveaux survenus pendant la troisième étape du processus d'intégration. Dans ce contexte, elle résume certains des principaux éléments abordés dans la troisième partie ainsi que les observations qui y sont formulées à leur sujet.*

## TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE: INTRODUCTION.....	11
DEUXIÈME PARTIE: L'ATV ET SA MISE EN ŒUVRE PENDANT LES PREMIÈRE ET DEUXIÈME ÉTAPES DU PROCESSUS D'INTÉGRATION, L'ACCENT ÉTANT MIS EN PARTICULIER SUR LES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS PENDANT LE DEUXIÈME SEMESTRE DE 2001 .....	14
<b>I. L'ATV: UN ACCORD PORTANT SUR UNE PÉRIODE TRANSITOIRE DE DIX ANS .....</b>	<b>14</b>
<b>II. MISE EN ŒUVRE PENDANT LA PREMIÈRE ÉTAPE (1995-1997) DU PROCESSUS D'INTÉGRATION .....</b>	<b>14</b>
<b>III. MISE EN ŒUVRE PENDANT LA DEUXIÈME ÉTAPE (1998-2001) DU PROCESSUS D'INTÉGRATION .....</b>	<b>15</b>
A. QUESTIONS ET FAITS NOUVEAUX EXAMINÉS DANS LE DEUXIÈME RAPPORT GÉNÉRAL DE L'OSPT .....	15
B. AUTRES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS JUSQU'À LA FIN DE LA DEUXIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION .....	16
<b>1. Programmes d'intégration .....</b>	<b>16</b>
a) Notifications présentées par un nouveau Membre .....	16
i) <i>Notification reçue au titre de l'article 6:1 .....</i>	<i>16</i>
ii) <i>Notifications reçues au titre de l'article 2:6 et 2:7 b) (première étape), 2:8 a) et 2:11 (deuxième étape), 2:8 b) et 2:11 (troisième étape) .....</i>	<i>16</i>
b) Notifications au titre de l'article 2:8 b) et 2:11: programmes d'intégration pour l'étape 3 .....	16
c) Questions connexes: abolition des prescriptions en matière de visa par les États-Unis .....	17
<b>2. Restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2:1 et questions en rapport avec leur mise en œuvre .....</b>	<b>18</b>
a) Nouvelles notifications reçues au titre de l'article 2:1 .....	18
b) Absence de recours aux dispositions de l'article 2:15 (élimination de restrictions sans intégration) .....	18
c) Mise en œuvre des dispositions de l'article 2:18 .....	18
<b>3. Restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 3:1 .....</b>	<b>19</b>
<b>4. Mesures de sauvegarde transitoires .....</b>	<b>19</b>
a) Importations en Pologne de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins (positions 5509 31, 5509 32 et 5509 61 du SH) en provenance de Roumanie .....	19
i) <i>Notification au titre de l'article 6:10 .....</i>	<i>19</i>
ii) <i>Notification au titre de l'article 8:10 .....</i>	<i>21</i>
iii) <i>Mise en œuvre de la recommandation de l'OSPT .....</i>	<i>25</i>
b) États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan: décision de l'ORD .....	26
<b>5. Questions liées à la mise en œuvre de l'ATV, examinées dans le cadre des organes supérieurs de l'OMC .....</b>	<b>26</b>
a) Préparation de la Conférence ministérielle de Doha et Décision de Doha .....	26

b)	Deuxième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV par le Conseil du commerce des marchandises .....	28
c)	La fonction de supervision du CCM au titre de l'article IV de l'Accord instituant l'OMC - Transparence concernant les nouvelles restrictions applicables aux textiles et aux vêtements faisant l'objet d'observations de la part de l'Organe de supervision des textiles .....	29
d)	Composition de l'OSpT pour l'étape 3 .....	29
TROISIÈME PARTIE: MISE EN ŒUVRE DE L'ATV PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION .....		30
<b>I.</b>	<b>INTÉGRATION.....</b>	<b>30</b>
A.	MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'INTÉGRATION PENDANT L'ÉTAPE 3 .....	32
<b>1.</b>	<b>Membres visés à l'article 2:7 a) qui continuent de maintenir des restrictions au titre des dispositions de l'article 2 .....</b>	<b>32</b>
a)	Programmes d'intégration pour l'étape 3 et mise en œuvre de ces programmes .....	33
b)	Mise en œuvre des programmes d'intégration en ce qui concerne les Membres ayant accédé récemment à l'OMC .....	35
c)	Questions concernant les programmes d'intégration mis en œuvre par les Communautés européennes, après leur élargissement le 1 <sup>er</sup> mai 2004 .....	36
d)	Absence de recours aux dispositions de l'article 2:10 (intégration anticipée ou avancée) .....	36
<b>2.</b>	<b>Membres conservant le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6 .....</b>	<b>37</b>
a)	Programmes d'intégration pour l'étape 3 notifiés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2002 .....	37
b)	Faits nouveaux intervenus pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 .....	38
i)	<i>Suivi de certaines notifications dont l'examen était en suspens .....</i>	<i>38</i>
ii)	<i>Nouvelles notifications reçues au titre de l'article 2:8 b) et 2:11 .....</i>	<i>39</i>
iii)	<i>Notifications reçues des Membres ayant accédé récemment à l'OMC .....</i>	<i>39</i>
iv)	<i>Observations concernant les notifications tardives .....</i>	<i>40</i>
v)	<i>Mise en œuvre des programmes d'intégration pendant l'étape 3 .....</i>	<i>40</i>
vi)	<i>Questions posées par l'élargissement des Communautés européennes, affectant les programmes d'intégration notifiés précédemment .....</i>	<i>40</i>
B.	NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 2:8 C) ET 2:11 .....	41
C.	ÉVALUATION PLUS POUSSÉE ET OBSERVATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE L'OSPT .....	45
<b>1.</b>	<b>Programmes d'intégration mis en œuvre pendant l'étape 3 .....</b>	<b>45</b>
a)	Membres maintenant des restrictions relevant de l'article 2:1 .....	45
i)	<i>Canada .....</i>	<i>46</i>
ii)	<i>Communautés européennes .....</i>	<i>53</i>
iii)	<i>États-Unis .....</i>	<i>56</i>
iv)	<i>Turquie .....</i>	<i>61</i>
b)	Programme d'intégration des Membres qui ont conservé le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6 .....	64
<b>2.</b>	<b>Dernière étape de l'intégration à mettre en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 .....</b>	<b>65</b>
<b>II.</b>	<b>RESTRICTIONS QUANTITATIVES ET MESURES CONNEXES .....</b>	<b>66</b>
A.	RESTRICTIONS QUANTITATIVES NOTIFIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 2:1. QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 À L'EXCEPTION DE CELLES QUI CONCERNENT L'INTÉGRATION .....	66

<b>1.</b>	<b>Portée des restrictions héritées du régime antérieur à l'ATV: situation et faits nouveaux survenus pendant la première et la deuxième étape du processus d'intégration .....</b>	<b>68</b>
<b>2.</b>	<b>Faits nouveaux survenus pendant l'étape 3 concernant les restrictions notifiées au titre de l'article 2:1 .....</b>	<b>68</b>
a)	Nouvelles notifications reçues, entre autres, au titre de l'article 2:1 .....	68
i)	<i>Notifications présentées par le Canada .....</i>	<i>69</i>
1)	Restrictions concernant les importations en provenance de Chine .....	69
2)	Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois .....	69
ii)	<i>Notifications présentées par les Communautés européennes .....</i>	<i>70</i>
1)	Restrictions concernant les importations en provenance de Chine .....	70
2)	Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois .....	72
iii)	<i>Notifications présentées par la Turquie .....</i>	<i>73</i>
1)	Restrictions concernant les importations en provenance de Chine .....	73
2)	Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois .....	74
iv)	<i>Notifications présentées par les États-Unis .....</i>	<i>75</i>
1)	Restrictions concernant les importations en provenance de Chine .....	75
2)	Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois .....	77
3)	Restrictions concernant les importations en provenance de l'ex-République yougoslave de Macédoine .....	78
b)	Modifications apportées aux restrictions notifiées antérieurement au titre de l'article 2:1 .....	78
i)	<i>Élimination des restrictions par voie d'intégration .....</i>	<i>78</i>
ii)	<i>Élimination des restrictions sans intégration: recours aux dispositions de l'article 2:15 .....</i>	<i>78</i>
iii)	<i>Élimination ou non-application de restrictions aux (à certaines) importations en provenance de certains Membres de l'OMC .....</i>	<i>79</i>
iv)	<i>Suspension de l'application de restrictions aux importations en provenance de certains Membres .....</i>	<i>81</i>
v)	<i>Augmentation de certains niveaux de limitation autrement qu'au titre des dispositions de l'article 2:14 b) .....</i>	<i>83</i>
vi)	<i>Ajustement du niveau de certaines restrictions spécifiques ou globales à la suite de l'intégration d'éléments visés par des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1 .....</i>	<i>83</i>
c)	Mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance (article 2:13 et 2:14) pendant la troisième étape du processus d'intégration .....	83
i)	<i>Mise en œuvre des dispositions de l'article 2:14 b) .....</i>	<i>83</i>
ii)	<i>Mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance à l'égard des pays ayant accédé récemment .....</i>	<i>84</i>
1)	Mise en œuvre à l'égard de la Chine .....	84
2)	Mise en œuvre à l'égard du Taipei chinois .....	92
3)	Mise en œuvre à l'égard de l'ex-République yougoslave de Macédoine .....	95
iii)	<i>Décision pertinente de la Conférence ministérielle de Doha et suite donnée à cette décision .....</i>	<i>98</i>
d)	Mise en œuvre des dispositions relatives à la flexibilité (article 2:16) pendant l'étape 3 du processus d'intégration .....	98

i)	<i>Dispositions relatives à la flexibilité appliquées à l'égard des Membres ayant accédé récemment</i> .....	99
ii)	<i>Questions relatives à l'utilisation anticipée pour 2004</i> .....	100
e)	Dispositions administratives convenues entre les Membres et notifiées conformément aux dispositions de l'article 2:17 .....	101
i)	<i>Nouvelles notifications reçues au titre de l'article 2:17 pendant l'étape 3 du processus d'intégration</i> .....	102
1)	Canada-Chine.....	102
2)	Canada-Taipei chinois .....	103
3)	Communautés européennes-Chine.....	104
4)	Communautés européennes-Taipei chinois .....	107
5)	États-Unis-Chine.....	108
6)	États-Unis-Taipei chinois .....	112
ii)	<i>Mise en œuvre des dispositions administratives pendant l'étape 3 du processus d'intégration</i> .....	116
f)	Mise en œuvre des dispositions de l'article 2:18 concernant les petits fournisseurs et, dans la mesure du possible, les pays les moins avancés Membres .....	116
i)	<i>Mise en œuvre pendant les étapes 1 et 2 du processus d'intégration</i> .....	117
ii)	<i>Mise en œuvre pendant l'étape 3</i> .....	118
iii)	<i>Décision pertinente de la Conférence ministérielle de Doha et suite donnée à cette décision</i> .....	119
<b>3.</b>	<b>Introduction de nouvelles restrictions pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. Respect des dispositions de l'article 2:4</b> .....	<b>119</b>
<b>4.</b>	<b>Autres dispositions de l'article 2</b> .....	<b>124</b>
a)	Observations portées à l'attention de l'OSpT conformément à l'article 2:2 .....	124
b)	Dispositions visant à aligner la période d'application des restrictions sur l'année d'application de l'Accord (article 2:3) et traitement des mesures prises au titre de l'article 3 de l'AMF (article 2:5) .....	125
c)	Mesures de sauvegarde prises au titre de l'article XIX du GATT de 1994, au regard de l'article 2:19 et 2:20 de l'ATV .....	125
<b>5.</b>	<b>Examen par l'OSpT de la mise en œuvre de l'article 2 conformément à l'article 2:21</b> .....	<b>125</b>
<b>6.</b>	<b>Vues, observations et évaluations des Membres de l'OMC communiquées en réponse à la demande générale de renseignements de l'OSpT</b> .....	<b>126</b>
a)	Membres du BITV .....	126
b)	Canada .....	128
c)	Communautés européennes .....	129
d)	États-Unis .....	130
<b>7.</b>	<b>Autres commentaires et observations de l'OSpT</b> .....	<b>131</b>
<b>B.</b>	<b>RESTRICTIONS AUTRES QUE CELLES QUI ONT ÉTÉ REPRISES DU RÉGIME ANTÉRIEUR DE L'AMF. QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3</b> .....	<b>133</b>
<b>1.</b>	<b>Restrictions notifiées au titre de l'article 3:1</b> .....	<b>133</b>
a)	Restrictions notifiées aux étapes antérieures du processus d'intégration et encore en vigueur au début de l'étape 3 .....	134

b)	Nouvelles notifications présentées au titre de l'article 3:1 et examinées par l'OSpT pendant l'étape 3 .....	135
i)	<i>Notification des Communautés européennes</i> .....	135
ii)	<i>Notification de la Turquie</i> .....	135
iii)	<i>Notification du Japon</i> .....	136
iv)	<i>Notification du Brésil</i> .....	136
v)	<i>Notification de la Pologne</i> .....	136
vi)	<i>Notification de la Chine</i> .....	136
<b>2.</b>	<b>Élimination progressive des restrictions qui ne sont pas justifiées ou mises en conformité de ces restrictions avec le GATT de 1994</b> .....	<b>138</b>
a)	Mesures mises en conformité avec le GATT de 1994, conformément à l'article 3:2 a) .....	138
b)	Programmes d'élimination progressive des restrictions dans un délai ne dépassant pas la durée de l'ATV, conformément à l'article 3:2 b) .....	139
i)	<i>Poursuite de la mise en œuvre des programmes notifiés pendant l'étape 1</i> .....	<i>139</i>
1)	Japon .....	139
2)	Slovénie .....	140
ii)	<i>Nouveaux programmes d'élimination progressive notifiés pendant l'étape 3</i> .....	<i>140</i>
1)	Communautés européennes .....	140
2)	Turquie.....	141
3)	Japon .....	141
4)	Brésil.....	142
5)	Pologne .....	142
6)	Chine.....	142
<b>3.</b>	<b>Renseignements au sujet des nouvelles restrictions ou des modifications apportées à des restrictions existantes en application de l'article 3:3</b> .....	<b>143</b>
a)	Faits nouveaux intervenus pendant les premières étapes du processus d'intégration, qui pourraient être encore pertinents pendant la mise en œuvre de l'étape 3 .....	143
i)	<i>Communautés européennes: seuils de consultation appliqués pour certains produits importés d'Égypte</i> .....	<i>143</i>
ii)	<i>Communications conjointes des Communautés européennes et de la Turquie</i> .....	<i>143</i>
b)	Mise en œuvre pendant l'étape 3: communications reçues au titre de l'article 3:3 .....	144
<b>4.</b>	<b>Autres dispositions de l'article 3</b> .....	<b>145</b>
<b>5.</b>	<b>Nouvelles observations et commentaires de l'OSpT concernant l'application de l'article 3 pendant la troisième étape du processus d'intégration</b> .....	<b>145</b>
<b>C.</b>	<b>APPLICATION DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6</b> .....	<b>148</b>
<b>1.</b>	<b>Notification au titre de l'article 6:9</b> .....	<b>149</b>
a)	Brésil/Taipei chinois: importation par le Brésil de certains tissus de fibres synthétiques en provenance du Taipei chinois .....	149
b)	Brésil/Corée: importation par le Brésil de certains tissus de fibres synthétiques en provenance de Corée .....	152
<b>2.</b>	<b>Suivi de la recommandation adoptée par l'OSpT conformément à l'article 8:10: Pologne/Roumanie – Importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins (positions 5509.31, 5509.32 et 5509.61 du SH) en provenance de Roumanie</b> .....	<b>153</b>

<b>3.</b>	<b>Observations de l'OSpT concernant l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la troisième étape du processus d'intégration .....</b>	<b>154</b>
<b>D.</b>	<b>QUESTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION ET À L'APPLICATION DES RESTRICTIONS. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 4 ET 5 .....</b>	<b>155</b>
<b>1.</b>	<b>Mise en œuvre des dispositions de l'article 4 .....</b>	<b>155</b>
a)	Administration des restrictions (article 4:1) .....	155
b)	Modifications, au sens de l'article 4:2, apportées à la mise en œuvre ou à l'administration des restrictions appliquées au titre de l'ATV et mesures connexes au titre de l'article 4:4 .....	156
c)	Intégration d'éléments visés par une restriction (article 4:3) et mesures connexes au titre de l'article 4:4 .....	159
d)	Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre .....	161
e)	Vues et observations des Membres de l'OMC exprimées en réponse à la demande de renseignements de l'OSpT .....	162
f)	Autres commentaires et observations de l'OSpT .....	165
<b>2.</b>	<b>Mise en œuvre des dispositions de l'article 5 .....</b>	<b>166</b>
a)	Questions pertinentes dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 5: examen par l'OSpT des dispositions relatives au contournement figurant dans certaines dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17, comme indiqué dans les premier et deuxième rapports généraux de l'OSpT .....	167
b)	Faits nouveaux intervenus pendant la troisième étape du processus d'intégration .....	168
c)	Suite de l'examen par l'OSpT des communications présentées par le Pakistan et les États-Unis au sujet d'un mémorandum d'accord conclu par les deux Membres .....	169
d)	Conclusions adoptées par le Conseil du commerce des marchandises en juillet 2002 dans son deuxième examen majeur .....	170
e)	Nouveaux commentaires de l'OSpT .....	170
<b>III.</b>	<b>MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ATV RELATIVES AUX INTÉRÊTS PARTICULIERS OU À LA SITUATION PARTICULIÈRE DE CERTAINS MEMBRES DE L'OMC .....</b>	<b>171</b>
<b>A.</b>	<b>PAYS LES MOINS AVANCÉS MEMBRES .....</b>	<b>171</b>
<b>1.</b>	<b>Mise en œuvre des dispositions relatives aux pays les moins avancés Membres pendant les étapes 1 et 2 du processus d'intégration .....</b>	<b>171</b>
a)	Articles 1:2 et 2:18 .....	171
b)	Article 6:6 a) et 6:6 b) .....	173
<b>2.</b>	<b>Faits nouveaux intervenus pendant la troisième étape du processus d'intégration.....</b>	<b>173</b>
a)	Articles 1:2 et 2:18 .....	173
b)	Article 6:6 a) et 6:6 b) .....	174
<b>B.</b>	<b>PETITS FOURNISSEURS ET NOUVEAUX VENUS SUR LE MARCHÉ DANS LE DOMAINE DU COMMERCE DES TEXTILES ET DES VÊTEMENTS .....</b>	<b>174</b>
<b>C.</b>	<b>MEMBRES EXPORTATEURS PRODUCTEURS DE COTON .....</b>	<b>174</b>
<b>D.</b>	<b>MEMBRES EXPORTATEURS PRODUCTEURS DE LAINE .....</b>	<b>176</b>
<b>E.</b>	<b>TRAITEMENT PLUS FAVORABLE DEVANT ÊTRE ACCORDÉ AUX RÉIMPORTATIONS DANS L'APPLICATION DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE .....</b>	<b>176</b>
<b>F.</b>	<b>TRAITEMENT SPÉCIAL ACCORDÉ AUX MEMBRES QUI N'ONT PAS ACCEPTÉ LE PROTOCOLE DE PROROGATION DE L'ARRANGEMENT MULTIFIBRES (AMF) DEPUIS 1986 .....</b>	<b>177</b>

G.	TRAITEMENT ACCORDÉ AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES .....	177
1.	<b>Disposition particulière en faveur des pays en développement Membres .....</b>	<b>177</b>
2.	<b>Autres dispositions qui pourraient être appliquées de manière à assurer un traitement de faveur, entre autres, aux pays en développement Membres .....</b>	<b>177</b>
H.	VUES, OBSERVATIONS ET ÉVALUATIONS DES MEMBRES DE L'OMC EXPRIMÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE GÉNÉRALE DE RENSEIGNEMENTS ET D'OBSERVATIONS DE L'OSPT .....	178
I.	AUTRES OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE L'OSPT .....	180
IV.	<b>MESURES PRISES AU TITRE DE L'ARTICLE 7 EN VUE DE SE CONFORMER AUX RÈGLES ET DISCIPLINES DU GATT DE 1994 DE MANIÈRE À PARVENIR À UNE AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS ET À ASSURER L'APPLICATION DES POLITIQUES EN RAPPORT AVEC L'INSTAURATION DE CONDITIONS COMMERCIALES JUSTES ET ÉQUITABLES - MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 .....</b>	<b>181</b>
A.	LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 .....	181
B.	INFORMATIONS GÉNÉRALES: CERTAINS COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS FORMULÉS PAR L'OSPT DANS SON DEUXIÈME RAPPORT GÉNÉRAL .....	182
C.	CONCLUSIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES EN JUILLET 2002 DANS SON DEUXIÈME EXAMEN MAJEUR .....	183
D.	NOTIFICATIONS DES MEMBRES CONCERNANT LES FAITS NOUVEAUX PERTINENTS DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 7, INTERVENUS PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION .....	184
E.	VUES ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC EXPRIMÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE GÉNÉRALE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OSPT .....	185
F.	ÉVALUATION DE L'OSPT CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 PENDANT L'ÉTAPE 3 DU PROCESSUS D'INTÉGRATION .....	187
G.	RENSEIGNEMENTS DONT DISPOSE L'OSPT; AUTRES COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS DE L'OSPT .....	188
1.	<b>Renseignements disponibles concernant la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 a) .....</b>	<b>188</b>
2.	<b>Renseignements disponibles en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 b) .....</b>	<b>193</b>
3.	<b>Renseignements disponibles concernant la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 c) .....</b>	<b>200</b>
V.	<b>AUTRES QUESTIONS .....</b>	<b>200</b>
A.	AJUSTEMENT INDUSTRIEL AUTONOME ET CONCURRENCE ACCRUE SUR LES MARCHÉS DES MEMBRES .....	200
1.	<b>Historique .....</b>	<b>200</b>
2.	<b>Faits nouveaux signalés pendant l'étape 3 du processus d'intégration .....</b>	<b>203</b>
3.	<b>Commentaires et observations de l'OSPT .....</b>	<b>205</b>
B.	ÉLIMINATION DES RESTRICTIONS À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS NON MEMBRES DE L'OMC, TOUT EN LES MAINTENANT À L'ÉGARD DES MEMBRES DE L'OMC .....	207
VI.	<b>QUESTIONS RELATIVES À CERTAINS ASPECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ATV EXAMINÉES DANS LES ORGANES SUPÉRIEURS DE L'OMC .....</b>	<b>208</b>



A.	CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE ET SUIVI DE LA DÉCISION QU'ELLE A ADOPTÉE SUR CE POINT .....	208
1.	<b>Historique: la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre .....</b>	<b>208</b>
2.	<b>Faits nouveaux survenus ultérieurement dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises et du Conseil général .....</b>	<b>209</b>
B.	CONSEIL GÉNÉRAL .....	210
1.	<b>Élargissement des restrictions contingentaires appliquées aux textiles par les CE à la suite de l'adhésion de nouveaux États membres .....</b>	<b>210</b>
2.	<b>Préoccupation des pays en développement Membres concernant la réduction possible de l'accès aux marchés (contingents) en 2004 .....</b>	<b>211</b>
3.	<b>Actions antidumping dans le domaine des textiles et des vêtements – Proposition concernant une dispense spécifique à court terme en faveur des pays en développement Membres à la suite de la pleine intégration du secteur dans le cadre du GATT à compter de janvier 2005 .....</b>	<b>212</b>
C.	ORGANE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....	212
D.	CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES .....	212
1.	<b>Conclusion du deuxième examen majeur .....</b>	<b>212</b>
2.	<b>Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre: Demande faite au CCM d'examiner les propositions contenues dans les paragraphes 4.4 et 4.5 se rapportant à l'Accord sur les textiles et les vêtements .....</b>	<b>214</b>
3.	<b>Fonction de supervision du CCM au titre de l'article IV de l'Accord instituant l'OMC - Transparence concernant les nouvelles restrictions applicables aux textiles et aux vêtements ayant fait l'objet d'observations de la part de l'Organe de supervision des textiles .....</b>	<b>214</b>
VII.	<b>RESPECT DES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION ÉNONCÉES DANS L'ATV .....</b>	<b>215</b>
VIII.	<b>FONCTIONS ET TRAVAUX DE L'OSPT .....</b>	<b>217</b>
A.	EXERCICE DES FONCTIONS À TITRE PERSONNEL .....	218
1.	<b>Procédures de travail de l'OSpT .....</b>	<b>218</b>
2.	<b>Décision du Conseil du commerce des marchandises .....</b>	<b>218</b>
3.	<b>Règles de conduite adoptées par l'Organe de règlement des différends .....</b>	<b>218</b>
B.	NOMBRE DE RÉUNIONS; QUESTIONS TRAITÉES PAR L'OSPT .....	219
C.	DISTRIBUTION DES RAPPORTS ET DES NOTIFICATIONS; MISE EN DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES DOCUMENTS .....	219
1.	<b>Distribution des rapports .....</b>	<b>219</b>
2.	<b>Distribution des notifications .....</b>	<b>220</b>
3.	<b>Mise en distribution générale .....</b>	<b>220</b>
D.	TRANSPARENCE .....	220
E.	PRISE DE DÉCISIONS .....	220
F.	VUES ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC EXPRIMÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE GÉNÉRALE DE RENSEIGNEMENTS ET D'OBSERVATIONS DE L'OSPT .....	221
I.	<b>PROCESSUS D'INTÉGRATION. PORTÉE DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES MAINTENUES DANS LE CADRE DE L'ATV .....</b>	<b>222</b>
A.	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ET OBSERVATIONS CONNEXES .....	222

B.	VUES ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC .....	224
C.	<b>COMMENTAIRES CONNEXES ET OBSERVATIONS ADDITIONNELLES DE L'OSPT .....</b>	<b>228</b>
II.	<b>QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES .....</b>	<b>230</b>
III.	<b>APPLICATION DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE .....</b>	<b>233</b>
IV.	<b>AUTRES QUESTIONS ET ASPECTS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ATV .....</b>	<b>234</b>
A.	MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 .....	234
B.	MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 1:4 EN CE QUI CONCERNE LES MEMBRES EXPORTATEURS PRODUCTEURS DE COTON .....	235
C.	AJUSTEMENT INDUSTRIEL CONTINU ET AUTONOME ET CONCURRENCE ACCRUE SUR LES MARCHÉS DES MEMBRES .....	235
D.	ÉLIMINATION DES RESTRICTIONS À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS NON MEMBRES DE L'OMC, TOUT EN LES MAINTENANT À L'ÉGARD DES MEMBRES DE L'OMC .....	236
V.	<b>ÉTAPE FINALE DE L'INTÉGRATION DEVANT ÊTRE MISE EN ŒUVRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005 .....</b>	<b>236</b>

## PREMIÈRE PARTIE: INTRODUCTION

1. L'article 8:11 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV)<sup>1</sup> dispose ce qui suit: "Pour surveiller la mise en œuvre du présent accord, le Conseil du commerce des marchandises procédera à un examen majeur avant la fin de chaque étape du processus d'intégration. Pour aider à cet examen, l'OSpT lui transmettra, au moins cinq mois avant la fin de chaque étape, un rapport général sur la mise en œuvre du présent accord pendant l'étape considérée, en particulier pour les questions concernant le processus d'intégration et l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire et les questions en rapport avec l'application des règles et disciplines du GATT de 1994 définies aux articles 2, 3, 6 et 7, respectivement. Le rapport général de l'OSpT pourra comprendre toute recommandation que celui-ci pourra juger approprié d'adresser au Conseil du commerce des marchandises."

2. L'ATV définit trois étapes successives pour le processus d'intégration (1995-1997, 1998-2001, 2002-2004), aux termes desquelles, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le secteur des textiles et des vêtements sera pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994. Conformément aux prescriptions de l'article 8:11, l'Organe de supervision des textiles (OSpT) a adopté son rapport général au Conseil du commerce des marchandises sur la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements pendant la première étape du processus d'intégration (ci-après dénommé le premier rapport général de l'OSpT) le 24 juillet 1997. Ce rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 24 juillet 1997. Le Conseil du commerce des marchandises (CCM) a commencé l'examen majeur à sa réunion du 6 octobre 1997 et l'a achevé à sa réunion du 16 février 1998 par l'adoption d'un texte qui résumait les débats par thème de discussion en indiquant à chaque fois les observations ou les conclusions formulées par le Conseil.<sup>2</sup> Le texte adopté indique que "[l]e Conseil a pris note du rapport général qui avait été établi par l'OSpT et estimé qu'il constituait une bonne base pour l'examen". De même, en décrivant les différents thèmes de discussion examinés par le CCM au cours de son examen majeur, le texte mentionne spécifiquement les sections correspondantes du premier rapport général de l'OSpT.

3. Conformément aux prescriptions de l'article 8:11, l'Organe de supervision des textiles (OSpT) a adopté, le 20 juillet 2001, son rapport général au Conseil du commerce des marchandises sur la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements pendant la deuxième étape du processus d'intégration (ci-après dénommé le deuxième rapport général de l'OSpT). Ce rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 20 juillet 2001. Le Conseil a commencé le deuxième examen majeur à sa réunion du 27 septembre 2001. L'examen s'est poursuivi pendant plusieurs réunions formelles et informelles du Conseil<sup>3</sup> et ses résultats, sous la forme d'un rapport, ont été adoptés le 23 juillet 2002.<sup>4</sup> Ce rapport indique que "[l]e Conseil a pris note des renseignements substantiels figurant dans le rapport général de l'OSpT et a estimé qu'ils constitueraient une contribution utile à l'examen". En outre, le CCM a exprimé sa "satisfaction ... au sujet du rapport général établi par l'OSpT sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape" et il a mis l'accent "sur le fait qu'il [était] nécessaire que l'OSpT continue à superviser la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape".<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, tous les articles mentionnés sont ceux de l'ATV.

<sup>2</sup> Voir le document G/L/224.

<sup>3</sup> Les comptes rendus des réunions formelles figurent dans les documents G/C/M/51, 52 et 56.

<sup>4</sup> Voir le document G/L/556.

<sup>5</sup> Voir plus loin les paragraphes 42 et 592 à 594.

4. Étant donné que la troisième étape du processus d'intégration au titre de l'ATV porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2004, le CCM doit procéder au troisième (et dernier) examen majeur avant la fin de 2004. Le présent rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape du processus d'intégration a été adopté et est transmis à l'OSpT conformément aux dispositions de l'article 8:11.

5. Ce rapport général examine toutes les dispositions opérationnelles de l'ATV. Comme le prescrit l'article 8:11, une attention particulière a été accordée aux questions concernant le processus d'intégration et l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire ainsi qu'aux questions se rapportant à l'application des règles et disciplines du GATT de 1994 telles qu'elles sont définies aux articles 2, 3, 6 et 7, respectivement.

6. Le rapport s'appuie pour l'essentiel sur les notifications que les Membres ont présentées à l'OSpT et sur les décisions prises par celui-ci relativement à ces notifications. En vertu de l'article 8:3, l'OSpT "... se fondera sur les notifications et les renseignements fournis par les Membres conformément aux articles pertinents du présent accord, complétés des renseignements additionnels ou des précisions nécessaires que ces Membres pourront communiquer ou qu'il pourra décider de leur demander ...". En application de cette disposition, l'OSpT a adressé aux Membres de l'OMC, en février 2004, une demande dans laquelle il les invitait à communiquer des notifications ou des renseignements sur la mise en œuvre de certaines dispositions de l'Accord en vue de faciliter l'établissement de son rapport général.<sup>6</sup> Les réponses des Membres à cette demande, ainsi que les demandes spécifiques de précisions et les observations adressées par la suite à certains Membres, ont été prises en considération dans les sections pertinentes du rapport.<sup>7</sup> Le paragraphe 3 de l'article 8 dispose en outre que l'OSpT "... pourra aussi se fonder sur les notifications présentées aux autres organes de l'OMC et sur les rapports émanant de ceux-ci ou des autres sources qu'il pourra juger appropriées". Les notifications pertinentes présentées aux autres organes de l'OMC et les rapports émanant d'eux ont donc été pris en considération, en tant que de besoin, dans la préparation du rapport.

7. L'OSpT a adopté des rapports détaillés à l'issue de chacune de ses réunions.<sup>8</sup> Il a aussi soumis au CCM des rapports annuels<sup>9</sup> contenant un résumé des questions portées devant l'OSpT et/ou examinées par lui pendant les périodes considérées, ainsi que les principaux éléments des conclusions auxquelles il est arrivé et les dispositions qu'il a prises en conséquence. Le présent rapport général, conformément au mandat donné à l'OSpT à l'article 8:11, porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 21 juillet 2004, date de son adoption. Par ailleurs, le rapport donne aussi, en tant que de besoin et à titre d'information générale, des indications sur les questions et les faits nouveaux survenus pendant les première et deuxième étapes du processus d'intégration, qu'ils soient déjà mentionnés ou non dans les premier et deuxième rapports généraux adoptés par l'OSpT. En particulier, le rapport donne une description détaillée des faits nouveaux survenus au cours des

---

<sup>6</sup> Voir le document G/TMB/30.

<sup>7</sup> Des réponses ont été reçues des Membres suivants: Canada, Communautés européennes, États-Unis, Inde "au nom des membres ci-après du Bureau international des textiles et des vêtements (BITV) qui ont aussi le statut de Membre de l'OMC ou d'observateur: Argentine; Bangladesh; Brésil; Chine; Colombie; Costa Rica; Égypte; Guatemala; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Macao, Chine; Maldives; Pakistan; Paraguay; République de Corée; République populaire démocratique de Corée; Sri Lanka; Thaïlande; Uruguay; et Viet Nam" (ci-après dénommée "la communication des Membres du BITV") et Turquie.

<sup>8</sup> Pour les rapports adoptés depuis l'adoption du deuxième rapport général de l'OSpT, voir les documents G/TMB/R/81 à G/TMB/R/112.

<sup>9</sup> Voir les documents G/L/475, G/L/574, G/L/632 et G/L/650.

derniers mois (fin juillet-décembre 2001) de la mise en œuvre de la deuxième étape du processus d'intégration, après l'adoption par l'OSpT de son deuxième rapport général.

8. Si, conformément à ce qu'il est indiqué au paragraphe 6, ce rapport s'appuie dans une large mesure sur les notifications reçues par l'OSpT et les dispositions qu'il a prises en conséquence, l'OSpT a également communiqué d'autres observations, commentaires, analyses et évaluations portant sur les différents sujets étudiés, en vue de leur examen par les Membres. La dernière partie du rapport contient les éléments d'une évaluation globale de la mise en œuvre de l'ATV et met l'accent en particulier sur les faits nouveaux intervenus pendant la troisième étape du processus d'intégration.

9. Dans l'optique du troisième examen majeur auquel doit procéder le CCM, l'OSpT a décidé de demander au Secrétariat de l'OMC de fournir aux Membres, à titre de document d'information, des renseignements statistiques concernant le commerce international des textiles et des vêtements. Il est prévu que ce document sera publié et distribué aux Membres vers le milieu du mois de septembre 2004.

**DEUXIÈME PARTIE: L'ATV ET SA MISE EN ŒUVRE PENDANT LES PREMIÈRE ET DEUXIÈME ÉTAPES DU PROCESSUS D'INTÉGRATION, L'ACCENT ÉTANT MIS EN PARTICULIER SUR LES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS PENDANT LE DEUXIÈME SEMESTRE DE 2001**

**I. L'ATV: UN ACCORD PORTANT SUR UNE PÉRIODE TRANSITOIRE DE DIX ANS**

10. L'ATV contient des dispositions devant être appliquées par les Membres pendant une période transitoire de dix ans aux fins de l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. L'article 9 dispose ce qui suit: "Le présent accord ainsi que toutes les restrictions qui en relèvent devront avoir été abrogés le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après que l'Accord sur l'OMC aura pris effet, date à laquelle le secteur des textiles et des vêtements sera pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994. Le présent accord ne sera pas prorogé." L'Accord sur l'OMC<sup>10</sup>, conjointement avec les accords visés, y compris l'ATV, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995. La période transitoire de dix ans prévue par l'ATV expirera donc le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Pour que cette transition ait un caractère progressif, l'ATV prévoit des étapes successives pour l'intégration des produits visés dans le cadre du GATT de 1994: une première étape du processus d'intégration allant du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1997, une deuxième étape allant du 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 2001 et une troisième étape allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2004. L'ATV ainsi que toutes les restrictions qui en relèvent devront avoir été abrogés le 1<sup>er</sup> janvier 2005, date à laquelle le secteur des textiles et des vêtements sera pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT a estimé que, avant de faire rapport sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape du processus d'intégration, il serait utile de présenter un bref rappel des faits intervenus pendant les deux premières étapes de la mise en œuvre de l'ATV, essentiellement en citant les sections pertinentes des premier et deuxième rapports généraux. Les faits nouveaux intervenus pendant la mise en œuvre de la deuxième étape, après l'adoption par l'OSpT de son deuxième rapport général (c'est-à-dire entre le 21 juillet et le 31 décembre 2001) sont également décrits en détail ci-après.

**II. MISE EN ŒUVRE PENDANT LA PREMIÈRE ÉTAPE (1995-1997) DU PROCESSUS D'INTÉGRATION**

11. La mise en œuvre de la première étape du processus d'intégration a été examinée en détail par l'OSpT dans son premier rapport général, en juillet 1997.<sup>11</sup> Comme la période couverte par ce rapport allait seulement jusqu'au 24 juillet 1997, les faits intervenus par la suite jusqu'à la fin de la première étape ont été signalés dans l'introduction du deuxième rapport général.<sup>12</sup>

12. L'examen par l'OSpT de la première étape des programmes d'intégration est présenté en détail aux paragraphes 9 à 38 du premier rapport général. Les faits nouveaux intervenus après la publication du premier rapport général sont décrits aux paragraphes 27 à 45 du deuxième rapport général. En ce qui concerne les restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2 et les questions en rapport avec la mise en œuvre de l'article 2, l'examen de l'OSpT est présenté aux paragraphes 182 à 226 du premier rapport général. L'application du mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6) est décrite en détail aux paragraphes 78 à 181 du même rapport, et les restrictions autres que celles qui sont

---

<sup>10</sup> Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.

<sup>11</sup> Voir le document G/L/179.

<sup>12</sup> Voir le document G/L/459, en particulier les paragraphes 27 à 45.

maintenues au titre de l'AMF<sup>13</sup> et couvertes par les dispositions de l'article 2 sont examinées aux paragraphes 227 à 247. Les questions relatives à l'administration des restrictions visées à l'article 2 ou notifiées au titre de l'article 6, ainsi que les modifications des pratiques, règles et procédures et du classement des produits, sont traitées aux paragraphes 248 à 265 du premier rapport général, et celles qui concernent la mise en œuvre des dispositions relatives au contournement aux paragraphes 266 à 273. Les questions relatives à la mise en œuvre des dispositions de l'article 7 de l'ATV sont examinées aux paragraphes 274 à 300 de ce rapport, et les dispositions spéciales de l'ATV concernant les intérêts particuliers de certains Membres de l'OMC sont présentées en détail aux paragraphes 301 à 323. Enfin, les paragraphes 331 à 348 du premier rapport général sont consacrés aux travaux accomplis par l'OSpT.

### **III. MISE EN ŒUVRE PENDANT LA DEUXIÈME ÉTAPE (1998-2001) DU PROCESSUS D'INTÉGRATION**

#### **A. QUESTIONS ET FAITS NOUVEAUX EXAMINÉS DANS LE DEUXIÈME RAPPORT GÉNÉRAL DE L'OSpT**

13. La mise en œuvre de la deuxième étape du processus d'intégration a été examinée en détail par l'OSpT dans son deuxième rapport général, en juillet 2001.<sup>14</sup> Les programmes d'intégration de la deuxième étape sont examinés en détail aux paragraphes 39 à 77 du premier rapport général ainsi qu'aux paragraphes 46 à 78 du deuxième rapport général. Quant aux programmes d'intégration de la troisième étape, qui devaient être notifiés pendant la période de mise en œuvre de la deuxième étape, ils sont examinés et analysés aux paragraphes 79 à 114 de ce rapport. Les autres questions et aspects relatifs à la mise en œuvre examinés dans le deuxième rapport général sont notamment les suivants:

- application du mécanisme de sauvegarde transitoire (paragraphes 115 à 243);
- restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2 et questions en rapport avec leur mise en œuvre (paragraphes 244 à 339);
- restrictions autres que celles qui ont été reprises du régime antérieur de l'AMF (paragraphes 340 à 380);
- administration des restrictions et questions connexes relevant des dispositions de l'article 4 (paragraphes 381 à 429);
- mise en œuvre des dispositions relatives aux problèmes découlant du contournement possible de l'ATV (paragraphes 430 à 481);
- questions évoquées ou examinées par l'OSpT eu égard aux dispositions de l'article 8 (paragraphes 482 à 530);
- questions relatives à la mise en œuvre de l'article 7 (paragraphes 531 à 572);
- mise en œuvre des dispositions de l'ATV relatives aux intérêts particuliers ou à la situation particulière de certains Membres (paragraphes 573 à 600);

---

<sup>13</sup> Arrangement concernant le commerce international des textiles, ou Arrangement multifibres, en vigueur jusqu'au 31 décembre 1994.

<sup>14</sup> Voir le document G/L/459.

- autres questions, telles que l'ajustement industriel continu et autonome au sens de l'article 1:5, les initiatives et arrangements régionaux, l'élimination des restrictions visant les importations en provenance de certains pays non Membres de l'OMC et l'accession de nouveaux Membres à l'OMC (paragraphe 601 à 648);
- respect des prescriptions en matière de notifications énoncées dans l'ATV (paragraphe 649 à 654);
- fonctions et activités de l'OSpT (paragraphe 655 à 672).

**B. AUTRES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS JUSQU'À LA FIN DE LA DEUXIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION**

14. Comme l'OSpT était tenu, conformément aux prescriptions de l'article 8:11, de transmettre son rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration au Conseil du commerce des marchandises au moins cinq mois avant la fin de cette étape, les renseignements contenus dans ce rapport portaient sur la période allant jusqu'au 20 juillet 2001. Les faits nouveaux intervenus pendant la deuxième étape après l'adoption par l'OSpT de son deuxième rapport général sont présentés ci-après.

**1. Programmes d'intégration**

a) Notifications présentées par un nouveau Membre

i) *Notification reçue au titre de l'article 6:1*

15. En juillet 2001, la Lituanie, qui était devenue Membre de l'OMC le 31 mai 2001, a notifié, au titre de l'article 6:1, qu'elle souhaitait conserver le droit d'utiliser le mécanisme de sauvegarde transitoire prévu par cet article. L'OSpT a pris note de cette notification.

ii) *Notifications reçues au titre de l'article 2:6 et 2:7 b) (première étape), 2:8 a) et 2:11 (deuxième étape), 2:8 b) et 2:11 (troisième étape)*

16. En septembre 2001, la Lituanie a notifié son programme d'intégration pour les trois étapes. En examinant ces notifications, conformément à l'article 2:21, l'OSpT a noté que la part des produits intégrés dans le volume des importations des produits visés par l'Accord effectuées par la Lituanie en 1995 était de 16,85 pour cent pour la première étape, 17,69 pour cent pour la deuxième étape et 20,20 pour cent pour la troisième étape. L'OSpT a noté en outre que, pour chaque étape, les produits intégrés comprenaient, conformément aux dispositions applicables de l'article 2, des produits provenant de chacun des quatre groupes: peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements. À propos du fait que le calcul de la part des produits intégrés avait été effectué sur la base d'une année de référence autre que 1990, l'OSpT a pris note de la déclaration de la Lituanie selon laquelle 1995 était la première année pour laquelle avaient été établies des statistiques nationales entièrement fiables basées sur le Système harmonisé (SH).

b) Notifications au titre de l'article 2:8 b) et 2:11: programmes d'intégration pour l'étape 3

17. Outre la Lituanie, mentionnée au paragraphe 16 ci-dessus, la Bolivie et la Thaïlande ont notifié leurs programmes d'intégration respectifs pour la troisième étape conformément à l'article 2:8 b) et 2:11, pendant la période allant de l'adoption par l'OSpT de son deuxième rapport général à la fin de 2001. Pendant cette période, l'OSpT a également reçu et examiné les réponses de Chypre, du Maroc et de la Tunisie, respectivement, aux questions spécifiques posées et aux précisions demandées par l'OSpT au sujet de leurs notifications au titre de l'article 2:8 b) et 2:11. L'OSpT a



examiné aussi une réponse d'El Salvador qu'il avait déjà reçue mais qu'il n'avait pas été en mesure d'examiner avant l'adoption de son deuxième rapport général. Il a entamé l'examen de la notification présentée par la Bolivie et il a décidé de demander des précisions au sujet de certains éléments de cette notification, mais il n'a pas pu achever son examen avant la fin de 2001 car il n'avait reçu aucune réponse de la Bolivie. L'OSpT a pris note des notifications de Chypre, d'El Salvador, du Maroc, de la Tunisie et de la Thaïlande. Dans ces cinq cas, les programmes d'intégration pour la troisième étape satisfaisaient aux prescriptions fondamentales de l'article 2:8 b). En particulier, les produits intégrés représentaient les pourcentages suivants du volume des importations des produits visés par l'Accord: Chypre: 18,04 pour cent (de la valeur des importations en 1990); El Salvador: 18 pour cent; Maroc: 18,81 pour cent; Tunisie: 20,42 pour cent; et Thaïlande: 18,59 pour cent. En ce qui concerne Chypre, l'OSpT a noté que le programme d'intégration comprenait un produit relevant d'une ligne du SH figurant dans l'Annexe de l'ATV dont une partie seulement était visée par l'Accord ("ligne ex du SH") et que la désignation de ce produit correspondait exactement à celle qui figurait dans l'Annexe. À propos du fait que le calcul de la part des produits devant être intégrés avait été effectué sur la base de la valeur des importations de 1990, l'OSpT s'est assuré qu'il n'existait pas de meilleures données et que Chypre avait suivi la même méthode que pour les notifications qu'elle avait présentées au titre de l'article 2:6 et 2:7 b), et 2:8 a) et 2:11. En ce qui concerne le Maroc, l'OSpT a noté que, étant donné la structure de la notification, il n'était pas possible de déterminer avec certitude, dans un nombre de cas restreint, si une ligne de produits avait, ou non, déjà été intégrée lors d'une étape antérieure. Il a cependant remarqué, à cet égard, que, même si toutes les importations des lignes en question n'étaient pas comptabilisées dans le volume des importations des produits devant être intégrés, ce volume correspondrait toujours à non moins de 18 pour cent du volume total des importations des produits visés à l'Annexe effectuées par le Maroc en 1990, comme prévu à l'article 2:8 b). Dans le cas de la Thaïlande, l'OSpT a noté que la notification révisée comprenait deux lignes du SH qui n'étaient apparemment pas visées par l'ATV et que trois autres lignes du SH avaient déjà été intégrées pendant la première étape. Il a également noté que le programme d'intégration comprenait quatre lignes du SH relevant d'une "ligne ex du SH" figurant dans l'Annexe de l'ATV, et que, en ce qui concernait deux de ces lignes du SH, la Thaïlande avait réaffirmé que les niveaux des importations de ces deux produits effectués en 1990 correspondaient à la désignation des produits respectifs figurant dans l'Annexe de l'ATV. L'OSpT a fait observer à cet égard que, si les importations des produits non visés par l'ATV n'étaient pas prises en compte ni celles des deux produits relevant d'une "ligne ex du SH", pour lesquels on n'avait pas d'explication précise quant à la correspondance avec l'Annexe de l'ATV, et si le volume des importations des produits déjà intégrés pendant l'étape 1 n'était pas compté dans le volume des importations des produits devant être intégrés, ce volume représenterait quand même pas moins de 18 pour cent du volume total des importations des produits visés à l'Annexe effectuées en 1990, comme le prévoit l'article 2:8 b). S'agissant des notifications adressées à l'OSpT après les dates limites correspondantes spécifiées dans l'ATV, l'OSpT a redit qu'il prenait note des notifications tardives, sans préjudice du statut juridique desdites notifications. L'examen des notifications du Nicaragua et de la République slovaque relatives à leurs programmes d'intégration respectifs pour l'étape 3 s'est poursuivi, également sur la base des nouveaux renseignements ou des précisions reçus, mais cet examen n'a pu être achevé avant la fin de 2001 car l'OSpT n'avait pas obtenu de réponse à la demande de précisions supplémentaires qu'il avait adressée à ces Membres.

c) Questions connexes: abolition des prescriptions en matière de visa par les États-Unis

18. Dans le contexte de l'examen des notifications reçues au titre de l'article 2:8 b) et 2:11, l'OSpT a rappelé, à sa réunion de novembre 2001, qu'il avait examiné auparavant la notification présentée par les États-Unis au titre de ces dispositions et, en particulier, la question de l'élimination des prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés dans le cadre du programme d'intégration pour l'étape 3. Il s'était attendu, entre autres, à être informé dès que possible des résultats de l'examen complémentaire de cette question par les États-Unis. Faisant observer qu'aucune communication supplémentaire n'avait été présentée par les États-Unis à cet égard, l'OSpT a décidé de demander des renseignements sur cette question. En fait, l'OSpT attendait la réponse des États-Unis à la demande

de confirmation qu'il leur avait adressée pour s'assurer qu'aucun visa ne serait requis pour les produits intégrés dans le cadre du GATT de 1994 par suite de la mise en œuvre du programme d'intégration pour l'étape 3 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002. En réponse, les États-Unis ont informé l'OSpT, le 11 décembre 2001, que les prescriptions en matière de visa applicables aux produits intégrés pendant la troisième étape avaient été supprimées.<sup>15</sup>

## **2. Restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2:1 et questions en rapport avec leur mise en œuvre**

### **a) Nouvelles notifications reçues au titre de l'article 2:1**

19. Suite à l'accession de la Chine à l'OMC, le Canada et les Communautés européennes ont notifié, en décembre 2001, les restrictions quantitatives qu'ils maintenaient au titre de l'article 2:1 pour les importations de certains produits en provenance de ce pays. L'examen de ces notifications par l'OSpT est présenté dans la section II de la troisième partie du rapport.<sup>16</sup>

### **b) Absence de recours aux dispositions de l'article 2:15 (élimination de restrictions sans intégration)**

20. Du 21 juillet au 31 décembre 2001, aucune notification n'a été reçue au titre de l'article 2:15, qui permet l'élimination des restrictions maintenues au titre de l'article 2.

### **c) Mise en œuvre des dispositions de l'article 2:18**

21. À sa réunion de novembre 2001, l'OSpT a noté qu'aux termes des dispositions de l'article 2:18, qui s'appliquent aux petits fournisseurs et aux nouveaux venus, ainsi que, dans la mesure du possible, aux pays les moins avancés Membres, "... une amélioration significative de l'accès pour leurs exportations sera assurée [...] pendant la durée du présent accord [à savoir l'ATV] ...". L'OSpT a estimé que, pour pouvoir se conformer aux prescriptions de la première phrase de l'article 2:21, il fallait que les Membres concernés lui communiquent les informations nécessaires sur la façon dont ils entendaient mettre en œuvre les dispositions de l'article 2:18 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Concernant le Canada, sur la base d'une communication reçue lors de l'élaboration du deuxième rapport général, l'OSpT croyait comprendre que le Canada majorerait de 27 pour cent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance annuelle établis pour les restrictions restantes, pour les petits fournisseurs. Concernant les États-Unis, l'OSpT a observé que, bien que ceux-ci ne lui aient présenté aucune communication officielle à ce sujet, le représentant des États-Unis avait indiqué à la réunion du Conseil du commerce des marchandises, tenue le 26 octobre 2001, qu'ils avaient l'intention de majorer de 27 pour cent les coefficients de croissance annuelle appliqués aux petits fournisseurs pendant la deuxième étape, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002. L'OSpT a donc demandé aux États-Unis une confirmation sur ce point. Concernant les Communautés européennes, l'OSpT a décidé de demander des renseignements sur la méthode qu'elles appliqueraient, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, pour mettre en œuvre les dispositions de l'article 2:18 pour la troisième étape du processus d'intégration. À la réunion de décembre 2001, sur la base de la communication antérieure du Canada mentionnée plus haut et des réponses reçues, respectivement, des Communautés européennes et des États-Unis à sa demande de renseignements, l'OSpT a noté que les trois Membres concernés majoreraient de 27 pour cent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance annuelle appliqués pendant l'étape 2 pour les Membres de l'OMC visés par les dispositions de l'article 2:18 dans leurs régimes respectifs.

---

<sup>15</sup> Voir plus loin les paragraphes 57 et 58.

<sup>16</sup> Voir plus loin les paragraphes 147 à 149 et 152 à 156.

### **3. Restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 3:1**

22. Suite à l'accession de la Chine à l'OMC, les Communautés européennes ont présenté, en décembre 2001, une notification au titre de l'article 3:1 concernant les restrictions quantitatives qu'elles maintenaient à l'égard de certaines importations en provenance de ce pays. L'examen de cette notification par l'OSpT est présenté dans la section II de la troisième partie du rapport.<sup>17</sup>

### **4. Mesures de sauvegarde transitoires**

23. L'article 6 de l'ATV prévoit la possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde transitoires aux importations de produits visés par l'ATV et non encore intégrés dans le cadre du GATT de 1994 qui portent un préjudice grave ou menacent réellement de porter un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. Aux termes de l'article 6:7, "[l]e Membre qui se propose de prendre une mesure de sauvegarde cherchera à engager des consultations avec le ou les Membres qui seraient affectés par une telle mesure". Ces consultations peuvent donner lieu, si aucun accord n'est trouvé, à l'application d'une mesure de limitation par le Membre importateur au titre de l'article 6:10. Lorsqu'une mesure de limitation est adoptée de manière unilatérale, l'OSpT, aux termes de l'article 6:10, "procédera dans les moindres délais à l'examen de la question, y compris à la détermination de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, et de ses causes, et adressera des recommandations appropriées aux Membres concernés dans les 30 jours".

24. L'article 6:2, 6:3 et 6:4 définit les conditions dans lesquelles des mesures de sauvegarde peuvent être prises dans le cadre de l'ATV. Ces conditions doivent être prises en considération par les Membres concernés et par l'OSpT pour déterminer si une mesure est conforme à l'Accord. L'article 6:2 dispose qu'un Membre doit déterminer, et démontrer aux Membres concernés et, finalement, à l'OSpT, qu'un produit particulier est importé sur son territoire en quantités tellement accrues qu'il porte ou menace réellement de porter un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. Le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave doit manifestement être causé par cet accroissement en quantité des importations totales de ce produit et non par d'autres facteurs tels que des modifications techniques ou des changements dans les préférences des consommateurs. L'article 6:3 dispose que, lorsqu'il détermine s'il existe un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave, le Membre invoquant les dispositions de l'article 6 doit examiner l'effet de cet accroissement en quantité des importations totales sur la situation de la branche de production en question dont témoignent des modifications des variables économiques énumérées dans cette disposition. L'article 6:4 décrit les circonstances dans lesquelles le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave peut être imputé aux importations en provenance de tel ou tel Membre.

a) Importations en Pologne de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins (positions 5509 31, 5509 32 et 5509 61 du SH) en provenance de Roumanie

i) *Notification au titre de l'article 6:10*

25. Le 23 avril 2001, la Pologne a demandé la tenue de consultations avec la Roumanie conformément à l'article 6:7. Des consultations ont eu lieu, mais elles n'ont pas permis aux parties de s'entendre sur la question de savoir si la situation justifiait une limitation des importations des produits en question en provenance de Roumanie. La Pologne a finalement imposé la mesure de sauvegarde le 20 juillet 2001 et l'a notifiée à l'OSpT conformément à l'article 6:10.

---

<sup>17</sup> Voir plus loin les paragraphes 376 et 398.

26. L'OSpT a examiné cette mesure de sauvegarde à sa réunion de septembre 2001, à laquelle participaient les représentants des deux parties. Au cours de l'examen, l'OSpT a noté, entre autres choses, que les renseignements factuels communiqués par la Pologne en vertu de l'article 6:7 portaient sur la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 1<sup>er</sup> janvier 2001 qui, comme l'avait indiqué ce pays, était aussi proche que possible de la période de référence visée à l'article 6:8. L'OSpT a fait observer qu'en présentant l'affaire le représentant de la Pologne avait fourni quelques précisions supplémentaires, notamment en ce qui concerne l'évolution des importations totales et leur ventilation en fonction du pays d'origine pendant la période de référence, ainsi que l'évolution de certaines des variables économiques énumérées à l'article 6:3. Tout en reconnaissant que ces renseignements complémentaires pourraient contribuer, d'une certaine façon, à mieux comprendre les faits qui avaient affecté les producteurs nationaux et le marché polonais, l'OSpT a réaffirmé ce qu'il avait dit précédemment dans des circonstances analogues, à savoir que son examen des mesures différentes devait être fondé essentiellement sur les renseignements communiqués par le Membre importateur conformément à l'article 6:7 au moment où la demande de consultations avait été présentée. L'OSpT a relevé aussi que, dans les renseignements factuels communiqués par la Pologne en application de l'article 6:7, les données relatives à la production, aux ventes intérieures, à la part de marché et aux exportations couvraient l'ensemble de la branche de production polonaise des fils en question, alors que toutes les autres données (stocks, emploi, profits, productivité, capacité utilisée, salaires, prix intérieurs, investissements) concernaient les résultats obtenus par les trois entreprises qui avaient demandé la mise en place de la mesure de sauvegarde (les "requérants"). Dans ces mêmes renseignements factuels, la Pologne avait précisé que, sur la base du volume de production, ces trois entreprises représentaient environ 70 pour cent de la branche de production nationale pendant la période de référence et que, par conséquent, les indicateurs décrivant leur situation pouvaient être considérés comme représentatifs de l'ensemble de la branche de production nationale. Selon la Pologne, cela était d'autant plus vrai que, pour les quatre autres entreprises, le processus de liquidation était en cours et, si l'on avait disposé de données concernant aussi ces producteurs, elles auraient fait apparaître l'existence d'un préjudice encore plus grave pour la branche de production nationale. Notant la déclaration du représentant de la Roumanie selon laquelle, pour la plupart des variables économiques mentionnées à l'article 6:3, les renseignements communiqués par la Pologne ne se rapportaient qu'à "un certain nombre d'entreprises sélectionnées opérant dans ce domaine", l'OSpT avait également relevé que, dans son exposé à l'OSpT, le représentant de la Pologne s'était efforcé de donner des renseignements pertinents sur la branche de production nationale dans son ensemble, incluant aussi, dans la plupart des cas, les 30 pour cent restants de la production nationale correspondant aux entreprises en liquidation. Rappelant qu'il avait indiqué que son examen devait être fondé essentiellement sur les renseignements communiqués par la Pologne conformément à l'article 6:7, au moment où la Pologne avait demandé la tenue de consultations avec la Roumanie, l'OSpT a également fait observer que, même si les renseignements complémentaires figurant dans l'exposé du représentant de la Pologne, contenaient quelques précisions importantes, y compris des corrections concernant certains renseignements communiqués plus tôt, ils ne modifiaient pas de manière significative la situation globale qui ressortait des renseignements factuels fournis en vertu de l'article 6:7.

27. Examinant l'évolution des importations totales des fils en question en Pologne, l'OSpT a noté qu'il y avait eu une augmentation du volume des importations totales en 2000, qui était la période de référence, par rapport à l'année précédente. Toutefois, on ne pouvait pas nier que le volume des importations n'avait cessé de baisser en 1998 et 1999 et que le niveau atteint en 2000 restait très inférieur au volume des importations totales en 1996 et 1997 respectivement. Vues sous cet angle, les tendances enregistrées faisaient apparaître, au mieux, un redressement des importations totales, mais n'étaient pas l'affirmation selon laquelle il y aurait eu une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Quant à l'argument de la Pologne selon lequel la baisse observée en 1998 et 1999 n'était qu'une baisse en termes absolus, et non par rapport à la consommation, l'OSpT a fait observer que l'ATV ne prévoit pas la notion d'accroissement en quantité des importations par rapport à d'autres facteurs. L'OSpT estimait donc que l'augmentation de 10,5 pour cent des importations

totales indiquée pour la période de référence devait être évaluée dans son contexte propre et a indiqué qu'il doutait que le préjudice grave allégué puisse être causé par l'augmentation de 10,5 pour cent des importations totales pendant la période de référence. Malgré ces doutes, l'OSpT a décidé d'examiner la situation de la branche de production nationale polonaise et de revenir, si nécessaire, sur cet aspect de l'affaire, à un stade ultérieur de son examen.

28. En ce qui concernait l'effet éventuel de l'accroissement en quantité des importations totales sur la situation de la branche de production en question, tel qu'il ressortait des modifications des variables économiques mentionnées à l'article 6:3, l'OSpT, après avoir examiné point par point l'évolution des différentes variables économiques indiquées par la Pologne, est parvenu aux conclusions générales suivantes:

- plusieurs indicateurs économiques importants (rendement, productivité, investissements, exportations) faisaient apparaître une évolution positive alors que pour d'autres (stocks, capacité utilisée, salaires) les tendances pouvaient être considérées comme neutres. Même si la part de marché des producteurs nationaux avait un peu baissé, la quasi-totalité de leur production avait pu être vendue. Les prix intérieurs n'accusaient pas de baisse spectaculaire et la baisse de l'emploi pouvait, en très grande partie, s'expliquer par les effets des investissements effectués. La rentabilité négative était un sujet de préoccupation, mais on notait une évolution favorable également à cet égard, ainsi que la possibilité d'un retour à des taux de rentabilité positive au cours de la prochaine période;
- il était entendu que le marché polonais des produits en question avait connu de graves problèmes au cours de la période allant de 1996 à 1998. Toutefois, au cours de la période considérée, il s'était redressé et il ressortait des renseignements factuels communiqués par la Pologne et analysés par l'OSpT que la branche de production nationale était en cours de restructuration. Le processus avait débuté avant la période de référence et, en 2000, il semblait entrer dans sa phase finale;
- sur la base des renseignements disponibles et compte tenu des facteurs qui précèdent, l'OSpT a conclu que la description donnée de la situation ne permettait pas de conclure que la branche de production nationale avait subi un préjudice grave en 2000;
- compte tenu de cette conclusion, l'OSpT n'avait pas à examiner le lien de causalité éventuel entre l'évolution des importations et la situation de la branche de production nationale, telle qu'elle ressortait de la modification des variables économiques mentionnées à l'article 6:3.

29. L'OSpT a donc conclu que la Pologne n'avait pas démontré que les fils visés par sa mesure de sauvegarde avaient été importés sur son territoire pendant la période de référence en quantités tellement accrues qu'ils portaient un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. L'OSpT a recommandé que la Pologne abroge la mesure de sauvegarde transitoire frappant les importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins en provenance de Roumanie.

*ii) Notification au titre de l'article 8:10*

30. L'article 8:9 dispose que "[l]es Membres s'efforceront d'accepter dans leur intégralité les recommandations de l'OSpT, qui exercera une surveillance appropriée sur leur mise en œuvre". Toutefois, l'article 8:10 prévoit, pour un Membre qui "estime qu'il n'est pas en mesure de se conformer aux recommandations de l'OSpT", la possibilité suivante: "[I]l lui en exposera les raisons

au plus tard un mois après avoir reçu ces recommandations. Après un examen approfondi des raisons données, l'OSpT établira immédiatement toutes autres recommandations qu'il jugera appropriées. Si ces autres recommandations ne permettent pas de résoudre la question, chacun des Membres pourra porter celle-ci devant l'Organe de règlement des différends et invoquer le paragraphe 2 de l'article XXIII du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends".

31. Le 17 octobre 2001, la Pologne a fait parvenir à l'OSpT une communication au titre de l'article 8:10, à la suite de l'examen par l'OSpT, décrit plus haut aux paragraphes 26 à 29, de la mesure de sauvegarde transitoire appliquée par la Pologne le 20 juillet 2001, pour une durée de trois ans, aux importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins en provenance de Roumanie. Dans cette communication, la Pologne indiquait qu'elle estimait ne pas être en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT pour les raisons suivantes: i) le fait de se conformer à la recommandation de l'OSpT, c'est-à-dire de retirer la mesure de sauvegarde, entraînerait l'élimination de la branche de production de fils acryliques en Pologne; ii) abstraction faite des indicateurs économiques qui étaient manifestement orientés à la baisse pendant la période de référence (ventes, part de marché, résultats financiers, emploi), on pouvait observer une tendance inverse pour d'autres indicateurs qui avaient été jugés neutres (stocks, investissements et capacité utilisée). D'une part, les entreprises en liquidation vendaient leurs stocks et leurs équipements à bas prix. De l'autre, les trois entreprises encore en activité souffraient du gonflement des stocks, mais elles ont quand même investi pour se développer et elles ont légèrement augmenté leur capacité de production. Le comportement commercial des entreprises en liquidation avait un effet préjudiciable sur les entreprises encore en activité; or, la situation difficile des premières était due à la concurrence des importations à bas prix. En ce sens, il se produisait un effet d'entraînement et les importations portaient un préjudice grave à la branche de production, directement et indirectement; iii) la Roumanie était le principal exportateur des fils en question vers le marché polonais et ces marchandises étaient exportées par la Roumanie dans des conditions entraînant une sous-cotation constante des prix intérieurs en Pologne. Pour ces diverses raisons, et afin de secourir les producteurs nationaux encore en activité, la Pologne demandait à l'OSpT de réexaminer sa recommandation sur ce point.

32. À sa réunion de novembre 2001, à laquelle participaient les représentants des deux parties, l'OSpT a examiné cette communication et les raisons pour lesquelles la Pologne estimait qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à la recommandation qu'il avait faite. Au cours de cet examen, l'OSpT a noté que l'exposé du représentant de la Pologne contenait, entre autres, des éléments qui fournissaient des renseignements et des éléments de preuve nouveaux dans la mesure où ils ne faisaient pas partie des renseignements factuels précis et pertinents fournis au titre de l'article 6:7 et où ils n'avaient pas non plus été invoqués lors de l'examen de la question par l'OSpT conformément à l'article 6:10. L'OSpT a donc demandé des éclaircissements sur le point de savoir si la Pologne comptait qu'il réexamine la mesure de sauvegarde transitoire sur la base d'une nouvelle période de référence (allant du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 septembre 2001), différente de celle qui avait été indiquée conformément à l'article 6:7 et 6:10, en tenant compte aussi d'une nouvelle série de données portant sur l'ensemble de la branche de production nationale. En réponse, le représentant de la Pologne a indiqué que, alors que certains renseignements n'étaient pas disponibles au moment où l'OSpT avait procédé à l'examen de la question conformément à l'article 6:10, les autorités polonaises avaient réussi, par la suite, à fournir tous les renseignements pertinents et décidé de les communiquer à l'OSpT pour mettre en relief certains faits essentiels concernant la situation extrêmement grave de la branche de production nationale. À son avis, si l'OSpT avait disposé de ces renseignements, la conclusion générale à laquelle il serait parvenu à l'issue de son examen au titre de l'article 6:10 aurait été différente. Cela signifiait aussi que, compte tenu du caractère restreint et limité des données dont il disposait, l'OSpT n'avait pas fait erreur dans ses précédentes conclusions. En donnant une description aussi complète que possible de la situation à la présente réunion, la Pologne ne demandait pas formellement que l'OSpT procède à un nouvel examen sur la base d'une période de référence plus

longue et d'une couverture plus large de la branche de production. Le représentant de la Pologne a reconnu que, d'un point de vue strictement juridique, on pouvait se demander s'il était possible ou non de fournir de nouveaux renseignements dans le cadre de l'examen effectué par l'OSpT conformément à l'article 8:10. Toutefois, les autorités polonaises considéraient toujours que la branche de production polonaise des fils en question avait subi un préjudice grave par suite de l'accroissement en quantité des importations totales. De plus, l'abrogation de la mesure de sauvegarde transitoire compromettrait la survie de l'ensemble de la branche de production nationale.

33. L'OSpT a noté que la Pologne ne lui avait pas demandé formellement de procéder à un nouvel examen sur la base des nouveaux renseignements et éléments de preuve présentés. Il a noté aussi que le représentant de la Pologne reconnaissait que la présentation de données et de renseignements nouveaux dans le cadre d'un examen au titre de l'article 8:10 pouvait avoir des implications juridiques. L'OSpT croyait comprendre qu'en fournissant des renseignements additionnels la Pologne avait pour principal objectif de donner une description aussi complète que possible de la situation et de l'évolution de la branche de production nationale. Il a rappelé qu'il avait déjà dit, en examinant la mesure au titre de l'article 6:10, que cet examen devait être fondé essentiellement sur les renseignements fournis par la Pologne au titre de l'article 6:7 au moment où elle avait demandé d'engager des consultations avec la Roumanie. Il a indiqué en outre que l'examen de la communication de la Pologne présentée au titre de l'article 8:10 devait reposer sur la même approche. Il a fait observer que, même si les nouvelles données et les nouveaux renseignements communiqués par la Pologne comblaient certaines lacunes en donnant une description plus complète des faits affectant la branche de production polonaise, ils ne contenaient pas d'éléments que l'OSpT ignorait totalement et qui l'amèneraient à une évaluation très différente de celle qu'il avait faite conformément à l'article 6:10.

34. Ayant fait les observations préliminaires mentionnées ci-dessus, l'OSpT a examiné, une par une, les raisons pour lesquelles la Pologne estimait qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à la recommandation qu'il avait faite. À propos de l'évolution de la branche de production nationale au cours des cinq dernières années, la Pologne a fait valoir, pour l'essentiel, que la concurrence des importations à bas prix au cours des cinq années considérées avait provoqué la faillite de cinq entreprises et en avait obligé trois autres à engager un processus de liquidation. Comme les trois autres entreprises encore en activité étaient aussi en difficulté, le retrait de la mesure de sauvegarde les aurait amenées à fermer leurs portes. Au sujet des arguments relatifs à l'évolution du marché polonais et de la branche de production nationale au cours des cinq dernières années, c'est-à-dire pendant la période débutant en 1996, l'OSpT reconnaissait que l'ATV ne donne pas d'indication précise sur la durée de la période couverte par l'enquête (et, donc, de la période sur laquelle portent les renseignements précis et pertinents mentionnés à l'article 6:7). En conséquence, la définition de la durée de cette période est laissée, dans une large mesure, à l'appréciation des autorités du Membre invoquant les dispositions de l'article 6. Bien que l'emploi du présent à l'article 6:2 ("... un produit particulier est importé ...") et la mention, à l'article 6:7, de renseignements "aussi actualisés que possible" semblent indiquer que les renseignements à communiquer devraient porter, au moins, sur les faits récents, il n'y a pas d'indication semblable précisant quel devrait être le point de départ de la période sur laquelle portent les renseignements factuels. Compte tenu de cela, l'OSpT avait procédé à l'examen de la question au titre de l'article 6:10 sur la base des renseignements fournis par la Pologne pour la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il découle également de ce qui précède que la référence à des faits antérieurs à la période sur laquelle portent les renseignements factuels fournis conformément à l'article 6:7 ne pouvait guère être considérée comme une raison valable pour expliquer qu'un Membre n'est pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT. Toutefois, l'OSpT se rendait compte que, dans son exposé de l'affaire au titre de l'article 6:10, le représentant de la Pologne avait fourni des renseignements additionnels qui portaient aussi en partie sur des éléments liés à l'évolution de la situation entre 1996 et 1998. En analysant ces données, l'OSpT avait déjà exprimé l'opinion selon laquelle les tendances enregistrées faisaient apparaître, au mieux, un redressement des importations totales, mais n'étaient pas l'affirmation selon laquelle il y

aurait eu une augmentation significative des importations par rapport aux années précédentes. En outre, les nouveaux renseignements et les nouvelles données communiqués par la Pologne au titre de l'article 8:10 confirmaient la situation globale que l'OSpT avait déjà observée lors de son examen au titre de l'article 6:10. Des changements importants s'étaient amorcés au milieu des années 90, avec la chute brutale de la consommation, la contraction continue du marché intérieur et le regroupement de la production dans trois entreprises. Toutefois, les importations fluctuaient aussi et, en tout état de cause, leur accroissement en quantité n'avait pas été tel (ni avant ni pendant la période de référence) que cela aurait justifié l'invocation des dispositions de l'article 6. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT ne pouvait pas conclure que la concurrence des importations à bas prix avait provoqué la faillite de cinq entreprises et avait conduit à la liquidation de trois autres. En tout état de cause, les cinq entreprises avaient fait faillite avant la période pour laquelle la Pologne avait communiqué des renseignements au titre de l'article 6:7. De plus, toutes les indications obtenues montraient que la liquidation des trois autres entreprises avait commencé avant la période de référence ou que la situation de ces entreprises ne pouvait en aucun cas être imputée à l'accroissement des importations totales en 2000. Par conséquent, l'OSpT était d'avis qu'il était préférable d'examiner l'affirmation selon laquelle le retrait de la mesure de sauvegarde entraînerait l'élimination de l'ensemble de la branche de production polonaise des fils en question après avoir examiné toutes les raisons données par la Pologne dans sa communication au titre de l'article 8:10.

35. Une autre raison invoquée par la Pologne pour expliquer qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT pouvait être décrite comme consistant en une évaluation différente de celle de l'OSpT de l'évolution de certaines variables économiques mentionnées à l'article 6:3. D'après la Pologne, si l'on faisait abstraction des indicateurs économiques qui étaient manifestement orientés à la baisse pendant la période de référence (ventes intérieures, parts de marché, résultats financiers et emploi), une tendance inverse pouvait être observée pour d'autres indicateurs que l'OSpT avait jugés neutres (stocks, investissement et capacité utilisée). Si ces derniers semblaient neutres pendant la période de référence au niveau de l'ensemble de la branche de production nationale, les résultats respectifs des trois entreprises en liquidation et des trois autres entreprises étaient très différents. La Pologne avait indiqué à cet égard que le comportement commercial des entreprises en liquidation avait eu un effet préjudiciable sur la situation des entreprises encore en activité. L'OSpT a examiné ces arguments en détail. Il a relevé, en particulier, qu'il n'avait pas considéré l'investissement comme neutre mais plutôt comme un élément positif pour ce qui était des trois entreprises encore en activité, lesquelles semblaient avoir commencé à reprendre confiance et avaient élaboré des stratégies commerciales à long terme. S'agissant des stocks, l'OSpT, ne pouvait pas, entre autres, souscrire à l'affirmation selon laquelle les trois requérants avaient été gravement affectés par le gonflement des stocks, car le niveau de leurs stocks était resté relativement bas et n'indiquait pas en soi que la branche de production rencontrait de graves difficultés pour écouler sa production. En ce qui concernait la capacité utilisée, l'OSpT a noté que les résultats des trois requérants avaient progressé pendant la période de référence. Si l'on pouvait soutenir que l'utilisation de la capacité pouvait être jugée non satisfaisante, on ne pouvait pas prétendre qu'elle ne s'était pas améliorée pendant la période considérée. En outre, le faible taux d'utilisation pouvait amener à s'interroger sur le bien-fondé des ajustements effectués ou des prévisions concernant les possibilités de vente futures. L'OSpT a donc conclu que, pour les trois "requérants", les investissements réalisés représentaient une évolution positive pendant la période considérée; une légère augmentation de la capacité utilisée pouvait aussi être observée, mais il n'y avait pas eu de modification sensible du niveau des stocks. À propos de l'argument de la Pologne selon lequel, en ce qui concernait les stocks et la capacité utilisée, le comportement sur le marché des entreprises en liquidation avait un effet préjudiciable sur l'activité des entreprises restantes, et la situation difficile des premières était due à la concurrence des importations à bas prix, l'OSpT a noté qu'en invoquant ces arguments la Pologne semblait admettre indirectement que des facteurs autres que l'accroissement des importations pendant la période de référence pouvaient être à l'origine de la situation de la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents, ou pouvaient y contribuer largement. Si la Pologne considérait que la situation des trois entreprises en activité n'était



pas satisfaisante, elle reconnaissait, dans le même temps, que cela était imputable, pour une large part, aux effets préjudiciables du comportement commercial des entreprises en liquidation, et non à l'accroissement des importations totales pendant la période de référence. En analysant la situation au début, la Pologne aurait dû faire une distinction entre le préjudice grave prétendument causé par l'accroissement des importations pendant la période considérée et les effets préjudiciables d'autres facteurs éventuels.

36. Quant à la troisième grande raison pour laquelle la Pologne estimait qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT, à savoir le fait que la Roumanie était le principal exportateur des produits en question vers le marché polonais et que ces exportations avaient entraîné une sous-cotation constante des prix intérieurs en Pologne, l'OSpT a noté qu'avant d'aborder les points mentionnés à l'article 6:4 (imputation du préjudice grave aux importations en provenance de différents Membres) il devait d'abord être pleinement convaincu du bien-fondé de la détermination établie par le Membre importateur selon laquelle le produit en question était importé en quantités tellement accrues qu'il portait un préjudice grave à la branche de production nationale. Cela n'avait pas été le cas lorsqu'il avait examiné la même mesure au titre de l'article 6:10, et les arguments de la Pologne se référant à l'article 8:10 ne modifiaient pas son opinion et sa conclusion à cet égard. L'OSpT devait donc refuser d'examiner les questions relatives à la part et au niveau de prix des importations en provenance de Roumanie sur le marché polonais.

37. Enfin, l'OSpT a repris l'examen de l'affirmation de la Pologne selon laquelle le retrait de la mesure de sauvegarde transitoire entraînerait l'élimination de l'ensemble de la branche de production nationale de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues. L'examen des raisons données par la Pologne pour expliquer pourquoi elle n'était pas en mesure de se conformer à sa recommandation n'ayant pas amené l'OSpT à modifier son analyse de chacun des aspects importants de l'affaire, selon laquelle, en particulier, la Pologne n'avait pas démontré que les fils visés par la mesure de sauvegarde étaient importés sur son territoire, pendant la période de référence, en quantités tellement accrues qu'ils portaient un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents, l'OSpT ne pouvait pas accepter cette affirmation. Ayant examiné de manière approfondie les raisons données par la Pologne pour expliquer pourquoi elle n'était pas en mesure de se conformer à sa recommandation, l'OSpT a conclu que ces raisons ne l'amenaient pas à modifier la conclusion et la recommandation qu'il avait formulées après l'examen, conformément à l'article 6:10, de la mesure de sauvegarde transitoire en question. L'OSpT a donc recommandé que la Pologne reconsidère sa position et abroge immédiatement la mesure de sauvegarde appliquée aux importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins, en provenance de Roumanie.

*iii) Mise en œuvre de la recommandation de l'OSpT*

38. À sa réunion de décembre 2001, compte tenu du fait que l'article 8:9 de l'ATV dispose que "les Membres s'efforceront d'accepter dans leur intégralité les recommandations de l'OSpT, qui exercera une surveillance appropriée sur leur mise en œuvre", et du fait que la Pologne ne lui avait fait parvenir aucun renseignement quant à la mise en œuvre de ladite recommandation, l'OSpT a décidé de demander à la Pologne de lui fournir ces renseignements.<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup> Pour les renseignements complémentaires communiqués ultérieurement par la Pologne, voir plus loin le paragraphe 440.

- b) États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan: décision de l'ORD

39. Le 9 juillet 2001, les États-Unis ont notifié<sup>19</sup> leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial établi à la demande du Pakistan conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994 pour examiner la décision des États-Unis de maintenir une limitation concernant les importations de fils de coton peignés en provenance du Pakistan, mesure que l'OSpT avait recommandé aux États-Unis d'abroger.<sup>20</sup> L'Organe d'appel a examiné les questions qui lui avaient été renvoyées et, entre autres choses, a recommandé que l'Organe de règlement des différends (ORD) demande aux États-Unis de mettre leur mesure qui était jugée incompatible avec l'ATV, dans le rapport de l'Organe d'appel et dans le rapport du Groupe spécial tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, en conformité avec leurs obligations au titre de cet accord. Le 5 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel<sup>21</sup> et le rapport du Groupe spécial tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel. À la réunion suivante de l'ORD, tenue en novembre 2001, la représentante des États-Unis a déclaré que le 8 novembre 2001 le Comité interadministrations pour l'application des accords sur les textiles, qui était présidé par le Département du commerce, avait chargé l'Administration des douanes des États-Unis de supprimer la limite fixée aux importations de fils de coton peignés en provenance du Pakistan. Cette mesure avait pris effet le 9 novembre 2001.

## **5. Questions liées à la mise en œuvre de l'ATV, examinées dans le cadre des organes supérieurs de l'OMC**

- a) Préparation de la Conférence ministérielle de Doha et Décision de Doha

40. Dans le contexte de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha, une série de consultations formelles et informelles sur la mise en œuvre de l'ATV ont eu lieu sur la base de la décision prise par le Conseil général le 3 mai 2000 de se réunir en sessions extraordinaires pour traiter les questions de mise en œuvre en suspens et pour évaluer les difficultés existantes, identifier les moyens nécessaires pour les résoudre et prendre les décisions en vue d'une action appropriée au plus tard pour la quatrième session de la Conférence ministérielle. Certains Membres ont fait des propositions concernant certains aspects de la mise en œuvre de l'ATV. En particulier, le 28 août 2001, les pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)<sup>22</sup> ont fait parvenir au Président du Conseil général une communication dans laquelle ils abordaient, entre autres, la question de la mise en œuvre de l'ATV, soulignant la nécessité d'une "intégration plus complète du secteur des textiles et des vêtements" et proposant des mesures à cet effet.<sup>23</sup> Les mesures proposées consistaient, entre autres, à éliminer plus rapidement les restrictions contingentaires, à appliquer des coefficients de croissance majorés pendant les dernières années d'application de l'ATV, à faire preuve de modération dans la modification unilatérale des règles d'origine au détriment des pays en développement et des pays les moins avancés, et à imposer un moratoire jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2007, sur l'application de mesures antidumping, de mesures compensatoires et de mesures de sauvegarde par les pays importateurs à l'encontre des exportations des pays en développement et

---

<sup>19</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 151.

<sup>20</sup> *Ibid.*, paragraphes 136 à 149.

<sup>21</sup> Voir le document WT/DS192/AB/R.

<sup>22</sup> Les pays membres de l'ASACR sont le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka.

<sup>23</sup> Voir le document WT/L/412.

des pays les moins avancés. De même, dans une communication datée du 22 octobre 2001<sup>24</sup>, le Groupe des 77 et la Chine ont souligné la nécessité de procéder immédiatement à une intégration significative du secteur des textiles et des vêtements, eu égard à la libéralisation très limitée des échanges de produits soumis à des limitations contingentaires spécifiques, et d'améliorer nettement les possibilités d'accès aux marchés pour les petits fournisseurs des pays en développement. Les mesures dans ce domaine devaient consister, entre autres, en une libéralisation accélérée par la levée des restrictions conformément à l'ATV, et en l'instauration d'un moratoire sur les mesures antidumping, les mesures compensatoires et les mesures de sauvegarde auxquelles ont recours les pays industrialisés.

41. Le 26 septembre, le Président du Conseil général et le Directeur général ont présenté un projet de décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, et des versions révisées de ce projet ont ensuite été présentées le 27 octobre et le 13 novembre 2001. Le 14 novembre 2001, la Conférence ministérielle de Doha a adopté la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre<sup>25</sup>, qui comprend la section ci-après concernant la mise en œuvre de l'ATV. La Conférence ministérielle:

"Réaffirme l'attachement à la mise en œuvre complète et fidèle de l'Accord sur les textiles et les vêtements, et convient:

- [-] que les dispositions de l'Accord concernant l'intégration anticipée de produits et l'élimination des restrictions contingentaires devraient être effectivement utilisées;
- [-] que les Membres feront preuve d'une attention particulière avant d'ouvrir des enquêtes en rapport avec des mesures correctives antidumping concernant les exportations de textiles et de vêtements des pays en développement antérieurement soumises à des restrictions quantitatives au titre de l'Accord pendant une période de deux ans suivant la pleine intégration de cet accord dans le cadre de l'OMC;
- [-] que sans préjudice de leurs droits et obligations, les Membres notifieront tous changements apportés à leurs règles d'origine concernant les produits qui relèvent du champ d'application de l'Accord au Comité des règles d'origine qui pourra décider de les examiner.

Demande au Conseil du commerce des marchandises d'examiner les propositions ci-après:

- [-] que lorsqu'ils calculeront les niveaux des contingents ouverts aux petits fournisseurs pour les dernières années de l'Accord, les Membres appliqueront la méthodologie la plus favorable disponible en ce qui concerne ces Membres au titre des dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance dès le début de la période de mise en œuvre; accorderont le même traitement aux pays les moins avancés; et, lorsque cela est possible, élimineront les restrictions contingentaires à l'importation pour ce qui est de ces Membres;
- [-] que les Membres calculeront les niveaux des contingents pour les dernières années de l'Accord en ce qui concerne les autres Membres soumis à des limitations comme si la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avait été avancée au 1<sup>er</sup> janvier 2000;

---

<sup>24</sup> Voir le document WT/L/424.

<sup>25</sup> Voir le document WT/MIN(01)/17.

et de formuler des recommandations au Conseil général d'ici au 31 juillet 2002 en vue d'une action appropriée."<sup>26</sup>

- b) Deuxième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV par le Conseil du commerce des marchandises

42. Le CCM a entamé l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration (à savoir du 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 2001) à sa réunion du 27 septembre 2001. Pour cet examen, il disposait du rapport général établi par l'OSpT, conformément à l'article 8:11<sup>27</sup>, ainsi que de renseignements statistiques de base concernant l'évolution du commerce mondial des textiles et des vêtements, préparés par le Secrétariat de l'OMC à la demande de l'OSpT<sup>28</sup>, et d'une communication présentée par la délégation de l'Uruguay au nom des membres du Bureau international des textiles et des vêtements qui sont également Membres de l'OMC ou observateurs auprès de l'OMC.<sup>29</sup> Le CCM, entre autres, est convenu de la structure de l'examen portant sur les groupes de questions et les questions particulières que les Membres souhaitaient aborder. Une liste de sujets à examiner, regroupés sous quatre thèmes ("Processus d'intégration et autres questions connexes (article 2)", "Utilisation du mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6)", "Autres articles de l'ATV" et "Autres questions"), avait été approuvée. À sa réunion du 17 octobre 2001, le Conseil a entrepris l'examen détaillé de ces thèmes. Plus précisément, le Conseil a procédé à l'examen en détail d'un certain nombre de sujets classés sous les deux premiers thèmes, et commencé l'examen du troisième thème. Le 26 octobre 2001, le Conseil a poursuivi son examen des six sujets classés sous "Autres articles de l'ATV" restants. Les débats ont révélé que, sur certains sujets, il y avait des divergences importantes entre les points de vue et les perceptions mais que, sur d'autres questions, il semblait possible de parvenir à des conclusions. En conséquence, le Conseil a décidé que son Président tiendrait des consultations informelles en vue de déterminer sur quelles conclusions il y aurait moyen de s'entendre. À la réunion du CCM du 4 décembre 2001, le Président a indiqué qu'il avait tenu de nouvelles consultations informelles afin de parvenir à un accord sur le rapport final. Ce processus se poursuivait et il fallait encore du temps pour le mener à bien; le Président se proposait de poursuivre les consultations et de faire une nouvelle déclaration au Conseil général à sa réunion des 19 et 20 décembre 2001. De plus, à l'issue de ce processus, il ferait rapport au Conseil du commerce des marchandises. Le 20 décembre 2001, le Président du CCM a informé le Conseil général que, au vu des divergences de vues importantes qui subsistaient entre les participants, le processus de consultation serait poursuivi et intensifié en 2002, pour qu'un rapport puisse être présenté au Conseil le plus tôt possible.<sup>30</sup>

---

<sup>26</sup> Pour le suivi de la Décision ministérielle, voir plus loin, en particulier, les paragraphes 586 et 587 ainsi que le paragraphe 595.

<sup>27</sup> Voir le document G/L/459.

<sup>28</sup> Voir le document G/L/474.

<sup>29</sup> Voir le document G/C/W/304.

<sup>30</sup> Pour la suite de l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV, voir plus loin les paragraphes 592 à 594.

- c) La fonction de supervision du CCM au titre de l'article IV de l'Accord instituant l'OMC - Transparence concernant les nouvelles restrictions applicables aux textiles et aux vêtements faisant l'objet d'observations de la part de l'Organe de supervision des textiles

43. À sa réunion du 5 octobre 2001, le CCM a repris l'examen de cette question, qui avait été soulevée pour la première fois à sa réunion de février 2001, lors de l'examen du rapport de l'OSpT pour l'année 2000.<sup>31</sup> La question avait trait à l'existence d'un accord bilatéral de limitation entre les États-Unis et la Turquie, portant sur les exportations turques d'une catégorie déterminée de vêtements dans le cadre d'un accord plus large entre ces deux pays. Le problème concernait le rapport entre cette limitation bilatérale et l'Accord sur les textiles et les vêtements et, d'une manière plus générale, la responsabilité de l'OSpT en matière de supervision de la mise en œuvre de l'ATV, et le rôle du CCM dans la surveillance de ce processus. Suite à l'examen initial de février 2001 et aux consultations informelles, qui n'avaient pas permis de trouver une solution acceptable, la question, qui avait été inscrite à l'ordre du jour du CCM à la demande de Hong Kong, Chine au nom d'un groupe de Membres, avait été examinée à nouveau aux réunions du CCM du 14 mars et du 18 avril 2001. Il avait été proposé par ces Membres que le CCM: i) demande à tous les Membres de fournir sans délai à l'OSpT des renseignements complets sur les nouvelles restrictions et de préciser les dispositions de l'ATV qui en justifient l'introduction; ii) invite les Membres concernés à clarifier et rectifier les mesures qui avaient déjà fait l'objet d'un examen et d'observations de la part de l'OSpT; et iii) souligne à nouveau la nécessité, en particulier pour les Membres qui appliquent des limitations, de s'assurer de la conformité de toutes les mesures avec leurs obligations au titre de l'Accord.<sup>32</sup> À sa réunion d'octobre 2001, le CCM a décidé que son Président poursuivrait les consultations sur la façon de traiter cette question et qu'il procéderait en outre à de nouvelles consultations sur les aspects de fond considérés. À la réunion du CCM du 4 décembre 2001, il a été convenu que, comme cette question était aussi examinée dans le cadre du deuxième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV par le CCM, et compte tenu du fait que le Conseil étudiait en même temps les conclusions possibles de l'examen majeur, il semblait opportun de procéder à l'examen de cette question compte tenu des résultats de l'examen majeur.<sup>33</sup>

- d) Composition de l'OSpT pour l'étape 3

44. La composition de l'OSpT pour l'étape 3 de la mise en œuvre de l'ATV (2002 à 2004) a été décidée par le Conseil le 20 décembre 2001.<sup>34</sup> La liste des membres de l'OSpT, de leurs suppléants et des observateurs, ainsi que les modifications successives, figurent dans les rapports de l'OSpT.

---

<sup>31</sup> Voir aussi le document G/L/459, paragraphes 500 à 503.

<sup>32</sup> Voir le document G/C/W/260/Rev.1.

<sup>33</sup> Pour la suite de l'examen de cette question par le CCM, voir plus loin le paragraphe 596.

<sup>34</sup> Voir le document WT/L/443.

## TROISIÈME PARTIE: MISE EN ŒUVRE DE L'ATV PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION

### I. INTÉGRATION

45. Comme cela a déjà été dit<sup>35</sup>, l'ATV prévoit une période transitoire de dix ans, au cours de laquelle le secteur des textiles et des vêtements doit être progressivement intégré dans le cadre du GATT de 1994. Les produits constituant le secteur des textiles et des vêtements aux fins de la mise en œuvre de l'ATV sont indiqués dans l'Annexe détaillée de l'Accord. Cette annexe, qui indique chaque produit au niveau des positions à six chiffres de la Nomenclature du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH), comprend tous les textiles et les vêtements qui faisaient l'objet de restrictions au titre de l'AMF ou de restrictions de ce type dans au moins un pays importateur pendant la période où l'ATV a été négocié.

46. Dans le contexte de l'ATV, la notion d'intégration d'un produit ou d'un groupe de produits dans le cadre du GATT de 1994 signifie que le commerce de ce produit ou groupe de produits sort du champ d'application de l'ATV pour être régi uniquement par les règles et disciplines générales énoncées dans le GATT de 1994. En d'autres termes, une fois qu'un produit visé par l'ATV est intégré par un Membre, le commerce de ce produit avec les autres Membres de l'OMC est soumis aux règles normales du GATT. Cela signifie, entre autres, que le Membre concerné ne peut plus appliquer les mesures incompatibles avec le GATT de 1994 (telles que des restrictions quantitatives discriminatoires) qu'il pouvait maintenir pour le commerce de ce produit pendant la période antérieure à l'ATV et qui avaient pu être reportées dans le régime de l'ATV; ces mesures doivent être supprimées par suite de l'intégration et à la date à laquelle elle a lieu.

47. Il ressort de ce qui précède que le processus d'intégration est le principal pilier de la mise en œuvre de l'ATV, car il constitue le moyen de soumettre le commerce international de textiles et de vêtements aux règles et disciplines générales du GATT de 1994. Les règles et prescriptions régissant l'intégration sont définies aux paragraphes 6 à 11 de l'article 2. L'intégration doit être formellement mise en œuvre par tous les Membres de l'OMC, même s'ils n'appliquaient pas de restrictions dans le cadre du régime antérieur à l'ATV et si, par conséquent, ils n'ont pas maintenu ces restrictions dans le cadre de l'ATV. L'intégration est un processus progressif, par étapes, à moins que, conformément aux dispositions de l'article 6:1, les Membres aient expressément renoncé au droit de recourir au mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6) de l'ATV, auquel cas ils sont censés avoir intégré, dès le début de la période transitoire, tous les produits visés par l'ATV dans le cadre du GATT de 1994 (article 2:9). Pour tous les autres Membres, l'intégration s'effectue, en principe, en quatre étapes: 1<sup>er</sup> janvier 1995 (étape 1), 1<sup>er</sup> janvier 1998 (étape 2), 1<sup>er</sup> janvier 2002 (étape 3) et 1<sup>er</sup> janvier 2005 (intégration complète).<sup>36</sup> Toutefois, l'article 2:10 indique clairement que la fixation de dates précises pour les quatre étapes successives n'empêche pas d'intégrer des produits dans le cadre du GATT de 1994 plus tôt que ne le prévoit le programme d'intégration applicable à l'une de ces étapes.

48. Le choix des produits à intégrer pendant chaque étape a été laissé aux Membres, dans les limites définies par les dispositions pertinentes de l'ATV. En conséquence, les programmes d'intégration mis en œuvre au cours des trois premières étapes devaient respecter les deux prescriptions de base suivantes:

- ils devaient comprendre des produits ne représentant pas moins d'un pourcentage spécifique (16 pour cent pour l'étape 1, 17 pour cent pour l'étape 2 et 18 pour cent

---

<sup>35</sup> Voir le paragraphe 10 ci-dessus.

<sup>36</sup> *Idem.*

pour l'étape 3) du volume total des importations des produits visés par l'ATV effectuées par les Membres en 1990;

- ils devaient également comprendre, pour chaque étape, des produits provenant de chacun des quatre principaux groupes de produits (peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements).

En outre, les programmes d'intégration respectifs devaient être notifiés en détail à l'OSpT dans les délais spécifiés. Une fois reçus, les programmes d'intégration ont été distribués promptement par l'OSpT à tous les Membres et ont été examinés par l'OSpT conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV.

49. Le 1<sup>er</sup> janvier 2005, c'est-à-dire à la date de l'intégration complète de la totalité du secteur, les Membres devront intégrer dans le cadre du GATT de 1994 tous les produits visés par l'ATV qu'ils n'auront pas intégrés pendant les étapes 1, 2 et 3. En outre, les Membres étaient censés notifier à l'OSpT, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2004, leurs programmes d'intégration respectifs pour la dernière étape.

50. L'ATV impose en gros les mêmes prescriptions techniques à tous les Membres qui ont notifié et mis en œuvre des programmes d'intégration pour les trois premières étapes. Toutefois, une distinction peut être faite entre les Membres qui ont notifié des restrictions au titre des dispositions de l'article 2:1 et les Membres qui ont seulement conservé le droit d'utiliser les dispositions du mécanisme de sauvegarde transitoire, prévu à l'article 6. Cette distinction est aussi reconnue à l'article 2:7, dans lequel les Membres ayant soumis aux règles de l'ATV les restrictions appliquées dans le cadre de l'AMF ou les restrictions du même type sont visés au paragraphe a), tandis que les autres Membres sont visés au paragraphe b). L'OSpT a déjà souligné, tant dans son premier que dans son deuxième rapport général<sup>37</sup>, que cette distinction faite entre les Membres était importante du point de vue de deux éléments interdépendants:

- le régime de commerce que les Membres ont soumis aux règles de l'ATV;
- les conséquences de l'intégration des produits dans le cadre du GATT de 1994.

Dans le cas des Membres qui ont notifié des restrictions devant être maintenues au titre de l'ATV, conformément à l'article 2:1, l'intégration d'un produit dans le cadre du GATT de 1994 a essentiellement deux conséquences: premièrement, toute restriction quantitative maintenue sur ce produit au titre de l'ATV est, du fait de l'intégration, éliminée; deuxièmement, si le produit ne fait pas l'objet d'une limitation, car il a été retiré du champ d'application de l'ATV, le mécanisme de sauvegarde transitoire ne peut plus être invoqué pour les importations de ce produit. Pour tous les autres Membres qui mettent en œuvre des programmes d'intégration au titre de l'ATV, l'intégration a pour effet de supprimer, pour les produits intégrés, la possibilité de recourir au mécanisme de sauvegarde transitoire. Puisque l'intégration supprime *ipso facto* les restrictions maintenues au titre de l'ATV, le fait d'intégrer certains produits peut avoir des conséquences très différentes pour les deux groupes de Membres définis ci-dessus.

51. Les programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2 et leur mise en œuvre ont été examinés en détail dans les premier et deuxième rapports généraux adoptés par l'OSpT.<sup>38</sup> De même, comme les Membres étaient tenus de notifier pour le 1<sup>er</sup> janvier 2001 au plus tard (c'est-à-dire pendant la période

---

<sup>37</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 66 et 67, et le document G/L/459, paragraphe 12.

<sup>38</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 9 à 77, et le document G/L/459, paragraphes 10 à 78.

de mise en œuvre de la deuxième étape du processus d'intégration) leurs programmes d'intégration respectifs à mettre en œuvre pendant l'étape 3, le deuxième rapport général de l'OSpT contenait aussi des renseignements factuels détaillés sur les programmes d'intégration pour l'étape 3 et présentait une évaluation de ces programmes.<sup>39</sup> Les faits intervenus à cet égard pendant la période de mise en œuvre de la deuxième étape du processus d'intégration et après l'adoption du deuxième rapport général de l'OSpT sont résumés dans la deuxième partie du présent rapport.<sup>40</sup>

52. Compte tenu de ce qui précède, dans le contexte de la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape du processus d'intégration, les points suivants doivent être examinés, aux fins du présent rapport, en ce qui concerne l'intégration:

- mise en œuvre par les Membres de leurs programmes d'intégration respectifs pour l'étape 3, y compris les faits nouveaux intervenus pendant la période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, et évaluation actualisée desdits programmes d'intégration;
- outre l'intégration pour l'étape 3, mise en œuvre des programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2 pendant la période couverte par le présent rapport, en ce qui concerne les Membres ayant accédé récemment à l'OMC et, le cas échéant, également par les nouveaux Membres eux-mêmes;
- dernière étape de l'intégration à mettre en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (concernant les notifications que les Membres devaient présenter au moins 12 mois avant qu'elle ne prenne effet).

A. MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'INTÉGRATION PENDANT L'ÉTAPE 3

**1. Membres visés à l'article 2:7 a) qui continuent de maintenir des restrictions au titre des dispositions de l'article 2**

53. Il convient de rappeler que les Membres qui avaient maintenu des restrictions au titre de l'AMF devaient notifier, conformément à l'article 2:6 et 2:7 a), leurs programmes d'intégration respectifs pour la première étape, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1994.<sup>41</sup> Le Canada, les Communautés européennes, la Norvège et les États-Unis ont présenté des notifications au titre de ces dispositions dans le délai fixé. Par la suite, pendant la mise en œuvre de l'étape 2 du processus d'intégration, la Norvège, invoquant les dispositions de l'article 2:15 relatives à l'élimination des restrictions (sans intégrer les produits visés dans le cadre du GATT de 1994), a éliminé en quatre étapes (1<sup>er</sup> janvier 1996, 1<sup>er</sup> janvier 1998, 1<sup>er</sup> janvier 1999 et 1<sup>er</sup> janvier 2001) toutes les restrictions qu'elle maintenait au titre de l'article 2.<sup>42</sup> L'effet potentiel de l'intégration des produits pendant la période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 a donc été le même pour la Norvège et pour les Membres visés à l'article 2:7 b) qui ont conservé le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6. Dans ce contexte, il n'est pas justifié d'examiner plus en détail l'incidence de l'intégration mise en œuvre par la Norvège pendant l'étape 3. Il convient de noter que la Norvège a indiqué avoir intégré, pendant cette étape, 21,65 pour cent du volume total, en 1990, de ses importations des produits visés par l'ATV (dont:

---

<sup>39</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 79 à 114 et paragraphes 675 à 681.

<sup>40</sup> Voir les paragraphes 15 à 18 ci-dessus.

<sup>41</sup> Cette date limite a été définie dans la décision pertinente adoptée par les Ministres à Marrakech, le 15 avril 1994.

<sup>42</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 255 et 261 à 264.



peignés et filés – 2,73 pour cent; tissus – 6,27 pour cent; articles confectionnés – 5,09 pour cent; vêtements – 7,57 pour cent).<sup>43</sup>

a) Programmes d'intégration pour l'étape 3 et mise en œuvre de ces programmes

54. Pendant le premier semestre de 2001, l'OSpT a examiné les programmes d'intégration respectifs pour l'étape 3, notifiés et, le cas échéant, corrigés et révisés ultérieurement par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis. En examinant ces programmes d'intégration, l'OSpT a noté que, conformément aux prescriptions de l'article 2:8 b), le volume des produits devant être intégrés, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis représentait au moins 18 pour cent du volume des importations totales des produits visés par l'ATV effectuées par les Membres en 1990. Il a aussi été possible de vérifier que des produits provenant de chacun des quatre groupes mentionnés à l'article 2:8 b) seraient intégrés par chacun de ces Membres. En outre, comme ces programmes devaient être mis en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2002, c'est-à-dire à la date du début de la troisième étape du processus d'intégration, il semble approprié de rappeler certaines caractéristiques pertinentes des programmes respectifs qui ont été déterminées et relevées par l'OSpT lorsqu'il a pu achever leur examen, au premier semestre de 2001.

55. Le Canada a indiqué que, conformément à l'article 2:8 b), le volume des importations à intégrer représentait 18,16 pour cent du volume total des importations des produits visés par l'Accord effectuées par le Canada en 1990. Les produits provenant de chacun des quatre groupes mentionnés à l'article 2:8 b) qui seraient intégrés représenteraient les pourcentages ci-après du volume des importations effectuées par le Canada en 1990: peignés et filés (5,51 pour cent), tissus (1,05 pour cent), articles confectionnés (7,77 pour cent) et vêtements (3,83 pour cent). L'OSpT a noté que le Canada intégrerait dix catégories de produits canadiens, 16 sous-catégories, ainsi que huit produits qui ne sont classés dans aucune catégorie spécifique des produits du Canada. L'OSpT a également noté qu'ainsi trois catégories et deux sous-catégories pour lesquelles le Canada maintenait des restrictions au titre de l'article 2:1 seraient intégrées dans leur totalité et que ces restrictions seraient donc éliminées. Dans un certain nombre d'autres cas, cependant, ces catégories faisaient partie de catégories et/ou de sous-catégories combinées soumises à limitation. Dans ces cas-là, les restrictions ne seraient que partiellement éliminées, ce qui affecterait 20 Membres de l'OMC au total, étant donné que les parties non intégrées des catégories et/ou sous-catégories combinées resteraient soumises à limitation. De plus, les produits de 17 autres catégories ou sous-catégories seraient intégrés, les restrictions n'étant que partiellement éliminées, ce qui affecterait 27 Membres de l'OMC au total. L'OSpT a également pris note de la déclaration du Canada selon laquelle, lorsqu'un produit ou une catégorie qui ne représentait qu'une partie d'une catégorie soumise à limitation, d'une catégorie combinée ou d'une sous-catégorie serait intégré, le niveau des restrictions restantes correspondantes (pour la catégorie, la catégorie combinée ou la sous-catégorie) ne serait pas réduit pour refléter l'élimination des restrictions appliquées à ces produits.<sup>44</sup>

56. Les Communautés européennes ont indiqué que, conformément à l'article 2:8 b), le volume des importations à intégrer représentait 18,08 pour cent du volume total des importations des produits visés par l'Accord qu'elles avaient effectuées en 1990. Les produits provenant de chacun des quatre groupes mentionnés à l'article 2:8 b) qui seraient intégrés représenteraient les pourcentages ci-après du volume des importations effectuées par les Communautés européennes en 1990: peignés et filés (3,82 pour cent); tissus (3,60 pour cent); articles confectionnés (4,44 pour cent); et vêtements (6,22 pour cent). L'OSpT a noté que les Communautés européennes intégreraient 57 catégories de produits des CE, dont 16 de peignés et filés, 14 de tissus, 18 d'articles confectionnés et neuf de

---

<sup>43</sup> *Idem*, paragraphe 84.

<sup>44</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 82.

vêtements. De plus, les Communautés européennes intégreraient quatre articles confectionnés qui ne sont classés dans aucune catégorie spécifique de produits des CE. L'OSpT a également noté que onze catégories des CE pour lesquelles les Communautés européennes maintenaient des restrictions au titre de l'article 2:1 de l'ATV avaient été incluses dans le programme d'intégration et que ces restrictions seraient donc éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Les restrictions appliquées à ces onze catégories des CE affectaient neuf Membres de l'OMC au total.<sup>45</sup>

57. Dans leur notification, les États-Unis ont indiqué que la part des produits à intégrer représentait 18,11 pour cent du volume total des importations aux États-Unis en 1990 des produits visés par l'Accord. Les produits provenant des quatre groupes cités à l'article 2:8 b) seraient intégrés et représentaient les parts suivantes du volume des importations aux États-Unis en 1990: peignés et filés (3,26 pour cent), tissus (3,91 pour cent), articles confectionnés (8,40 pour cent) et vêtements (2,55 pour cent). L'OSpT a noté également que le programme d'intégration comprendrait les produits provenant de 41 catégories des États-Unis, quatre catégories relevant du groupe des peignés et filés, cinq des tissus, huit des articles confectionnés et 24 des vêtements. Il en découlait en outre que les restrictions seraient levées le 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour les produits provenant de 38 catégories des États-Unis inclus dans le programme pour lesquels des restrictions avaient été maintenues au titre de l'article 2:1. Ces restrictions concernaient 20 pays Membres de l'OMC au total. Certaines d'entre elles seraient complètement éliminées parce qu'elles constituaient des limites spécifiques visant des produits de catégories simples ou combinées qui seraient totalement intégrés. Dans plusieurs autres cas, les produits inclus dans le programme d'intégration faisaient seulement partie de catégories de produits, et les restrictions affectant ces catégories ne seraient donc que partiellement éliminées. Avant d'être intégrée et quoique non assujettie à des limites spécifiques, la catégorie intégrée avait aussi dans plusieurs cas fait l'objet de restrictions quantitatives au titre de son inclusion dans une limite globale ou de groupe. S'agissant des conséquences de l'intégration des produits importés aux États-Unis en tant que produits ne formant qu'une partie d'une catégorie ou soumis à des limites de groupe ou à des limites globales, l'OSpT a noté la déclaration des États-Unis selon laquelle "s'agissant des effets de cette intégration en 2002 sur des limites spécifiques, de groupe et globales, ils [les États-Unis] [seraient] en contact avec [leurs] partenaires à l'Accord sur les textiles pendant l'année en cours [2001]. Des ajustements [seraient] apportés aux limites sur la base des échanges effectifs portant sur les produits à intégrer et les partenaires [des États-Unis] aux accords [seraient] invités à des consultations [avec les États-Unis] à ce sujet". À cet égard, l'OSpT a rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 4, tout changement apporté au niveau des restrictions ne porterait pas préjudice à l'accès offert aux Membres ni ne remettrait en cause les droits et obligations des Membres concernés au titre de l'ATV. Sachant que l'importation des produits intégrés, avant leur intégration, était soumise à l'octroi d'un visa, l'OSpT s'est enquis des conditions applicables aux produits intégrés dans le cadre du "GATT de 1994", conformément à la troisième étape du programme d'intégration, en vue de s'assurer qu'aucun visa ne serait requis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Les États-Unis ont indiqué dans leur réponse qu'"une décision [devrait] intervenir à ce sujet dans le courant de l'année [c'est-à-dire en 2001], après consultation de [leurs] partenaires bilatéraux sur les dispositions à prendre en matière de visas applicables aux échanges dans le domaine des textiles, afin de déterminer si les marchandises exportées en 2002 et intégrées cette même année [seraient] ou non soumises à la condition d'octroi d'un visa". L'OSpT a rappelé que, conformément à l'article 2:17, une notification avait été présentée par les États-Unis sur les dispositions prises en matière de visas en tant que mesures administratives et que, au titre de l'article 2:17, des mesures administratives ne pouvaient être jugées nécessaires qu'en relation avec la mise en œuvre des restrictions appliquées au titre de l'article 2. L'OSpT a également rappelé qu'en juin 1998, plusieurs Membres de l'OMC avaient demandé que l'OSpT soit chargé de l'examen, conformément aux articles 8:1 et 2:21, de la mise en œuvre de la deuxième étape du programme d'intégration des États-Unis eu égard au maintien des conditions requérant l'octroi d'un visa pour les produits inclus dans le programme. Dans ce contexte,

---

<sup>45</sup> *Idem*, paragraphe 83.

l'OSpT s'était notamment prévalu d'une communication des États-Unis indiquant que dans la réponse finale qui serait apportée aux questions soulevées "sans abandonner leur droit à maintenir de telles mesures, les États-Unis [...] élimineraient la disposition soumettant l'importation à l'octroi d'un visa pour les produits intégrés lors de la deuxième étape, sans condition et dès que possible mais, en tout état de cause, le 31 décembre 1998 au plus tard". Selon l'OSpT, l'élimination des conditions applicables en matière de visas se ferait sur une base NPF. Les États-Unis avaient ultérieurement adressé à l'OSpT, à titre d'information, un avis du *Federal Register* portant "élimination de l'obligation de demander un visa pour différentes catégories de textiles, conformément à la décision prise par l'OSpT à cet égard". Compte tenu de l'évolution en cours, l'OSpT s'attendait donc à être informé dès que possible du suivi de l'examen de cette question par les États-Unis.<sup>46</sup>

58. En vertu des dispositions de l'article 2:8 b), la troisième étape de l'intégration devait être mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Conformément aux dispositions de l'article 2:21, l'OSpT doit suivre la mise en œuvre de l'article 2, qui concerne, entre autres, le processus d'intégration. Il a exécuté et continue d'exécuter son mandat à cet égard, en examinant toute question pertinente particulière soumise par un Membre et en se basant sur les communications ou renseignements pertinents portés à son attention. N'ayant reçu aucune communication ni aucun renseignement sur ce point, l'OSpT suppose que les programmes d'intégration respectifs pour l'étape 3, tels qu'ils ont été notifiés et examinés, ont été mis en œuvre dans les délais par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis. Il importe aussi de noter à cet égard que, avant la mise en œuvre de leur programme d'intégration, les États-Unis ont informé l'OSpT (en réponse à la demande de renseignements adressée par l'Organe<sup>47</sup>) qu'ils avaient éliminé les prescriptions en matière de visa pour les produits qui seraient intégrés pendant la troisième étape.<sup>48</sup> Comme c'était la seule communication reçue par l'OSpT et le seul renseignement porté à son attention au sujet des questions relatives à la mise en œuvre des programmes d'intégration respectifs en général, on peut également supposer qu'aucun des Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2:1 n'a continué à appliquer les dispositions administratives convenues avec d'autres Membres, conformément à l'article 2:17, pour les produits intégrés pendant l'étape 3. Cela signifie que les Membres concernés avaient effectivement mis en œuvre l'intégration en retirant les produits inclus dans les programmes d'intégration pour l'étape 3 du champ d'application des dispositions de l'ATV. Enfin, les conséquences de l'élargissement des Communautés européennes le 1<sup>er</sup> mai 2004 pour les programmes d'intégration sont examinées brièvement aux paragraphes 61 et 81 ci-dessous.

b) Mise en œuvre des programmes d'intégration en ce qui concerne les Membres ayant accédé récemment à l'OMC

59. Deux nouveaux Membres ont accédé à l'OMC peu avant la mise en œuvre de l'intégration pour l'étape 3 ou le jour où elle a été mise en œuvre. La Chine est devenue Membre le 11 décembre 2001, et l'accession du Taipei chinois a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002. À la suite de ces accessions, les programmes de mise en œuvre pour l'étape 3 ont dû être appliqués le même jour (à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2002) à l'égard de la Chine et du Taipei chinois, comme pour tout autre Membre. L'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM) est devenue Membre de l'OMC le 4 avril 2003 et a donc pu bénéficier de l'intégration à cette date.

60. Comme il a été indiqué précédemment, une fois qu'un produit a été intégré, il n'entre plus dans le champ d'application de l'ATV et il est soumis aux règles et disciplines générales du GATT

---

<sup>46</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 85.

<sup>47</sup> Voir le paragraphe 57 ci-dessus.

<sup>48</sup> Voir aussi le paragraphe 18 ci-dessus.

de 1994. Comme le commerce des produits intégrés n'est plus régi par l'ATV (et, en particulier, comme aucune restriction ne peut être appliquée à ces produits en vertu de l'article 2), les programmes d'intégration mis en œuvre avant l'accession d'un nouveau Membre doivent être étendus à ce Membre. En conséquence, les programmes d'intégration pour les étapes 1, 2 et 3 ont dû être mis en œuvre pratiquement en une seule fois par les Membres concernés en ce qui concerne la Chine, le Taipei chinois et l'ERYM, respectivement. Le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis ont satisfait à leurs obligations respectives à cet égard. Il est important de noter que la mise en œuvre par ces Membres des programmes d'intégration pour les trois étapes successives concernant, respectivement, la Chine et le Taipei chinois a entraîné l'élimination d'un certain nombre de restrictions quantitatives maintenues précédemment.<sup>49</sup>

- c) Questions concernant les programmes d'intégration mis en œuvre par les Communautés européennes, après leur élargissement le 1<sup>er</sup> mai 2004

61. Dans une communication adressée à l'OSpT en réponse à des questions posées par l'Organe, dans le contexte de l'examen d'une communication présentée par plusieurs membres de l'OSpT demandant à ce dernier d'examiner l'"[i]ntroduction par l'Union européenne de restrictions contingentaires sur les marchés des dix nouveaux pays adhérents, Membres de l'OMC", les Communautés européennes ont indiqué, entre autres, ce qui suit: "Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Union européenne compte dix nouveaux États membres. Le paragraphe 7 de l'article 6 de l'Acte d'adhésion dispose que les nouveaux États membres doivent appliquer la politique commerciale commune en matière de textiles et que les restrictions quantitatives déjà existantes appliquées par la Communauté aux importations de produits textiles et de vêtements doivent être adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États Membres à la Communauté."<sup>50</sup> En outre, compte tenu de cette déclaration, il semble que les nouveaux États membres des Communautés européennes ont repris les programmes d'intégration des CE mis en œuvre pendant les étapes 1, 2 et 3. Il faut cependant noter que les Communautés européennes n'ont pas présenté à l'OSpT de notification particulière à ce sujet.

- d) Absence de recours aux dispositions de l'article 2:10 (intégration anticipée ou avancée)

62. L'article 2:10 dispose qu'"[a]ucune disposition du présent accord n'empêchera un Membre qui a présenté un programme d'intégration conformément aux paragraphes 6 ou 8 [de l'article 2] d'intégrer des produits dans le cadre du GATT de 1994 plus tôt que prévu dans ledit programme". Il est utile de rappeler que la Décision adoptée par la Conférence ministérielle à Doha (le 14 novembre 2001) indique, entre autres, ce qui suit: "La Conférence ministérielle [...] convient [...] que les dispositions [de l'ATV] concernant l'intégration anticipée de produits [...] devraient être effectivement utilisées."<sup>51</sup> Pendant l'examen majeur, effectué par le Conseil du commerce des marchandises, de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration, l'échange de vues entre les Membres a porté sur des questions concernant également cette disposition de l'ATV. Le rapport adopté par le Conseil à la fin de l'examen fait référence à la Décision de la Conférence ministérielle "qui contient une section portant sur certains des sujets débattus dans le cadre de l'examen majeur" et reproduit, dans une note de bas de page connexe, le texte complet de la décision concernant l'ATV (y compris le passage relatif à l'intégration anticipée).<sup>52</sup> Il convient aussi de noter que, dans son deuxième rapport général présenté au Conseil du commerce des marchandises, l'OSpT a estimé que "des mesures

<sup>49</sup> Voir les paragraphes 100 et 101, 106 à 108, 115 et 116, 118, 121, 122 et 124 ci-dessous.

<sup>50</sup> Voir le paragraphe 325 ci-dessous.

<sup>51</sup> Paragraphe 4.1 de la Décision adoptée par la Conférence ministérielle (WT/MIN(01)/17). Voir aussi les paragraphes 41 ci-dessus et 585 ci-dessous.

<sup>52</sup> Voir le document G/C/W/396, paragraphe 30 et note de bas de page connexe.

pouvaient être prises pendant la troisième étape du processus d'intégration au titre des dispositions pertinentes de l'article 2, se traduisant par des possibilités accrues pour les exportations de produits encore soumis à des limitations. Compte tenu également de [cela], l'OSpT recommande [...] que le Conseil [...] invite les Membres concernés à avoir recours, chaque fois que possible, aux dispositions de l'article 2:10 (intégration anticipée) [...] pendant la période de mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration".<sup>53</sup>

63. Également, dans le contexte indiqué ci-dessus, il convient de noter que, pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu aucune notification au titre de l'article 2:10 de la part des Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2:1. Cela signifie que la gamme des produits intégrés pendant l'étape 3 par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis n'a pas été élargie; elle est restée telle qu'elle avait été notifiée, puis mise en œuvre, le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

## **2. Membres conservant le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6**

### **a) Programmes d'intégration pour l'étape 3 notifiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002**

64. À la fin de décembre 2001, c'est-à-dire avant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, 39 des 47 Membres qui avaient conservé le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6 et qui avaient notifié des programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2, ont communiqué les programmes d'intégration à mettre en œuvre pendant l'étape 3, dont plusieurs après l'expiration de la date limite précisée à l'article 2:11. À ce moment-là, huit des 47 Membres susmentionnés (à savoir l'Afrique du Sud, le Bangladesh, l'Égypte, le Honduras, Israël, la Malaisie, Saint-Kitts-et-Nevis et le Venezuela) n'avaient communiqué aucun programme d'intégration pour l'étape 3.

65. En outre, à la fin de décembre 2001, l'OSpT a été en mesure d'achever l'examen, conformément à l'article 2:21, de 33 notifications sur les 39 programmes d'intégration qui lui avaient été communiqués. Le Pakistan a notifié qu'il avait décidé d'intégrer la totalité de son secteur des textiles lors de l'étape 3 de l'intégration et, par conséquent, l'ensemble du secteur des textiles et des vêtements serait désormais régi par les règles du GATT de 1994.<sup>54</sup> L'OSpT a félicité le Pakistan pour cette décision. Dans le cas des 32 autres notifications (Argentine, Brésil, Chypre, Colombie, Corée, Costa Rica, El Salvador, Estonie, Hongrie, Inde, Indonésie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Maurice, Maroc, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie et Uruguay), l'OSpT a noté que, à chaque fois, les produits à intégrer représentaient au moins 18 pour cent des importations totales des Membres concernés des produits visés par l'ATV (le plus souvent des importations de 1990 en volume, parfois en valeur et/ou avec une année de base différente), et que, dans tous les cas, des produits provenant de chacun des quatre groupes (peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements) seraient intégrés.

66. En outre, s'agissant de la Turquie, il convient de rappeler qu'en décembre 1996, elle avait notifié au titre de l'article 2:10 qu'elle avait décidé d'avancer au 1<sup>er</sup> janvier 1998 l'intégration de certains produits qui auraient dû faire partie de la troisième étape d'intégration. Ces produits représentaient 29,07 pour cent du volume des importations totales de la Turquie en 1990. La notification de la Turquie indiquait, entre autres, ce qui suit: "[a]yant intégré des produits cités dans la notification de la Turquie concernant la deuxième étape de l'intégration conformément aux

---

<sup>53</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 681 et 682.

<sup>54</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 88.

paragraphe 8 a) et 11 de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements ainsi que des produits inclus dans la présente notification, la Turquie et la Communauté européenne, qui constituent une union douanière, continueront d'appliquer les mêmes droits et autres réglementations au commerce avec les territoires qui ne sont pas compris dans l'union, pour ce qui est des produits visés par l'Accord sur les textiles et les vêtements."<sup>55</sup> Cette déclaration explique aussi pourquoi le programme d'intégration de la Turquie pour l'étape 3, même s'il était présenté avec une structure légèrement différente, était très semblable au programme notifié par les Communautés européennes.

67. Comme il l'avait fait pour les notifications présentées au titre de l'article 2:6 et 2:8 a), l'OSpT a pris note, dans certains cas, de programmes d'intégration qui, à certains égards, ne satisfaisaient pas pleinement aux critères techniques établis à l'article 2:8 b). Il s'agissait de cas dans lesquels on ne disposait pas de données sur le volume, ou pour l'année 1990, ou dans lesquels la part des produits intégrés était calculée sur la base de données concernant l'ensemble du secteur des textiles et des vêtements parce que l'on ne disposait pas de données concernant les différents produits visés de l'ATV. Avant de prendre note de ces notifications, l'OSpT s'est assuré que de meilleures données n'étaient pas disponibles et a vérifié que la base des données fournies par chaque Membre était la même que celle qui avait été utilisée pour la première et la deuxième étape de l'intégration. Leurs étapes d'intégration respectives seraient ainsi mises en œuvre de manière uniforme.<sup>56</sup>

68. S'agissant des notifications adressées à l'OSpT après l'expiration des dates limites correspondantes définies à l'article 2:11, l'OSpT a répété qu'il prenait note des notifications tardives, sans préjudice du statut juridique desdites notifications.

69. L'examen par l'OSpT de six notifications de programmes d'intégration pour l'étape 3 (Bolivie, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay et République slovaque) n'a pas pu être achevé avant la fin de 2001, faute de réponses pleinement satisfaisantes aux questions spécifiques posées et aux précisions demandées par l'OSpT.

b) Faits nouveaux intervenus pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3

70. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, date de la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT a pu achever l'examen de certains des programmes d'intégration dont l'examen était en suspens. En outre, quelques nouvelles notifications ont été reçues et examinées. De plus, deux Membres ayant accédé récemment à l'OMC ont notifié leurs programmes d'intégration respectifs. L'élargissement des Communautés européennes, le 1<sup>er</sup> mai 2004, a aussi affecté les programmes d'intégration respectifs notifiés par certains des dix nouveaux États membres.

i) *Suivi de certaines notifications dont l'examen était en suspens*

71. Sur les six Membres mentionnés au paragraphe 69 ci-dessus, la République slovaque et le Guatemala ont fourni des réponses (en janvier et en février 2002, respectivement) aux questions posées et aux précisions demandées par l'OSpT au sujet de leurs programmes d'intégration pour l'étape 3. À sa réunion de février 2002, l'OSpT, notant que les précisions qu'il avait demandées à la Bolivie, au Mexique, au Nicaragua et au Paraguay au sujet des notifications qu'ils avaient présentées au titre de l'article 2:8 b) et 2:11 ne lui étaient pas encore parvenues, a décidé de réitérer ses demandes, compte tenu du fait que les programmes d'intégration respectifs devaient être mis en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Par la suite, des notifications additionnelles ont été présentées par le Paraguay (en avril 2002) et par la Bolivie (en mars 2003).

---

<sup>55</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 71 et 72.

<sup>56</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 86 à 91, et aussi les paragraphes 16 et 17 du présent rapport.

72. Sur la base des précisions fournies par les Membres concernés au sujet de différents aspects techniques de leurs notifications respectives, l'OSpT a pu achever l'examen des programmes d'intégration pour l'étape 3 du Guatemala, du Paraguay et de la République slovaque. Il a constaté que, dans chacun de ces trois cas, les produits intégrés pendant l'étape 3 représentaient au moins 18 pour cent du volume total des produits visés par l'ATV importés respectivement par ces Membres en 1990 (pour la République slovaque, en 1993), et que des produits provenant de chacun des quatre groupes (peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements) avaient été inclus dans les programmes d'intégration pertinents.

73. La notification additionnelle présentée par la Bolivie demandait le remplacement de certaines positions tarifaires figurant dans le programme d'intégration pour l'étape 3, notifié initialement, par d'autres positions tarifaires. Notant que cette notification additionnelle n'était pas suffisamment précise au sujet de certains aspects techniques en question, l'OSpT a décidé de demander des précisions à la Bolivie sur ces points. La Bolivie n'ayant présenté aucune autre communication, l'OSpT n'a pas été en mesure d'achever l'examen du programme d'intégration de la Bolivie pour l'étape 3.

*ii) Nouvelles notifications reçues au titre de l'article 2:8 b) et 2:11*

74. Pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, des notifications ont été présentées au titre de l'article 2:8 b) et 2:11 par le Honduras (en janvier 2002), l'Égypte (en avril 2002) et le Venezuela (en avril et juillet 2002). En examinant ces notifications au titre de l'article 2:21, l'OSpT a noté que chacune d'elles satisfaisait aux prescriptions de base définies à l'article 2:8 b): les produits intégrés représentaient au moins 18 pour cent du volume total des importations effectuées en 1990 par les Membres concernés et provenaient de chacun des quatre groupes de produits.

*iii) Notifications reçues des Membres ayant accédé récemment à l'OMC*

75. À sa réunion de janvier 2002, l'OSpT a pris note de la notification présentée par la Chine au titre de l'article 6:1, dans laquelle celle-ci déclarait souhaiter conserver le droit d'utiliser le mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la période transitoire prévue dans l'ATV. À sa réunion de février 2002, l'OSpT a pris note de la notification présentée par le Taipei chinois au titre de l'article 6:1, dans laquelle celui-ci déclarait souhaiter conserver le droit d'utiliser le mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la période transitoire prévue dans l'Accord. Comme les deux notifications ont été adressées à l'OSpT pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, les Membres concernés devaient notifier les programmes d'intégration pour les trois étapes respectives et devaient les mettre en œuvre pratiquement en une seule fois.

76. La Chine a présenté des notifications distinctes au titre de l'article 2:6 et 2:7 b), 2:8 a) et 2:11 ainsi que 2:8 b) et 2:11, et l'OSpT a commencé à les examiner à sa réunion d'avril 2002. À cette occasion, il a décidé de demander à la Chine des précisions sur certains aspects de ses notifications. La Chine a fourni des renseignements supplémentaires en réponse aux questions de l'OSpT. Après avoir examiné ces réponses, l'OSpT a décidé, en mai 2002, de lui demander des précisions supplémentaires. Il a pris la même décision en juin 2002 lorsqu'il a repris l'examen des notifications présentées par la Chine, également sur la base des renseignements supplémentaires qu'elle avait fournis en réponse à ses questions. À sa réunion de juillet 2002, l'OSpT a pu achever l'examen, au titre de l'article 2:21, des notifications présentées par la Chine au sujet de ses programmes d'intégration pour les étapes 1, 2 et 3. Pendant cet examen, il a relevé que, conformément à l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b), le volume des importations des produits intégrés représentait, respectivement, 20,79, 17,07 et 18,10 pour cent du volume des importations des produits visés par l'Accord effectuées en 1992. Il a aussi relevé que, conformément à l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b), les produits intégrés pour chaque étape comprenaient des produits de chacun des quatre groupes: mèches et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements. À propos du fait que la part des produits à intégrer

avait été calculée sur la base des importations de 1992, l'OSpT a noté la déclaration de la Chine selon laquelle 1992 était la première année pour laquelle on disposait de données fondées sur le Système harmonisé.

77. Le Taipei chinois a présenté, en février 2002, des notifications au titre de l'article 2:6 et 2:7 b), 2:8 a) et 2:11, et 2:8 b) et 2:11. À sa réunion de février 2002, l'OSpT a commencé leur examen et a décidé de demander des précisions au Taipei chinois sur la question de savoir i) si certains des produits inclus dans les programmes d'intégration pertinents étaient visés par l'ATV, et ii) si les importations prises en compte pour les produits relevant des lignes du SH reprises à l'Annexe de l'ATV et pour lesquels seule une partie des lignes respectives était visée par l'ATV ("lignes ex du SH") correspondaient précisément à la désignation des produits figurant dans l'Annexe de l'ATV. L'OSpT a poursuivi l'examen de ces notifications à sa réunion d'avril 2002, également sur la base des renseignements supplémentaires fournis par le Taipei chinois en réponse aux questions posées par l'Organe. Après avoir examiné ces renseignements, l'OSpT a estimé qu'aucune réponse n'avait été donnée sur certains aspects, qui n'étaient donc pas suffisamment clairs. Sur cette base, il a décidé de demander davantage de précisions au Membre qui avait présenté la notification. Comme le Taipei chinois n'a présenté aucune communication complémentaire, l'OSpT n'a pas été en mesure d'achever l'examen des programmes d'intégration qu'il avait notifiés pour les étapes 1, 2 et 3.

*iv) Observations concernant les notifications tardives*

78. S'agissant des notifications adressées à l'OSpT après les dates limites correspondantes, l'OSpT a répété, dans chaque cas, qu'il prenait note des notifications tardives, sans préjudice du statut juridique desdites notifications.

*v) Mise en œuvre des programmes d'intégration pendant l'étape 3*

79. Comme il n'a reçu aucune communication suscitant des doutes à cet égard, l'OSpT considère que les programmes d'intégration pour l'étape 3 (ou, le cas échéant, pour les étapes 1, 2 et 3) qui lui ont été notifiés ont été mis en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou, dans les cas où les notifications ont été présentées après le 1<sup>er</sup> janvier 2002, au plus tard à la date de la communication de ces notifications (ou, le cas échéant, de leurs versions révisées qui ont permis à l'OSpT d'achever l'examen des notifications).

80. Comme il a été dit précédemment, un Membre (le Pakistan) a décidé d'intégrer la totalité de son secteur des textiles et des vêtements pendant l'étape 3.<sup>57</sup> À cet égard, il s'est aussi fondé sur les dispositions de l'article 2:10 concernant l'intégration anticipée ou avancée. Aucun autre Membre ayant conservé le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6 n'a invoqué les dispositions de l'article 10 pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration. Il faut noter qu'un seul de ces Membres a eu recours au mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la troisième étape de ce processus.<sup>58</sup>

*vi) Questions posées par l'élargissement des Communautés européennes, affectant les programmes d'intégration notifiés précédemment*

81. Comme cela est indiqué au paragraphe 61 ci-dessus, il apparaît que les dix nouveaux États membres des Communautés européennes ont repris, le 1<sup>er</sup> mai 2004, les programmes d'intégration des CE mis en œuvre pendant les étapes 1, 2 et 3. Bien qu'aucune notification particulière à ce sujet n'ait

---

<sup>57</sup> Voir le paragraphe 65 ci-dessus.

<sup>58</sup> Voir les paragraphes 429 à 436 ci-dessous.



été adressée à l'OSpT par les CE ou par les nouveaux États membres, il semble aussi que, si cette action n'a entraîné aucun changement pour certains des nouveaux États membres, car leurs programmes d'intégration respectifs étaient identiques aux programmes notifiés par les CE, cela n'a pas été le cas pour d'autres. L'OSpT note que de tels changements ne sont pas prévus dans les dispositions pertinentes de l'article 2 et que, de surcroît, en vertu de l'ATV, les produits qui ont été intégrés dans le cadre du GATT de 1994 ne peuvent pas être soumis de nouveau aux dispositions de l'Accord.

B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 2:8 C) ET 2:11

82. Aux termes des dispositions de l'article 2:8 c), "[l]es produits restants, c'est-à-dire les produits non intégrés dans le cadre du GATT de 1994 [...], seront intégrés, par lignes du SH ou catégories [...], comme suit: [...] le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après que l'Accord sur l'OMC aura pris effet, le secteur des textiles et des vêtements se trouvera intégré dans le cadre du GATT de 1994, toutes les restrictions appliquées au titre du présent accord ayant été éliminées". L'article 2:11 dispose que "[l]es programmes d'intégration respectifs appliqués conformément au paragraphe 8 [de l'article 2] seront notifiés en détail à l'OSpT au moins 12 mois avant qu'ils ne prennent effet, et seront distribués par l'OSpT à tous les Membres".

83. Comme il a été indiqué précédemment<sup>59</sup>, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après que l'Accord sur l'OMC aura pris effet est le 1<sup>er</sup> janvier 2005. À cette date:

- la quatrième (et dernière étape) de l'intégration sera mise en œuvre;
- de ce fait, l'ensemble du secteur des textiles et des vêtements sera pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994;
- en outre, la période transitoire de dix ans prendra fin, et l'ATV ainsi que les restrictions qui en relèvent devront avoir été abrogés.

84. Conformément aux dispositions de l'article 2:11, les notifications des Membres concernant la dernière étape de l'intégration devaient être reçues au moins 12 mois avant la date de mise en œuvre, c'est-à-dire au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Un seul Membre a présenté une notification dans le délai spécifié à l'article 2:11. Le Japon a communiqué la liste détaillée des produits textiles et des vêtements qu'il intégrerait le 1<sup>er</sup> janvier 2005. L'OSpT a examiné cette notification à sa réunion de janvier 2004. Au cours de cet examen, il a vérifié que, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le volume total des importations japonaises, en 1990, des produits visés à l'Annexe de l'ATV serait intégré dans le cadre du GATT de 1994, confirmant ce qu'il avait cru comprendre, à savoir que, conformément à l'article 2:8 c), tous les produits n'ayant pas encore été intégrés par le Japon dans le cadre du GATT de 1994 au titre de l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b) avaient été inclus dans la liste des produits qui seraient intégrés dans le cadre du GATT de 1994 le 1<sup>er</sup> janvier 2005. L'OSpT a félicité le Japon pour sa notification présentée dans les délais.

85. Dans le cadre de cet examen, l'OSpT, rappelant les dispositions de l'article 2:8 c) et 2:11, a fait observer que, jusqu'à sa réunion de janvier 2004, seul le Japon avait présenté une notification au titre de ces dispositions. L'OSpT a décidé de rappeler aux Membres l'obligation de notification énoncée dans les articles susmentionnés.<sup>60</sup> Il a fait observer à cet égard que les Membres qui avaient notifié, au titre de l'article 6:1, leur intention de ne pas conserver le droit d'utiliser les dispositions de

---

<sup>59</sup> Voir les paragraphes 10 et 47 ci-dessus.

<sup>60</sup> Voir le document G/TMB/29.

l'article 6 étaient, conformément à l'article 2:9, réputés avoir intégré leurs produits textiles et leurs vêtements dans le cadre du GATT de 1994 et étaient donc dispensés de se conformer aux dispositions des paragraphes 6 à 8 et 11 de l'article 2. Il a également été relevé que, indépendamment des engagements très clairs énoncés à l'article 2:8 c) ainsi qu'à l'article 9 quant à l'intégration complète, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, de l'ensemble du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, le respect de l'obligation de notification en question, en particulier par les Membres maintenant des restrictions au titre des dispositions de l'ATV, contribuerait à la mise en œuvre fidèle de cet accord.

86. Par la suite, trois Membres (le Canada, la Chine et les États-Unis) ont présenté des notifications que l'OSpT a examinées à sa réunion de février 2004. Le Canada a notifié que "[l]e 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Canada intégrera, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'applique et dont la liste figure à l'Annexe de l'Accord, qui n'ont pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration au titre de l'ATV. À cette date, le Canada éliminera toutes les restrictions restantes appliquées à ces produits au titre de l'ATV et il aura intégré, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV." La Chine a indiqué que "conformément à l'article 2:8 c) de l'Accord sur les textiles et les vêtements, [elle] intégrera[it] le 1<sup>er</sup> janvier 2005, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits restants non couverts par ses premier, deuxième et troisième programmes d'intégration". Les États-Unis quant à eux ont notifié que "[l]e 1<sup>er</sup> janvier 2005, les États-Unis intégreront, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'applique et dont la liste figure à l'Annexe de l'ATV, qui n'ont pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration au titre de l'ATV. À cette date, les États-Unis élimineront toutes les restrictions restantes appliquées à ces produits au titre de l'ATV et ils auront intégré, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV."

87. En examinant ces notifications conformément à l'article 2:21, l'OSpT a fait observer que les trois Membres avaient confirmé que, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après que l'Accord sur l'OMC aurait pris effet, leur secteur des textiles et des vêtements se trouverait intégré dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT, remarquant que les trois Membres n'avaient pas fourni de liste détaillée des produits qui seraient effectivement intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005, a fait observer que, pour assurer à la mise en œuvre de l'ATV la transparence nécessaire, il serait utile de fournir une telle liste des produits qui devaient être intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et il a demandé à tous les Membres concernés de le faire. L'OSpT a relevé en outre qu'il avait déjà rappelé aux Membres les prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 2:8 c) et 2:11.

88. L'OSpT a noté également que, dans leurs notifications respectives, le Canada et les États-Unis avaient expressément indiqué qu'à la date de l'intégration complète, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2005, toutes les restrictions restantes appliquées au titre de l'ATV seraient éliminées. L'OSpT a fait observer que ces réaffirmations étaient pleinement conformes aux dispositions des articles 2:8 c) et 9. Il a également rappelé que les restrictions quantitatives maintenues au titre de l'article 2 de l'ATV étaient mises en œuvre dans le cadre de procédures additionnelles, telles que les dispositions administratives convenues entre les Membres au titre de l'article 2:17. L'OSpT a rappelé que ces dispositions administratives ne pourraient être jugées nécessaires qu'en rapport avec la mise en œuvre des restrictions appliquées au titre de l'ATV. Par conséquent, avec l'élimination de toutes les restrictions quantitatives appliquées au titre de l'ATV, toutes les procédures et mesures administratives connexes, y compris celles qui sont prévues dans les dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17, seront du même coup abrogées.

89. L'OSpT a reçu trois autres notifications (des Communautés européennes, de l'Inde et de la Suisse), qu'il a examinées à sa réunion de mars 2004. Les Communautés européennes ont indiqué que "[l]e 1<sup>er</sup> janvier 2005, la Communauté européenne intégrera, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'applique et dont la liste figure à l'Annexe de

l'ATV, qui n'ont pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration au titre de l'ATV. À cette date, la Communauté européenne éliminera toutes les restrictions restantes appliquées à ces produits au titre de l'ATV et elle aura intégré, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV." L'Inde a notifié que, "conformément à l'article 2:8 c) de l'Accord sur les textiles et les vêtements, [elle] intégrera[it] le 1<sup>er</sup> janvier 2005, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits restants visés à l'Annexe de l'ATV qui [n'étaient] pas couverts par ses premier, deuxième et troisième programmes d'intégration". La Suisse a indiqué qu'elle "intégrera[it] le 1<sup>er</sup> janvier 2005, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits restants non couverts par ses premier, deuxième et troisième programmes d'intégration". Par souci de clarté, une liste détaillée des produits visés a été jointe à la notification.

90. En examinant ces notifications conformément à l'article 2:21, l'OSpT a fait observer que les trois Membres avaient confirmé que, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, leur secteur des textiles et des vêtements serait intégré dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT a réitéré l'observation qu'il avait faite antérieurement, à savoir que, pour assurer la transparence requise dans la mise en œuvre de l'ATV, il serait utile de fournir une liste détaillée des produits devant être intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005. En conséquence, l'OSpT avait déjà invité tous les Membres concernés à fournir cette liste. S'agissant de la notification présentée par la Suisse, l'OSpT a vérifié, sur la base de la liste détaillée fournie que, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le volume total des importations des produits visés à l'Annexe de l'ATV effectuées par la Suisse en 1990 serait intégré dans le cadre du GATT de 1994, ce qui confirmait son interprétation, selon laquelle, conformément à l'article 2:8 c), tous les produits n'ayant pas encore été intégrés par la Suisse dans le cadre du GATT de 1994 au titre de l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b) étaient inclus dans la liste des produits qui seraient intégrés dans le cadre du GATT de 1994 le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

91. Comme dans le cas des notifications présentées par le Canada et les États-Unis, l'OSpT a noté en outre que, dans leur notification, les Communautés européennes avaient expressément indiqué que, à la date de l'intégration complète, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2005, elles élimineraient toutes les restrictions restantes appliquées en vertu de l'ATV. L'OSpT a fait observer que cette réaffirmation était pleinement conforme aux dispositions des articles 2:8 c) et 9. Il a été rappelé en outre que les restrictions quantitatives maintenues en vertu de l'article 2 de l'ATV étaient appliquées dans le cadre de procédures additionnelles, telles que les dispositions administratives convenues entre les Membres et notifiées au titre de l'article 2:17. L'OSpT a rappelé que ces dispositions administratives ne pourraient être jugées nécessaires qu'en rapport avec la mise en œuvre des restrictions appliquées en vertu de l'ATV. Par conséquent, avec l'élimination de toutes les restrictions quantitatives appliquées conformément à l'ATV, toutes les procédures et mesures administratives connexes, y compris celles qui sont prévues dans les dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17, seront également abrogées.

92. Une autre notification a été présentée par la Roumanie, et l'OSpT l'a examinée à sa réunion d'avril 2004. La Roumanie a notifié que, "[c]onformément à l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, [elle] intégrera[it], dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'appliqu[ait] et dont la liste figur[ait] à l'Annexe de l'ATV, qui n'[avaient] pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration au titre de l'ATV". En examinant cette notification conformément à l'article 2:21, l'OSpT a fait observer que la Roumanie avait confirmé que, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, son secteur des textiles et des vêtements serait intégré dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT a réitéré l'observation qu'il avait faite antérieurement, à savoir que, pour assurer la transparence requise dans la mise en œuvre de l'ATV, il serait utile de fournir une liste détaillée des produits devant être intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

93. Trois autres notifications ont été présentées par la Norvège, le Taipei chinois et le Brésil, et l'OSpT les a examinées à sa réunion de mai 2004. La Norvège a notifié que, "le 1<sup>er</sup> janvier 2005,

[elle] intégrera[it], dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements dont la liste figur[ait] à l'Annexe de l'ATV, qui n'[avaient] pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration. Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, la Norvège aura[it] ainsi intégré, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV". Dans sa notification, le Taipei chinois a indiqué que le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu intégrerait, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'appliquait, dont la liste figurait à l'Annexe de l'ATV et qui n'[avaient] pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration prévues par l'ATV. À cette date, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu éliminerait toutes les restrictions restantes appliquées au titre de l'ATV à ces produits et aurait intégré ainsi, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés dans ladite liste. Une liste détaillée des produits concernés était jointe à la notification. Pour sa part, le Brésil a indiqué, dans sa notification, "[c]onformément à l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, [...] que, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Brésil intégrera[it], dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements non couverts par ses premier, deuxième et troisième programmes d'intégration". En examinant ces trois notifications, conformément à l'article 2:21, l'OSpT a fait observer que les trois Membres avaient confirmé que, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, leurs secteurs respectifs des textiles et des vêtements seraient intégrés dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT a réitéré l'observation qu'il avait faite antérieurement, à savoir que, pour assurer la transparence requise dans la mise en œuvre de l'ATV, il serait utile de fournir une liste détaillée des produits devant être intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005. S'agissant de la notification présentée par la Norvège, l'OSpT a rappelé que ce pays avait déjà éliminé en quatre étapes, conformément à l'article 2:15, toutes les restrictions qu'elle avait notifiées par référence à l'article 2:1. La Norvège n'appliquait donc plus, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, aucune restriction aux produits relevant du champ d'application de l'ATV. En ce qui concerne la notification présentée par le Taipei chinois, l'OSpT a rappelé que lorsqu'il avait commencé à examiner les notifications présentées par le Taipei chinois conformément à l'article 2:6, 2:7 b), 2:8 a), 2:8 b) et 2:11, il lui avait demandé des précisions sur ses notifications (y compris les renseignements additionnels communiqués par le Taipei chinois en réponse à une première série de questions posées par l'OSpT). Comme il n'avait pas reçu ces précisions, l'OSpT n'avait pas été en mesure d'achever l'examen des notifications des programmes d'intégration du Taipei chinois pour les première, deuxième et troisième étapes, et d'en prendre note. Toutefois, l'OSpT a indiqué que, malgré cela, il n'en restait pas moins que, conformément à l'article 9, l'ATV ainsi que toutes les restrictions qui en relevaient devraient avoir été abrogés le 1<sup>er</sup> janvier 2005, date à laquelle le secteur des textiles et des vêtements serait pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994. C'est pourquoi le fait que l'OSpT n'ait pas achevé l'examen des programmes d'intégration du Taipei chinois pour les trois premières étapes ne l'empêchait pas de prendre note de la notification de ce même Membre concernant l'étape finale de l'intégration. L'OSpT a également noté que suivant la notification, le Taipei chinois "éliminera[it] toutes les restrictions restantes appliquées au titre de l'ATV [aux] produits [relevant du champ d'application de l'Accord]". Il a observé à cet égard que le Taipei chinois n'avait notifié aucune restriction appliquée au titre de l'une quelconque des dispositions de l'ATV.

94. En outre, deux notifications ont été présentées par la Turquie et le Costa Rica, et l'OSpT les a examinées à sa réunion des 6 et 7 juillet 2004. La Turquie a notifié que "le 1<sup>er</sup> janvier 2005, [elle] intégrera[it], dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'appliquait, dont la liste figur[ait] à l'Annexe de l'ATV et qui n'[avaient] pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration prévues par l'ATV. À cette date, la Turquie éliminera[it] toutes les restrictions restantes appliquées au titre de l'ATV à ces produits et aura[it] ainsi intégré, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV". Dans sa notification, le Costa Rica a indiqué que "le 1<sup>er</sup> janvier 2005, [il] intégrera[it] dans le cadre du GATT de 1994 tous les produits textiles et les vêtements auxquels l'ATV s'appliquait, et qui [n'avaient] pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration. À cette date, le Costa Rica aura[it] intégré, dans le cadre du GATT de 1994, tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV". En examinant ces deux notifications au titre de l'article 2:21, l'OSpT a noté que les deux Membres

confirmaient que, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après que l'Accord sur l'OMC aura pris effet, leurs secteurs respectifs des textiles et des vêtements se trouverait intégré dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT a réitéré l'observation qu'il avait faite antérieurement, à savoir que, pour assurer la transparence requise dans la mise en œuvre de l'ATV, il serait utile de fournir une liste détaillée des produits devant être intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005. En conséquence, l'OSpT avait déjà invité tous les Membres concernés à fournir cette liste. L'OSpT a également noté que, dans sa notification, la Turquie avait indiqué expressément qu'à la date de l'intégration complète, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2005, elle éliminerait toutes les restrictions restantes appliquées à ces produits au titre de l'ATV et qu'elle aurait ainsi intégré dans le cadre du GATT de 1994 tous les produits énumérés à l'Annexe de l'ATV. L'OSpT a noté que cette réaffirmation était pleinement conforme aux dispositions des articles 2:8 c) et 9.

95. En outre, une notification a été présentée par la Corée et a été examinée par l'OSpT à sa réunion du 21 juillet 2004. La Corée a notifié que, "le 1<sup>er</sup> janvier 2005, la République de Corée intégrera[it] dans le cadre du GATT de 1994 tous les produits restants énumérés dans l'Annexe de l'ATV qui n[avaient] pas été intégrés au cours des trois premières étapes de l'intégration au titre de l'ATV". En examinant cette notification conformément à l'article 2:21, l'OSpT a noté que la Corée avait confirmé que, le premier jour du 121<sup>ème</sup> mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, son secteur des textiles et des vêtements serait intégré dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT a réitéré l'observation qu'il avait faite antérieurement, selon laquelle, pour assurer la transparence requise dans la mise en œuvre de l'ATV, il serait utile de fournir une liste détaillée des produits devant être intégrés le 1<sup>er</sup> janvier 2005. En conséquence, l'OSpT avait déjà invité tous les Membres concernés à fournir cette liste.

96. Sur les 48 Membres qui ont notifié un programme d'intégration pour l'étape 3, 14 ont présenté une notification au titre des dispositions de l'article 2:8 c) et 2:11, y compris tous les Membres ayant notifié des restrictions au titre de l'article 2:1.

## C. ÉVALUATION PLUS POUSSÉE ET OBSERVATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE L'OSP T

### 1. Programmes d'intégration mis en œuvre pendant l'étape 3

#### a) Membres maintenant des restrictions relevant de l'article 2:1

97. Le deuxième rapport général adopté par l'OSpT présentait une vue d'ensemble des programmes d'intégration mis en œuvre, respectivement, par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis pendant les étapes 1 et 2<sup>61</sup>, ainsi qu'un examen plus détaillé, avec un certain nombre d'observations, concernant les programmes d'intégration notifiés par ces Membres pour la mise en œuvre pendant l'étape 3.<sup>62</sup> Les caractéristiques fondamentales de ces programmes pour l'étape 3, décrites dans le deuxième rapport général, ainsi que les observations formulées par l'OSpT à cet égard sont restées valables, d'autant plus que, par rapport aux notifications initiales respectives, aucun de ces Membres n'a élargi la gamme des produits intégrés pendant l'étape 3. Nonobstant cette déclaration, il convient de mettre à jour les évaluations présentées dans le deuxième rapport général, car celles-ci, en particulier l'examen de l'incidence possible des programmes d'intégration pour l'étape 3 qui ont été notifiés, étaient fondées sur les renseignements dont l'OSpT disposait au moment de l'adoption du rapport susmentionné (c'est-à-dire en juillet 2001). Depuis lors, de nouveaux Membres, dont les exportations de produits visés par l'ATV faisaient l'objet de

---

<sup>61</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 15 à 19; 31 à 35; 37 et 38; 47 et 48; 50 et 51; 53 à 63; et 74 à 78.

<sup>62</sup> *Idem*, paragraphes 81 à 83; 85; 93 à 105; 108 à 113; et 676 à 681.

restrictions avant leur accession, ont accédé à l'OMC. La plupart de ces restrictions ont été soumises au régime de l'ATV, mais certaines avaient été éliminées du fait de l'intégration mise en œuvre pendant l'étape 3 par les Membres qui les appliquaient. Par conséquent, pour évaluer convenablement l'incidence des programmes d'intégration mis en œuvre, respectivement, par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis, il faut inclure, dans l'analyse globale, l'examen des effets de l'intégration sur les importations en provenance des Membres ayant accédé récemment à l'OMC.

98. Comme il a été indiqué précédemment<sup>63</sup>, la Chine est devenue Membre le 11 décembre 2001, le Taipei chinois le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM) le 4 avril 2003. Par conséquent, dans le cas de la Chine, l'intégration aurait dû être mise en œuvre, en principe, le 11 décembre 2001 pour les étapes 1 et 2, et le 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour l'étape 3. Étant donné la date de l'accession du Taipei chinois, les programmes d'intégration pour les étapes 1, 2 et 3 ont dû être mis en œuvre à son égard en une seule fois, le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Dans le cas de l'ERYM, la mise en œuvre a dû avoir lieu également en une seule fois, à savoir le 4 avril 2003.

99. En outre, sans préjudice de la justification ou de l'absence de justification juridique des restrictions appliquées par la Turquie<sup>64</sup>, l'examen de l'incidence des programmes d'intégration de la Turquie doit faire partie de cette évaluation actualisée. Bien que l'introduction et le maintien de restrictions par la Turquie aient été notifiés au titre de l'article 3:3<sup>65</sup>, les restrictions quantitatives appliquées par la Turquie affectent les produits (catégories de produits) pour lesquels les Communautés européennes maintiennent des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1 (et aussi de l'article 3:1). En outre, la Turquie a notifié les restrictions affectant les importations en provenance de deux nouveaux Membres en se référant expressément à l'article 2:1 (et aussi, le cas échéant, à l'article 3:1).

*i) Canada*

100. Le Canada a indiqué qu'il avait éliminé, avant le 11 décembre 2001, les restrictions quantitatives visant les importations en provenance de Chine des produits intégrés pendant les deux premières étapes de l'intégration. Sur la base de l'analyse des notifications pertinentes du Canada<sup>66</sup>, il peut être établi que, lors de l'accession de la Chine à l'OMC, le Canada a éliminé deux plafonds spécifiques: pour la catégorie 44 (gants de travail, intégrés pendant l'étape 1) et la catégorie 6 (chemises à col tailleur, intégrées pendant l'étape 2). En outre, le Canada a supprimé ce qu'il est convenu d'appeler les seuils de consultation (pouvant déclencher l'imposition de restrictions), pour trois sous-catégories (5.1 – pantalons, pour hommes et garçonnets, en laine; 11.1 – chandails, pour hommes et garçonnets; 45.1 – sacs à main, non enduits). Il faut cependant noter que le Canada avait intégré les sacs à main pendant l'étape 2, mais que l'intégration des produits visés n'a pas abouti à l'élimination des seuils de consultation pour les deux autres sous-catégories, d'autant moins que le Canada continue de maintenir des plafonds spécifiques sur les importations de produits des catégories plus larges concernées.

101. Le Canada a confirmé qu'il avait éliminé, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les limitations quantitatives concernant les importations en provenance du Taipei chinois des produits qu'il avait intégrés pendant

---

<sup>63</sup> Voir le paragraphe 59 ci-dessus.

<sup>64</sup> Voir les paragraphes 420 et 421 ci-dessous.

<sup>65</sup> Voir les paragraphes 408 à 410 ci-dessous.

<sup>66</sup> Voir les documents G/TMB/N/62 et G/TMB/N/62/Add.3 et Add.3/Corr.1; voir aussi les documents G/TMB/N/2 et corrigenda et G/TMB/N/214 et corrigenda.

les trois premières étapes de l'intégration dans le cadre de l'ATV. Sur la base des notifications pertinentes transmises par le Canada<sup>67</sup>, il peut être établi que la suppression d'un plafond spécifique (catégorie 44 – gants de travail et doublures de ganterie) a résulté de l'intégration des produits concernés pendant l'étape 1, et que la suppression de trois autres plafonds spécifiques (catégorie 6 – chemises à col tailleur; catégorie 45 – sacs à main, et catégorie 46 – nappes) a résulté de l'intégration mise en œuvre pendant l'étape 2.

102. Le Canada n'a maintenu aucune restriction concernant les importations en provenance de l'ERYM.

103. S'agissant de l'évaluation de l'incidence du programme d'intégration pour l'étape 3 mis en œuvre par le Canada, il convient de rappeler une fois encore que l'OSpT avait fourni une analyse détaillée sur cette question dans son deuxième rapport général.<sup>68</sup> Aux fins du présent rapport, les paragraphes suivants contiennent un résumé de certaines des observations formulées précédemment par l'OSpT, avec une mise à jour tenant compte des faits intervenus après l'adoption du rapport précédent.

104. En examinant dans quelle mesure les restrictions quantitatives maintenues par le Canada avaient été affectées par la mise en œuvre de son programme d'intégration pour l'étape 3, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, il convient de rappeler que le système de limitations appliqué par le Canada est relativement complexe car, dans de nombreux cas, une seule catégorie ou sous-catégorie de produits ne renferme pas nécessairement tous les produits faisant l'objet d'une limitation spécifique. Cela s'explique en grande partie par le fait que, dans plusieurs cas, les plafonds et les sous-plafonds spécifiques concernent des catégories et des sous-catégories de produits combinées. Dans ces circonstances, l'intégration d'une seule catégorie ou sous-catégorie de produits n'a pas entraîné nécessairement l'élimination d'une restriction quantitative dans son ensemble; elle a plutôt conduit à la réduction de la gamme des produits (catégories ou sous-catégories) restant soumis à une restriction spécifique.<sup>69</sup>

105. Compte tenu de ce qui précède, l'incidence de l'intégration peut être évaluée comme suit:

- dans un certain nombre de cas, des plafonds et des sous-plafonds spécifiques, concernant des catégories et des sous-catégories uniques ou combinées, ont été complètement éliminés à la suite de la mise en œuvre du programme d'intégration pour l'étape 3;
- dans d'autres cas, des plafonds et des sous-plafonds spécifiques n'ont été que partiellement éliminés, du fait de l'inclusion dans le programme d'intégration de parties de catégories ou de sous-catégories faisant l'objet de limitations, étant entendu qu'une catégorie, ou au moins une sous-catégorie, a été entièrement intégrée;
- dans plusieurs autres cas, aucune catégorie ou sous-catégorie n'a été entièrement intégrée, mais certains produits appartenant à la catégorie ou à la sous-catégorie considérée ont été inclus dans le programme d'intégration et, de ce fait, les produits

---

<sup>67</sup> Voir les documents G/TMB/N/62 et G/TMB/N/62/Add.4 et Add/4/Corr.1; voir aussi les documents G/TMB/N/2 et corrigenda et G/TMB/N/214 et corrigenda.

<sup>68</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 93 à 103.

<sup>69</sup> Voir aussi le paragraphe 55 ci-dessus.

intégrés ont cessé d'être soumis à la restriction qui continue de s'appliquer aux produits non intégrés concernés.

106. Le tableau 1 indique tous les plafonds et sous-plafonds spécifiques qui ont été complètement supprimés à l'issue de la mise en œuvre par le Canada de son programme d'intégration pour l'étape 3.<sup>70</sup>

**Tableau 1**

Plafonds et sous-plafonds spécifiques, concernant des catégories et des sous-catégories uniques ou combinées, complètement éliminés par le Canada du fait de la mise en œuvre de son programme d'intégration pour l'étape 3

Catégorie/sous-catégorie/ catégories combinées soumises à des limitations	Membres de l'OMC affectés
7.0**	Inde; Myanmar; Pakistan; Taipei chinois
7.0/8.1**	Émirats arabes unis; Roumanie; Sri Lanka*; Swaziland; Thaïlande*
7.1, 7.2/8.1**	Chine*; Corée*; Hong Kong, Chine*
8.1	Taipei chinois*
12.0	Chine; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Philippines; Qatar; Sri Lanka; Swaziland; Taipei chinois; Thaïlande
14.0	Bangladesh; Corée; Émirats arabes unis; Hong Kong, Chine; Indonésie; Macao, Chine; Malaisie; Philippines; Qatar; Singapour; Sri Lanka; Swaziland; Taipei chinois; Thaïlande
14.2	Taipei chinois
14.2 – 14.9	Chine
14.3	Taipei chinois
14.4	Taipei chinois
14.5	Taipei chinois
14.6	Roumanie; Taipei chinois
14.7	Taipei chinois
14.8	Taipei chinois
14.9	Taipei chinois

\* Les sous-plafonds seront complètement éliminés, tandis qu'une partie des plafonds spécifiques respectifs plus larges continuent d'être appliqués.

\*\* Pour une partie de ces catégories/sous-catégories, les limitations concernant les Membres de l'OMC ont déjà été supprimées le 1<sup>er</sup> janvier 1998 au titre de l'article 2:15.

Source: Tableau 3 du document G/L/459, mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/62/Add.3, Add.3/Corr.1, Add.4, Add.4/Corr.1, ainsi que du document G/TMB/N/370 et de ses corrigenda.

107. En outre, le tableau 2 indique tous les plafonds ou sous-plafonds spécifiques qui ont été partiellement éliminés par le Canada le 1<sup>er</sup> janvier 2002, du fait de l'intégration d'une ou plusieurs

<sup>70</sup> L'OSpT a demandé aux autorités canadiennes de vérifier les renseignements donnés dans les tableaux 1 à 3. En réponse, le Canada a proposé d'effectuer, dans les trois tableaux, certaines corrections et modifications, dont l'OSpT a tenu compte en les finalisant.



parties entières de catégories et de sous-catégories uniques ou combinées soumises à des restrictions plus larges.

**Tableau 2**

Plafonds et sous-plafonds spécifiques, concernant des catégories et des sous-catégories uniques ou combinées, partiellement éliminés par le Canada du fait de l'inclusion de parties des catégories ou des sous-catégories respectives soumises à des limitations dans son programme d'intégration pour l'étape 3

Catégorie/ sous-catégorie/catégories combinées soumises à des limitations	Partie de la catégorie/ sous-catégorie respective intégrée	Membres de l'OMC affectés
3.0/4.0	4.1**	Émirats arabes unis; Philippines; Sri Lanka; Swaziland
3.2/4.0	4.1**	Malaisie; Philippines*; Roumanie; Singapour
3.2/4.1, 4.2	4.1**	Bangladesh***; Chine; Hong Kong, Chine; Pakistan
4.0	4.1**	Bulgarie; Corée; Inde; Indonésie; Swaziland; Thaïlande
4.1, 4.2	4.1	Macao, Chine; Taipei chinois
7.0/8.0	7.0/8.1**	Hong Kong, Chine; Indonésie; Malaisie; Sri Lanka; Thaïlande
7.0/8.1, 8.2, 8.3	7.0/8.1**	Chine; Corée; Émirats arabes unis; Oman; Philippines; Qatar; Singapour; Swaziland
7.0/8.1, 8.4	7.0/8.1**	Bangladesh***
8.0	8.1	Taipei chinois
8.1, 8.2, 8.3	8.1**	Afrique du Sud; Pakistan
12.0/13.0	12.0	Corée
8.1, 8.3, 8.4	8.1	Inde
7.0/8.1	7.0/8.1	Émirats arabes unis; Roumanie; Swaziland

\* Sous-plafond.

\*\* Pour une partie de ces catégories/sous-catégories, les limitations concernant les Membres de l'OMC ont déjà été supprimées le 1<sup>er</sup> janvier 1998 au titre de l'article 2:15.

\*\*\* Toutes les restrictions restantes sur les importations, en provenance du Bangladesh, de marchandises pouvant faire l'objet de l'initiative en faveur des PMA ont été supprimées ultérieurement par le Canada, le 1<sup>er</sup> janvier 2003, du fait de la mise en œuvre de son initiative concernant l'accès aux marchés en faveur des pays les moins avancés. Voir en particulier les paragraphes 182 et 183 ci-après.

Source: Tableau 4 du document G/L/459, mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/62/Add.3, Add.3/Corr.1, Add.4, Add.4/Corr.1, ainsi que du document G/TMB/N/370 et de ses corrigenda.

108. Le tableau 3 contient la liste des catégories et sous-catégories de produits pour lesquelles les restrictions ont été partiellement éliminées du fait de l'intégration pendant l'étape 3 de certains produits appartenant aux catégories ou sous-catégories en question.

**Tableau 3**

Catégories et sous-catégories de produits pour lesquelles les restrictions ont été partiellement éliminées du fait de la mise en œuvre par le Canada de son programme d'intégration pour l'étape 3

Catégorie/ sous-catégorie	Produit intégré	Membres de l'OMC affectés
2 et/ou 5.4	Salopettes à bretelles pour hommes et garçonnets, femmes et fillettes, enfants, en bonneterie, tissés	Afrique du Sud; Bangladesh*; Bulgarie; Chine; Corée; Émirats arabes unis; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Lesotho*; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Myanmar; Pakistan; Philippines; Qatar; République slovaque; Roumanie; Singapour; Sri Lanka; Swaziland; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie
22.1	Fils de filaments de nylon	Corée; Taipei chinois
22.2	Fils de fibres discontinues de nylon	Corée; Taipei chinois
23.1	Fils de filaments de polyester	Corée; Taipei chinois
31.1	Tissus de laine peignée	Bulgarie; Chine; Corée; Inde; Pologne; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Taipei chinois; Uruguay
32.1	Tissus de coton, écrus	Corée; Hong Kong, Chine; Taipei chinois
32.2	Tissus de coton apprêtés, tissés	Chine; Taipei chinois
32.3	Tissus de coton enduits	Hong Kong, Chine; Inde; Taipei chinois
34.2	Tissus enduits de fils à haute ténacité	Pologne; Taipei chinois; Thaïlande
35	Tissus de filaments de polyester, enduits	Corée; Pologne; Taipei chinois
36.2	Tissus enduits de polyester/coton	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Taipei chinois
37.1	Tissus enduits de polyester/rayonne	Taipei chinois
37.2	Tissus enduits d'autres filaments artificiels	Corée
43.2	Articles chaussants, pour bébés	Chine; Corée; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande

\* Les restrictions restantes sur les importations en provenance du Bangladesh et du Lesotho ont été supprimées ultérieurement par le Canada, le 1<sup>er</sup> janvier 2003, du fait de la mise en œuvre de son initiative concernant l'accès aux marchés en faveur des pays les moins avancés. Voir en particulier les paragraphes 182 et 183 ci-après.

Source: Tableau 2 du document G/L/459, révisé et mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/62/Add.3, Add.3/Corr.1, Add.4 et Add.4/Corr.1.

109. Pour compléter cette vue d'ensemble, il faut noter que, outre les plafonds et les catégories indiqués dans les tableaux 2 et 3, quelques plafonds de groupe ou globaux ont aussi été affectés par la mise en œuvre de l'intégration pendant l'étape 3, en ce sens que certaines parties des catégories ou sous-catégories correspondantes ont été intégrées. Ces plafonds sont les suivants:

- plafonds de groupe visant, entre autres, les catégories 4.0, 7.0, 8.1, 8.2, 8.3 et 8.4 en ce qui concerne l'Inde (les catégories 4.1, 7.0 et 8.1 ont été intégrées);

- niveau de groupe visant les sous-catégories 4.1 et 4.2 en ce qui concerne Macao, Chine (la sous-catégorie 4.1 a été intégrée);
- niveaux de groupe visant, entre autres, les catégories 7.0 et 8.0 en ce qui concerne Macao, Chine (les catégories 7.0 et 8.1 ont été intégrées);
- plafond global couvrant les catégories 1.0 à 14.0 maintenu sur les importations en provenance du Qatar;
- plafond de groupe global (catégories 1.0, 14.0 et 16.0) affectant Macao, Chine (les catégories 12.0 et 14.0 ont été intégrées).<sup>71</sup>

110. Sur la base de l'aperçu général donné dans le tableau 1, il apparaît que, par la mise en œuvre de son programme d'intégration pour l'étape 3, le Canada a éliminé complètement un ensemble de 46 restrictions spécifiques (plafonds ou sous-plafonds). En outre, comme cela est indiqué dans le tableau 2, 42 plafonds ou sous-plafonds spécifiques ont été partiellement éliminés et la gamme des produits visés par certaines restrictions a été réduite, ce qui a affecté plus de 60 restrictions (voir le tableau 3) du fait de l'intégration de certains produits soumis aux restrictions en question.

111. En ce qui concerne l'incidence de l'intégration partielle (et de l'élimination partielle des restrictions concernées qui en découle), le Canada a indiqué, entre autres, dans l'une des communications qu'il a adressées à l'OSpT au premier semestre de 2001, que pour les catégories dont relevaient certains vêtements, fils, tissus et articles confectionnés qui seraient intégrés dans le cadre de la troisième étape, "[ces produits] ne ser[ai]ent [...] plus visés par les restrictions quantitatives applicables à ces catégories. Afin que les exportateurs tirent au maximum parti des avantages de cette intégration, les niveaux de limitation pour ces catégories ne ser[ai]ent pas abaissés en fonction de l'élimination de ces produits du champ d'application des limitations".<sup>72</sup>

112. Dans une communication ultérieure, des éclaircissements supplémentaires ont été apportés par le Canada en ce qui concerne le traitement du niveau de limitation pour les cas dans lesquels une ou plusieurs catégories devant être intégrées pendant l'étape 3 relèvent d'un niveau de limitation de groupe. "Par exemple, dans certains arrangements bilatéraux conclus par le Canada, la catégorie 7.0 (et, partant, les sous-catégories 7.1, 7.2 et 7.3) est groupée ou combinée avec la catégorie 8.0 (et, partant, les catégories 8.1, 8.2, 8.3 et 8.4) et fait l'objet d'un même niveau de limitation s'appliquant à tous les produits correspondants. À l'issue de la troisième étape d'intégration, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, les produits relevant de la catégorie 7.0 et de la catégorie 8.1 ne seront plus assujettis à cette limitation mais les autres produits relevant des catégories 8.2, 8.3 et 8.4 continueront d'y être soumis. Dans tous les cas où une catégorie [qui doit être intégrée] [...] est soumise à une limitation de groupe ou combinée plus large en vertu d'un arrangement bilatéral, le niveau de ces limitations de groupe ou combinées ne sera pas réduit en fonction de la suppression du champ de ces limitations des produits relevant des catégories qui seront totalement intégrées au 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans le cadre de la troisième étape, [...] et elle se traduit par une élévation *de facto* du niveau de limitation et, par conséquent, par un accès accru au marché canadien, pour les produits restant soumis à limitation pendant la dernière étape de la période transitoire prévue par l'ATV. En d'autres termes, le même traitement sera appliqué dans les cas où des produits spécifiques cesseront d'être soumis à limitation dans le cadre d'un niveau de limitation de groupe ou global plus large appliqué par le Canada."<sup>73</sup> En outre, compte tenu de

---

<sup>71</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 98.

<sup>72</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 99.

<sup>73</sup> *Ibid.*

l'accession de la Chine et du Taipei chinois, respectivement, le Canada a confirmé que, comme pour les autres Membres de l'OMC, il n'avait pas ajusté à la baisse les niveaux des limitations visant les importations en provenance des nouveaux Membres lorsque des produits avaient été retirés du champ d'application desdites limitations pendant la troisième étape de l'intégration.

113. L'OSpT avait déjà indiqué, dans son deuxième rapport général, que la décision du Canada de ne pas mettre en œuvre d'ajustement à la baisse des niveaux de limitation concernés pouvait accroître, à divers degrés, les possibilités d'accès au marché pour les produits qui continueraient de faire l'objet de limitations à l'égard des plafonds ou sous-plafonds en question.<sup>74</sup> L'OSpT avait ajouté ce qui suit: "L'OSpT ne dispose ni des renseignements suffisants, ni des outils analytiques nécessaires pour procéder à un examen détaillé, plafond par plafond, de l'incidence potentielle sur les Membres de l'OMC affectés en termes d'accroissement des possibilités d'accès au marché canadien dans les cas où, à l'issue de l'intégration partielle, des parties de plafonds spécifiques seront supprimées, tandis que des limitations continueront d'être appliquées à d'autres produits relevant des mêmes plafonds spécifiques (puisque ces derniers produits ne seront pas intégrés). Il est important de rappeler à cet égard la décision notifiée par le Canada de maintenir inchangé le niveau des limitations restantes et, par conséquent, de ne pas les abaisser comme suite à la réduction du nombre des produits visés. Il semble que l'incidence potentielle ou, en d'autres termes, l'importance potentielle pour les échanges d'une intégration partielle, associée au maintien du même niveau de limitation pour les produits qui continueront d'être frappés par des restrictions, devrait être évaluée au cas par cas. Toutefois, il est possible de faire quelques observations de nature plus générale. Premièrement, la part relative ou l'importance des importations de produits à intégrer qui relève d'un plafond spécifique plus large semble déterminante: quand cette part est modeste, l'incidence potentielle, sur les échanges, de l'intégration et du maintien du niveau de limitation, reste aussi, selon toute probabilité, relativement modeste. Dans le cas contraire (c'est-à-dire quand les importations des produits à intégrer représentent une part relativement importante d'un niveau de limitation plus large), l'incidence potentielle peut également être importante pour le commerce des produits qui continuent d'être soumis à des limitations. En ce qui concerne cette dernière situation, l'appréciation peut être plus nuancée si des renseignements sur le taux d'utilisation des différents plafonds spécifiques peuvent également être pris en compte. L'importance potentielle pour les échanges semble la plus grande lorsque le taux d'utilisation des parties de plafonds à intégrer, ainsi que celui de l'autre partie dont l'intégration n'est pas prévue, est relativement élevé, ou lorsque le niveau de limitation correspondant à la partie du plafond à intégrer est sous-utilisé, tandis que l'utilisation de la partie restante est élevée. Il semble que la décision du Canada de ne pas ajuster à la baisse les niveaux de limitation puisse favoriser un réel accroissement des possibilités d'accès au marché dans certains cas, quand la capacité de produire et d'exporter davantage est assurée et que le maintien des niveaux de limitation se traduit par une augmentation ponctuelle significative des possibilités d'accès pour les différents produits faisant toujours l'objet de restrictions."<sup>75</sup>

114. L'OSpT estime que les observations et l'évaluation qu'il a faites précédemment, et qui sont reproduites en détail au paragraphe 113 ci-dessus, se sont révélées appropriées pour l'essentiel. Comme il ne disposait pas de renseignements statistiques détaillés, on ne peut avoir qu'une idée générale de l'incidence probable sur les échanges effectifs de la décision du Canada de ne pas ajuster à la baisse les niveaux respectifs des restrictions restantes. Il semble qu'il faudrait répondre de façon nuancée à la question de savoir si les Membres affectés ont effectivement profité de ces possibilités accrues d'accès aux marchés et, dans l'affirmative, dans quelle mesure, mais il reste que la décision du Canada de ne pas modifier le niveau des restrictions restantes a permis d'accroître l'accès aux marchés

---

<sup>74</sup> *Ibid.*, paragraphe 100.

<sup>75</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 103.

pour les produits qui continuent de faire l'objet de restrictions au titre des plafonds spécifiques correspondants.

ii) *Communautés européennes*

115. Pour essayer de donner une vue d'ensemble actualisée de l'incidence des programmes d'intégration mis en œuvre par les Communautés européennes, il faut noter que les CE ont présenté des notifications distinctes au titre des articles 2:1 et 3:1, respectivement, au sujet des restrictions quantitatives qu'elles maintenaient sur les importations en provenance de Chine. Dans cette approche, les restrictions affectant les produits visés par l'ancien AMF ont été notifiées au titre de l'article 2:1<sup>76</sup>, tandis que les restrictions quantitatives "maintenues au titre de l'Accord [bilatéral] non-AMF"<sup>77</sup> avec la Chine ont été mentionnées dans la notification présentée au titre de l'article 3:1.<sup>78</sup> S'agissant des restrictions relevant de l'article 2:1, les Communautés européennes ont indiqué que, le jour de l'accession de la Chine (c'est-à-dire le 11 décembre 2001), elles en avaient éliminé deux (à savoir celles affectant les catégories 19 et 76), car elles avaient déjà intégré, dans le cadre du GATT de 1994, les produits de ces catégories pendant l'étape 2. En outre, en ce qui concerne les restrictions notifiées au titre de l'article 3:1, les Communautés européennes ont indiqué que, le jour de l'accession de la Chine, elles ont "intégré en tout onze catégories (ex 13, ex 24, ex 39, 123, 124, 125A, 126, 127A, 127B, 140 et 151B)".<sup>79</sup> Bien que certaines de ces catégories aient en fait été intégrées pendant l'étape 1 (par exemple, la catégorie 126) ou pendant l'étape 2 (par exemple, la catégorie 124), il semble que plusieurs autres catégories ou, du moins, certaines parties de ces catégories (telles que les catégories 123, 125A, 127A, 127B, 140 et 151B) faisaient partie du programme d'intégration pour l'étape 3 notifié par les CE, et leur intégration formelle dans le cadre du GATT de 1994 n'avait donc probablement eu lieu qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

116. Contrairement au cas de la Chine, toutes les restrictions appliquées aux importations en provenance du Taipei chinois ont été notifiées par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1. Il semble que la suppression, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, de cinq des restrictions notifiées (à savoir celles affectant les catégories 67, 74, 77, 91 et 110) résulte du fait que ces catégories étaient déjà incluses dans le programme d'intégration pour l'étape 2, mis en œuvre par les CE le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

117. Les Communautés européennes n'ont maintenu aucune restriction concernant les importations en provenance de l'ERYM.

118. Pour évaluer dans quelle mesure les restrictions quantitatives maintenues par les Communautés européennes ont été affectées par la mise en œuvre de leur programme d'intégration pour l'étape 3, il convient de rappeler que les limitations spécifiques maintenues par les Communautés européennes correspondent entièrement, dans la plupart des cas, aux produits relevant des catégories de produits concernées, telles qu'elles sont définies par les CE. Le tableau 4 résume les restrictions quantitatives qui ont été éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2002 par suite de la mise en œuvre par les Communautés européennes du programme d'intégration pour l'étape 3.<sup>80</sup>

---

<sup>76</sup> Voir le paragraphe 153 ci-dessous.

<sup>77</sup> Voir le document G/TMB/N/64/Add.2/Suppl.1.

<sup>78</sup> Voir le paragraphe 376 ci-dessous.

<sup>79</sup> Voir le document G/TMB/N/64/Add.2/Suppl.1.

<sup>80</sup> L'OSpT a demandé aux Communautés européennes de vérifier les renseignements donnés dans le tableau 4. Les CE n'ont communiqué aucun autre renseignement.

**Tableau 4**

Restrictions quantitatives affectées par la troisième étape d'intégration  
des Communautés européennes

Catégorie	Désignation des marchandises	Membres de l'OMC affectés
10	Ganterie en bonneterie	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Philippines; Taipei chinois; Thaïlande
18	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Pakistan; Taipei chinois
21	Parkas, anoraks, blousons et articles similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties supérieures de survêtements de sport (trainings) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Indonésie; Macao, Chine; Philippines; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande
24	Chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, en bonneterie Chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, en bonneterie	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Inde; Macao, Chine; Taipei chinois; Thaïlande
27	Jupes, y inclus jupes-culottes, pour femmes ou fillettes	Corée; Hong Kong, Chine; Inde; Macao, Chine; Taipei chinois
32	Velours et peluches tissés et tissus de chenille (à l'exclusion des tissus bouclés du genre éponge, en coton, et de la rubanerie) et surfaces textiles touffetées, de laine, de coton ou de fibres textiles synthétiques ou artificielles	Chine; Corée; Hong Kong, Chine
33	Tissus de fils de filaments synthétiques obtenus à partir de lames ou formes similaires, de polyéthylène ou de polypropylène, d'une largeur de moins de 3 m; sacs et sachets d'emballage, autres qu'en bonneterie, obtenus à partir de ces lames ou formes similaires	Chine; Corée; Indonésie; Taipei chinois
36	Tissus de fibres artificielles continues, autres que ceux pour pneumatiques de la catégorie 114	Corée
37	Tissus de fibres artificielles discontinues	Chine; Corée; Taipei chinois
37A	Dont: autres que blanchis ou écrus	Chine
68	Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories 10 et 87 et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie 88	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Taipei chinois

Catégorie	Désignation des marchandises	Membres de l'OMC affectés
73	Survêtements de sport (trainings) en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Philippines; Taipei chinois; Thaïlande
ex 18	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie; autres que ceux de laine ou de poils fins, de coton ou de matières textiles synthétiques ou artificielles	Chine*
120	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur; cantonnières et tours de lits et autres articles d'ameublement, autres qu'en bonneterie, de lin ou de ramie	Chine*
123	Velours et peluches tissés et tissus de chenille; châles, écharpes (de lin ou de ramie)	Chine*
125A	Fils de filaments synthétiques	Chine*
127A	Fils de filaments artificiels	Chine*
127B	Monofilaments, lames et formes similaires (paille artificielle) et imitations de catgut, en matières textiles artificielles	Chine*
140	Étoffes de bonneterie en matières textiles autres que la laine ou les poils fins, le coton ou les fibres synthétiques ou artificielles	Chine*
145	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, d'abaca (chanvre de Manille) ou de chanvre	Chine*
146A	Ficelles lieuses ou botteleuses pour machines agricoles, de sisal ou d'autres fibres de la famille des agaves	Chine*
146B	Ficelles, cordes et cordages, de sisal ou d'autres fibres de la famille des agaves, autres que les produits de la catégorie 146A	Chine*
151B	Tapis et autres revêtements de sol, en jute ou en d'autres fibres textiles libériennes	Chine*
160	Mouchoirs et pochettes, de soie ou de déchets de soie	Chine*
161	Vêtements, autres qu'en bonneterie, autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 159	Chine*

\* Les Communautés européennes ont notifié au titre de l'article 3:1 les restrictions maintenues auparavant sur les importations de produits de ces catégories en provenance de Chine.

Source: Tableau 6 du document G/L/459, mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/60/Add.5 et suppléments, G/TMB/N/60/Add.6 et suppléments, G/TMB/N/64/Add.2 et suppléments, et G/TMB/N/363 et addenda.

119. Sur la base des renseignements donnés dans le tableau 4, il apparaît que, par la mise en œuvre de leur programme d'intégration pour l'étape 3, les Communautés européennes ont éliminé 56 restrictions spécifiques relevant de l'article 2:1 (dont une – catégorie 37A – correspondait à un sous-plafond). En outre, de la même façon, elles ont aussi éliminé 13 autres restrictions qui avaient été notifiées au titre de l'article 3:1.

*iii) États-Unis*

120. Pour évaluer l'incidence de la mise en œuvre des programmes d'intégration des États-Unis, il est important de rappeler que la complexité du système de restrictions maintenu par les États-Unis n'aide pas à présenter une analyse relativement claire et simple de l'effet de l'intégration sur les restrictions appliquées. Bien que, dans certains cas, les produits faisant partie d'une catégorie utilisée par les États-Unis correspondent entièrement à une restriction spécifique qui était maintenue auparavant ou qui est encore appliquée, il n'en est rien dans plusieurs autres cas. Cela tient principalement à ce que, dans plusieurs cas, une limitation spécifique s'applique à des catégories combinées, dont une ou plusieurs ont été intégrées, alors que les restrictions continuent de s'appliquer aux autres catégories. En outre, les États-Unis ont intégré des parties de certaines catégories uniques, ce qui a entraîné l'élimination partielle des restrictions en question. De plus, dans de nombreux cas, malgré l'élimination des plafonds spécifiques, des plafonds (globaux ou de groupe) plus larges continuent d'être appliqués (à un nombre réduit de produits, du fait de l'exclusion des produits qui ont été intégrés).<sup>81</sup> Il en est de même pour les catégories de produits qui, avant leur intégration, ne faisaient pas l'objet de limitations spécifiques mais étaient soumises à un plafond plus large.

121. Sur la base des indications données par les États-Unis dans leurs notifications respectives<sup>82</sup>, il semble qu'ils ont mis en œuvre en une seule fois, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, leurs programmes d'intégration pour les étapes 1, 2 et 3 à l'égard de la Chine. La première étape de l'intégration n'a affecté aucun des produits ni aucune des catégories de produits dont l'importation en provenance de Chine faisait l'objet de limitations. L'élimination partielle d'une restriction spécifique (certains vêtements et accessoires du vêtement pour bébés; catégorie 239) peut être attribuée à la mise en œuvre du programme d'intégration pour l'étape 2. En outre, par suite de ce même programme d'intégration, environ 20 catégories soumises à des plafonds (de groupe) plus larges ont aussi été intégrées dans le cadre du GATT de 1994. Ces catégories ont donc été exclues, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, du champ d'application des plafonds du groupe en question, mais le niveau de ces plafonds a aussi été abaissé d'un montant censé correspondre au volume des importations de produits des catégories intégrées en provenance de Chine.

122. Les États-Unis ont également mis en œuvre en une seule fois, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, leurs programmes d'intégration pour les étapes 1, 2 et 3 à l'égard du Taipei chinois. Comme dans le cas de la Chine, l'étape 1 de l'intégration n'a affecté aucune restriction maintenue sur les importations en provenance du Taipei chinois. Du fait de la mise en œuvre de l'étape 2, une restriction spécifique a été éliminée partiellement (catégorie 239) et 18 catégories de produits faisant l'objet de plafonds (de groupe) plus larges ont aussi été intégrées, exactement de la même façon et avec le même effet que dans le cas de la Chine, comme cela est indiqué au paragraphe 121 ci-dessus.

123. Avant l'accession de l'ERYM à l'OMC, les États-Unis maintenaient cinq restrictions spécifiques sur les importations en provenance de l'ERYM. Ils n'ont intégré aucune des catégories de produits concernées pendant les étapes 1, 2 et 3; la mise en œuvre de leurs programmes d'intégration

---

<sup>81</sup> Voir aussi le document G/L/459, paragraphe 109.

<sup>82</sup> Voir en particulier le document G/TMB/N/62/Add.12/Suppl.1.



n'a donc pas affecté les restrictions spécifiques maintenues sur les importations en provenance de l'ERYM et notifiées au titre de l'article 2:1.

124. Pour donner une vue d'ensemble actualisée de l'incidence de la mise en œuvre par les États-Unis de leur programme d'intégration pour l'étape 3 et, plus particulièrement, de la mesure dans laquelle cette mise en œuvre avait affecté les restrictions quantitatives maintenues par les États-Unis, on peut distinguer quatre types de situations<sup>83</sup>:

- dans un certain nombre de cas, des plafonds et sous-plafonds spécifiques concernant des catégories de produits uniques ou combinées ont été entièrement éliminés, comme cela est indiqué dans le tableau 5;
- dans plusieurs autres cas, des plafonds spécifiques ont été partiellement supprimés, par suite de l'intégration de certaines catégories issues de catégories combinées plus larges soumises à des restrictions; ces catégories figurent dans le tableau 6;
- dans quelques autres cas, des plafonds spécifiques ont été partiellement éliminés du fait de l'intégration de parties de catégories soumises à des restrictions; le tableau 7 en donne un résumé<sup>84</sup>;
- dans certains cas, des catégories ne faisant pas l'objet de limitations spécifiques mais soumises à un plafond de groupe ont été intégrés et, de ce fait, elles ont été exclues du champ d'application du plafond plus large en question.

---

<sup>83</sup> Voir aussi le document G/L/459, paragraphe 109.

<sup>84</sup> L'OSpT a demandé aux États-Unis de vérifier les renseignements donnés dans les tableaux 5 à 7. Les modifications proposées en réponse par les États-Unis ont été prises en considération pour finaliser ces tableaux.

**Tableau 5**

Plafonds et sous-plafonds spécifiques concernant des catégories uniques ou combinées,  
entièrement supprimés par les États-Unis du fait de la mise en œuvre  
de leur programme d'intégration pour l'étape 3

Catégorie/catégories combinées soumises à des restrictions	Désignation succincte des produits	Membres de l'OMC affectés
222	Étoffe de bonneterie	Singapour
350	Peignoirs et robes de chambre, de coton	Brésil; Chine*; Corée*; Haïti; Hong Kong, Chine*; Philippines; Roumanie; Taipei chinois**; Turquie
350/650	Peignoirs et robes de chambre, de coton et de fibres synthétiques ou artificielles	Indonésie; Malaisie; Sri Lanka; Taipei chinois*
350/850	Peignoirs et robes de chambre, de coton et en mélanges de soie et fibres végétales	Macao, Chine
359H	Coiffures	Corée*
369D	Torchons à vaisselle	Brésil*; Chine*; Inde; Sri Lanka; Thaïlande
369F/P	Torchons à vaisselle, de coton	Pakistan
369-H	Sacs à main, de coton	Chine*
369-L	Articles de voyage, de coton	Chine*; Taipei chinois**
369-L/670-L/870	Articles de voyage, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles, de soie et de fibres végétales	Corée*; Taipei chinois*
369-R	Balais à franges	Pakistan
431	Gants	Philippines
607	Fils de fibres discontinues	Brésil*; Chine*; Corée*; Thaïlande
622	Tissu de fibre de verre	Taipei chinois
649	Soutiens-gorge et vêtements destinés à soutenir certaines parties du corps, de fibres synthétiques ou artificielles	Chine*; Hong Kong, Chine*; Philippines
650	Peignoirs et robes de chambre, de fibres synthétiques ou artificielles	Chine*; Corée; Hong Kong, Chine*; Philippines; Taipei chinois**
669	Sacs en polyéthylène	Brésil*; Corée*; Thaïlande
669-P	Sacs en tissus de fibres synthétiques ou artificielles	Chine*; Taipei chinois*
669-T	Tentes	Taipei chinois*
670-H	Sacs à main, de fibres synthétiques ou artificielles	Taipei chinois*
670-L	Articles de voyage, de fibres synthétiques ou artificielles	Chine*; Taipei chinois*
831	Ganterie, en mélanges de soie et fibres végétales	Chine*

Catégorie/catégories combinées soumises à des restrictions	Désignation succincte des produits	Membres de l'OMC affectés
833	Vestes, de soie et fibres végétales, pour hommes et garçonnets	Chine*
834	Autres manteaux et vestes, de soie et fibres végétales, pour hommes et garçonnets	Hong Kong, Chine*
835	Manteaux et vestes, en mélanges de soie et fibres végétales, pour femmes et fillettes	Chine*; Corée; Hong Kong, Chine*; Malaisie**; Taipei chinois*
836	Robes, en mélanges de soie et fibres végétales	Chine*; Hong Kong, Chine*
840	Chemises, chemisiers et blouses, autres qu'en bonneterie, de soie et de fibres végétales	Chine*; Hong Kong, Chine*; Sri Lanka
842	Jupes, de soie et de fibres végétales	Chine*; Hong Kong, Chine*
847	Pantalons, culottes et shorts, de soie et de fibres végétales	Bangladesh; Chine*; Émirats arabes unis; Hong Kong, Chine*; Indonésie; Philippines
870	Articles de voyage, de soie et de fibres végétales	Chine; Taipei chinois*

\* Des limitations (globales ou de groupe) plus larges continuent d'être appliquées aux produits non intégrés soumis aux plafonds globaux ou de groupe correspondants.

\*\* Sous-plafond.

Source: Tableau 9 du document G/L/459, mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/63/Add.12 et suppléments et Add.13 et suppléments.

**Tableau 6**

Plafonds spécifiques partiellement supprimés par les États-Unis du fait de l'intégration pendant l'étape 3 de certaines catégories issues de catégories combinées plus larges soumises à des limitations

Catégorie(s) soumise(s) à des limitations spécifiques	Catégorie(s) intégrée(s)	Membres de l'OMC affectés
333/833	833	Roumanie
333/334/335/ 833/834/835	833, 834, 835	Macao, Chine
333/334/335/835	835	Malaisie
335/635/835	835	Émirats arabes unis; Thaïlande
335/835	835	Maurice; Roumanie; Sri Lanka
336/636/836	836	Sri Lanka
336/836	836	Macao, Chine
341/840	840	Roumanie
342/642/842	842	Malaisie; Sri Lanka
347/348/847	847	Macao, Chine; Sri Lanka; Thaïlande*

Catégorie(s) soumise(s) à des limitations spécifiques	Catégorie(s) intégrée(s)	Membres de l'OMC affectés
351/851	851	Macao, Chine
359H/659H	359H	Taipei chinois*; Thaïlande*
443/444/643/644/ 843/844	843, 844	Hong Kong, Chine*
638/639/838	838	Macao, Chine; Sri Lanka
641/840	840	Macao, Chine
642/842	842	Macao, Chine
644/844	844	Chine*
647/648/847	847	Maurice

\* Faisant aussi l'objet de plafonds de groupe ou globaux.

Source: Tableau 10 du document G/L/459, mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/63/Add.12 et suppléments et Add.13 et suppléments.

**Tableau 7**

Plafonds spécifiques partiellement supprimés par les États-Unis du fait de l'intégration pendant l'étape 3 de parties de catégories soumises à des limitations

Catégorie soumise à limitations	Partie de catégorie intégrée (désignation succincte des produits)	Membres de l'OMC affectés
331	Gants de coton (en bonneterie uniquement)	Bangladesh; Chine; Haïti; Hong Kong, Chine*; Indonésie; Jamaïque; Malaisie; Pakistan; Philippines; Singapour; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande*
359	Collants et bas de coton, châles et écharpes	Corée*; Roumanie*; Thaïlande*
369	Couvertures, articles d'ameublement, literie	Émirats arabes unis; Roumanie
631	Gants de fibres synthétiques ou artificielles (en bonneterie uniquement)	Chine*; Corée*; Hong Kong, Chine*; Indonésie; Jamaïque; Malaisie; Pakistan; Philippines; Singapour; Sri Lanka; Thaïlande*
666	Articles d'ameublement, à l'exclusion des draps de lit, des taies d'oreiller et de certains types de linge	Chine*; Roumanie

\* Faisant aussi l'objet de plafonds de groupe ou globaux.

Source: Tableau 11 du document G/L/459, mis à jour sur la base des documents G/TMB/N/63/Add.12 et supplément et Add.13 et suppléments.

125. Comme le montre également la liste détaillée figurant dans les tableaux 5 à 7, dans de nombreux cas et indépendamment de l'élimination totale ou partielle des plafonds ou sous-plafonds spécifiques concernés, les États-Unis continuent d'appliquer des plafonds (de groupe) plus larges aux catégories qui font encore l'objet de plafonds spécifiques à l'intérieur des groupes plus larges et à celles qui, bien que n'étant pas soumises à des plafonds spécifiques, n'ont pas encore été intégrées

dans le cadre du GATT de 1994. En ce qui concerne l'incidence possible sur les possibilités commerciales, il faut noter que les États-Unis ont ajusté à la baisse les niveaux des plafonds de groupe respectifs, en déduisant de ces plafonds le volume des échanges effectués pour les catégories intégrées entièrement ou partiellement. Cet ajustement a entraîné, dans certains cas, une réduction considérable des possibilités d'accès aux marchés pour les produits relevant des catégories qui n'étaient pas encore intégrées.<sup>85</sup>

126. Sur la base de l'aperçu général présente dans le tableau 5, il apparaît que, par la mise en œuvre de leur programme d'intégration pour l'étape 3, les États-Unis ont éliminé au total 74 plafonds ou sous-plafonds spécifiques. Toutefois, dans 39 de ces 74 cas, des plafonds de groupe continuent d'être appliqués aux catégories et produits connexes qui n'ont pas encore été intégrés. En outre, les États-Unis ont éliminé des parties de 26 plafonds spécifiques, du fait de l'intégration pendant l'étape 3 de certaines catégories de produits issues de catégories combinées plus larges (voir le tableau 6). De plus, des parties de plafonds spécifiques applicables à cinq catégories, affectant au total 17 Membres de l'OMC, ont été supprimées du fait de l'intégration partielle pendant l'étape 3 des catégories concernées (voir le tableau 7).

*iv) Turquie*

127. Comme les Communautés européennes, la Turquie a présenté des notifications distinctes au titre des articles 2:1 et 3:1, respectivement, concernant les restrictions quantitatives qu'elle appliquait aux importations en provenance de Chine. Elle a expliqué que sa notification au titre de l'article 2:1 contenait les renseignements requis concernant "les restrictions quantitatives appliquées [...] aux textiles et vêtements visés par l'Arrangement multifibres", tandis que les restrictions notifiées conformément à l'article 3:1 n'étaient "[pas] visées par l'Arrangement multifibres". Il convient de noter à cet égard que l'AMF a expiré à la fin de 1994 et que la Turquie n'avait jamais appliqué de restrictions au titre de l'ancien AMF. La façon dont la Turquie a présenté ses notifications, indiquée ci-dessus, découle probablement de sa déclaration antérieure selon laquelle "la Turquie et la Communauté européenne, qui constituent une union douanière, continueront d'appliquer les mêmes droits et autres réglementations au commerce [...] pour ce qui est des produits visés par l'Accord sur les textiles et les vêtements".<sup>86</sup> Dans la notification concernant les restrictions visant les importations en provenance de Chine, la Turquie a indiqué qu'elle "était tenue d'appliquer les restrictions quantitatives, dans le cadre de la réglementation commerciale commune de l'Union douanière entre la CE et la Turquie, concernant les importations de certains produits textiles, que la CE maint[enait] au titre de l'ATV".<sup>87</sup>

128. S'agissant des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2:1, la Turquie a indiqué qu'elle en avait éliminé deux (catégories 19 et 76) le jour de l'accession de la Chine, par la mise en œuvre de ses programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2. En outre, selon la Turquie, pour ce qui est des restrictions notifiées au titre de l'article 3:1, au total onze catégories (catégories ex 13, ex 24, ex 39, 123, 124, 125A, 126, 127B, 140 et 151B) ont été "intégrées" le 11 décembre 2001. Il semble néanmoins que la plupart de ces catégories faisaient partie du programme d'intégration pour l'étape 3 notifié par la Turquie et que, par conséquent, leur intégration formelle dans le cadre du GATT de 1994 n'a probablement eu lieu que le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

---

<sup>85</sup> Voir aussi les paragraphes 458 à 463 ci-dessous.

<sup>86</sup> Voir le paragraphe 66 ci-dessus.

<sup>87</sup> Voir les documents G/TMB/N/422/Add.1 et G/TMB/N/423/Add.1.

129. Toutes les restrictions quantitatives maintenues par la Turquie sur les importations en provenance du Taipei chinois ont été notifiées au titre de l'article 2:1. Il semble que l'élimination, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, de cinq des restrictions notifiées (à savoir celles affectant les catégories 67, 74, 77, 91 et 110) est due au fait que ces catégories étaient déjà incluses dans le programme d'intégration pour l'étape 2 mis en œuvre par la Turquie le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

130. La Turquie n'a maintenu aucune restriction concernant les importations en provenance de l'ERYM.

131. En ce qui concerne l'incidence de la mise en œuvre du programme d'intégration de la Turquie pour l'étape 3, le tableau 8 indique toutes les restrictions quantitatives qui ont été éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2002 du fait de la troisième étape de l'intégration.<sup>88</sup>

**Tableau 8**

Restrictions quantitatives affectées par la troisième étape  
d'intégration de la Turquie

Catégorie	Désignation des marchandises	Membres de l'OMC affectés
10	Ganterie en bonneterie	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Philippines; Taipei chinois; Thaïlande
18	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie  Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Pakistan; Taipei chinois
21	Parkas, anoraks, blousons et articles similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties supérieures de survêtements de sport (trainings) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Indonésie; Macao, Chine; Philippines; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande
24	Chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, en bonneterie  Chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, en bonneterie	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Inde; Macao, Chine; Taipei chinois
27	Jupes, y inclus jupes-culottes, pour femmes ou fillettes	Corée; Hong Kong, Chine; Inde; Macao, Chine; Taipei chinois
32	Velours et peluches tissés et tissus de chenille (à l'exclusion des tissus bouclés du genre éponge, en coton, et de la rubanerie) et surfaces textiles touffetées, de laine, de coton ou de fibres textiles synthétiques ou artificielles	Chine; Corée; Hong Kong, Chine

<sup>88</sup> L'OSpT a demandé à la Turquie de vérifier les renseignements donnés dans le tableau 8. La Turquie n'a proposé aucune modification de ce tableau.

Catégorie	Désignation des marchandises	Membres de l'OMC affectés
33	Tissus de fils de filaments synthétiques obtenus à partir de lames ou formes similaires, de polyéthylène ou de polypropylène, d'une largeur de moins de 3 m; sacs et sachets d'emballage, autres qu'en bonneterie, obtenus à partir de ces lames ou formes similaires	Chine; Corée; Indonésie; Taipei chinois
36	Tissus de fibres artificielles continues, autres que ceux pour pneumatiques de la catégorie 114	Corée
37	Tissus de fibres artificielles discontinues	Chine; Corée; Taipei chinois
37A	Dont: autres que blanchis ou écrus	Chine
68	Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories 10 et 87 et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie 88	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Taipei chinois
73	Survêtements de sport (trainings) en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Chine; Corée; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Philippines; Taipei chinois; Thaïlande
ex 18	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnet, autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie; autres que ceux de laine ou de poils fins, de coton ou de matières textiles synthétiques ou artificielles	Chine*
120	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur; cantonnières et tours de lits et autres articles d'ameublement, autres qu'en bonneterie, de lin ou de ramie	Chine*
123	Velours et peluches tissés et tissus de chenille; châles, écharpes (de lin ou de ramie)	Chine*
125A	Fils de filaments synthétiques	Chine*
127A	Fils de filaments artificiels	Chine*
127B	Monofilaments, lames et formes similaires (paille artificielle) et imitations de catgut, en matières textiles artificielles	Chine*
140	Étoffes de bonneterie en matières textiles autres que la laine ou les poils fins, le coton ou les fibres synthétiques ou artificielles	Chine*
145	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, d'abaca (chanvre de Manille) ou de chanvre	Chine*
146A	Ficelles lieuses ou botteleuses pour machines agricoles, de sisal ou d'autres fibres de la famille des agaves	Chine*
146B	Ficelles, cordes et cordages, de sisal ou d'autres fibres de la famille des agaves, autres que les produits de la catégorie 146 A	Chine*

Catégorie	Désignation des marchandises	Membres de l'OMC affectés
151B	Tapis et autres revêtements de sol, en jute ou en d'autres fibres textiles libériennes	Chine*
160	Mouchoirs et pochettes, de soie ou de déchets de soie	Chine*
161	Vêtements, autres qu'en bonneterie, autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 159	Chine*; Sri Lanka

\* La Turquie a notifié au titre de l'article 3:1 les restrictions maintenues auparavant sur les importations des produits de ces catégories en provenance de Chine.

132. Sur la base de l'aperçu général présente dans le tableau 8, il apparaît que, par la mise en œuvre de son programme d'intégration pour l'étape 3, la Turquie a éliminé 56 restrictions spécifiques relevant de l'article 2:1 (dont une – catégorie 37A – correspondait à un sous-plafond). Elle a également éliminé 13 autres restrictions qui avaient été notifiées au titre de l'article 3:1.

133. Il apparaît aussi que l'examen détaillé de l'incidence des programmes d'intégration mis en œuvre par la Turquie donne une idée générale qui est presque identique aux résultats de l'analyse concernant l'effet des programmes d'intégration notifiés par les Communautés européennes, ce qui va dans le sens des déclarations de la Turquie reproduites au paragraphe 127 ci-dessus.

134. Enfin, l'OSpT doit redire que l'examen de l'incidence des programmes d'intégration de la Turquie est sans préjudice de la justification ou de l'absence de justification juridiques, au regard des dispositions de l'ATV et/ou du GATT de 1994, des restrictions mises en place par la Turquie le 1<sup>er</sup> janvier 1996 sur les importations de certains produits textiles et vêtements en provenance de pays ou de territoires douaniers distincts déjà Membres de l'OMC à ce moment-là.<sup>89</sup>

b) Programme d'intégration des Membres qui ont conservé le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6

135. Les programmes d'intégration des Membres qui n'ont pas reporté des limitations issues du régime antérieur à l'ATV ou qui, comme la Turquie, ont aligné leur régime commercial sur celui d'un Membre ayant reporté ces limitations, sont importants compte tenu du droit qu'ils ont d'utiliser les dispositions du mécanisme de sauvegarde transitoire de l'ATV. Même sous cet angle, la façon dont la liste des produits à inclure dans les programmes d'intégration a été définie peut se révéler importante. L'OSpT a déjà fait des observations à ce sujet dans son deuxième rapport général<sup>90</sup>, et ces observations restent valables aussi compte tenu des programmes d'intégration pour l'étape 3 qui ont été notifiés et qui ont pu être examinés par l'Organe après l'adoption de son deuxième rapport général. Selon ces observations, deux approches de base ont généralement été adoptées par les Membres concernés et ce, de façon systématique pour les étapes d'intégration successives. La première approche, adoptée par un certain nombre de Membres, a été de n'inclure que très peu de produits, correspondant à un nombre limité de lignes du SH dans les différents programmes, y compris ceux relatifs à l'étape 3. Cette approche a été adoptée par les Membres dont les importations totales pendant l'année de référence (c'est-à-dire, dans la plupart des cas, 1990) semblaient fortement concentrées sur quelques articles. Ainsi, en incluant un ou deux produits seulement pour chacun des quatre grands groupes de produits, ils pouvaient satisfaire pleinement aux prescriptions définies à l'article 2:8 b), puisque le volume des importations des produits à intégrer ne représentait pas moins des 18 pour cent requis. L'autre approche, adoptée par plusieurs Membres, a consisté à établir une

<sup>89</sup> Voir aussi le paragraphe 99 ci-dessus.

<sup>90</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 114.



liste longue et diversifiée de produits à intégrer. La raison d'adopter cette deuxième approche était, très probablement, la nature variée des importations pendant l'année de référence, d'où la nécessité d'inclure un grand nombre de produits dans les listes d'intégration respectives pour faire en sorte que le total des importations des produits visés ne soit pas inférieur au seuil requis. La différence entre ces deux approches de base, pour ce qui est de leur incidence potentielle pendant la période visée par la troisième étape du processus d'intégration, est que, dans le premier cas, l'ensemble des produits susceptibles de faire l'objet de mesures au titre de l'article 6 reste large, alors que dans l'autre cas, il est beaucoup plus étroit (bien que celle-ci doive être appréciée en fonction de la structure tarifaire particulière des Membres concernés). Toutefois, l'usage très modéré et limité que ces Membres ont fait, jusqu'à présent, du mécanisme de sauvegarde transitoire, donne à penser que cette différence en matière d'incidence potentielle est plus théorique que réelle.

## **2. Dernière étape de l'intégration à mettre en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2005**

136. Conformément aux dispositions de l'article 2:11, les notifications des Membres concernant la dernière étape de l'intégration devaient être reçues au moins 12 mois avant la date de la mise en œuvre effective, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2004 au plus tard.<sup>91</sup> Il convient de noter que 14 Membres seulement ont présenté ces notifications et qu'un seul Membre a respecté le délai spécifié à l'article 2:11 pour la présentation de sa notification.

137. De l'avis de l'OSpT, il convient de faire quelques observations sur ce point. Premièrement, l'ATV contient indéniablement une prescription explicite exigeant que les Membres présentent une notification concernant leur dernière étape d'intégration. Il a donc été nécessaire que l'OSpT rappelle aux Membres, en particulier à ceux qui maintenaient des restrictions au titre des dispositions de l'Accord, la prescription en question en matière de notification. Deuxièmement, nonobstant cette prescription, les dispositions pertinentes de l'ATV indiquent très clairement que le secteur des textiles et des vêtements se trouvera intégré dans le cadre du GATT de 1994 le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et que l'Accord et toutes les restrictions qui en relèvent devront avoir été abrogés à cette date. C'est ce qui va arriver, indépendamment du fait que les Membres de l'OMC ont présenté ou non, ou vont présenter ou non, des notifications concernant leur dernière étape d'intégration. Troisièmement, les déclarations faites respectivement par le Canada, les Communautés européennes, la Turquie et les États-Unis, indiquant que, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, ils élimineront toutes les restrictions restantes au titre de l'ATV et ils auront intégré dans le cadre du GATT de 1994 tous les produits visés par l'ATV, pourraient être considérées comme une simple formalité dans le contexte de la mise en œuvre de l'ATV, confirmant une évidence. Toutefois, ce qui pourrait être considéré, et a probablement été considéré comme une simple formalité dans le cadre de l'OMC à Genève a pris apparemment davantage d'importance du fait de la diffusion plus large des renseignements contenus dans ces notifications. Vues sous cet angle, les notifications ont transmis un message clair au public en général et aux agents économiques concernés, en particulier. Elles constituaient une preuve convaincante que les Membres concernés se conformeraient à leurs obligations et ne chercheraient pas à modifier leur engagement d'éliminer dans les délais les restrictions maintenues au titre de l'ATV. Quatrièmement, étant donné l'importance accordée aux dispositions administratives dans le cadre du régime de l'ATV, l'OSpT estime avoir apporté une contribution utile en soulignant que, avec l'élimination de toutes les restrictions quantitatives maintenues conformément à l'ATV, toutes les procédures administratives connexes, y compris celles qui étaient prévues dans les dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17, seraient également abrogées. En fait, le processus d'intégration au sens de l'ATV ne sera achevé que si les prescriptions administratives concernant l'administration des restrictions sont également supprimées.

---

<sup>91</sup> Voir les paragraphes 82 à 84 ci-dessus.

## II. RESTRICTIONS QUANTITATIVES ET MESURES CONNEXES

### A. RESTRICTIONS QUANTITATIVES NOTIFIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 2:1. QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 À L'EXCEPTION DE CELLES QUI CONCERNENT L'INTÉGRATION

138. L'ATV, qui prévoit une période transitoire de dix ans, a été conçu pour faciliter la transition progressive d'une situation initiale, caractérisée par un réseau vaste et complexe de restrictions sur les importations de plusieurs Membres, vers une autre situation où seules les règles et disciplines du GATT de 1994 sont d'application. Cela implique l'élimination de toutes les restrictions maintenues au titre de l'ancien AMF (article 2 de l'ATV) ainsi que la mise en conformité avec les dispositions du GATT de 1994 ou l'élimination progressive des autres restrictions non justifiées au regard du GATT de 1994<sup>92</sup> (article 3 de l'ATV). Le point de départ de ce processus de transition a été la notification, au titre de l'article 2:1, de toutes les restrictions appliquées dans le cadre de l'AMF ou des restrictions du même type qui étaient en vigueur au 31 décembre 1994 (ou, le cas échéant, à la veille de la date de l'accession d'un nouveau Membre) et que les Membres concernés ont décidé de reconduire dans le cadre de l'ATV. Conformément à l'article 2:4, les restrictions notifiées au titre de l'article 2:1 ont été réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre appliquées par les Membres concernés. L'article 2:4 dispose notamment qu'"[a]ucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994".

139. L'ATV prévoit des règles claires concernant la portée des restrictions à notifier et toutes les questions connexes (comme les niveaux de base des restrictions reprises dans le régime de l'ATV) concernant les exportateurs faisant l'objet de restrictions qui sont devenus Membres au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, ou aux alentours de cette date. Toutefois, l'ATV ne contient aucune indication concernant, en particulier, les niveaux de base et les majorations à appliquer aux exportateurs visés par des restrictions qui n'ont accédé à l'OMC que pendant les étapes 2 ou 3 du processus d'intégration. Dans ces cas, tous les aspects pertinents, comme la définition des niveaux de base auxquels les dispositions de l'article 2 devaient s'appliquer, ont été convenus entre les Membres de l'OMC et le(s) nouveau(x) Membre(s) concerné(s) dans le cadre des négociations sur leur accession à l'OMC, et les conditions convenues ont été indiquées dans les rapports adoptés par les groupes de travail de l'accession des pays concernés.

140. La disposition pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine est libellée comme suit:

"Des membres du Groupe de travail ont formulé une proposition que le représentant de la Chine a acceptée tendant à ce que les restrictions quantitatives maintenues par des Membres de l'OMC à l'importation de textiles et de vêtements originaires de la Chine qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine soient notifiées à l'Organe de supervision des textiles ("OSpT") comme étant les niveaux de base aux fins de l'application des articles 2 et 3 de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements ("ATV"). Ces Membres ont estimé que le membre de phrase "le jour précédant [la date d']entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine. La majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait être appliquée comme il convient à

---

<sup>92</sup> Pour ces dernières restrictions, voir les paragraphes 372, 373 et 376 à 404 ci-dessous.

ces niveaux de base à partir de la date d'accession de la Chine. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements."<sup>93</sup>

141. La disposition correspondante du rapport du Groupe de travail de l'accession du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois) indique ce qui suit:

"Le représentant du Taipei chinois a dit que les restrictions quantitatives frappant les importations de textiles et de vêtements originaires du Taipei chinois dans le cadre d'arrangements conclus entre le Taipei chinois et les Membres de l'OMC qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC seraient notifiées à l'Organe de supervision des textiles (OSpT) comme étant les niveaux de base aux fins de l'application de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Le représentant du Taipei chinois a déclaré que, pour les besoins de l'accession du Taipei chinois à l'OMC, le passage "le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC" contenu à l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements serait réputé renvoyer au jour précédant la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC. Le cas échéant, à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, ces niveaux de base seraient majorés, par étapes, des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements."<sup>94</sup>

142. Le rapport du Groupe de travail de l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM) stipule, entre autres choses, qu'"aux fins de l'accession de l'ERYM à l'OMC, l'expression "jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord" sur les textiles et les vêtements ser[ait] réputée faire référence au jour précédant la date d'accession de l'ERYM à l'OMC. L'augmentation des coefficients de croissance prévue à l'article 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements s'appliquerait à ce niveau de base, si besoin était, à compter de la date d'accession [de l'ERYM]".<sup>95</sup>

143. Compte tenu des dispositions pertinentes citées aux paragraphes 140 à 142 ci-dessus, il peut être établi que les instruments juridiques d'accession respectifs sont libellés de façon très similaire mais pas tout à fait identique.

144. Toutes les restrictions notifiées au titre de l'article 2:1 sont soumises aux règles et procédures énoncées dans les autres dispositions de l'article 2. Une restriction est éliminée *ipso facto* si le produit considéré (correspondant à une ligne du SH ou à une catégorie) est intégré conformément aux dispositions de l'article 2:6 ou 2:8, ou est intégré plus tôt que prévu dans un programme d'intégration présenté au titre de cet article, conformément aux dispositions de l'article 2:10. Il est également possible d'éliminer une restriction au début d'une année d'application d'un accord, conformément à l'article 2:15, sans intégrer le produit en question (on se réserve ainsi le droit d'invoquer les dispositions de l'article 6 pour ce produit). Tant qu'un produit fait l'objet d'une restriction notifiée au titre de l'article 2:1, l'ATV prévoit l'accroissement progressif des possibilités d'accès aux marchés pour le produit concerné (disposition relative à la majoration des coefficients de croissance). C'est un processus automatique qui se déroule parallèlement à l'intégration progressive étant donné que, au tout début de chaque étape d'intégration, un coefficient de croissance majoré devait être appliqué au niveau des limitations considérées. Une fois encore, le point de départ a été le niveau de base des restrictions appliquées le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (article 2:12) ou, dans le cas des Membres ayant accédé récemment, le niveau des restrictions appliquées à la veille de la date de leur accession. Ce niveau devait être augmenté chaque année

---

<sup>93</sup> Voir le document WT/ACC/CHN/49, paragraphe 241.

<sup>94</sup> Voir le document WT/ACC/TPKM/18, paragraphe 167.

<sup>95</sup> Voir le document WT/ACC/807/27, paragraphe 192.

pendant l'étape 1 dans des proportions au moins égales au coefficient de croissance initial appliqué dans le cadre du régime antérieur à l'ATV, majoré de 16 pour cent (article 2:13). Pour l'étape 2, le coefficient de croissance applicable pendant l'étape 1 devait être majoré chaque année d'au moins 25 pour cent (article 2:14 a)), tandis que pour l'étape 3, le coefficient de croissance applicable pendant l'étape 2 devait être encore majoré chaque année d'au moins 27 pour cent (article 2:14 b)). Les dispositions relatives à la flexibilité, qui sont essentiellement les mêmes que celles qui étaient prévues dans le régime antérieur à l'ATV, font l'objet de l'article 2:16. Les petits fournisseurs, les nouveaux venus et, dans la mesure du possible, les pays les moins avancés Membres bénéficient de coefficients de croissance plus élevés ou accélérés, conformément à l'article 2:18. Bien que, conformément aux dispositions de l'article 4:1, les restrictions soient administrées par les Membres exportateurs<sup>96</sup>, l'article 2:17 autorise les Membres importateurs et exportateurs concernés à convenir de dispositions administratives, si celles-ci sont jugées nécessaires, en rapport avec la mise en œuvre de toute disposition de l'article 2. La fonction de supervision de l'OSpT, qui consiste notamment à suivre la mise en œuvre de l'article 2, est définie à l'article 2:21.

**1. Portée des restrictions héritées du régime antérieur à l'ATV: situation et faits nouveaux survenus pendant la première et la deuxième étape du processus d'intégration**

145. Conformément aux prescriptions de l'article 2:1, les restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux qui étaient maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF, qui seraient en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, devaient être notifiées en détail, y compris les niveaux de limitation, les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité, par les Membres qui les maintenaient à l'Organe de supervision des textiles. Toutes les restrictions de ce genre maintenues entre les parties contractantes au GATT de 1947, et en vigueur le 31 décembre 1994, sont régies par l'ATV, sauf si les produits concernés ont déjà été intégrés dans le cadre du GATT de 1994. Dans la pratique, ces obligations de notification concernaient quatre Membres de l'OMC: le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et la Norvège. Chacun de ces Membres a respecté ces prescriptions en matière de notification. Ces notifications ont déjà été examinées dans leurs grandes lignes dans le premier rapport général de l'OSpT.<sup>97</sup> Le deuxième rapport général contient également un résumé de ces notifications, ainsi que des faits survenus ultérieurement pendant la mise en œuvre de l'étape 1 du processus d'intégration.<sup>98</sup> Il donne en outre une description détaillée des faits survenus pendant la mise en œuvre de l'étape 2 du processus.<sup>99</sup>

**2. Faits nouveaux survenus pendant l'étape 3 concernant les restrictions notifiées au titre de l'article 2:1**

a) Nouvelles notifications reçues, entre autres, au titre de l'article 2:1

146. Après l'accession de nouveaux Membres (la Chine le 11 décembre 2001, le Taipei chinois le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et l'ERYM le 4 avril 2003), des notifications ont été présentées, entre autres, au titre de l'article 2:1, par le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et la Turquie. En examinant ces notifications conformément à l'article 2:21, l'OSpT s'est fondé sur les dispositions applicables des instruments juridiques d'accession respectifs et sur les dispositions pertinentes de l'article 2 de l'ATV.

---

<sup>96</sup> Voir le paragraphe 445 ci-dessous.

<sup>97</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 183 à 191.

<sup>98</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 247 à 256.

<sup>99</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 259 à 275.

i) *Notifications présentées par le Canada*

1) Restrictions concernant les importations en provenance de Chine

147. À sa réunion de janvier 2002, l'OSpT a commencé l'examen d'une notification présentée par le Canada au titre des articles 2 et 3 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC. Selon cette notification, le jour précédant l'accession de la Chine, le Canada maintenait au total 26 plafonds et sous-plafonds spécifiques ainsi que trois seuils de consultation (pouvant déclencher l'imposition de restrictions) à l'égard des importations en provenance de Chine. L'OSpT a décidé de demander des précisions au Canada sur certains aspects de sa notification, y compris sur le point de savoir si les restrictions quantitatives notifiées relevaient de l'article 2:1 ou 3:1 de l'ATV, dans quelle mesure ces restrictions avaient été affectées par le processus d'intégration au titre de l'ATV et quel était le statut, au regard de l'ATV, des seuils de consultation mentionnés dans la notification.

148. Ultérieurement, l'OSpT a pris note de la déclaration du Canada selon laquelle toutes les restrictions quantitatives sur les importations en provenance de Chine avaient été maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF et, par conséquent, étaient toutes notifiées seulement au titre de l'article 2 de l'ATV. En outre, le Canada a confirmé que les seuils de consultation notifiés (affectant trois sous-catégories) avaient été éliminés à la date de l'accession de la Chine. La Chine a aussi formulé des observations, conformément à l'article 2:2, au sujet de la notification du Canada. Bien que certains des points soulevés par la Chine aient déjà été mentionnés par l'OSpT au sujet du Canada, la notification de la Chine a été portée à l'attention du Canada.

149. Après avoir reçu du Canada des corrections et des suppléments à sa notification initiale et après avoir examiné les observations faites par la Chine au sujet de la notification du Canada, l'OSpT a achevé l'examen de la notification du Canada à sa réunion de juillet 2002. Il a observé, entre autres, que la notification, telle que corrigée et complétée, donnait des renseignements comprenant les niveaux de limitation en vigueur à la veille de la date d'accession de la Chine à l'OMC ainsi que les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité correspondants. Elle contenait aussi des renseignements sur l'effet de la mise en œuvre des mesures d'intégration sur les restrictions notifiées<sup>100</sup> et en particulier sur le fait que, comme pour les autres Membres de l'OMC, le Canada n'avait pas ajusté à la baisse le niveau des limitations visant les importations en provenance de Chine lorsque des produits étaient retirés du champ d'application desdites limitations durant la troisième étape de l'intégration. L'OSpT a aussi formulé plusieurs observations sur l'application par le Canada des dispositions de l'article 2:13 et 2:14 relatives à la majoration des coefficients de croissance.<sup>101</sup> Prenant note de la notification du Canada, il a constaté en outre que le Canada avait tenu compte, dans le corrigendum qu'il avait fourni pour rectifier sa notification initiale, de la plupart des observations faites par la Chine au titre de l'article 2:2.

2) Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois

150. En janvier 2002, l'OSpT a commencé à examiner une notification présentée par le Canada au titre des articles 2 et 3, à la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC. La notification indiquait que le 31 décembre 2001, c'est-à-dire le jour précédant l'accession du Taipei chinois, le Canada maintenait 41 plafonds et sous-plafonds spécifiques sur les importations en provenance du Taipei chinois. L'OSpT a décidé de demander des précisions au Canada sur certains aspects de la

---

<sup>100</sup> Voir les paragraphes 100 et 106 à 108 ci-dessus.

<sup>101</sup> L'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance par les Membres maintenant des restrictions sur les importations en provenance des Membres ayant accédé récemment est examinée dans une sous-section distincte du présent rapport. Voir les paragraphes 201 à 245 ci-dessous.

notification, y compris sur le point de savoir si les restrictions quantitatives notifiées relevaient de l'article 2:1 ou 3:1 de l'ATV, et dans quelle mesure ces restrictions avaient été affectées par le processus d'intégration au titre de l'ATV. Par la suite, le Taipei chinois a formulé plusieurs observations au titre de l'article 2:2, qui ont été portées à l'attention du Canada. En outre, à la suite de ces observations, l'OSpT a pris note, à sa réunion de mai 2002, de l'explication du Canada selon laquelle les différences mineures observées entre les renseignements fournis respectivement par le Canada et le Taipei chinois en ce qui concernait les niveaux de contingents correspondants pour 2001 s'expliquaient par les effets cumulés dans le temps des différences dans la façon d'arrondir les chiffres. L'OSpT a donc pris note également de la déclaration du Canada selon laquelle les volumes mentionnés dans la communication du Taipei chinois étaient corrects et correspondaient à ceux que le Canada avait appliqués en 2001.

151. En juillet 2002, l'OSpT a achevé l'examen de la notification du Canada. Ayant demandé des précisions et des renseignements supplémentaires au Canada et ayant examiné les observations faites par le Taipei chinois au sujet de la notification du Canada, il a aussi pris note de la déclaration du Canada selon laquelle "toutes les restrictions quantitatives à l'égard du Taipei chinois avaient été maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF et que, par conséquent, elles étaient toutes notifiées au titre de l'article 2 de l'ATV seulement". Il a aussi relevé que la notification, telle que corrigée et complétée, contenait des précisions concernant les niveaux de limitation en vigueur à la veille de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, ainsi que les taux de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité correspondants. Cette notification contenait en outre des renseignements sur l'effet de la mise en œuvre du programme d'intégration pour la troisième étape sur les restrictions notifiées<sup>102</sup> et en particulier sur le fait que, comme pour les autres Membres de l'OMC, le Canada n'avait pas ajusté à la baisse le niveau des limitations des importations en provenance du Taipei chinois lorsque des produits étaient retirés du champ d'application desdites limitations durant cette étape de l'intégration. En prenant note de la notification reçue du Canada, l'OSpT a aussi relevé que le Canada avait tenu compte, dans le corrigendum qu'il avait communiqué pour rectifier sa notification initiale, des observations faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2.

*ii) Notifications présentées par les Communautés européennes*

*1) Restrictions concernant les importations en provenance de Chine*

152. À sa réunion de janvier 2002, l'OSpT a commencé à examiner une notification présentée par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC. Il a constaté que les Communautés européennes avaient notifié les restrictions quantitatives en vigueur le 11 décembre 2001 (et non pas le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour la Chine, soit le 10 décembre 2001). L'OSpT a décidé de demander des précisions aux Communautés européennes sur certains aspects de cette notification concernant, notamment, la mesure dans laquelle le processus d'intégration au titre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues. La Chine a formulé également plusieurs observations au titre de l'article 2:2. Les Communautés européennes ont communiqué ultérieurement plusieurs suppléments à leur notification initiale, dont l'un concernait la nécessité, pour l'OSpT, de demander des précisions supplémentaires aux CE. Compte tenu de la nécessité de ces échanges de communications, l'OSpT n'a pu achever l'examen de la notification des Communautés européennes qu'à sa réunion de novembre 2002. La notification indiquait que, le jour précédant l'accession de la Chine, les Communautés européennes maintenaient des restrictions à l'égard de la Chine pour 28 catégories et sous-catégories au titre de l'accord bilatéral qu'elles avaient conclu avec la Chine "sur les produits visés par l'AMF".

---

<sup>102</sup> Voir les paragraphes 101 et 106 à 108 ci-dessus.

153. Ayant demandé des précisions et des renseignements additionnels aux Communautés européennes et après avoir considéré les observations formulées par la Chine au titre de l'article 2:2 au sujet de cette notification, l'OSpT a noté la déclaration des CE selon laquelle, conformément à l'article 2:1, elles avaient notifié les restrictions reprises de l'accord bilatéral qu'elles avaient conclu précédemment avec la Chine, dont l'origine remontait "aux accords bilatéraux conclus au titre de l'article 4 ou notifiés au titre de l'article 7 ou 8 de l'AMF". L'OSpT a constaté que la notification, telle que corrigée et complétée, donnait des renseignements sur les restrictions en vigueur à la veille de la date d'accession de la Chine à l'OMC, y compris les niveaux de limitation respectifs ainsi que leurs coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité correspondants. La notification indiquait également les niveaux de limitation appliqués en 2002 ainsi que les restrictions qui avaient été éliminées à la date d'accession de la Chine à l'OMC par suite de la mise en œuvre par les CE des étapes 1 et 2 des programmes d'intégration.<sup>103</sup> Il a également été constaté qu'outre les restrictions quantitatives appliquées par les CE aux exportations directes de la Chine ("plafonds quantitatifs directs"), la notification prévoyait également des niveaux quantitatifs additionnels appliqués par les CE aux produits réimportés au titre du trafic de perfectionnement passif ("niveaux quantitatifs additionnels au titre du trafic de perfectionnement passif") pour presque la moitié des catégories de produits visés par les limitations. Il était également fait mention des taux de croissance annuels qui étaient appliqués à ces niveaux quantitatifs additionnels. De plus, les Communautés européennes ont notifié les quantités qui avaient été mises à disposition pour l'année 2001 dans plusieurs catégories de produits et qui étaient destinées à n'être utilisées que dans le cadre de foires européennes. Il a été noté que les dispositions relatives à la flexibilité notifiées qui étaient appliquées aux contingents réguliers visant ces catégories de produits étaient également appliquées aux quantités destinées à être utilisées dans le cadre de foires européennes. Par ailleurs, des observations jointes à la liste des "plafonds quantitatifs directs" indiquaient que pour plusieurs catégories de produits, les niveaux de limitation notifiés pour l'année 2001 comprenaient certaines quantités spécifiées qui étaient réservées à l'industrie européenne pour une période préalable de l'année civile.

154. En outre, en gardant à l'esprit certaines observations formulées par la Chine à cet égard, l'OSpT a rappelé, entre autres, que, dans leur notification, les Communautés européennes avaient indiqué que les niveaux des contingents relatifs à la participation à des foires européennes étaient les niveaux en vigueur à la veille de la date d'entrée en vigueur pour la Chine de l'Accord sur l'OMC. À la lumière des explications fournies par les Communautés européennes, il a été supposé que les niveaux de ces contingents avaient un taux de croissance nul. Voilà pourquoi l'OSpT a décidé de demander aux CE de confirmer que l'OSpT avait raison de croire que les niveaux des contingents notifiés pour l'année 2001 pour les foires européennes avaient déjà été mis à disposition de la Chine en 2002, et qu'il en serait de même en 2003 et en 2004, en sus des niveaux des contingents réguliers; étant par ailleurs entendu que ces contingents supplémentaires ne pouvaient être utilisés par la Chine qu'à des foires européennes. En réponse, les Communautés européennes ont déclaré ce qui suit:

"Les quantités [pour les contingents ouverts pour les foires européennes] sont attribuées chaque année de façon ponctuelle. Toutefois, dans la pratique, elles sont restées inchangées au fil des années et, même si aucun engagement ne peut être formellement pris quant à l'avenir, [les Communautés européennes sont] en mesure [d']informer [l'OSpT] que, dans le règlement de base régissant l'application du régime des importations de textiles, qui est en cours d'élaboration pour l'année 2003, il est envisagé que ces quantités soient reconduites sans modification. Selon toute probabilité, ce sera également le cas pour l'année 2004, encore qu'aucun engagement ferme ne puisse être pris pour l'instant."

155. L'OSpT croyait comprendre que l'expression "règlement de base régissant l'application du régime des importations de textiles" était censée renvoyer au règlement de mise en œuvre des CE qui

---

<sup>103</sup> Voir le paragraphe 115 ci-dessus.

est pris et publié annuellement et qui précise les niveaux de limitation applicables à l'année à venir. La réponse des CE semblait suggérer que, les contingents ouverts pour les foires européennes constituant des montants qui s'ajoutaient aux niveaux des contingents réguliers, les CE, d'un point de vue strictement juridique, n'avaient aucune obligation concernant les niveaux annuels de ces contingents, et qu'il s'agissait plutôt de montants définis et attribués chaque année de façon ponctuelle. À cet égard, l'OSpT a réitéré que les niveaux des contingents relatifs à la participation à des foires européennes qui étaient appliqués à la veille de la date d'accession de la Chine avaient été inclus dans la notification des CE au titre de l'article 2:1. De plus, les Communautés européennes avaient elles-mêmes déclaré que, dans la pratique, les niveaux des contingents ouverts pour les foires européennes étaient restés inchangés au fil des années. Ainsi, les niveaux appliqués en 2001 avaient également été appliqués en 2002 et il était envisagé qu'ils soient reconduits sans modification pour l'année 2003. L'OSpT a pris note de la réponse des CE, en particulier de l'indication donnée pour l'année 2003, mais il s'attendait à ce que les mêmes niveaux continuent d'être appliqués en 2004. L'OSpT a donc demandé aux Communautés européennes de l'informer en temps voulu, au plus tard en décembre 2003, des niveaux des contingents qui seraient officiellement approuvés aux fins de la participation à des foires européennes pour l'année 2004.

156. En prenant note de la notification des Communautés européennes, l'OSpT a relevé en outre que les observations de la Chine au titre de l'article 2:2 avaient été prises en considération par les Communautés européennes dans les communications qu'elles avaient présentées pour compléter leur notification initiale.

157. Ultérieurement, en réponse à des questions posées par l'OSpT aux Communautés européennes au sujet des conséquences de l'élargissement des Communautés à de nouveaux États membres pour les restrictions quantitatives qu'elles maintenaient au titre de l'ATV, des renseignements ont été fournis également sur les niveaux des contingents dont disposait la Chine en 2004 pour sa participation à des foires européennes. Sur la base de ces renseignements, il a été noté que ces niveaux étaient restés inchangés depuis 2002.

## 2) Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois

158. En outre, en janvier 2002, l'OSpT a commencé l'examen d'une notification adressée par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC. Il a constaté que les Communautés européennes avaient notifié les restrictions quantitatives appliquées le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (et non pas celles qui étaient appliquées le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Taipei chinois, à savoir le 31 décembre 2001). L'OSpT a décidé de demander des précisions aux Communautés européennes sur certains aspects de leur notification concernant, notamment, la mesure dans laquelle le processus d'intégration au titre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues. Par la suite, le Taipei chinois a formulé également des observations au titre de l'article 2:2, qui ont été portées à l'attention des CE.

159. L'OSpT a achevé l'examen de cette notification à sa réunion de juillet 2002. La notification indiquait que, le jour précédant l'accession du Taipei chinois, les CE maintenaient des restrictions sur 41 catégories et sous-catégories affectant les importations en provenance du Taipei chinois. Après avoir demandé des précisions et des renseignements aux Communautés européennes et après avoir examiné les observations faites par le Taipei chinois au sujet de cette notification, l'OSpT a constaté que la notification, ainsi complétée, indiquait les restrictions quantitatives appliquées aux importations de textiles et de vêtements provenant du Taipei chinois en vertu des accords entre le Taipei chinois et les Communautés européennes qui étaient en vigueur le jour précédant l'accession du Taipei chinois à l'OMC, ainsi que les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité correspondants. Des renseignements étaient également fournis sur l'incidence de la mise en œuvre des



programmes d'intégration des CE sur les restrictions notifiées.<sup>104</sup> Cette notification indiquait en outre les niveaux de limitation, les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 2002. L'OSpT a relevé en outre que les observations du Taipei chinois au titre de l'article 2:2 avaient été prises en considération par les Communautés européennes dans la communication qu'elles avaient présentée pour compléter leur notification initiale.

iii) *Notifications présentées par la Turquie*

1) *Restrictions concernant les importations en provenance de Chine*

160. À sa réunion de février 2002, l'OSpT a commencé l'examen d'une notification présentée par la Turquie au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC. Selon cette notification, le jour précédant l'accession de la Chine, la Turquie maintenait des restrictions sur 41 catégories et sous-catégories à l'égard des importations en provenance de Chine de "textiles et vêtements visés par l'AMF". L'OSpT a décidé de demander à la Turquie des précisions, notamment, sur les raisons pour lesquelles elle avait jugé bon de notifier des restrictions quantitatives au titre de l'article 2:1, étant donné les dispositions énoncées au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine ainsi qu'à l'article 2:1 de l'ATV, qui traitait des "restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux qui [étaient] maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF, qui ser[ai]ent en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC". Il a également décidé de demander à la Turquie des précisions concernant, notamment, la mesure dans laquelle le processus d'intégration au titre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues.

161. La Chine a également formulé plusieurs observations au titre de l'article 2:2, concernant divers aspects de la notification de la Turquie. La Turquie a communiqué plusieurs suppléments à sa notification initiale, mais certains aspects de la notification n'ont pas pu être clarifiés facilement. En particulier, par ses observations supplémentaires, la Chine voulait comprendre parfaitement la méthode employée par la Turquie pour calculer les coefficients de croissance qu'elle appliquait aux niveaux des restrictions considérées le jour précédant l'accession de la Chine à l'OMC. Ces aspects, et d'autres éléments connexes, n'ont pu être finalement clarifiés qu'à la réunion de l'OSpT de février 2003, à laquelle l'Organe a pu achever l'examen de la notification présentée par la Turquie.

162. En prenant note de cette notification, l'OSpT a rappelé, entre autres, qu'il avait demandé à la Turquie des précisions sur les raisons pour lesquelles on avait jugé utile de notifier des restrictions quantitatives au titre de l'article 2:1, eu égard aux dispositions du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ainsi qu'à celles de l'article 2:1 de l'ATV. La Turquie a expliqué qu'elle avait "présenté sa notification au titre de l'article 2:1 conjointement avec la mise en œuvre parallèle des dispositions concernant l'UE. En vertu des dispositions de l'Union douanière et de la Décision 1/95 prise par le Conseil de l'Association, la Turquie était tenue d'appliquer les restrictions quantitatives dans le cadre d'une réglementation commerciale commune de l'Union douanière entre la CE et la Turquie aux importations de certains produits textiles, que la CE maint[enait] au titre de l'ATV. Les restrictions quantitatives qui avaient été notifiées au titre de l'article 2:1, qui [étaient] en vigueur le jour précédant l'accession de la Chine à l'OMC, [avaient] été mises en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 1996 avec la création de l'Union douanière". En réponse à la demande d'éclaircissements de l'OSpT, la Chine a indiqué ce qui suit: "Le 1<sup>er</sup> janvier 1996, la Turquie a conclu un accord d'union douanière avec la Communauté européenne. En conséquence, elle a demandé que soient établies des restrictions contingentaires à l'importation de textiles et de vêtements en provenance de Chine. Le 17 juillet 1996, la Chine et la Turquie ont signé l'accord bilatéral sur les textiles qui renvoie au cadre de l'Accord entre la Communauté européenne et la République populaire de Chine concernant le

---

<sup>104</sup> Voir les paragraphes 116 et 118 ci-dessus.

*commerce des produits textiles.*" Après avoir examiné ces deux communications, l'OSpT a constaté que la Chine ne s'était pas élevée contre le fait que la Turquie avait notifié les restrictions quantitatives pertinentes au titre de l'article 2:1.

163. Des précisions ont été demandées aussi à la Turquie, entre autres, sur la mesure dans laquelle les restrictions qu'elle maintenait sur les importations en provenance de Chine avaient été affectées par le processus d'intégration au titre de l'ATV. La Turquie a communiqué des renseignements sur les catégories de produits qui avaient été intégrés au cours de chacune des trois étapes de l'intégration.<sup>105</sup>

164. En ce qui concernait les coefficients de croissance appliqués par la Turquie, l'OSpT a noté que la Chine avait indiqué qu'à la suite du processus de clarification, elle n'avait pas d'objection aux explications données par la Turquie concernant la méthode employée pour calculer les coefficients de croissance qu'elle appliquait le 10 décembre 2001, c'est-à-dire en prenant comme base les "coefficients de croissance convenus pour 1994", vraisemblablement appliqués la première fois en 1996, et majorés de 16 pour cent puis de 25 pour cent en 2001. La Chine admettait aussi que les différences dans le calcul des coefficients de croissance tenaient au fait que la Turquie avait "en règle générale arrondi au chiffre supérieur les niveaux des contingents calculés [...] et que les calculs chinois étaient fondés sur ces niveaux arrondis. Ainsi, dans la plupart des cas, les niveaux des contingents appliqués (publiés) [étaient] supérieurs aux niveaux calculés, de sorte qu'il y [avait] une différence entre les coefficients de croissance calculés selon la méthode utilisée par la Turquie et les coefficients de croissance calculés d'après les niveaux des contingents publiés".

165. Vu ce qui précède, l'OSpT a noté, entre autres, qu'il n'y avait pas de désaccord entre les deux Membres au sujet des coefficients de croissance appliqués par la Turquie le jour précédant l'accession de la Chine. Il croyait comprendre que ces coefficients avaient été majorés de 27 pour cent afin de calculer les niveaux de limitation pour l'année 2002. En prenant note de la notification de la Turquie, l'OSpT a relevé que les observations faites par la Chine en vertu de l'article 2:2 avaient été examinées à fond par l'Organe et que la Turquie en avait tenu compte dans les communications qu'elle avait présentées en plus de sa notification initiale.

## 2) Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois

166. En avril 2002, l'OSpT a commencé à examiner une notification présentée par la Turquie au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC. La notification indiquait que, le jour précédant l'accession du Taipei chinois, la Turquie maintenait des restrictions sur 39 catégories et sous-catégories à l'égard des importations en provenance du Taipei chinois. L'OSpT a décidé de demander à la Turquie des précisions concernant, entre autres, la mesure dans laquelle le processus d'intégration au titre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues. Il a en outre décidé de porter à l'attention de la Turquie les observations présentées au titre de l'article 2:2 par le Taipei chinois sur la notification de la Turquie.

167. À sa réunion de juillet 2002, l'OSpT a pris note de cette notification. Ayant demandé des précisions et des renseignements à la Turquie et après avoir examiné les observations faites par le Taipei chinois au sujet de cette notification, il a constaté que celle-ci indiquait les restrictions appliquées par la Turquie à l'importation de certains textiles et vêtements reprises de l'accord bilatéral entre la Turquie et le Taipei chinois qui était en vigueur à la veille de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, y compris les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité correspondants. La notification contenait aussi, entre autres, des renseignements sur les catégories de produits intégrés en vertu des étapes 1, 2 et 3 au 1<sup>er</sup> janvier 2002.<sup>106</sup> Prenant note de la

---

<sup>105</sup> Voir les paragraphes 128 et 131 ci-dessus.

<sup>106</sup> Voir les paragraphes 129 et 131 ci-dessus.

notification de la Turquie, l'OSpT a aussi constaté que la Turquie avait tenu compte, dans l'additif à la notification initiale qu'elle avait communiqué, des observations faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2.

*iv) Notifications présentées par les États-Unis*

*1) Restrictions concernant les importations en provenance de Chine*

168. En février 2002, l'OSpT a commencé l'examen d'une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC. Sur la base de cette notification, il a été établi que, le jour précédant l'accession de la Chine, les États-Unis maintenaient au total 101 plafonds et sous-plafonds spécifiques visant les importations en provenance de Chine. En outre, ils appliquaient quatre plafonds globaux (de groupe), englobant tous les plafonds et sous-plafonds spécifiques ainsi que plusieurs autres catégories non soumises à des plafonds spécifiques. L'OSpT a décidé de demander aux États-Unis des précisions concernant, entre autres, la mesure dans laquelle le processus d'intégration dans le cadre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues. Ultérieurement, la Chine a présenté plusieurs observations au titre de l'article 2:2, auxquelles les États-Unis ont répondu par remarques supplémentaires. Certains éléments essentiels en question, tels que l'interaction entre les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe notifiée par les États-Unis et l'ajustement à la baisse des niveaux des contingents suite à l'intégration partielle de certains produits, ont été examinés en détail par l'OSpT à sa réunion de septembre 2002.

169. Concernant l'interaction entre les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe, l'OSpT a noté que la Chine avait "relevé que le niveau de base du groupe I [était] inférieur au niveau de base total de l'ensemble des 78 plafonds spécifiques visés. Plus particulièrement, compte tenu du fait que le taux de croissance annuel moyen de ces plafonds spécifiques [était] de 1,66 pour cent, tandis que le plafond de groupe a[vait] un taux de croissance annuel moyen de 1 pour cent seulement, le plafond de groupe finira[it], avec le temps, par faire obstacle à la pleine utilisation des plafonds spécifiques visés". Dans une communication ultérieure, la Chine avait ajouté qu'"[é]tant donné que la Chine [était] devenue Membre de l'OMC le 11 décembre 2001, la question devra[it] être examinée dans le cadre de l'OMC, en particulier de l'ATV". L'OSpT a également noté que les États-Unis avaient relevé qu'en vertu de l'article 2:1, "les États-Unis [étaient] tenus de notifier "les restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux [...] en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC [...] y compris les niveaux de limitation". D'après le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, le membre de phrase "le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC" figurant à l'article 2:1 de l'ATV devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine. Ainsi, la notification concernant les plafonds spécifiques et le plafond de groupe pour le groupe I [...] [tenait] compte des niveaux de base applicables au 10 décembre 2001. Ces niveaux de base, ainsi que les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité qui s'y rapportaient, [étaient] l'expression d'un équilibre négocié de concessions mutuelles acceptables pour la République populaire de Chine et les États-Unis et ils ser[aie]nt désormais régis par les dispositions de l'ATV".

170. Gardant à l'esprit ces communications, l'OSpT a rappelé que l'article 2:1 prescrit aux Membres de notifier en détail "toutes les restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux qui sont maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF, qui seront en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", et que le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine a indiqué, entre autres choses, ce qui suit: "Des membres du Groupe de travail ont formulé une proposition que le représentant de la Chine a acceptée, tendant à ce que les restrictions quantitatives maintenues par des Membres de l'OMC à l'importation de textiles et de vêtements originaires de la Chine qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine soient notifiées à l'Organe de supervision des textiles ("OSpT") comme étant les niveaux de base aux fins de l'application des articles 2 et 3 de l'Accord de

l'OMC sur les textiles et les vêtements ("ATV"). Ces Membres ont estimé que le membre de phrase "le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine." (non souligné dans le texte original) L'OSpT a observé que la notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 de l'ATV et du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC contenait les restrictions imposées aux importations en provenance de Chine qui étaient en vigueur le 10 décembre 2001, ainsi que les niveaux de limitation, les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité qui leur étaient liés. L'OSpT a noté que ces restrictions comportaient des plafonds de groupe et des plafonds spécifiques. Il a observé que la Chine ne contestait pas le fait que les restrictions notifiées et également les niveaux de limitation et les coefficients de croissance indiqués étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine. L'OSpT a en outre observé que l'article 2:4 de l'ATV dispose que "[l]es restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 [de l'article 2] seront réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre appliquées par les Membres respectifs le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Aucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994".

171. Tout en notant les préoccupations exprimées par la Chine quant aux effets négatifs possibles sur le commerce, l'OSpT n'a pu identifier aucune disposition de l'ATV qui interdise que les plafonds de groupe et les plafonds spécifiques qui étaient en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC restent en vigueur, ainsi que la mise en œuvre des dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance majorés, pendant toute la période allant jusqu'à l'intégration des produits concernés dans le cadre du GATT de 1994. L'OSpT, notant que la Chine avait présenté ses observations au titre de l'article 2:2, n'a pas estimé approprié, au vu des considérations indiquées ci-dessus, de faire des recommandations aux Membres concernés.

172. Concernant l'ajustement à la baisse des niveaux de contingent des produits partiellement intégrés, l'OSpT a noté que la Chine avait indiqué que "les niveaux de base de quelques plafonds spécifiques et de certains plafonds de groupe [avaient] été réduits de manière substantielle en raison de l'intégration partielle des produits. Le niveau de base du groupe III, par exemple, [avait] été réduit de 81,74 pour cent. De telles mesures [avaient] des conséquences négatives pour les exportations, en provenance de la Chine, de produits non intégrés couverts par ce groupe". L'OSpT a également noté que les États-Unis avaient indiqué que "[c]onformément à l'article 4:3, les contingents visés par une intégration partielle [avaient] été réduits pour tenir compte du nombre plus limité de produits. Comme pour les autres Membres de l'OMC, les États-Unis avaient appliqué une méthode type pour ajuster les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe afin de tenir compte de l'intégration partielle. Les États-Unis [avaient] pour pratique d'ajuster les plafonds de groupe et les plafonds spécifiques visés par une intégration partielle en les réduisant du volume moyen des échanges du produit intégré au cours des deux années civiles précédentes, en l'occurrence 1999 et 2000". L'OSpT a noté, à cet égard, que le niveau des restrictions quantitatives notifié était resté inchangé jusqu'au 31 décembre 2001, et que les ajustements à la baisse des niveaux de contingent avaient apparemment eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2002 avec la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:8 b) par les États-Unis. De ce fait, l'observation de la Chine n'était pas directement en rapport avec les niveaux de limitation repris du régime existant antérieurement à l'ATV, comme l'avaient notifié les États-Unis au titre de l'article 2:1, mais était une question à traiter au titre des dispositions de l'article 4.<sup>107</sup>

173. À sa réunion d'octobre 2002, l'OSpT a poursuivi l'examen de la notification, également sur la base des renseignements additionnels communiqués par les États-Unis en réponse à une question de l'OSpT concernant une sous-catégorie de produits des États-Unis. Selon les explications fournies par

---

<sup>107</sup> Pour les observations formulées par l'OSpT sur cette question dans le contexte de l'article 4, voir le paragraphe 463 ci-dessous.

les États-Unis, suite à l'intégration pendant l'étape 3 des produits appartenant à une sous-catégorie des États-Unis, ceux-ci avaient déduit, par inadvertance, la moyenne des échanges concernant ces produits, non du plafond de groupe correspondant, mais d'un autre. L'OSpT a noté que le 29 août 2002, les États-Unis avaient procédé à une rectification administrative et déduit la moyenne des échanges concernant ces produits du plafond de groupe approprié, tout en recreditant le plafond de groupe qui avait fait l'objet d'une déduction inappropriée.

174. Comme un aspect important de la notification des États-Unis n'était pas encore réglé (il concernait la méthode employée par les États-Unis pour calculer la majoration à appliquer aux coefficients de croissance annuels des contingents maintenus à l'égard des importations en provenance de Chine<sup>108</sup>), l'OSpT n'a pu achever l'examen de la notification des États-Unis qu'à sa réunion de janvier 2003; il a adopté en même temps une recommandation formelle faite aux États-Unis concernant l'application des modifications à apporter à la méthode qu'ils employaient pour calculer la majoration des coefficients de croissance des contingents.<sup>109</sup> En prenant note de la notification des États-Unis, l'OSpT a rappelé qu'il avait examiné toutes les questions pertinentes soulevées dans la notification, y compris la mesure dans laquelle la mise en œuvre du programme d'intégration des États-Unis avait eu une incidence sur les restrictions notifiées.<sup>110</sup>

## 2) Restrictions concernant les importations en provenance du Taipei chinois

175. En avril 2002, l'OSpT a commencé à examiner une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC. La notification indiquait que, le jour précédant l'accession du Taipei chinois, les États-Unis maintenaient au total 74 plafonds et sous-plafonds spécifiques sur les importations en provenance du Taipei chinois. En outre, ils appliquaient cinq plafonds de groupe (dont trois plafonds de groupe et deux plafonds de sous-groupe). L'OSpT a décidé de demander aux États-Unis des précisions concernant, entre autres, la mesure dans laquelle le processus d'intégration au titre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues.

176. L'examen de cette notification a été achevé en septembre 2002. Ayant demandé des précisions et des renseignements aux États-Unis et sachant que le Taipei chinois avait informé l'OSpT qu'il n'avait pas de remarques ni d'observations à faire au sens de l'article 2:2, l'OSpT a remarqué que la notification, y compris son supplément, contenait les restrictions quantitatives imposées aux importations de produits textiles et de vêtements en provenance du Taipei chinois dans le cadre des accords entre le Taipei chinois et les États-Unis, qui étaient en vigueur à la veille de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC. Outre les niveaux de limitation, la notification contenait les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité correspondants qui étaient en vigueur le 31 décembre 2001. De même, en réponse à sa demande, l'OSpT avait reçu des renseignements sur les restrictions quantitatives qui avaient été éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2002 du fait que les États-Unis avaient intégré certains produits au cours des étapes 1, 2 et 3 du processus d'intégration.<sup>111</sup>

---

<sup>108</sup> Voir en détail les paragraphes 202 à 227 ci-dessous.

<sup>109</sup> Voir le paragraphe 225 ci-dessous.

<sup>110</sup> Pour ce dernier aspect, voir les paragraphes 121 et 124 ci-dessus.

<sup>111</sup> Voir les paragraphes 122 et 124 ci-dessus.

3) Restrictions concernant les importations en provenance de l'ex-République yougoslave de Macédoine

177. À sa réunion de juin 2003, l'OSpT a commencé à examiner une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM) à l'OMC. La notification indiquait que, le jour précédant l'accession de l'ERYM, les États-Unis maintenaient cinq plafonds spécifiques sur les importations en provenance du Membre en question. L'OSpT a décidé de demander aux États-Unis des précisions concernant, entre autres, la mesure dans laquelle le processus d'intégration au titre de l'ATV avait eu une incidence sur les restrictions maintenues.

178. En septembre 2003, l'OSpT a repris l'examen de cette notification à la lumière des réponses données par les États-Unis aux questions qu'il leur avait posées. D'après les renseignements supplémentaires fournis par les États-Unis, les plafonds notifiés étaient ceux qui étaient en vigueur le 3 avril 2003, soit le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour l'ERYM. Aucune de ces restrictions n'avait été supprimée par suite de l'intégration par les États-Unis de certains produits dans le cadre des étapes 1, 2 ou 3 prévues par l'ATV, étant donné que les catégories pertinentes ne faisaient pas partie des programmes d'intégration respectifs. L'OSpT a pris note de ces précisions. Ultérieurement, après avoir examiné la question de l'application des dispositions concernant les coefficients de croissance aux restrictions quantitatives notifiées par les États-Unis<sup>112</sup>, l'OSpT a pris note de la notification.

b) Modifications apportées aux restrictions notifiées antérieurement au titre de l'article 2:1

i) *Élimination des restrictions par voie d'intégration*

179. Lorsqu'un produit qui faisait l'objet d'une restriction notifiée au titre de l'article 2:1 a été intégré dans le cadre du GATT de 1994 pendant la troisième étape du processus d'intégration, le commerce de ce produit ne relève plus, du fait de l'intégration, du champ d'application des dispositions de l'ATV. C'est pourquoi les restrictions en question maintenues au titre de l'ATV devaient être éliminées pour ce produit. Comme cela est indiqué en détail dans la section I de cette partie du rapport<sup>113</sup>, les Membres qui maintiennent des restrictions relevant de l'article 2:1 ont inclus dans leurs programmes d'intégration respectifs pour la troisième étape un certain nombre de produits soumis auparavant à des limitations. En outre, s'agissant des importations en provenance des Membres ayant accédé récemment, la mise en œuvre des programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2 des Membres appliquant des restrictions a entraîné l'élimination de quelques restrictions.<sup>114</sup>

ii) *Élimination des restrictions sans intégration: recours aux dispositions de l'article 2:15*

180. L'article 2:15 est libellé comme suit:

"Aucune disposition du présent accord n'empêchera un Membre d'éliminer une restriction maintenue au titre du présent article, avec effet à compter du début d'une année d'application de l'accord pendant la période transitoire, à condition que le Membre exportateur concerné et l'OSpT en aient été avisés par notification au moins trois mois avant que cette élimination ne prenne effet. Ce préavis pourra être ramené à 30 jours avec l'accord du Membre visé par la

---

<sup>112</sup> Voir les paragraphes 235 à 245 ci-dessous.

<sup>113</sup> Voir les paragraphes 106 à 108, 118, 124 et 131 ci-dessus.

<sup>114</sup> Voir les paragraphes 100, 101, 115, 116, 121, 122 et 131 ci-dessus.

restriction. L'OSpT distribuera les notifications de ce genre à tous les Membres. Lorsqu'il envisagera d'éliminer des restrictions conformément à ce qui est prévu dans le présent paragraphe, le Membre concerné tiendra compte du traitement accordé aux exportations similaires d'autres Membres."

181. Il faut rappeler en outre que, dans sa Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, la Conférence ministérielle de Doha est convenue, entre autres choses, que "les dispositions de l'Accord concernant [...] l'élimination des restrictions contingentaires devraient être effectivement utilisées".<sup>115</sup>

182. Pendant la période de mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration, l'OSpT a reçu une seule notification qui est (également) pertinente dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:15. En avril 2003, le Canada a porté à l'attention de l'OSpT la notification qu'il avait présentée au Comité du commerce et du développement de l'OMC au sujet des améliorations apportées au schéma de préférences du Canada, pour les pays les moins avancés (PMA), qui ont pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2003. La notification présentée à l'OSpT indique expressément que, "eu égard à l'article 2:15 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'initiative du Canada accorde l'accès sans contingent pour tous les produits visés par l'Accord".

183. À la lumière des notifications présentées par le Canada conformément à l'article 2:1 et de la liste des bénéficiaires du schéma du Canada en faveur des pays les moins avancés, il apparaît que deux Membres de l'OMC – le Bangladesh et le Lesotho – étaient concernés par la mesure mise en œuvre au titre de l'article 2:15. En conséquence, les restrictions restantes sur les importations en provenance du Bangladesh et du Lesotho devaient toutes être éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Dans le cas du Bangladesh, cette mesure a affecté en tout sept plafonds ou sous-plafonds spécifiques (sous-catégorie 1.2: vestes, anoraks; catégorie 2.0: vêtements de dessus d'hiver; sous-catégories combinées 3.2/4.2: ensembles pour hommes, garçonnets et enfants et vestes pour femmes, fillettes et enfants; catégorie 5.0: pantalons, culottes et shorts; sous-catégories 5.1/5.2 pour ce qui est d'un sous-plafond; sous-catégorie 8.4: vêtements de sport; et catégorie 9.0: vêtements de dessous). Dans le cas du Lesotho, elle a entraîné l'élimination de deux plafonds ou sous-plafonds spécifiques (catégorie 5.0 et sous-catégories 5.1 à 5.3).

184. Aucune mesure n'a été prise au titre de l'article 2:15 depuis le début de la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration par les Communautés européennes, la Turquie et les États-Unis.

iii) *Élimination ou non-application de restrictions aux (à certaines) importations en provenance de certains Membres de l'OMC*

185. Le deuxième rapport général adopté par l'OSpT indiquait ce qui suit:

"La Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement adoptée par le Congrès des États-Unis, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2000, paraît offrir, en tant que partie de la Loi sur le partenariat commercial avec le bassin des Caraïbes, un régime d'admission en franchise hors contingent aux pays des Caraïbes pour les produits admis à bénéficier de façon illimitée des avantages prévus ainsi que pour d'autres produits jusqu'à concurrence d'un certain montant par année et par région. Une autre partie de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement (la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique) concerne le traitement offert aux importations en provenance de 48 pays d'Afrique subsaharienne qui, selon certaines indications, prévoit, entre autres choses, que certains

---

<sup>115</sup> Voir le document WT/MIN(01)/17.

vêtements produits dans les pays bénéficiaires sont autorisés à pénétrer sur le marché des États-Unis en franchise et hors contingent, pour autant que certaines conditions sont remplies. L'OSpT a demandé des renseignements détaillés aux États-Unis en ce qui concerne la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique et la Loi sur le partenariat commercial avec le Bassin des Caraïbes, et en particulier de l'incidence de l'entrée en vigueur de ces textes sur la mise en œuvre de dispositions spécifiques de l'ATV, comme l'application des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1. Les États-Unis ont répondu, notamment, qu'ils fourniraient tous les renseignements voulus à l'OMC au moment où ils demanderaient à ses Membres une dérogation pour la mise en œuvre de divers éléments de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement. Entre-temps, d'après la communication des États-Unis, des renseignements détaillés concernant la Loi sur le commerce extérieur et le développement peuvent être trouvés sur le site Internet de l'Otexa." [note de bas de page omise]<sup>116</sup>

186. Dans une note de bas de page sur ce point figurant dans le deuxième rapport<sup>117</sup>, il est indiqué que "[é]tant donné que les renseignements disponibles sur le site Web ne remplacent pas les notifications et communications officielles qui doivent être adressées aux organes compétents de l'OMC, [...] l'OSpT a préféré attendre les communications officielles des États-Unis comme indiqué dans leur réponse".

187. Jusqu'en juin 2004, l'OSpT n'avait reçu aucune communication ni aucun renseignement complémentaire des États-Unis. De plus, il n'a connaissance d'aucune notification ou communication sur ce point adressée par les États-Unis à un autre organe pertinent de l'OMC. Cependant, les deux lois sont appliquées depuis plusieurs années et il semble que leurs dispositions concernant les textiles et les vêtements ont souvent été invoquées. Il semble aussi que la mise en œuvre de ces dispositions a eu une incidence sur l'application d'au moins certaines des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1.

188. Il convient de mentionner, à cet égard, qu'à sa réunion d'avril 2003, l'OSpT avait déjà "rappelé que l'article 3:3 stipule notamment que "[p]endant la durée du présent accord, les Membres communiqueront à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de toutes nouvelles restrictions ou de toutes modifications apportées à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements, qui auront été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994, dans un délai de 60 jours à compter de leur entrée en vigueur". L'OSpT a souligné l'importance du respect par les Membres de ces prescriptions de notification. Il a également fait observer que les mesures ou actions autres que celles visées à l'article 3:3 qui ont une incidence sur la mise en œuvre d'autres dispositions de l'ATV devaient également être portées à l'attention de l'OSpT pour information".<sup>118</sup> À sa réunion de septembre 2003, l'OSpT est revenu sur cette question. Il a fait observer que depuis la distribution du rapport de sa réunion d'avril 2003, aucune notification ou information de ce type ne lui était parvenue de la part des Membres. Il supposait cependant que des accords avaient été conclus entre certains Membres ou que des politiques avaient été adoptées et élaborées par quelques Membres, qui étaient visés à l'article 3:3 ou avaient une incidence sur la mise en œuvre d'autres dispositions de l'ATV, sans que cela ait été notifié à un organe de l'OMC ou porté à l'attention de l'OSpT. En conséquence, l'OSpT a instamment prié les Membres intéressés de lui communiquer, conformément à l'article 3:3, toutes notifications pertinentes présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de tels accords ou politiques et/ou de porter à

---

<sup>116</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 269 à 271.

<sup>117</sup> Voir le document G/L/459, note de bas de page 114.

<sup>118</sup> Voir le document G/TMB/R/98, paragraphe 29.



l'attention de l'OSpT les mesures ou actions ayant une incidence sur la mise en œuvre d'autres dispositions de l'ATV, en particulier celles de l'article 2.<sup>119</sup>

189. Dans le cadre de la préparation du présent rapport, l'OSpT a indiqué aux États-Unis qu'il avait noté, entre autres, qu'ils avaient adopté et commencé à appliquer la Loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins et l'éradication des drogues (ATPDEA), qui contenait des dispositions concernant, entre autres, le commerce des textiles et des vêtements et qui avait ainsi, selon toute probabilité, une incidence sur la mise en œuvre de certaines restrictions notifiées au titre de l'article 2:1. De même, l'OSpT savait que certaines dispositions de l'AGOA relatives au commerce dans ce secteur, comme celle qui permettait aux bénéficiaires d'utiliser des matières autres que celles qui étaient fabriquées aux États-Unis ou dans les pays africains, expireront à la fin de septembre 2004 et que des mesures étaient prises en vue de les proroger et peut-être aussi de les modifier. L'OSpT n'avait reçu à ce jour aucune notification ou communication officielle concernant la mise en œuvre par les États-Unis de la Loi sur le partenariat commercial avec le bassin des Caraïbes (CBTPA), qui prévoit l'application d'un traitement en franchise de droits et sans contingent aux pays des Caraïbes, comme l'OSpT l'a déjà noté dans son deuxième rapport général. Cette mise en œuvre affecte aussi l'application d'au moins certaines des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1. L'OSpT a donc demandé aux États-Unis des renseignements à ce sujet. En réponse, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient "l'intention de notifier ces programmes dès que possible au Conseil du commerce des marchandises".

190. Notant que les États-Unis ont l'intention de notifier ces programmes dès que possible au Conseil du commerce des marchandises, l'OSpT observe aussi qu'à la date d'adoption du présent rapport il ne dispose toujours d'aucun renseignement officiel sur la base duquel il pourrait formuler des observations de fond au sujet de l'incidence des programmes en question sur la mise en œuvre des dispositions de l'article 2. Le manque persistant de notification et de renseignements officiels à cet égard est source de préoccupations, du moins en ce qui concerne l'aptitude de l'OSpT à remplir son mandat, tel qu'il est défini dans l'ATV.

iv) *Suspension de l'application de restrictions aux importations en provenance de certains Membres*

191. Le deuxième rapport général de l'OSpT indiquait ce qui suit:

"En réponse à la demande de renseignements et de notification adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du [...] rapport [général] et de questions se rapportant à l'article 7, la Communauté européenne a indiqué, entre autres, qu'elle avait "conclu un Protocole d'accord avec un Membre de l'OMC, Sri Lanka, concernant l'accès au marché dans le secteur des produits textiles et d'habillement. Cela supposait, pour Sri Lanka, une réduction et des consolidations des droits ainsi que des engagements en ce qui concerne les obstacles non tarifaires et, pour la CE, la suspension de l'application des contingents. Les contingents n'ont pas été éliminés mais leur application a été suspendue et subordonnée au respect constant des termes de l'accord par Sri Lanka. Par conséquent, la Communauté européenne estime que l'accord avec Sri Lanka ne relève pas des dispositions de l'article 2:15 de l'ATV."<sup>120</sup> [note de bas de page omise]

---

<sup>119</sup> Voir le document G/TMB/R/102, paragraphe 8.

<sup>120</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 271.

192. Dans ses observations à ce sujet, l'OSpT a indiqué ce qui suit dans le même rapport:

"L'OSpT a pris note de la réponse donnée par la Communauté européenne, [...] selon laquelle les restrictions maintenues sur les importations en provenance de Sri Lanka n'avaient pas été éliminées, mais avaient été suspendues et, selon elle, l'accord qu'elle avait conclu avec Sri Lanka ne relevait pas des dispositions de l'article 2:15. Compte tenu de cette indication, il semblerait que ces restrictions, notifiées au titre de l'article 2:1, sont encore en vigueur *de jure*. L'OSpT a fait observer que l'article 2 ne renferme aucune disposition prévoyant la suspension de l'application de restrictions notifiées au titre de l'article 2:1. Cependant, la suspension suppose la non-application *de facto* des limitations notifiées précédemment et elle pourrait, par conséquent, avoir une incidence sur l'application de mesures spécifiques maintenues au titre de l'ATV. Cela étant, il semblerait que, sans préjudice d'aucune disposition de l'ATV ni d'un éventuel examen ultérieur de la question, le fait que des limitations sont suspendues devrait être notifié ou porté à l'attention de l'OSpT et, par l'intermédiaire de l'OSpT, des Membres de l'OMC."<sup>121</sup>

193. Il convient aussi de rappeler que, dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général de l'OSpT, les Communautés européennes ont indiqué, entre autres, que "la CE négocie activement avec plusieurs autres partenaires de l'OMC en vue de mettre en place d'autres accords similaires [au Protocole d'accord conclu avec Sri Lanka] et espère ainsi contribuer à améliorer encore l'accès au marché dans ce secteur avant 2005".<sup>122</sup> [note de bas de page omise]

194. Dans ce contexte et eu égard aux demandes de notifications et de renseignements pertinents formulées à plusieurs reprises par l'OSpT, dont il est question au paragraphe 188 ci-dessus, il convient de noter que, jusqu'en juin 2004, l'OSpT n'avait reçu aucune communication nouvelle ni, le cas échéant, aucun renseignement nouveau des Communautés européennes à cet égard. Ainsi, aucun renseignement officiel n'a été porté à l'attention de l'OSpT sur le point de savoir si les Communautés européennes ont continué, ou non, à suspendre, pendant la mise en œuvre de la troisième étape, l'application des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1 aux importations en provenance de Sri Lanka. De plus, les Communautés européennes n'ont fourni aucun renseignement sur les résultats des négociations menées "activement avec plusieurs autres partenaires de l'OMC", mentionnées au paragraphe 193 ci-dessus, qui pourraient aboutir à des accords analogues à celui qui a été conclu avec Sri Lanka et qui pourraient ainsi entraîner la suspension de l'application des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1.

195. Dans le cadre de la préparation du présent rapport, l'OSpT a décidé d'aborder cette question avec les Communautés européennes. Rappelant la déclaration faite par les Communautés européennes à cet égard, mentionnée au paragraphe 193 ci-dessus, et faisant part de ses observations, formulées au paragraphe 194 ci-dessus, l'OSpT a demandé aux Communautés européennes de communiquer tous les renseignements pertinents. Dans leur réponse, les Communautés européennes ont indiqué ce qui suit: "Me référant à l'observation de l'OSpT relative à la suspension des restrictions visant les importations en provenance de Sri Lanka, je confirme que cette suspension continuera en 2004 et qu'elle s'applique également aux importations en provenance du Brésil."

196. Prenant note de la réponse des CE, l'OSpT a réitéré son observation selon laquelle l'article 2 ne renferme aucune disposition prévoyant la suspension ou la non-application *de facto* (par opposition à l'élimination *de jure*) de restrictions notifiées au titre de l'article 2. De plus, il s'est déclaré préoccupé par le fait que les Communautés européennes n'ont pas jugé approprié de communiquer,

---

<sup>121</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 336.

<sup>122</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 275.

avant qu'il ne le demande expressément, des renseignements sur le traitement accordé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 aux importations de Sri Lanka et sur le fait que le même traitement avait été étendu aux importations provenant du Brésil.

v) *Augmentation de certains niveaux de limitation autrement qu'au titre des dispositions de l'article 2:14 b)*

197. Pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu aucun renseignement des Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2:1 en ce qui concerne les augmentations possibles, autrement qu'au titre des dispositions de l'article 2:14 b), qui pourraient être appliquées pour certains niveaux de limitation affectant certains Membres. Compte tenu de certaines indications données dans des articles de presse, il semble cependant que ces augmentations ont probablement été appliquées dans quelques cas.

198. En outre, après l'élargissement des Communautés européennes le 1<sup>er</sup> mai 2004, les CE, parallèlement à l'extension des restrictions qu'elles appliquaient aux importations des dix nouveaux États membres<sup>123</sup>, ont augmenté les niveaux des restrictions afin de tenir compte des courants d'échanges "traditionnels" (au moyen d'une formule consistant en la moyenne des importations originaires des pays tiers soumis à restrictions effectuées dans les dix nouveaux États membres au cours des trois dernières années, ajustée *pro rata temporis*).

vi) *Ajustement du niveau de certaines restrictions spécifiques ou globales à la suite de l'intégration d'éléments visés par des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1*

199. Comme cela a déjà été dit dans la section I de cette partie du rapport, le Canada a décidé de ne pas réduire les niveaux des restrictions dont certains éléments ont été intégrés pendant la troisième étape.<sup>124</sup> En revanche, les États-Unis ont apparemment ajusté à la baisse les niveaux des plafonds spécifiques ou globaux considérés pour tenir compte de la diminution de la gamme des produits visés par ces plafonds résultant de l'intégration partielle de certains des produits visés.<sup>125</sup> Étant donné que l'article 4:3 traite spécifiquement des situations dans lesquelles un produit qui ne constitue que l'un des éléments visés par une restriction est intégré conformément aux dispositions de l'article 2, cette question est également examinée dans la section du rapport qui porte sur la mise en œuvre des dispositions de l'article 4.<sup>126</sup>

c) *Mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance (article 2:13 et 2:14) pendant la troisième étape du processus d'intégration*

i) *Mise en œuvre des dispositions de l'article 2:14 b)*

200. Conformément aux dispositions de l'article 2:14 b), les coefficients de croissance applicables aux restrictions considérées, héritées du régime antérieur à l'ATV, qui ont déjà été majorés, d'abord dans des proportions au moins égales à 16 pour cent, chaque année, pendant l'étape 1 puis dans des proportions au moins égales à 25 pour cent, chaque année, pendant l'étape 2, devaient être encore majorés, chaque année, dans des proportions au moins égales à 27 pour cent pendant l'étape 3 du processus d'intégration. L'article 2 n'exige pas que les Membres maintenant des restrictions au titre de

---

<sup>123</sup> Voir en particulier le paragraphe 325 ci-dessous.

<sup>124</sup> Voir en particulier les paragraphes 121 à 124 ci-dessus.

<sup>125</sup> Voir aussi les paragraphes 125 et 172 ci-dessus.

<sup>126</sup> Voir les paragraphes 462 et 463 ci-dessous.

cet article présentent des notifications concernant le respect des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Toutefois, toute question particulière en rapport avec la mise en œuvre des dispositions de l'article 2 peut être soumise à l'OSpT par un Membre, conformément à l'article 2:21. À l'exception de la Chine<sup>127</sup>, aucun Membre n'a porté à l'attention de l'OSpT une communication ou des renseignements qui seraient pertinents dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, en général, ou de l'article 2:14 b), en particulier. On suppose donc que les prescriptions de l'article 2:14 b) ont été respectées par les Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2 à l'égard de tous les fournisseurs soumis à restrictions qui sont devenus Membres de l'OMC au plus tard en 2000.

*ii) Mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance à l'égard des pays ayant accédé récemment*

201. Comme aucune des notifications présentées au titre de l'article 2:1 ne contenait de renseignement à ce sujet, l'OSpT a dû demander, dans chaque cas, aux Membres maintenant des restrictions des précisions sur la manière dont ils avaient mis en œuvre les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance à l'égard des Membres ayant accédé récemment, tels que la Chine, le Taipei chinois et l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM). L'un des trois nouveaux Membres, la Chine, a fait des remarques et des observations à ce sujet au titre de l'article 2:2. Rappelant que l'ATV ne contient aucune disposition indiquant comment il conviendrait d'appliquer ces dispositions aux Membres qui accèdent à l'OMC plusieurs années après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, l'OSpT a relevé que i) ces questions avaient été réglées durant les négociations d'accession aux fins de l'application des différentes dispositions de l'ATV, y compris son article 2; ii) le texte des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance qui figurait dans les rapports des groupes de travail de l'accession mentionnait expressément l'application des articles pertinents de l'ATV; iii) conformément à l'article 2:21, l'OSpT était chargé de suivre l'application de l'article 2. Par conséquent, pour s'acquitter de sa tâche, l'OSpT était également tenu d'examiner les modalités convenues et les indications fournies par les Membres dans leurs instruments d'accession en ce qui concerne l'application des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance, et de se mettre d'accord à leur sujet. Pour atteindre cet objectif, l'OSpT a examiné attentivement, dans chaque cas, la question de la mise en œuvre de ces dispositions à l'égard des pays ayant accédé récemment.

*1) Mise en œuvre à l'égard de la Chine*

202. Examinant cette question en détail à sa réunion de juillet 2002, l'OSpT a rappelé que conformément aux dispositions du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, "la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait être appliquée comme il convient à ces niveaux de base [c'est-à-dire aux niveaux des restrictions qui étaient en vigueur le jour précédant l'accession de la Chine] à compter de la date d'accession de la Chine".

203. En outre, il a rappelé que les renseignements fournis par les Membres qui appliquaient des restrictions au sujet de la façon dont ils s'étaient acquittés de ces obligations pouvaient être résumés comme suit:

- Le Canada a indiqué qu'il avait "majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec la Chine de 25 pour cent puis de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002".

---

<sup>127</sup> Voir le paragraphe 205 ci-dessous.

- Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient "majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec la Chine de 25 pour cent puis de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002".
- La Turquie a indiqué, dans un premier temps, qu'elle avait majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants au 1<sup>er</sup> janvier 2002 de la même façon que le Canada et les Communautés européennes. Mais, dans une communication ultérieure, elle a déclaré qu'elle avait "majoré les coefficients de croissance pour les niveaux de limitation restants avec la Chine de 16 pour cent, de 25 pour cent puis de 27 pour cent, aux fins du calcul des niveaux des contingents pour 2002".
- Les États-Unis ont indiqué que: "Conformément au rapport du Groupe de travail, selon lequel les dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance devraient "être appliquée[s] comme il convient [...] à partir de la date d'accession", il a été déterminé qu'il convenait d'appliquer un coefficient de croissance accéléré de 25 pour cent, au prorata, pour la période (11-31 décembre 2001) pendant laquelle la Chine était Membre de l'OMC, pendant l'étape 2. Ainsi, les contingents ajustés pour l'étape 2 ont été calculés sur la base du coefficient de croissance pour l'étape 2 appliqué au prorata. Afin de déterminer le coefficient de croissance des contingents de la Chine pour les années 2002 à 2004, nous avons majoré de 27 pour cent le coefficient de croissance pour l'étape 2, calculé au prorata, utilisé pour déterminer les contingents théoriques de la Chine pour 2001, ce qui est prévu dans l'ATV pour l'étape 3 [...]." Les renseignements communiqués par les États-Unis indiquaient implicitement que ces majorations avaient pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

204. Sur la base des renseignements dont disposait l'OSpT, on pouvait donc établir que les quatre Membres qui maintenaient des restrictions en vertu de l'article 2:1 avaient appliqué à la Chine à la même date, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Toutefois, seule la Turquie avait majoré le coefficient de croissance applicable au niveau de base de 16 pour cent, ce qui était le coefficient de croissance prévu pour l'étape 1 du processus d'intégration à l'article 2:13. Le Canada et les Communautés européennes avaient agi de façon identique, en appliquant intégralement la majoration de 25 pour cent puis en appliquant la majoration supplémentaire de 27 pour cent prévue pour l'étape 3. Les États-Unis avaient adopté une approche plus restrictive en n'appliquant la majoration de 25 pour cent qu'au prorata de la période (21 jours) durant laquelle la Chine avait été Membre de l'OMC pendant la deuxième étape d'intégration, et avaient ensuite appliqué une majoration supplémentaire de 27 pour cent aux niveaux de limitation déjà relevés suivant cette méthode de majoration au prorata. À l'évidence, cette approche avait un effet sur le niveau des limitations pour l'année 2002.

205. L'OSpT a aussi rappelé que, dans certaines des notifications présentées au titre de l'article 2:2, la Chine avait formulé des observations au sujet de la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance par les Membres concernés qui maintenaient des restrictions:

- En ce qui concernait le Canada, la Chine avait déclaré que:  
"Des coefficients de croissance de 16 pour cent, 25 pour cent et 27 pour cent seront successivement appliqués à la Chine aux dates appropriées comme il est spécifié au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ou la Chine se verra tout au moins appliquer un coefficient de croissance de 25 pour cent le 11 décembre 2001, coefficient qui sera encore majoré de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002."

- En ce qui concernait la Turquie, la notification de la Chine indiquait ce qui suit:

"Le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine est ainsi libellé: "Ces Membres ont estimé que le membre de phrase 'le jour précédant [la date d']entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC', figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine." En conséquence, la Turquie devrait traiter la Chine comme si celle-ci était devenue Membre de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et les avantages commerciaux prévus par l'ATV doivent s'appliquer à la Chine également."

- En ce qui concernait les États-Unis, la première série d'observations communiquées par la Chine était identique à celle qui concernait la Turquie. Toutefois, dans une notification ultérieure contenant des observations sur la méthode appliquée par les États-Unis, la Chine avait déclaré ce qui suit:

"En ce qui concerne l'application des coefficients de croissance prévus pour les deuxième et troisième étapes, la Chine considère que les coefficients de croissance de 25 pour cent et de 27 pour cent seront pleinement appliqués d'après la méthode de calcul suivante:

Niveau du contingent pour 2002 = Niveau du contingent pour 2001 x [1 + coefficient de croissance annuel initial x (1+25%)] x [1 + coefficient de croissance annuel initial x (1+25%) x (1+27%)].

La Chine demande que les États-Unis appliquent les coefficients de croissance de cette façon."

206. On a aussi relevé que la Chine n'avait pas fait d'observations sur la façon dont les Communautés européennes avaient appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, bien qu'elles aient appliqué la même méthode que le Canada.

207. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT pensait que, pour parvenir à une position commune concernant tous les aspects des prescriptions visant l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, il fallait se poser les trois questions suivantes:

- Les Membres appliquant des restrictions étaient-ils aussi tenus, en vertu des instruments d'accession, d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent des coefficients de croissance de base prévus pour l'étape 1 à l'article 2:13?
- Quelle était la méthode à appliquer pour la majoration des coefficients de croissance de l'étape 2 (article 2:14 a))?
- À quelle date les Membres qui maintenaient des restrictions devaient-ils appliquer effectivement les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance?

208. En ce qui concerne la première question, l'OSpT a analysé en détail les termes de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail.<sup>128</sup> Il a noté, entre autres, que l'expression "comme il convient" pouvait introduire une certaine marge d'interprétation de la phrase (et donc des engagements juridiques qui en découlaient). Cette marge d'interprétation ne pouvait pas être définie

---

<sup>128</sup> Voir le paragraphe 202 ci-dessus.

avec plus de précision; elle semblait être conçue de façon qu'on puisse tenir compte de l'occasion ou des circonstances particulières. Quoi qu'il en soit, le fait que les mots "comme il convient" aient été inclus dans le libellé pouvait aussi impliquer que tout ce que prescrivait cette phrase ne devrait pas nécessairement être appliqué de la même façon ou dans les mêmes délais que s'il n'y avait pas eu cette réserve. En utilisant l'expression "comme il convient", les rédacteurs avaient non seulement introduit la possibilité d'une certaine souplesse et d'ajustements dans l'application effective des dispositions, mais avaient aussi laissé une importante ambiguïté dans le libellé.

209. L'OSpT a conclu que, comme la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail ne donnait pas d'indications dénuées d'ambiguïté, il était impossible de parvenir à une conclusion claire et incontestable au sujet de la question de savoir si les Membres qui appliquaient des restrictions étaient également tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent prévue à l'article 2:13 aux coefficients de croissance repris du régime antérieur à l'ATV. L'OSpT a reconnu qu'on pouvait présenter des arguments en faveur d'une interprétation de la disposition pertinente selon laquelle il conviendrait bien d'appliquer cette majoration, comme l'avait fait la Turquie. Toutefois, il y avait aussi des arguments étayant l'interprétation contraire, c'est-à-dire celle du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis. L'OSpT a déploré que les Membres aient laissé une importante ambiguïté dans la formulation de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, si bien qu'il ne lui était pas possible d'adopter une position plus ferme en ce qui concerne la méthode à appliquer.

210. Passant à la deuxième question, à savoir la méthode à appliquer pour majorer les coefficients de croissance pour l'étape 2, conformément à l'article 2:14 a), l'OSpT a rappelé que, quelle que soit la position adoptée en ce qui concerne l'article 2:13, chacun des quatre Membres qui maintenaient des restrictions en vertu de l'article 2:1 avait indiqué qu'il avait majoré les coefficients de croissance respectifs applicables pour l'étape 2. Toutefois, cette majoration n'avait pas été appliquée de la même façon. Le Canada, les Communautés européennes et la Turquie avaient majoré les coefficients de croissance de l'intégralité des 25 pour cent stipulés à l'article 2:14 a), tandis que les États-Unis avaient appliqué la majoration au prorata de la période (21 jours au total) durant laquelle la Chine avait été Membre pendant la deuxième étape du processus d'intégration au titre de l'ATV. Comme cette application au prorata se traduisait par une majoration beaucoup plus limitée du coefficient de croissance et donc du niveau des contingents, la façon dont les États-Unis avaient appliqué les dispositions de l'article 2:14 a) avait une incidence très nette sur le niveau des limitations calculées pour l'étape 3 de l'application de l'ATV.

211. L'OSpT a décidé d'examiner si les dispositions pertinentes des instruments d'accession de la Chine et de l'ATV autorisaient les États-Unis à appliquer la méthode décrite ci-dessus. À cet égard, il a formulé, entre autres, les observations suivantes:

- Examinant si l'expression "comme il convient" figurant dans le rapport du Groupe de travail pouvait justifier une modalité d'application sensiblement différente de celle prescrite à l'article 2:14 a), l'OSpT a rappelé qu'il ne disposait pas de renseignements suffisants pour parvenir à une conclusion définitive au sujet du sens de cette expression. Néanmoins, à son avis, cette expression pouvait servir à déterminer lequel des articles de l'ATV mentionnés devait s'appliquer en l'espèce, et/ou quelle devrait être la date de son application effective. Toutefois, rien dans cette interprétation ne donnait à penser que cette expression autoriserait aussi un Membre à ne pas appliquer intégralement l'un ou l'autre des articles mentionnés, dès lors qu'on aurait déterminé qu'il "convenait" de les appliquer aux fins de la mise en œuvre de l'ATV. En d'autres termes, dès lors que les États-Unis avaient conclu que, la Chine étant devenue Membre de l'OMC durant l'étape 2 de l'ATV, il convenait de lui appliquer les dispositions de l'article 2:14 a), ces dispositions auraient dû être appliquées intégralement (c'est-à-dire pour l'ensemble de l'année durant laquelle la

Chine avait accédé à l'OMC) et le libellé de cette phrase ne semblait pas laisser aux Membres une latitude supplémentaire à cet égard. Par conséquent, selon l'OSpT, considérer qu'il convenait d'appliquer une majoration de 25 pour cent du coefficient de croissance au prorata pour la période de 21 jours, comme l'avaient fait les États-Unis, ne paraissait pas justifié par les dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail.

- Cette conclusion était étayée par le libellé précis de l'article 2:14 a), qui ne prévoit aucune flexibilité ni aucune marge de manœuvre, notamment aucune possibilité d'application au prorata.
- Le Canada, les Communautés européennes et la Turquie avaient appliqué intégralement à la Chine la majoration de 25 pour cent du coefficient de croissance. Surtout, aucun autre Membre, y compris les États-Unis, n'avait jamais par le passé appliqué cette majoration au prorata à aucun autre Membre de l'OMC. Les États-Unis ne l'avaient pas appliquée en 1995 ou au début de 1996 aux exportateurs qui n'étaient devenus Membres de l'OMC que quelques mois après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, ni même aux fournisseurs qui avaient accédé à l'OMC durant la deuxième étape du processus d'intégration (dans certains cas avec des dispositions d'accession très similaires à celles qui se trouvaient dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine).

212. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT a conclu qu'il n'était pas justifié en vertu des dispositions pertinentes des instruments d'accession et de l'ATV d'appliquer au prorata la majoration de 25 pour cent sur la base de la brève période durant laquelle la Chine avait été Membre de l'OMC durant la deuxième étape, et a fait observer en outre que cette approche n'était pas conforme à la façon dont les États-Unis avaient appliqué l'ATV dans d'autres cas.

213. Enfin, passant à la troisième question, à savoir la date à laquelle les Membres qui maintenaient des restrictions devaient appliquer les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, l'OSpT a rappelé que la date d'accession de la Chine était le 11 décembre 2001 mais que les quatre Membres appliquant des restrictions aux importations en provenance de Chine en vertu de l'article 2:1 n'avaient effectivement appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance que le 1<sup>er</sup> janvier 2002. L'OSpT a noté que la majoration des coefficients de croissance correspondants, dans la mesure où elle était applicable pour l'étape 1 et de toute façon pour l'étape 2, aurait dû dans l'idéal intervenir le 11 décembre 2001. Dans le même temps, dans toute interprétation possible de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail, l'expression "comme il convient" pouvait aussi être reliée à la dernière partie de la phrase selon laquelle les engagements devaient être appliqués "à partir de la date d'accession de la Chine". Compte tenu de la flexibilité inhérente à cette formulation, on pouvait aussi examiner des considérations pratiques pour justifier le fait de n'appliquer les majorations que le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Comme trois semaines seulement s'étaient écoulées entre l'accession de la Chine et le début de l'année contingentaire 2002, on pouvait expliquer le retard de la mise en œuvre effective des dispositions par des considérations administratives pratiques et considérer que ce retard n'était pas excessif.

214. Compte tenu des considérations qui précèdent, l'OSpT a conclu que, même si certaines des mesures en question auraient pu être appliquées dès le 11 décembre 2001, il fallait en revanche qu'elles soient appliquées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2002, ce qu'avaient bien fait le Canada, les Communautés européennes, la Turquie et les États-Unis.

215. Après avoir examiné minutieusement tous les aspects de la question, l'OSpT a conclu que, comme les dispositions pertinentes des instruments d'accession de la Chine ne donnaient aucune indication claire, il était impossible de répondre clairement à la question de savoir si les Membres qui



maintenaient des restrictions étaient également tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 pour la première étape du processus d'intégration. L'impossibilité de répondre clairement à cette question avait conduit l'OSpT à se demander quelles étaient les prescriptions minimales que les Membres concernés devaient respecter. Ces prescriptions minimales pouvaient se résumer comme suit: à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les niveaux de base en vigueur au 10 décembre 2001 devaient être augmentés par l'application du coefficient de croissance correspondant à l'année 2001 (antérieur à l'accession de la Chine), majoré de l'intégralité des 25 pour cent prévus pour l'étape 2 et des 27 pour cent supplémentaires prévus pour l'étape 3.

216. Étant donné que, selon leur notification, les États-Unis avaient appliqué les dispositions pertinentes d'une façon qui n'était pas conforme aux prescriptions minimales définies au paragraphe 215 ci-dessus, l'OSpT a décidé de les inviter à reconsidérer leur position à la lumière de ses observations et conclusions et à apporter les modifications nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient.

217. L'OSpT a noté en outre que, au cours de ses discussions approfondies, il avait analysé les aspects pertinents des notifications reçues de la Chine au titre de l'article 2:2 et y avait réfléchi dans toute la mesure du possible. Il considérait donc que l'examen des aspects des notifications faites au titre de l'article 2:2 qui concernaient la méthode d'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance était terminé.

218. Les États-Unis n'ont répondu qu'avec beaucoup de retard à l'invitation de l'OSpT de reconsidérer leur position concernant la majoration qu'il convenait d'appliquer aux coefficients de croissance annuelle des contingents visant les importations en provenance de la Chine et d'apporter les modifications nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient. C'est pourquoi cette réponse n'a pu être examinée par l'OSpT qu'à sa réunion de janvier 2003. Dans leur communication, les États-Unis indiquaient qu'ils "[avaient] examiné attentivement le rapport de l'OSpT analysant l'application [des] dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements [relatives aux coefficients de croissance] et [étaient] arrivés à la conclusion que la méthode qu'ils appliqu[aient], dont il [était] question dans [un document antérieur], [était] conforme aux obligations qui leur incomb[aient], tel que prévu dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC. Le raisonnement des États-Unis, tel qu'indiqué dans [leurs communications antérieures], demeur[ait] inchangé. À la lumière de cette conclusion, les États-Unis [étaient] d'avis qu'il ne serait pas approprié d'apporter des ajustements à la méthode appliquée".

219. L'OSpT a noté qu'aucun argument précis n'avait été avancé par les États-Unis pour étayer les motifs pour lesquels ils avaient conclu que leur méthode était conforme à leurs obligations, tel que prévu dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC. Au lieu de cela, les États-Unis avaient simplement déclaré que leur raisonnement demeurerait inchangé et que, par conséquent, ils étaient d'avis qu'il ne serait pas approprié d'apporter des ajustements à la méthode appliquée. L'OSpT, quant à lui, a réitéré sa conclusion selon laquelle il n'était pas justifié en vertu des dispositions pertinentes des instruments d'accession et de l'ATV d'appliquer au prorata la majoration de 25 pour cent prévue pour l'étape 2, sur la base de la brève période durant laquelle la Chine avait été Membre de l'OMC durant cette étape. Il a été rappelé à cet égard que l'OSpT était parvenu à cette conclusion après un examen attentif de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine et du libellé de l'article 2:14 a) de l'ATV et que cette conclusion était encore étayée par le fait qu'aucun Membre de l'OMC, pas même les États-Unis, n'avait jamais par le passé appliqué cette majoration au prorata à aucun autre Membre. Par conséquent, l'OSpT était toujours d'avis que, concernant la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 à l'égard de la Chine, les prescriptions minimales qui devaient être appliquées, entre autres choses, par les États-Unis étaient que, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les niveaux de base en vigueur le 10 décembre 2001 devaient être augmentés, selon

les coefficients de croissance respectifs appliqués pour l'année 2001 (avant l'accession de la Chine), majorés des 25 pour cent prévus pour l'étape 2, et encore augmentés des 27 pour cent prévus pour l'étape 3.

220. L'OSpT a rappelé que dans deux des notifications qu'elle avait présentées au titre de l'article 2:2, la Chine avait formulé des observations au sujet de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance par les États-Unis. Ces observations avaient été également prises en considération par l'OSpT durant son examen de l'application desdites dispositions. L'OSpT a fait observer que, conformément à l'article 2:2, l'Organe, entre autres choses, "pou[vait], selon qu'il [était] approprié, adresser des recommandations aux Membres concernés". Notant que la Chine aussi bien que les États-Unis avaient eu de nombreuses occasions de formuler leurs observations et de faire connaître leurs arguments respectifs et que, par ailleurs, l'OSpT était parvenu à sa conclusion en parfaite connaissance des observations et arguments présentés dans les notifications respectives des deux Membres visés, l'OSpT a décidé de recommander aux États-Unis d'apporter les ajustements nécessaires à la méthode appliquée, de façon à rendre celle-ci conforme à la conclusion de l'OSpT concernant les prescriptions minimales à satisfaire.

221. À la fin mars 2003, l'OSpT a reçu une communication que les États-Unis lui avaient fait parvenir au titre de l'article 8:10 et qui faisait suite à la recommandation de l'OSpT reproduite au paragraphe 220 ci-dessus. Dans leur communication, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit à propos de la recommandation de l'OSpT:

"Pour déterminer si les Membres de l'OMC se sont acquittés des obligations vis-à-vis de la Chine qui leur incombent en vertu de l'ATV, il convient de prendre dûment en compte les dispositions applicables contenues dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC. Si l'on peut comprendre les difficultés auxquelles se heurte l'OSpT à cet égard, il convient aussi de rappeler que celui-ci a reconnu que "les dispositions pertinentes des instruments juridiques d'accession de la Chine, en particulier les mots "comme il convient" figurant dans la troisième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ne donnaient pas d'indication claire quant à certains des aspects de la question". Les États-Unis estiment que ce paragraphe du rapport du Groupe de travail non seulement montre clairement que la majoration des coefficients de croissance doit s'appliquer à compter de la date d'accession de la Chine, mais aussi que l'inclusion de l'expression "comme il convient" implique que cette obligation doit être remplie d'une manière correspondant au laps de temps pendant lequel la Chine a été effectivement Membre de l'OMC au cours de l'étape en question du processus d'intégration de l'ATV. C'est pourquoi les États-Unis pensent qu'il est approprié d'appliquer un coefficient de croissance accéléré de 25 pour cent, au prorata, pour la période où la Chine était Membre de l'OMC à l'étape 2.

Cela étant, les États-Unis continuent d'estimer que la méthode utilisée est compatible avec le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail et pense, en conséquence, qu'il ne serait pas approprié d'apporter d'ajustement à la méthode appliquée.

Les États-Unis ne se voient donc pas en mesure de se conformer à la recommandation [de l'OSpT] et prient l'OSpT de revoir sa recommandation."

222. À sa réunion d'avril 2003, l'OSpT a examiné en détail les raisons pour lesquelles les États-Unis n'étaient pas, selon eux, en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT. Après avoir résumé l'historique de la question dont il était saisi, l'OSpT a indiqué, entre autres choses, qu'il était convenu avec les États-Unis que la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:14 a) à l'égard de la Chine ne pouvait être évaluée qu'en prenant dûment en compte les dispositions applicables (c'est-à-dire le paragraphe 241) du Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC. En fait, la méthode à appliquer ne pouvait être définie que si les dispositions respectives de

l'ATV et du rapport du Groupe de travail étaient lues conjointement. L'OSpT a souligné qu'il avait cherché à parvenir à un accord sur les modalités convenues et les lignes directrices fournies aux Membres dans les instruments d'accession en ce qui concerne cette question. Le fait de parvenir à un accord au sein de l'OSpT en ce qui concerne l'intention probable des Membres à cet égard n'était bien entendu pas la même chose que de fournir une interprétation des différents textes, une telle interprétation relevant de l'autorité exclusive des Membres.

223. L'OSpT a relevé en outre que la communication des États-Unis se référait au fait qu'il avait reconnu que "les dispositions pertinentes des instruments juridiques d'accession de la Chine, en particulier, les mots "comme il convient" figurant dans la troisième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ne donnaient pas d'indications claires quant à certains des aspects de la question". Il a été souligné que cette citation était tirée du rapport de la réunion de l'OSpT pertinente (au cours de laquelle la recommandation adressée aux États-Unis avait été adoptée), mais que les États-Unis n'avaient pas cité la totalité de la phrase en question qui se poursuivait ainsi: "[l'OSpT, cependant] avait pu parvenir à une conclusion au sujet des prescriptions minimales que, à son avis, les Membres concernés devaient respecter". De plus, s'il est vrai qu'il n'est pas parvenu à une conclusion définitive quant au sens de l'expression "comme il convient", l'OSpT a estimé improbable que cette notion puisse aussi s'appliquer à la manière dont les dispositions de l'article 2:14 a) devaient être appliquées par les Membres imposant des restrictions.<sup>129</sup> C'était cette perception qui avait abouti à l'adoption par l'OSpT de la recommandation adressée aux États-Unis.

224. L'OSpT a noté que le seul argument de fond nouveau avancé par les États-Unis pour justifier leur méthode était le suivant: "Les États-Unis estiment que [le] paragraphe [241] du rapport du Groupe de travail non seulement montre clairement que la majoration des coefficients de croissance doit s'appliquer à compter de la date d'accession de la Chine, mais aussi que l'inclusion de l'expression "comme il convient" implique que cette obligation doit être remplie d'une manière correspondant au laps de temps pendant lequel la Chine a été effectivement Membre de l'OMC au cours de l'étape en question du processus d'intégration de l'ATV." Lors de l'examen de cet argument, l'OSpT a fait, entre autres, les observations suivantes:

- En ce qui concerne la référence au "laps de temps pendant lequel la Chine a été effectivement Membre de l'OMC" au cours de l'étape 2, l'OSpT ne dis convenait pas que c'était un aspect qu'il fallait considérer. On pouvait soutenir qu'en un sens la condition définie par les États-Unis était remplie, quelle que soit la méthode appliquée à la majoration des coefficients de croissance en 2001, puisque la Chine n'était habilitée à bénéficier des avantages de la mise en œuvre de l'ATV que depuis le 11 décembre 2001. Une application commençant à la date d'accession de la Chine à l'OMC donnait également un sens raisonnable à l'expression "comme il convient": dès lors que la Chine était devenue Membre, il était approprié de majorer les coefficients de croissance datant du régime "pré-ATV".
- En même temps, de l'avis de l'OSpT, rien ne justifiait que l'on donne une interprétation si large des dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail qu'elle permettrait aux Membres maintenant des restrictions d'appliquer la majoration de 25 pour cent des coefficients de croissance au prorata de la période pendant laquelle la Chine avait été effectivement Membre durant l'étape 2. En examinant conjointement les dispositions pertinentes de l'ATV et du rapport du Groupe de travail, l'OSpT n'a pas pu trouver d'élément ou d'argument à l'appui de la position des États-Unis. Aux termes des dispositions du rapport du Groupe de travail, il y avait une obligation claire d'appliquer "aux niveaux de base [en vigueur avant la date

---

<sup>129</sup> Voir le paragraphe 211 ci-dessus.

d'accèsion de la Chine] la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV, comme il convient, depuis la date d'accèsion de la Chine". Rien dans ce libellé, y compris l'expression "comme il convient", n'impliquait que l'application des obligations prévues à l'article 2:14, selon lequel "le niveau de chaque restriction sera augmenté chaque année [...]" (non souligné dans l'original), pouvait être modifiée.

- Par conséquent, l'OSpT était toujours d'avis que les dispositions du rapport du Groupe de travail n'autorisaient pas que la majoration annuelle prévue à l'article 2:14 a) ne soit pas appliquée pour toute l'année 2001. Dès lors que les États-Unis étaient parvenus à la conclusion que, puisque la Chine était devenue Membre au cours de l'étape 2 du processus d'intégration de l'ATV, il était approprié de lui appliquer les dispositions de l'article 2:14 a); ces dispositions auraient dû être appliquées dans leur totalité au lieu d'une majoration de 25 pour cent au prorata de la période de 21 jours.
- À la lumière de ce qui précède, l'OSpT a confirmé qu'il estimait que pour l'année 2001 la Chine était en droit de bénéficier de la totalité de la majoration de 25 pour cent des coefficients de croissance.

225. Après un examen approfondi des raisons invoquées par les États-Unis pour justifier le fait qu'ils n'étaient pas en mesure de se conformer à sa recommandation, l'OSpT a conclu que ces raisons ne justifiaient aucune modification de la recommandation qu'il avait adoptée antérieurement. Il a donc recommandé que les États-Unis reconsidèrent leur position et apportent sans délai les modifications nécessaires à la méthode appliquée, de façon à la rendre conforme à la conclusion de l'OSpT concernant les prescriptions minimales à respecter.

226. À sa réunion de juin 2003, l'OSpT a examiné une autre communication des États-Unis faisant référence à la recommandation de l'OSpT reproduite au paragraphe 225 ci-dessus. Dans cette communication, les États-Unis indiquaient qu'ils avaient pris pleinement en considération la recommandation de l'OSpT et qu'"[ils] rest[aient] d'avis que la méthode qu'ils utilis[aient] [était] compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, y compris le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail [de l'accèsion de la Chine à l'OMC]. En conséquence, ils n'envisage[aient] pas de modifier leur méthode pour se conformer à la recommandation de l'OSpT".

227. Compte tenu du fait qu'il avait examiné cette question à plusieurs reprises et sur une durée particulièrement longue, l'OSpT regrettait qu'elle ne soit toujours pas résolue. Prenant note de la communication des États-Unis, il a fait observer qu'à la suite de la recommandation qu'il avait formulée au titre de l'article 8:10, il n'était ni tenu ni chargé d'examiner au fond la communication adressée par les États-Unis et il a rappelé que, conformément à cet article, "[s]i ces autres recommandations ne permett[aient] pas de résoudre la question, chacun des Membres pourr[ait] porter celle-ci devant l'Organe de règlement des différends et invoquer le paragraphe 2 de l'article XXIII du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends".

## 2) Mise en œuvre à l'égard du Taipei chinois

228. En examinant cette question en détail à sa réunion de juillet 2002, l'OSpT a rappelé que, conformément à la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accèsion du Taipei chinois, "le cas échéant, à partir de la date d'accèsion du Taipei chinois à l'OMC, ces niveaux de base [c'est-à-dire les niveaux des restrictions qui étaient en vigueur le jour précédant la date de l'accèsion du Taipei chinois] seraient augmentés, par étapes, selon les coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements".

229. En outre, l'OSpT a rappelé que les renseignements communiqués par les Membres qui maintenaient des restrictions en vertu de l'article 2:1 à l'égard des importations en provenance du Taipei chinois, concernant la façon dont ils avaient appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, pouvaient se résumer comme suit:

- Le Canada a déclaré que: "En ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévues aux paragraphes 13 et 14 de l'article 2 de l'ATV, le Canada a majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec le Taipei chinois de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002." Dans une communication ultérieure, le Canada a déclaré ce qui suit: "S'agissant de l'application, par le Canada, des dispositions relatives aux coefficients de croissance majorés, ... le paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail dispose qu'"à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC [les] niveaux de base seraient majorés, par étapes, des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements". Étant donné que le Taipei chinois n'est devenu Membre de l'OMC que le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'étape pertinente est la troisième étape d'intégration dans le cadre de l'ATV. C'est pourquoi le Canada a appliqué la disposition relative aux coefficients de croissance majorés pour la troisième étape et a augmenté de 27 pour cent, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance des restrictions encore imposées aux importations en provenance du Taipei chinois."
- Les Communautés européennes ont déclaré que: "En ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévues aux paragraphes 13 et 14 de l'article 2 de l'ATV, la CE a majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002." En outre, dans une communication ultérieure, elle a donné mot pour mot la même explication que le Canada.
- La Turquie a expliqué qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévues aux paragraphes 13 et 14 de l'article 2 de l'ATV, la Turquie a majoré le coefficient de croissance des niveaux de limitation restants avec le Taipei chinois de 16 pour cent, de 25 pour cent et enfin de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002.
- La communication des États-Unis contenait le passage suivant: "Le rapport du Groupe de travail de l'accession du Taipei chinois prévoit que, le cas échéant, à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, les niveaux de base seraient majorés des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV. Le Taipei chinois étant devenu Membre de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance ont été majorés de 27 pour cent."

230. L'OSpT a rappelé que les notifications faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2 ne contenaient aucune observation sur l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Il a aussi rappelé que le Taipei chinois était devenu Membre de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Par conséquent, sur la base des notifications fournies par les Membres qui appliquent des restrictions, il a pu être établi que, conformément au paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail, chacun des quatre Membres concernés avait notifié les restrictions en vigueur au 31 décembre 2001, soit le jour précédant la date d'accession du Taipei chinois. En outre, l'OSpT a constaté que le niveau des limitations appliquées au 31 décembre 2001 avait été employé comme niveau de base aux fins de l'application de l'article 2 de l'ATV, y compris en ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Il a noté en outre que le Canada,

les Communautés européennes, les États-Unis et la Turquie avaient appliqué ces dispositions à la même date, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2002, conformément à ce qui était prévu dans le rapport du Groupe de travail ("à compter de la date d'accession du Taipei chinois"). Néanmoins, l'OSpT a relevé que alors que le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis n'avaient majoré les coefficients de croissance repris du régime antérieur à l'ATV que des 27 pour cent prévus pour l'étape 3 dans l'article 2:14 b), la Turquie les avait majorés premièrement de 16 pour cent, puis de 25 pour cent (conformément à ce que prévoyait l'article 2:13 et 2:14 a) respectivement) et enfin des 27 pour cent prévus pour l'étape 3.

231. Sur la base des renseignements dont il disposait, l'OSpT a considéré que, afin de se mettre d'accord sur la question examinée, il devait examiner si les Membres appliquant des restrictions étaient également tenus, en vertu des conditions énoncées dans les instruments juridiques d'accession du Taipei chinois, d'appliquer les majorations d'au moins 16 pour cent, puis d'au moins 25 pour cent des coefficients de croissance prévues respectivement pour les étapes 1 et 2 du processus d'intégration dans l'article 2:13 et 2:14 a).

232. En examinant en détail le libellé de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail, l'OSpT a reconnu qu'on pouvait interpréter ce libellé dans un sens qui obligerait les Membres appliquant des restrictions à donner effet à la majoration des coefficients de croissance prévus pour les trois étapes à la même date, comme l'avait fait la Turquie. Cette interprétation pouvait être appuyée par le fait que l'article 2:13 et 2:14 était expressément mentionné dans le texte. Les mots "par étapes" paraissant renvoyer aux différentes étapes du processus d'intégration, le fait que le mot "étapes" ait été employé au pluriel pouvait être compris comme une indication selon laquelle il fallait appliquer la majoration des coefficients de croissance pour toutes les étapes pertinentes. Par ailleurs, un des sens du mot "étapes" renvoie à un processus consistant en une série de mesures qui s'appuient chacune sur la précédente. De plus, l'OSpT a noté que, même si l'on pouvait soutenir que ces dispositions exigeaient la mise en œuvre de chacune des majorations successives prévues à l'article 2:13, 2:14 a) et 2:14 b), le libellé de la phrase ne disait pas clairement si ces trois majorations devaient se faire en une étape (à la même date) ou en étapes successives qui pourraient être bien distinctes les unes des autres en ce qui concerne la date de leur début et de leur fin (et, si tel était le cas, quelle devrait être la durée de chacune de ces étapes). Après avoir approfondi cet aspect, l'OSpT a considéré qu'il était peu probable que les rédacteurs aient eu l'intention de n'accorder que les avantages d'une majoration d'au moins 16 pour cent prévue pour l'étape 1 pendant une période indéterminée, après laquelle seraient appliquées premièrement la majoration d'au moins 25 pour cent et deuxièmement la majoration d'au moins 27 pour cent, là encore pour des durées indéterminées.

233. Nonobstant les considérations ci-dessus, l'OSpT a reconnu qu'il pouvait aussi y avoir une interprétation totalement différente de la même disposition, selon laquelle les majorations ne devaient être appliquées que pour l'étape ou les étapes (du processus d'intégration) durant lesquelles le Taipei chinois aurait été effectivement Membre de l'OMC. Sur la base de cette interprétation, l'intégration et toutes les autres mesures connexes prévues par l'ATV devraient être mises en œuvre "par étapes" selon un calendrier clairement défini, que le Taipei chinois soit déjà Membre ou non. Le Taipei chinois n'aurait droit de bénéficier des avantages prévus qu'à partir de la date de son accession et uniquement des avantages prévus pour l'"étape" durant laquelle il devenait Membre. Le Taipei chinois étant devenu Membre le premier jour de l'étape 3 du processus d'intégration, cela signifierait qu'il fallait majorer les coefficients de croissance des 27 pour cent au moins prévus pour cette étape à l'article 2:14 b), comme l'avaient fait le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis. Ce raisonnement impliquait que si le Taipei chinois était devenu Membre plus tôt, c'est-à-dire durant la deuxième étape, il aurait bénéficié de l'application des dispositions de l'article 2:14 a) et 2:14 b) "par étapes": en d'autres termes, il aurait bénéficié de la majoration des coefficients de croissance prévue à l'étape 2 à compter de la date de son accession et de la majoration prévue à l'étape 3 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 seulement. D'autre part, le Taipei chinois ne pouvait pas revendiquer les avantages

qui avaient été accordés avant son accession, puisqu'il n'avait assumé avant son accession aucune des obligations découlant de la mise en œuvre de l'ATV.

234. Après un examen approfondi de la question, l'OSpT a conclu que, comme les dispositions pertinentes des instruments juridiques d'accession du Taipei chinois ne donnaient pas d'indication claire à cet égard, il n'était pas possible d'affirmer que les Membres qui appliquaient des restrictions étaient aussi tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent, suivie d'une deuxième majoration d'au moins 25 pour cent des coefficients de croissance correspondants, prévues à l'article 2:13 et 2:14 a) pour les étapes 1 et 2 respectivement. Faute de pouvoir régler clairement cette question, l'OSpT s'est demandé quelles étaient les majorations minimales que les Membres concernés devaient appliquer. Il a conclu que ces obligations minimales impliquaient qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le niveau de base en vigueur au 31 décembre 2001 devait être majoré par l'application du coefficient de croissance appliqué en 2001, cette majoration étant suivie d'une autre majoration de 27 pour cent applicable pour l'étape 3. L'OSpT a constaté que la façon dont le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et la Turquie avaient appliqué les dispositions correspondantes satisfaisait à cette obligation minimale.

### 3) Mise en œuvre à l'égard de l'ex-République yougoslave de Macédoine

235. Il convient de rappeler qu'un seul Membre, les États-Unis, a notifié des restrictions appliquées à certaines importations en provenance de l'ERYM. En réponse à la question de l'OSpT concernant l'application aux restrictions quantitatives notifiées des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance, les États-Unis ont expliqué que le "coefficient de croissance annuelle pour les contingents en 2004 [serait] de 2,54 pour cent" et que, pour les plafonds de 2003, le coefficient de croissance annuel effectif avait été augmenté par la majoration du coefficient de croissance de 2,54 pour cent au prorata du nombre de jours pendant lesquels l'ERYM serait Membre de l'OMC en 2003, "ce qui donn[ait] un coefficient de croissance pour 2003 de 2,40241096 pour cent".

236. En examinant cette question en détail à sa réunion d'octobre 2003, l'OSpT a rappelé que l'ERYM était devenue Membre de l'OMC le 4 avril 2003 et, conformément aux dispositions de l'instrument juridique d'accession à l'OMC, concernant le niveau de base des restrictions notifiées au titre de l'article 2:1, "... l'augmentation des coefficients de croissance prévue à l'article 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements s'appliquerait à ce niveau de base, si besoin était, à compter de la date d'accession". Il a été noté que l'article 2:14 prévoit une augmentation annuelle des coefficients de croissance respectifs qui étaient en vigueur pendant la période précédant l'entrée en vigueur de l'ATV à la fois pour les étapes 2 et 3 du processus d'intégration de l'ATV, alors que l'ERYM est devenue Membre au cours de la deuxième année de mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration (c'est-à-dire au cours du 100<sup>ème</sup> mois d'application de l'ATV). L'OSpT a également observé que, contrairement au cas de la Chine et du Taipei chinois, la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'ERYM ne contenait aucune mention de l'article 2:13. Par conséquent, on pouvait établir que les modalités d'accession convenues entre les Membres de l'OMC et l'ERYM ne prévoyaient pas l'application de la majoration de 16 pour cent du coefficient de croissance stipulée à l'article 2:13 et applicable pendant l'étape 1 du processus d'intégration au titre de l'ATV.

237. Toutefois, il est fait mention dans la même disposition de l'application de l'article 2:14, sans aucune précision ou indication supplémentaire. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT devait examiner les questions suivantes:

- les États-Unis étaient-ils tenus, en vertu des modalités des instruments d'accession, d'appliquer le coefficient de croissance repris du régime antérieur à l'entrée en

vigueur de l'ATV majoré de 25 pour cent au moins, comme prévu à l'article 2:14, alinéa a), pour l'étape 2, alors que l'ERYM n'était pas Membre de l'OMC;

- les États-Unis étaient-ils tenus, en vertu des mêmes modalités, d'appliquer la majoration de 27 pour cent au moins aux coefficients de croissance applicables aux restrictions considérées, comme le stipule l'article 2:14, alinéa b), pour l'étape 3, en 2002 également, première année de mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration, alors que l'ERYM n'était pas encore devenue Membre de l'OMC;
- quelle était la méthode à suivre pour procéder à la majoration requise des coefficients de croissance considérés pendant l'année 2003, année de l'accession de l'ERYM à l'OMC.

238. Pour examiner la première question, l'OSpT a analysé le libellé de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail. Tenant également compte, *mutatis mutandis*, des considérations faites par l'OSpT dans l'examen de la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance en ce qui concerne la Chine, l'OSpT a conclu que ce libellé ne permettait pas de répondre de façon claire et sans ambiguïté à la question de savoir si le Membre qui appliquait des restrictions, à savoir les États-Unis, était aussi tenu d'appliquer la majoration d'au moins 25 pour cent des coefficients de croissance initiaux prévue à l'article 2:14 a) de l'ATV. En insérant l'expression "si besoin était", les auteurs du texte avaient non seulement introduit la possibilité d'une certaine souplesse dans l'application effective des dispositions, mais aussi laissé une importante ambiguïté dans le libellé. Par conséquent, dans ces conditions, l'OSpT ne pouvait parvenir à une conclusion claire sur la question de savoir si les États-Unis étaient tenus d'appliquer la majoration de 25 pour cent au moins prévue à l'article 2:14 a) aux coefficients de croissance repris du régime antérieur à l'ATV dans le cas de l'ERYM.

239. Passant à la deuxième question, l'OSpT a fait observer que, malgré l'absence de réponse claire sur le point de savoir si l'alinéa a) de l'article 2:14 était applicable, l'alinéa b) du même article s'applique, par définition, puisque l'ERYM est devenue Membre de l'OMC au cours de l'étape 3. Toutefois, on peut utiliser également des arguments et contre-arguments pour tenter de répondre à la question de savoir s'il y avait obligation d'appliquer la majoration de 27 pour cent aux coefficients de croissance en 2002 également, étant donné que l'ERYM n'était pas encore Membre de l'OMC durant cette année-là. Par conséquent, les deux interprétations étant possibles compte tenu de la flexibilité créée par l'expression "si besoin était", il n'existait pas de réponse claire et non équivoque à cette question non plus. En l'absence d'indication claire, il était difficile à l'OSpT de prendre une position ferme à ce sujet, et il ne lui était donc pas possible de parvenir à une conclusion claire sur la question de savoir si les États-Unis étaient tenus d'appliquer pour 2002 la majoration de 27 pour cent au moins aux coefficients de croissance pertinents, comme prévu à l'article 2:14, alinéa b).

240. En ce qui concerne la dernière question et compte tenu des incertitudes concernant les deux premières questions examinées, l'OSpT a examiné la question des prescriptions minimales qui devaient en tout état de cause être respectées par les États-Unis. Il a donc dû examiner si les dispositions du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'ERYM et de l'article 2:14 de l'ATV autorisaient les États-Unis à recourir à la méthode de l'application au prorata pour 2003. En examinant cet aspect de la question, l'OSpT avait à l'esprit notamment les observations qu'il avait faites lorsqu'il avait étudié la question de la mise en œuvre des dispositions relatives aux coefficients de croissance de l'ATV à l'égard des Membres ayant récemment accédé à l'OMC, en particulier la Chine. En suivant, *mutatis mutandis*, le même raisonnement que dans le cas de la Chine, l'OSpT a estimé que, du fait que l'ERYM était devenue Membre en 2003, pendant l'étape 3 de l'ATV, et qu'il avait par conséquent été approprié de lui appliquer les dispositions de l'article 2:14 b), ces mêmes dispositions auraient dû être mises en œuvre dans leur totalité (c'est-à-dire pour la totalité de l'année



de l'accèsion de l'ERYM), et que les termes employés dans le rapport du Groupe de travail et ceux de l'article 2:14 b) ne laissaient pas de marge d'interprétation à cet égard. Par conséquent, selon l'OSpT, dès lors que les États-Unis avaient conclu qu'il convenait d'appliquer les dispositions de l'article 2:14 b) à l'ERYM pour 2003, la majoration de 27 pour cent des coefficients de croissance pertinents aurait dû être appliquée pour la totalité de l'année 2003, et non pas au prorata du nombre de jours pendant lesquels l'ERYM avait été Membre de l'OMC durant l'année en question.

241. L'OSpT, par conséquent, a invité les États-Unis à reconsidérer leur position et à appliquer la majoration de 27 pour cent aux coefficients de croissance applicables pendant l'étape 3 pour l'ensemble de l'année 2003. L'OSpT espérait que les États-Unis feraient rapport sur les résultats de ce réexamen le plus rapidement possible.

242. Les États-Unis ayant réagi avec un peu de retard, leur réponse n'a pu être examinée par l'OSpT qu'à sa réunion de février 2004. Dans leur communication, les États-Unis ont fait les observations suivantes au sujet des conclusions de l'OSpT:

"Les États-Unis ont examiné avec soin la constatation de l'OSpT sur cette question et ont conclu qu'ils ne peuvent pas souscrire à son raisonnement. Les États-Unis ont utilisé pour l'ERYM la même méthode que celle qui a été utilisée pour calculer le coefficient de croissance accélérée pour la Chine après son accèsion à l'OMC. [Les États-Unis] continuent de penser que c'est la méthode qu'il est le plus approprié d'utiliser."

243. En examinant cette communication, l'OSpT a noté que, pour étayer leur conclusion selon laquelle ils ne pouvaient pas souscrire à son raisonnement, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient utilisé pour l'ERYM la même méthode que celle qui avait été utilisée pour calculer le coefficient de croissance accélérée pour la Chine après son accèsion à l'OMC et qu'ils continuaient de penser que cette méthode était la plus appropriée. Étant donné que c'était là le seul argument avancé expressément dans la communication des États-Unis, l'OSpT a fait observer que les États-Unis n'avaient pas fourni d'explications ou de raisons qu'ils n'avaient pas déjà invoquées antérieurement ou dont l'OSpT n'aurait pas tenu compte aux premiers stades de son examen concernant l'ERYM ou la Chine.

244. Compte tenu de ce qui précède, et en particulier du fait que les États-Unis faisaient référence à la méthode qu'ils avaient utilisée pour la Chine, l'OSpT a noté que l'examen détaillé et l'analyse approfondie auxquels il avait procédé au sujet de la méthode appliquée par les États-Unis à l'égard de la Chine valaient, *mutatis mutandis*, pour le cas présent. L'OSpT a rappelé, entre autres choses, qu'à son avis rien dans les dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail de l'accèsion de l'ERYM, y compris l'expression "si besoin était", ne laissait supposer que l'application de l'augmentation des coefficients de croissance prévue à l'article 2:14, aux termes duquel "le niveau de chaque restriction sera augmenté chaque année [...]" (non souligné dans l'original) pourrait être modifiée. Par conséquent, selon l'OSpT, les dispositions du rapport du Groupe de travail n'autorisaient pas à ne pas appliquer intégralement pour l'année 2003 l'augmentation annuelle prévue à l'article 2:14 b).

245. L'OSpT s'est déclaré préoccupé par le fait que les États-Unis n'avaient pas appliqué pour l'ensemble de l'année 2003 la majoration des 27 pour cent aux coefficients de croissance applicables pendant l'étape 3. Rappelant que, conformément aux dispositions de l'article 8:1, l'OSpT avait été établi "[p]our superviser la mise en œuvre du présent accord, examiner toutes les mesures prises en vertu du présent accord et leur conformité avec celui-ci, et prendre les mesures qui lui incombent expressément en vertu du présent accord [...]", il a fait observer que pour examiner la méthode utilisée par les États-Unis, il avait dû s'appuyer sur les dispositions applicables de l'ATV et les dispositions connexes du rapport du Groupe de travail de l'accèsion de l'ERYM. L'OSpT avait examiné les aspects pertinents de cette question, y compris celui de la conformité. Il a également rappelé que,

bien que la question ait été portée à l'attention de l'ERYM, aucune communication n'avait été reçue de cette dernière. L'Organe s'en est donc tenu au mandat contenu dans la première phrase de l'article 2:21, en vertu duquel il lui incombe expressément de suivre la mise en œuvre de l'article 2.

iii) *Décision pertinente de la Conférence ministérielle de Doha et suite donnée à cette décision*

246. Dans leur Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, adoptée le 14 novembre 2001, les Ministres demandaient au Conseil du commerce des marchandises d'examiner, entre autres choses, la proposition suivante: "[...] les Membres calculeront les niveaux des contingents pour les dernières années de l'Accord [sur les textiles et les vêtements] en ce qui concerne les autres Membres soumis à des limitations comme si la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avait été avancée au 1<sup>er</sup> janvier 2000."<sup>130</sup> Dans cette décision, ils demandaient aussi au Conseil du commerce des marchandises de formuler des recommandations (également sur ce point) au Conseil général d'ici au 31 juillet 2002 en vue d'une action appropriée.<sup>131</sup>

247. La suite donnée à cette décision est décrite succinctement dans une autre section du présent rapport.<sup>132</sup> Il convient cependant de noter que la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 n'a pas été avancée et n'a commencé, par conséquent, que le 1<sup>er</sup> janvier 2002, comme le prévoit l'article 2:14 b).

d) Mise en œuvre des dispositions relatives à la flexibilité (article 2:16) pendant l'étape 3 du processus d'intégration

248. L'article 2:16 est libellé comme suit:

"Les dispositions relatives à la flexibilité, c'est-à-dire les possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée, applicables à toutes les restrictions maintenues au titre du présent article, seront les mêmes que celles qui sont prévues pour la période de 12 mois précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC dans les accords bilatéraux conclus au titre de l'AMF. Aucune limite quantitative ne sera imposée ni maintenue à l'utilisation combinée des possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée."

249. De plus, l'article 2:1 dispose, entre autres, que les restrictions quantitatives en question "[...] seront [...] notifiées en détail, y compris [...] les dispositions relatives à la flexibilité, par les Membres qui les maintiennent [...]". Les Membres appliquant des restrictions se sont acquittés de leurs obligations respectives de notifier à l'OSpT, entre autres, les dispositions relatives à la flexibilité qui étaient prévues dans les accords bilatéraux antérieurs conclus au titre de l'AMF, ou, dans le cas des Membres ayant accédé récemment, qui étaient en vigueur le jour précédant la date de leur accession à l'OMC.

250. Pendant l'étape 3, l'OSpT n'a été saisi d'aucune question particulière concernant la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:16 par les Membres qui avaient accédé à l'OMC soit au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC soit au cours de l'étape 1 ou des trois premières années de la mise en œuvre de l'étape 2 du processus d'intégration. Il semble que les Membres dont les

---

<sup>130</sup> Voir le document WT/MIN(01)/17.

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> Voir les paragraphes 586 et 587 ci-dessous.

exportations sont encore soumises à des restrictions ont eu largement recours aux dispositions relatives à la flexibilité, en particulier au report et à l'utilisation anticipée.

251. Pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, deux questions distinctes ont été soulevées en rapport avec la mise en œuvre des dispositions relatives à la flexibilité:

- certains aspects de la mise en œuvre de ces dispositions à l'égard des pays ayant accédé récemment;
- des questions concernant l'utilisation anticipée pour 2004.

i) *Dispositions relatives à la flexibilité appliquées à l'égard des Membres ayant accédé récemment*

252. Les notifications des Membres qui maintiennent des restrictions visant les importations provenant respectivement de la Chine, du Taipei chinois et de l'ERYM étaient censées indiquer, entre autres, les dispositions relatives à la flexibilité qui étaient en vigueur le jour précédant l'accession du (des) nouveau(x) Membre(s). Ainsi, les notifications présentées par le Canada contenaient des renseignements sur les dispositions applicables concernant le transfert, le report et l'utilisation anticipée ainsi que les "marges de flexibilité combinées". Les notifications présentées, respectivement, par les Communautés européennes et la Turquie donnaient des indications sur l'utilisation anticipée, le report, les transferts entre catégories et le "relèvement maximal, quelle que soit la catégorie". Les notifications des États-Unis donnaient des indications sur le transfert, le report, l'utilisation anticipée et la limite du recours au report et à l'utilisation anticipée. En examinant ces notifications une par une, l'OSpT a demandé aux Membres concernés qui les avaient présentées des éclaircissements, entre autres, sur le point de savoir si une limite continuait d'être appliquée à l'utilisation cumulative des dispositions relatives à la flexibilité. Le Canada, les Communautés européennes et la Turquie ont répondu que, dans chaque cas, les limites imposées à l'utilisation combinée de la flexibilité avaient été éliminées le jour de l'accession du nouveau Membre concerné. Les États-Unis ont indiqué ce qui suit:

"Conformément à l'article 2:16, toutes les dispositions relatives à la flexibilité qui étaient en vigueur en vertu de l'accord bilatéral sur les textiles [pertinent] demeureront en vigueur en vertu de l'ATV, et la restriction applicable aux plafonds spécifiques concernant l'utilisation combinée du report et de l'utilisation anticipée [...] sera maintenue; toutefois, il n'y a pas de plafond quantitatif concernant l'utilisation combinée du transfert, du report et de l'utilisation anticipée."

253. Dans une communication sur le même sujet, présentée au titre de l'article 2:2, la Chine a fait, entre autres, les observations suivantes:

"Les États-Unis maintiennent encore des plafonds spécifiques à l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée. Pour la Chine, l'objectif initial de [l'article 2:16] est d'interdire l'imposition de limites quantitatives à l'utilisation combinée des trois possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée, de même qu'à l'utilisation combinée de deux quelconques de ces possibilités."<sup>133</sup>

254. L'OSpT a examiné les observations de la Chine à sa réunion de septembre 2002. Il a pris note de la déclaration de la Chine à cet égard et a rappelé qu'il avait décidé de lui demander des précisions supplémentaires, notamment en ce qui concernait les éléments sur lesquels elle fondait son opinion

---

<sup>133</sup> Voir le document G/TMB/N/445/Add.1.

concernant "l'intention initiale" de l'ATV. Il a été noté que la Chine n'avait pas répondu à cette demande. L'OSpT a également pris note de la déclaration des États-Unis à ce sujet.<sup>134</sup> Il a rappelé que l'article 2:16 dispose qu'"[a]ucune limite quantitative ne sera imposée ni maintenue à l'utilisation combinée des possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée". D'après l'OSpT, la simple lecture de cette phrase indiquait qu'aucune limite quantitative ne devrait être imposée ni maintenue à l'utilisation combinée des possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée, en même temps. Toutefois, on ne voyait pas clairement si la formulation de l'article 2:16 autorisait l'utilisation d'un plafond pour l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée. Il a été observé qu'on pouvait trouver des arguments en faveur de l'une et l'autre manières de lire cet article. En ce qui concerne l'intention initiale de l'article 2:16 à laquelle la Chine faisait référence, l'OSpT ne disposait d'aucune indication fiable concernant l'historique de la rédaction de cette disposition de l'ATV. De ce fait, l'OSpT n'était pas en mesure d'émettre un avis sur cet argument. L'OSpT a estimé qu'il pourrait revenir sur ce sujet à la lumière des éventuels éléments et arguments additionnels que les Membres concernés pourraient fournir.

255. Depuis lors, l'OSpT n'a reçu aucune autre communication sur cette question de la part des Membres concernés.

ii) *Questions relatives à l'utilisation anticipée pour 2004*

256. Comme cela est indiqué en détail dans une autre section de cette partie du rapport<sup>135</sup>, une communication présentée au Conseil général en juillet 2003 au nom de plusieurs Membres exportateurs exprimait les préoccupations des pays en développement Membres au sujet de la réduction potentielle de l'accès aux marchés (contingents) en 2004. Le problème identifié dans cette communication découle du fait que "les pays importateurs Membres maintenant des restrictions soutiennent que, puisque tous les contingents seront éliminés à la fin de 2004, il ne sera plus possible de recourir à l'utilisation anticipée à compter de 2005".<sup>136</sup> La communication décrit le contexte dans lequel s'inscrit cette question, l'importance de l'utilisation anticipée des contingents et les problèmes liés au fait que cette flexibilité n'existera pas en 2004. S'agissant de la voie à suivre, elle demande que "[le] Conseil général [...] examine[] la question et [...] recommande[] que les pays développés Membres prennent des mesures pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de réduction de l'accès accordé aux pays en développement Membres dans le cadre des contingents à cause de l'utilisation anticipée des contingents en 2004".<sup>137</sup> Jusqu'à présent, le Conseil général n'a pris aucune décision concrète en réponse à cette demande.

257. L'OSpT note que le problème identifié dans la communication susmentionnée pourrait créer, en fait, une situation paradoxale dans laquelle les possibilités d'accès aux marchés pourraient être affectées pendant la dernière année de la mise en œuvre de l'ATV. Il est conscient des craintes que la réduction éventuelle des possibilités d'accès aux marchés ait des incidences économiques importantes pour les Membres exportateurs concernés. De plus, l'absence d'utilisation anticipée pourrait entraîner une hausse des prix en 2004, ce qui, entre autres, ne faciliterait pas le processus d'ajustement et la préparation de l'après-ATV. En ce sens, cela pourrait avoir un effet défavorable sur les efforts qui pourraient être déployés afin de permettre un ajustement industriel continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur les marchés des Membres, conformément à l'article 1:5. L'OSpT a aussi

---

<sup>134</sup> Voir le paragraphe 252 ci-dessus.

<sup>135</sup> Voir le paragraphe 589 ci-dessous.

<sup>136</sup> Voir le document WT/GC/W/503.

<sup>137</sup> *Ibid.*

connaissance de l'argument selon lequel la réduction de l'accès aux marchés ne peut avoir lieu que si les limites quantitatives en question sont pleinement utilisées et, même dans ce cas, il reste possible de recourir à d'autres dispositions relatives à la flexibilité, telles que le report et le transfert. De plus, le niveau des restrictions considérées a déjà été augmenté pour 2004 selon les coefficients de croissance applicables et, de ce fait, il est improbable que les possibilités d'accès diminuent en termes absolus.

258. L'OSpT note que l'ATV est muet sur la question de savoir si l'utilisation anticipée devrait être prévue ou non pendant la dernière année de la mise en œuvre de l'Accord. La formulation très générale de l'article 2:16 ne donne aucune indication à ce sujet.

259. D'une part, on pourrait faire valoir qu'en l'absence de prescription explicite à cet effet, l'utilisation anticipée ne serait pas possible dans les cas où il n'y a pas de contingent sur lequel imputer des quantités. Cet argument serait étayé par le fait que la plupart des dispositions administratives notifiées par les États-Unis au titre de l'article 2:17 prévoient qu'"[a]ucune utilisation anticipée ne sera possible au cours de la dernière année/période d'application de l'Accord". Les dispositions administratives notifiées par le Canada et les Communautés européennes ne contiennent pas de disposition similaire. Dans la plupart des dispositions administratives notifiées par le Canada, l'utilisation anticipée est définie comme "une quantité prélevée par anticipation sur le plafond de limitation correspondant pour la période de limitation annuelle suivante". Dans certaines des dispositions administratives notifiées par les Communautés européennes, il est indiqué que les montants en question seront déduits des plafonds correspondants pour l'année suivante. Dans ces cas, on pourrait soutenir que, comme 2004 est la dernière période de limitation annuelle, aucune quantité ne peut être imputée, en principe, sur 2005.

260. D'autre part, on pourrait aussi faire valoir que, bien que l'ATV ne contienne aucune disposition explicite sur cette question, le refus de la flexibilité irait à l'encontre du principe fondamental de libéralisation progressive inscrit dans l'ATV. En fait, il aurait été absurde de prévoir, pour la dernière année de la mise en œuvre de l'ATV, une application plus restrictive des dispositions relatives à la flexibilité par rapport aux années précédentes. De plus, comment justifier une telle approche du point de vue économique étant donné que toutes les restrictions devront avoir été éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2005? En ce qui concerne les dispositions administratives, on pourrait faire valoir qu'il n'a jamais été envisagé, même sous l'ancien régime de l'AMF, de ne pas accorder la possibilité d'une utilisation anticipée pour une année donnée puisque, à l'expiration d'un accord conclu au titre de l'AMF, un nouvel accord bilatéral entrerait en vigueur, ce qui assurerait aussi la possibilité d'une utilisation anticipée pendant la dernière année de la mise en œuvre de l'accord qui devait expirer. Cet argument est d'autant plus pertinent que la plupart des dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17 comprennent des dispositions reprises d'accords bilatéraux antérieurs conclus au titre de l'AMF.

261. Pour résumer, on pourrait faire valoir que l'ATV n'exige pas expressément que les Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2 permettent l'utilisation anticipée en 2004, mais on pourrait avancer aussi que ce type de flexibilité devrait être possible également pendant la dernière année de la mise en œuvre de l'ATV. L'OSpT espère que le Conseil général trouvera et adoptera prochainement des solutions appropriées à cette question, tenant compte des préoccupations au sujet de la réduction potentielle des possibilités d'accès aux marchés en 2004.

e) Dispositions administratives convenues entre les Membres et notifiées conformément aux dispositions de l'article 2:17

262. L'article 2:17 dispose que "[l]es dispositions administratives qui seront jugées nécessaires en rapport avec la mise en œuvre de toute disposition [de l'article 2] seront à convenir entre les Membres concernés. Toutes dispositions de ce genre seront notifiées à l'OSpT". Comme elles sont étroitement liées à l'application des restrictions relevant de l'article 2, des dispositions administratives de ce genre

ont été convenues entre les Membres concernés pendant la première phase de la mise en œuvre de l'ATV et ont été notifiées à l'OSpT qui les a examinées conformément aux dispositions de l'article 2:21. C'est pourquoi ces dispositions ont déjà été examinées dans le premier rapport général de l'OSpT.<sup>138</sup> Le deuxième rapport général donnait aussi un aperçu desdites dispositions ainsi que des faits intervenus ultérieurement pendant l'étape 2 de la mise en œuvre du processus d'intégration.<sup>139</sup>

263. Toutes les dispositions administratives notifiées précédemment sont restées en vigueur pendant la troisième étape du processus d'intégration et ont été invoquées par les Membres concernés pour les questions auxquelles elles se rapportent. En outre, lors de l'accession de nouveaux Membres à l'OMC, le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis ont présenté de nouvelles notifications au titre de l'article 2:17. Il convient de noter que la Turquie, qui a également notifié des restrictions relevant de l'article 2, n'a notifié aucune disposition administrative à l'OSpT. On suppose que la Turquie et les Membres concernés n'ont pas jugé nécessaire de convenir de dispositions de ce genre. Il faut noter en outre que, alors qu'ils maintiennent des restrictions visant certaines importations en provenance de l'ERYM, les États-Unis n'ont notifié aucune disposition administrative qui serait en vigueur entre les deux Membres concernés.

*i) Nouvelles notifications reçues au titre de l'article 2:17 pendant l'étape 3 du processus d'intégration*

*1) Canada-Chine*

264. À sa réunion d'avril 2002, l'OSpT a commencé à examiner la notification présentée par le Canada, concernant les dispositions administratives convenues entre le Canada et la Chine. Il a décidé, entre autres, de demander aux deux Membres des précisions sur certains éléments de la notification, y compris en quoi la fourniture de statistiques sur les exportations ou les importations de produits non mentionnés dans la notification au titre de l'article 2:1 des restrictions quantitatives appliquées par le Canada aux importations en provenance de Chine était jugée nécessaire pour la mise en œuvre de l'une quelconque des dispositions de l'article 2 de l'ATV.

265. À sa réunion de juin 2002, l'OSpT a achevé l'examen, au titre de l'article 2:21, de cette notification. Il a noté que, conformément à l'article 2:17, les dispositions administratives notifiées par le Canada avaient été convenues bilatéralement entre le Canada et la Chine. L'OSpT a observé que ces dispositions contenaient, entre autres, des dispositions concernant un système de contrôle des exportations géré par la Chine, la mise en œuvre des dispositions relatives à la flexibilité liée au transfert, au report et à l'utilisation anticipée, l'échange de statistiques, le traitement des réexportations, ainsi que les consultations. En réponse à la demande de précisions de l'OSpT, le Canada a expliqué que la fourniture de statistiques avait pour objet, entre autres, d'examiner les questions relatives au contournement et à la réexpédition. À cet égard, le Canada a noté que l'article 5:1 de l'ATV reconnaissait expressément l'importance de cette question, puisqu'il indiquait que "les Membres devraient établir les dispositions juridiques et/ou les procédures administratives nécessaires pour faire face au contournement et le combattre", et invitait tous les Membres à coopérer pleinement pour faire face à ces problèmes. La Chine a dit que cette disposition "figurait dans la notification principalement, pour faire face au contournement et à la réexpédition et les combattre". S'agissant de la possibilité, pour le Canada, de créditer au plafond de limitation correspondant les quantités de produits visées par les licences d'exportation mais non expédiées, le Canada a expliqué que, dans ce cas, la Chine l'informerait, grâce à un système de vérification automatique, que la licence d'exportation avait été annulée et il créditerait automatiquement le contingent afin que la quantité

---

<sup>138</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 214 à 222.

<sup>139</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 297 à 309.

correspondante puisse être réattribuée à une autre expédition. La Chine a fait remarquer que, étant donné que le Canada et la Chine échangeaient quotidiennement des renseignements sur les licences relatives aux vêtements et aux textiles, il était inutile qu'elle adresse des notifications additionnelles au Canada si une quantité visée par une licence d'exportation n'avait pas été expédiée. Dans les faits, la Chine n'avait jamais reçu de demande de ce type du Canada.

266. Pour ce qui est de l'échange de statistiques supplémentaires, l'OSpT a noté que les deux Membres avaient fourni des raisons et des explications très semblables. Il en allait de même de leur évaluation respective des conséquences du système de vérification électronique. L'OSpT a également observé que, bien que la notification du Canada contienne, en annexe, des renseignements sur les niveaux de limitation et les dispositions connexes applicables en 2002, ces annexes ne faisaient pas partie des dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17.

## 2) Canada-Taipei chinois

267. À sa réunion de novembre 2002, l'OSpT a commencé à examiner la notification du Canada concernant les dispositions administratives convenues entre le Canada et le Taipei chinois. Il a décidé, entre autres, de demander aux Membres concernés des précisions sur certains éléments de cette notification, y compris en quoi la fourniture de statistiques sur les exportations ou les importations de produits non mentionnés dans la notification au titre de l'article 2:1 des restrictions quantitatives appliquées par le Canada aux importations en provenance du Taipei chinois était jugée nécessaire pour la mise en œuvre de l'une quelconque des dispositions de l'article 2 de l'ATV.

268. En achevant l'examen, au titre de l'article 2:21, de cette notification à sa réunion de décembre 2002, l'OSpT a fait observer que les dispositions administratives définissaient en détail le fonctionnement du régime de contrôle des exportations appliqué par le Taipei chinois, l'application des dispositions relatives à la flexibilité notifiées par le Canada au titre de l'article 2:1, l'échange de statistiques, le traitement des réexportations ainsi que les consultations au sujet de toute question concernant la mise en œuvre ou le fonctionnement de l'ATV ou des dispositions administratives, ou au sujet de toute question s'y rapportant. L'OSpT a également noté que la plupart des dispositions administratives convenues entre le Canada et le Taipei chinois visaient à assurer la mise en œuvre des mesures notifiées par le Canada au titre de l'article 2 et que les dispositions notifiées par le Canada avaient été convenues bilatéralement entre les deux Membres concernés.

269. En réponse aux questions de l'OSpT, le Canada a déclaré, entre autres, que "[l]e paragraphe 13 des dispositions administratives, en vertu duquel chacune des deux parties se réserv[ait] le droit de demander à l'autre des statistiques supplémentaires, y compris des statistiques sur les produits non soumis à limitation, se retrouv[ait] dans toutes les dispositions administratives convenues par le Canada en ce qui concern[ait] les limitations applicables aux textiles et aux vêtements. Il [était] prévu, entre autres choses, d'examiner les questions concernant le contournement et la réexpédition". Le Taipei chinois a quant à lui déclaré que "le paragraphe 13 [des dispositions administratives] découl[ait] de l'arrangement bilatéral conclu avant [l'accession du Taipei chinois] à l'OMC. Afin de faciliter le commerce des textiles entre les deux parties, nous sommes convenus de maintenir ce paragraphe dans les dispositions administratives et c'est pourquoi nous avons estimé approprié de ne pas modifier ces dernières sur ce point". S'agissant de la question de l'OSpT concernant la disposition administrative selon laquelle "[l]e Canada informera[it], dans la mesure du possible, le Taipei chinois des réexportations de produits textiles soumis à limitation importés au Canada", afin que le Taipei chinois puisse les recréditer aux plafonds quantitatifs correspondants, le Canada a répondu que "[d]e telles situations [étaient] habituelles, par exemple lorsque le Taipei chinois annul[ait] une licence d'exportation pour une expédition qui n'[était] pas ultérieurement exportée vers le Canada. Dans ce cas, le Taipei chinois informerait le Canada par le biais du système de vérification électronique que la licence d'exportation correspondante a[vait] été annulée et recréditerait ensuite automatiquement son contingent de manière à pouvoir réaffecter la quantité à une

autre expédition. Toutefois, aucun crédit ne serait autorisé dans le cas où le Taipei chinois essaierait d'annuler une licence d'exportation délivrée pour une expédition déjà admise au Canada. Il s'agi[ssait] d'une situation extrêmement rare pour ce qui [était] du Taipei chinois, compte tenu de l'existence du système de vérification électronique susmentionné".

270. Sur la base des précisions reproduites ci-dessus, l'OSpT a pris note des dispositions administratives convenues entre le Canada et le Taipei chinois.

### 3) Communautés européennes–Chine

271. À sa réunion d'avril 2002, l'OSpT a commencé à examiner la notification des dispositions administratives convenues entre les Communautés européennes et la Chine. Il a décidé, entre autres, de demander des précisions sur certains éléments de la notification. Il a demandé aux deux Membres des éclaircissements au sujet du fonctionnement d'une "réserve" à laquelle seule l'industrie communautaire pouvait recourir pendant une période préétablie, avant que la restriction quantitative correspondante puisse être entièrement utilisée; il a également demandé aux Communautés européennes de préciser en quoi, à leur avis, les dispositions relatives au contournement prévues dans les dispositions administratives étaient jugées nécessaires pour la mise en œuvre de l'une quelconque disposition de l'article 2 de l'ATV.

272. Comme le processus de communication des précisions demandées par l'Organe a pris du temps, l'OSpT n'a pu achever l'examen de cette notification qu'à sa réunion d'octobre 2002. Il a été noté que les dispositions administratives avaient été convenues par les deux parties et qu'elles avaient été conjointement notifiées par les deux Membres concernés. L'OSpT a remarqué que dans les dispositions administratives figuraient des dispositions détaillées concernant la classification des produits, les règles d'origine, un système de double contrôle, comprenant l'octroi de licences d'exportation et l'autorisation d'importation correspondante, le fonctionnement d'un système de "réserve" uniquement à l'intention de l'industrie communautaire pour une période indiquée, des montants supplémentaires réservés aux foires européennes, le perfectionnement pour l'exportation et les importations dans les Communautés européennes aux fins de réexportation après le perfectionnement, des produits exonérés des restrictions quantitatives dans certaines conditions (industrie artisanale, tissage à la main et produits du folklore), l'échange d'informations statistiques, le contournement, la "concentration régionale", les procédures de consultation et la coopération administrative. L'OSpT a noté à cet égard que la plupart des dispositions administratives visaient à assurer la mise en œuvre des mesures notifiées par les Communautés européennes au titre de l'article 2. Il a cependant été noté que toutes ces dispositions administratives n'étaient pas entièrement ou directement liées à la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, mais qu'elles se rapportaient aussi à des questions abordées dans certains autres articles de l'ATV. Dans ce contexte, l'OSpT a noté qu'avec l'accord des parties, les dispositions administratives s'appliquaient également *mutatis mutandis* aux plafonds quantitatifs notifiés par les Communautés européennes au titre de l'article 3 de l'ATV.

273. L'OSpT a estimé que des règles et des procédures détaillées concernant la classification des produits, la détermination de leur origine ainsi que le contrôle des exportations et des importations étaient nécessaires pour assurer l'administration appropriée des restrictions notifiées et maintenues au titre de l'ATV. Dans ce contexte, il a été noté, entre autres, que l'application des procédures spéciales de consultation prévues dans les dispositions administratives était explicitement mentionnée dans le texte en rapport avec les modifications de la classification, dans l'objectif déclaré "de parvenir à un accord sur les ajustements qu'il faut apporter aux limites quantitatives correspondantes établies en vertu de l'article 2 de l'ATV, et d'atténuer les éventuelles perturbations qui pourraient découler d'une telle décision de la Communauté". L'OSpT a rappelé que l'article 4:4 prévoyait en pareilles circonstances des consultations. Il a été observé que les dispositions administratives convenues en vertu de l'article 2:17 ne pouvaient ni affecter ni modifier les droits et obligations respectifs des



Membres découlant de toute disposition de l'ATV, notamment leur droit de saisir l'OSpT des questions concernant une disposition spécifique de l'ATV. Il a été noté que la clause de consultation spéciale prévue par les dispositions administratives entre les Communautés européennes et la Chine était liée à des considérations de procédure et n'empêchait aucun Membre concerné de saisir l'OSpT de toute question spécifique en vertu des dispositions pertinentes de l'ATV.

274. Un élément particulier des dispositions administratives convenues entre les Communautés européennes et la Chine était la disposition concernant l'application, pour certaines catégories de produits, d'une "réserve" applicable exclusivement à l'industrie communautaire pour une durée déterminée. L'OSpT a noté que l'application de cette disposition, ainsi que des montants correspondants prévus à cet effet en 2001, faisait déjà partie de la notification présentée par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1. En réponse à la demande de précisions, les Communautés européennes ont indiqué que "les quantités réservées à l'industrie communautaire sont majorées chaque année selon les mêmes coefficients de croissance que ceux qui sont applicables à la catégorie principale correspondante, car elles représentent un pourcentage de la catégorie principale. [...] Les quantités réservées sont attribuées en priorité à l'industrie communautaire pendant un certain temps (180 jours) à partir du début de l'année. Les États membres des CE doivent présenter à la Commission européenne, chaque année avant le 31 décembre, leurs demandes concernant les quantités réservées à l'industrie communautaire. Ensuite, les exportateurs chinois [...] ont le droit de demander aux organismes administratifs chinois compétents en matière de commerce extérieur l'attribution de quantités réservées à l'industrie communautaire après avoir signé des contrats de vente avec les utilisateurs de l'industrie communautaire. Après que les contrats de vente ont été transmis aux organismes administratifs respectifs dans le délai pour lequel les quantités sont réservées à l'industrie communautaire, la Chine attribue les quantités réservées aux divers opérateurs conformément à ce qui a été prévu. Si le volume total des quantités demandées pour une catégorie donnée est inférieur aux quantités restantes réservées à l'industrie communautaire pour la catégorie en question, toutes les demandes sont satisfaites. À l'inverse, si le volume total des quantités demandées est supérieur aux quantités restantes disponibles, les quantités sont attribuées au prorata". Dans sa communication, la Chine a indiqué notamment que "[d]ans les cas où les quantités réservées à l'industrie seront entièrement utilisées dans le délai prévu, aucun contingent ne sera attribué en vue d'une nouvelle utilisation; ce n'est que dans les cas où les quantités réservées à l'industrie ne seront pas entièrement utilisées qu'elles seront imputées au contingent normal et utilisées par les exportateurs chinois."

275. Compte tenu de ces explications, l'OSpT a noté que les aspects des éléments liés au fonctionnement de ce système avaient été précisés et qu'il ne semblait pas y avoir de désaccord entre les deux Membres concernant son fonctionnement. Il a aussi été rappelé que le système consistant à maintenir une quantité réservée à l'industrie européenne était déjà en place la veille de la date de l'accession de la Chine et avait été notifié en vertu de l'article 2:1. De même, si sa mise en œuvre satisfaisante nécessitait une coopération appropriée entre les autorités des deux parties, l'affectation et l'administration des différents niveaux de réserve seraient laissées à la Chine, conformément aux prescriptions de l'article 4:1. L'OSpT a en outre noté que la disponibilité de ces niveaux de réserve était provisoire: les quantités réservées étaient entièrement utilisées au cours de la période correspondante, sinon toute portion inutilisée pouvait être affectée aux exportations vers d'autres acheteurs potentiels des Communautés après expiration des délais correspondants. En conséquence, compte tenu également du fait: i) que dans tous les cas, au moins la moitié d'une année restait disponible aux fins de compléter toute portion non utilisée des niveaux respectifs de limitation de la réserve avec des exportations vers des acheteurs autres que ceux de l'industrie communautaire; et ii) que dans six catégories de produits concernés, les niveaux à réserver étaient inférieurs à 7 pour cent des niveaux de contingents annuels respectifs, alors que dans deux autres catégories la réserve s'appliquait à concurrence de 50 pour cent des niveaux de contingents correspondants, il a été jugé peu probable que l'impact global du fonctionnement du système entrave l'aptitude du Membre exportateur

à utiliser pleinement les possibilités d'exportation disponibles au titre des niveaux de limitation annuels respectifs.

276. Dans les dispositions administratives figurent des clauses relatives au contournement qui stipulent notamment que les deux Membres "conviennent de coopérer pleinement pour prévenir le contournement des présentes dispositions administratives par le jeu de la réexpédition, du déroutement ou de tout autre moyen, conformément à l'article 5 de l'ATV". L'OSpT a demandé aux Communautés de préciser en quoi, selon elles, ces dispositions étaient jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 2. En outre, étant donné que les dispositions stipulent également que "[s]uite à l'accession de la Chine à l'OMC, les cas de contournement antérieurs à l'accession seront aussi traités conformément aux [dispositions administratives relatives au contournement]", l'OSpT a souhaité savoir si ces dispositions précises avaient été invoquées. Les Communautés européennes ont répondu ce qui suit: "En ce qui concerne la question de savoir si les dispositions relatives au contournement ont été invoquées, la réponse est que cela n'a pas été le cas après l'accession de la Chine à l'OMC. Toutefois, étant donné que l'article 5 de l'ATV traite expressément de cette question, il n'est pas inutile d'avoir des renseignements sur cette possibilité, et ce à des fins de transparence."

277. La réponse des CE reprise ci-dessus n'était pas suffisamment précise pour clarifier les questions soulevées. Il a cependant été noté qu'en rapport avec une disposition administrative examinée quelques mois auparavant par l'OSpT, en réponse à des questions similaires posées par celui-ci, les Communautés européennes avaient déclaré que "les dispositions relatives au contournement étaient considérées comme des informations complémentaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV. Pour des raisons de transparence, les deux parties étaient convenues d'inclure ces dispositions étant donné qu'elles pouvaient influencer la façon dont les restrictions quantitatives étaient appliquées. La plupart des dispositions administratives que les Communautés européennes avaient notifiées à l'OSpT au titre de l'article 2:17 contenaient des dispositions similaires". L'OSpT a supposé que les Communautés européennes avaient aussi voulu avancer les mêmes arguments ou des arguments similaires dans le cas actuel.

278. L'OSpT a noté que les clauses relatives au contournement qui avaient été notifiées faisaient expressément référence à l'article 5. Les dispositions administratives semblaient cependant se concentrer sur une voie de recours particulière, ou une mesure appropriée au sens de l'article 5, à savoir l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation ("déduction des limites quantitatives pertinentes") de manière à indiquer le véritable pays ou lieu d'origine. L'OSpT a rappelé qu'à l'article 5:4 il était question de l'"action appropriée, dans la mesure nécessaire pour faire face au problème", mais que l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation ne constituait qu'une des mesures possibles qui avaient été identifiées. De plus, l'article 5:4 énonce des prescriptions strictes en matière de procédure, notamment la nécessité de notifier à l'OSpT toute action convenue dans des consultations bilatérales, accompagnée de toutes les justifications nécessaires. De même, en l'absence d'une solution mutuellement satisfaisante, tout Membre en cause peut saisir l'OSpT de la question afin qu'il procède à un examen et formule des recommandations dans les moindres délais. Rappelant que le libellé des dispositions administratives se réfère explicitement à l'article 5, l'OSpT s'attendait à ce que les deux Membres mettent en œuvre, en pleine conformité avec l'article 5, les clauses relatives au contournement convenues et notifiées en vertu de l'article 2:17.

279. Une clause spéciale des dispositions administratives traite de la question de la "concentration régionale". En substance, bien que les limites quantitatives notifiées au titre de l'article 2:1 ne soient pas réparties en parts régionales, les Communautés européennes peuvent, en cas de "modifications brusques et préjudiciables des courants d'échanges traditionnels", demander des consultations avec la Chine afin de trouver une solution satisfaisante à ces problèmes. De plus, "si les parties ne sont pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante au cours des consultations, la République populaire de Chine, si la Communauté lui en fait la demande, établit des limites temporaires pour une ou

plusieurs des régions de la Communauté ...". Il a été demandé aux Communautés européennes d'expliquer en quoi, selon elles, cette clause des dispositions administratives cadrerait avec l'article 2:4. En réponse, les Communautés européennes ont déclaré que cette clause "[...] souligne l'avantage découlant de la création du marché intérieur dans l'Union européenne, qui a permis de supprimer les restrictions régionales. En contrepartie, elle vise à éviter une concentration excessive des exportations vers certaines régions, qui modifierait radicalement la structure traditionnelle des échanges". Par la suite, les Communautés européennes ont notifié ce qui suit:

"En ce qui concerne la clause relative à la concentration régionale figurant dans les dispositions administratives convenues entre la Chine et la Communauté, il n'est naturellement pas dans l'intention de la Communauté de s'écarter des dispositions pertinentes de l'Accord sur les textiles et les vêtements. [La Communauté] peu[t] donc confirmer [...] [que] les dispositions administratives convenues et leur mise en œuvre ne visent pas à constituer une dérogation par rapport à l'Accord sur les textiles et les vêtements."

280. L'OSpT a rappelé à cet égard que les notifications présentées par les Communautés européennes en vertu de l'article 2:1 (et aussi de l'article 3:1) faisaient état de restrictions quantitatives applicables au niveau des Communautés, en tant qu'entité unique, et qu'elles n'avaient fait aucune référence à la possibilité d'introduire des limites temporaires pouvant s'appliquer à "une ou plusieurs des régions" des Communautés européennes. Il a été noté que celles-ci n'avaient jamais invoqué dans le passé les dispositions de la "clause relative à la concentration régionale". Malgré cela, il était possible de concevoir des circonstances dans lesquelles l'application de cette clause irait à l'encontre des obligations contractées par les Communautés européennes au titre de l'ATV. L'OSpT a rappelé à cet égard les dispositions figurant dans l'article 2:4 ainsi que dans la dernière phrase de l'article 6:4. Il importait donc de noter la déclaration des Communautés selon laquelle il n'était pas dans son intention de s'écarter des dispositions pertinentes de l'ATV. L'OSpT a fait remarquer que cette déclaration devrait, à l'avenir, guider l'examen de tout recours éventuel à la clause en question.

281. L'OSpT a également noté la confirmation par les Communautés européennes du fait que "les dispositions administratives convenues et leur mise en œuvre ne visent pas à constituer une dérogation par rapport à l'Accord sur les textiles et les vêtements". De ce fait, en prenant acte des dispositions convenues entre les Communautés européennes et la Chine, l'OSpT espérait que les Membres concernés mettraient en œuvre les clauses des dispositions administratives de façon pleinement conforme aux dispositions pertinentes de l'ATV.

#### 4) Communautés européennes–Taipei chinois

282. À sa réunion d'avril 2002, l'OSpT a commencé à examiner la notification présentée par les Communautés européennes concernant les dispositions administratives convenues entre les Communautés et le Taipei chinois. Il a décidé, entre autres, de demander aux Communautés européennes des précisions sur certains éléments de la notification, y compris i) l'obligation d'adapter la définition des limites quantitatives et des catégories de produits auxquels elles s'appliquaient dans les cas où cela s'avérerait nécessaire pour faire en sorte que toute modification ultérieurement apportée à la nomenclature combinée ou une décision modifiant la classification de ces produits ne se traduise pas par une réduction desdites limites quantitatives et ii) la question de savoir en quoi, de l'avis des Communautés européennes, les dispositions relatives au contournement prévues dans les dispositions administratives étaient jugées nécessaires pour la mise en œuvre de l'une quelconque disposition de l'article 2 de l'ATV.

283. L'OSpT a achevé l'examen, au titre de l'article 2:21, de cette notification à sa réunion de juin 2002. Il a noté que les dispositions administratives notifiées par les Communautés européennes avaient été convenues bilatéralement entre les Communautés et le Taipei chinois. Il a été observé que ces dispositions contenaient, entre autres, des dispositions relatives à la classification des produits, à la

certification des exportations et au contrôle des importations, aux règles d'origine, au contournement et à la réexpédition, au perfectionnement passif et aux produits non assujettis à des limites quantitatives.

284. En réponse à la demande de précisions adressée par l'OSpT, les Communautés européennes ont confirmé que l'adaptation de la définition des limites quantitatives, suite aux modifications apportées à la nomenclature combinée, se ferait conformément à l'article 4:2 et 4:4 de l'ATV, et elles ont indiqué que les dispositions relatives au contournement étaient considérées comme des informations complémentaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV. De plus, s'agissant des consultations prévues pour ces cas dans les dispositions administratives, les Communautés européennes ont confirmé que, si les deux parties trouvaient une solution mutuellement satisfaisante, celle-ci tomberait également sous le coup des dispositions de l'article 5 de l'ATV. L'OSpT a noté que, bien qu'il en ait eu la possibilité, le Taipei chinois n'avait pas formulé d'observation au sujet de la notification présentée par les Communautés européennes. Il a également été observé que la mise en œuvre des dispositions relatives au contournement contenues dans les arrangements administratifs serait entièrement assujettie aux dispositions pertinentes de l'article 5 de l'ATV.

#### 5) États-Unis–Chine

285. À sa réunion de juin 2002, l'OSpT a commencé l'examen de la notification des États-Unis relative aux dispositions administratives convenues avec la Chine. Il a décidé de demander aux deux Membres des éclaircissements sur certains aspects de la notification, y compris les produits visés par ces dispositions, leur pertinence pour la mise en œuvre de toute disposition de l'article 2 de l'ATV et l'application des dispositions relatives à la coopération en vue d'empêcher le contournement, le bien-fondé, au regard de l'ATV, d'une disposition permettant aux États-Unis, dans certaines circonstances, de tripler les droits perçus sur les contingents, la possibilité pour les États-Unis d'imposer une limitation sur ces produits dans certains cas précis lorsqu'un produit était réexpédié par la Chine, et le champ d'application des prescriptions en matière de visa.

286. L'OSpT a achevé l'examen, au titre de l'article 2:21, de cette notification à sa réunion d'octobre 2002. Il a observé que le paragraphe d'introduction de la notification déclarait que "[l]es dispositions ... [notifiées] sont tirées du Mémorandum d'accord bilatéral du 1<sup>er</sup> février 1997 concernant les textiles et les vêtements conclu entre les États-Unis et la Chine. Les États-Unis et la République populaire de Chine les ont jugées nécessaires pour la mise en œuvre des restrictions notifiées à l'Organe de supervision des textiles au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements." L'OSpT a rappelé que les dispositions administratives précédemment notifiées par les États-Unis s'étaient aussi caractérisées par la méthode consistant à reprendre certaines dispositions des précédents accords bilatéraux dans les dispositions administratives prescrites par l'article 2:17. L'OSpT avait déjà fait remarquer à cet égard qu'en raison d'une telle méthode "les textes étaient parfois confus et, dans certains cas, donnaient l'impression qu'il y avait incompatibilité entre différentes dispositions administratives". Dans le cas des dispositions administratives conclues avec la Chine, certains éléments figurant dans la notification étaient déjà périmés, indépendamment de l'accession de la Chine à l'OMC, alors que plusieurs autres ne tenaient pas compte des faits nouveaux survenus à la suite de l'accession de la Chine. C'est pour cette raison que les États-Unis, dans l'introduction à leur réponse aux questions posées par l'OSpT concernant différents éléments de leur notification, avaient jugé nécessaire d'observer que "[l]'OSpT voudra peut-être ne pas perdre de vue que, premièrement, les dispositions administratives sont tirées d'un accord bilatéral existant et non d'un nouvel accord, et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un ajustement préalable pour tenir compte des changements qui surviendraient au moment de l'accession de la Chine à l'OMC. Deuxièmement, au moment où le Mémorandum d'accord avait été conclu, aucun des deux Membres ne prévoyait que la Chine n'accéderait finalement à l'OMC qu'à la fin de 2001."

287. Dans les dispositions administratives figuraient des dispositions détaillées concernant la gamme des produits visés et les questions connexes de classification et de catégorisation, la structure des restrictions appliquées (plafonds de groupe et plafonds spécifiques), les ajustements au titre de la flexibilité, la coopération en vue de prévenir le contournement, l'application d'un régime de visas, les échantillons commerciaux et les expéditions à usage personnel. En outre, les annexes des dispositions administratives présentaient une description détaillée du système de classement par catégorie des textiles et des vêtements établi par les États-Unis (ainsi que les coefficients de conversion appliqués), un "arrangement relatif à la délivrance d'un certificat d'exemption pour les revêtements de sol chinois" et le texte intégral des dispositions relatives aux visas convenues entre les deux Membres. L'OSpT a noté à cet égard que la plupart des dispositions administratives notifiées concernaient la mise en œuvre des restrictions relevant de l'article 2:1. Il a cependant été relevé que toutes les dispositions administratives n'étaient pas intégralement ou directement liées à la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, mais qu'elles concernaient aussi des questions qui étaient abordées dans certains autres articles de l'ATV. C'était notamment le cas des dispositions relatives à la coopération en vue d'empêcher le contournement.

288. En ce qui concerne la gamme des produits visés, la disposition pertinente stipule que "[l]es textiles et produits textiles visés par [les dispositions] sont ceux qui sont énumérés à l'annexe A [de la notification présentée en vertu de l'article 2:17]". Étant donné que cette annexe décrit dans le détail l'ensemble du système de classement par catégorie des textiles et des vêtements établi par les États-Unis, l'OSpT a souhaité que les deux Membres puissent confirmer son interprétation selon laquelle les produits visés par les dispositions administratives se limitaient à ceux qui étaient visés par l'ATV et qui n'avaient pas encore été intégrés dans le cadre du GATT de 1994 à la suite de la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b). En réponse, les États-Unis ont déclaré que l'interprétation de l'OSpT était correcte, alors que la Chine a noté que certains des produits énumérés dans l'Annexe concernée avaient déjà été intégrés suite à la mise en œuvre des articles pertinents de l'ATV. La Chine a en outre communiqué une liste des catégories de produits qui avaient déjà été intégrées ou partiellement intégrées. Compte tenu de ces réponses, il a été établi que, conformément à l'article 2:17, les produits visés par les dispositions étaient limités aux produits de l'ATV qui n'avaient pas encore été intégrés et étaient encore soumis aux restrictions sur les importations notifiées par les États-Unis au titre de l'article 2:1.

289. Les dispositions administratives maintiennent en vigueur le régime de visas antérieur et le texte intégral des dispositions relatives aux visas a été notifié sous forme de pièce jointe. Aux termes de ce régime, la Chine doit délivrer un visa pour chaque expédition de textiles ou d'articles textiles et ce visa doit être présenté au Service des douanes des États-Unis avant l'admission des marchandises ou leur retrait d'entrepôt pour mise à la consommation, sur le territoire douanier des États-Unis. L'arrangement relatif aux visas précise toutes les prescriptions et procédures connexes. Étant donné qu'au sens de l'article 2:17, les dispositions administratives concernent la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, l'OSpT a souhaité que les États-Unis puissent confirmer que les prescriptions en matière de visa ne s'appliqueraient pas aux importations en provenance de Chine de l'un quelconque des produits intégrés dans le cadre du GATT de 1994 par les États-Unis à la suite des programmes d'intégration pour les étapes 1 à 3. En réponse, les États-Unis ont confirmé l'interprétation de l'OSpT.

290. Compte tenu de l'aperçu donné par l'OSpT, en ce qui concerne, entre autres, les questions mentionnées aux paragraphes 288 et 289 ci-dessus, il était possible d'établir que les dispositions administratives relatives à la gamme des produits visés, aux dispositions relatives à la flexibilité et à l'application du régime de visas permettaient au Membre exportateur d'administrer les restrictions visées à l'article 2. L'OSpT a noté que cela était conforme aux prescriptions de l'article 4:1.

291. Les dispositions administratives les plus détaillées et les plus complexes concernaient la question de la coopération en vue de prévenir le contournement. En réponse à la demande d'explications et de précisions de l'OSpT, les États-Unis ont déclaré ce qui suit:

"Il est indiqué à l'article 5:1 de l'ATV que le contournement par le jeu de la réexpédition et d'autres moyens "va à l'encontre de la mise en œuvre du présent accord qui consiste à intégrer le secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994" et que les Membres devront coopérer pleinement pour faire face à ce problème. En outre, il est clairement indiqué à l'article 5:2 que l'ATV peut être contourné par le jeu de la réexpédition et d'autres pratiques. L'article 5 est donc l'expression de l'interprétation des Membres de l'OMC selon laquelle la réexpédition et d'autres pratiques qui conduisent au contournement des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2 affaiblissent ces restrictions et vont à l'encontre du processus d'intégration énoncé à l'article 2. En conséquence, les États-Unis et la Chine sont convenus que les dispositions du paragraphe 13, qui traitent du contournement, sont nécessaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV.

Le paragraphe 13 E) [concernant le triplement possible des droits perçus sur les contingents] fait partie des dispositions administratives dont les États-Unis et la Chine sont convenus qu'elles étaient nécessaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV pour les raisons que nous avons indiquées dans la réponse à la question précédente. Selon nous, il n'est pas nécessaire de justifier de manière distincte chacune de ces dispositions étant donné que l'ensemble du paragraphe 13 est, de toute évidence, une disposition administrative relevant de l'article 2:17. Les États-Unis mettront en œuvre cette disposition administrative conformément à toutes les dispositions pertinentes de l'ATV. Ils ont notifié des dispositions similaires énoncées dans des dispositions administratives convenues avec les Membres de l'OMC ci-après: Bangladesh; Brésil; Colombie; Corée; Costa Rica; Égypte; Émirats arabes unis; Guatemala; Haïti; Hongrie; Inde; Indonésie; Jamaïque; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Oman; Pakistan; Philippines; Pologne; Qatar; République dominicaine; Roumanie; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie et Uruguay."

292. En évaluant ces dispositions administratives ainsi que la réponse des États-Unis reprise ci-dessus, l'OSpT a rappelé que l'article 5 de l'ATV contenait des règles et des procédures détaillées à appliquer pour renforcer la coopération entre les Membres dans le cadre de la prévention du contournement. L'OSpT a noté que les dispositions notifiées incorporaient, pratiquement mot pour mot, certaines parties du libellé de l'article 5. Parallèlement, en ce qui concernait tant certains éléments de fond que des aspects en matière de procédure, les dispositions administratives semblaient aller au-delà de ce qui était stipulé dans le texte de l'article 5. En examinant ces aspects, l'OSpT a estimé nécessaire de noter que les dispositions administratives respectives non seulement se rapportaient à l'article 5, mais énonçaient clairement ce qui suit: "Les parties reconnaissent que, après que la Chine sera devenue Membre de l'OMC et que les États-Unis lui appliqueront l'Accord instituant l'OMC, en cas de conflit entre le présent paragraphe et l'article 5 de l'ATV qui entrave le fonctionnement de l'ATV, celui-ci prévaudra".

293. Compte tenu également de ce qui précède, l'OSpT a fait les remarques suivantes:

- Comme il apparaît dans la structure et le libellé de l'article 5, ses dispositions visent essentiellement à empêcher les pratiques de contournement, enquêter sur ces pratiques et, s'il y a lieu, prendre des mesures appropriées en établissant les procédures juridiques et administratives nécessaires par les Membres et en comptant sur la coopération, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, entre les Membres concernés. Si les dispositions pertinentes des dispositions administratives prévoient les consultations nécessaires entre la Chine et les États-Unis, les règles opérationnelles semblaient se concentrer sur les situations où les deux parties ne

peuvent pas parvenir à trouver une solution mutuellement satisfaisante au problème faisant l'objet de ces consultations.

- Aux termes des dispositions notifiées, si les parties ne parvenaient pas à trouver une solution satisfaisante au cours des consultations portant sur des cas visés par l'article 5:4 et 5:6, les États-Unis pourraient déduire des différentes limites quantitatives des montants équivalant au montant de produits réexpédiés ou faisant l'objet de fausse déclaration ou classification, et cette mesure sera notifiée à l'OSpT, accompagnée de toutes les justifications pertinentes. Il a été rappelé à cet égard que l'article 5:4 faisait état d'une "action appropriée, dans la mesure nécessaire pour faire face au problème" mais l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation n'est que l'une des mesures éventuelles qui ont été stipulées par l'ATV. De plus, l'article 5:4 énonce des prescriptions strictes en matière de procédure, notamment l'obligation de notifier à l'OSpT toute mesure convenue dans les consultations bilatérales, accompagnée de toutes les justifications pertinentes. De même, si une solution mutuellement satisfaisante n'est pas trouvée, tout Membre concerné peut soumettre le cas à l'OSpT pour qu'il procède à un examen et fasse des recommandations dans les moindres délais. En ce qui concerne l'article 5:6, le libellé ne précise pas les mesures correctives éventuelles. Il stipule simplement que des mesures appropriées, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, devraient être prises contre les exportateurs ou les importateurs en cause et lorsque aucune mesure administrative n'est appliquée, ou que les mesures administratives appliquées sont inadéquates, les Membres concernés devraient engager dans les moindres délais des consultations en vue de trouver une solution mutuellement satisfaisante. En l'absence d'une telle solution, la question pourra être portée par l'un quelconque des Membres en cause devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations.
- Il découle de ce qui précède que l'article 5:4 semble accorder une certaine flexibilité en ce qui concerne les mesures correctives ou autres mesures convenues que l'on pourrait envisager en cas de contournement. Cette hypothèse est aussi appuyée par la phrase de l'article 5:4 qui stipule que "[l]es Membres concernés pourront convenir d'autres mesures correctives [c'est-à-dire autres que celles qui sont spécifiquement énumérées dans cet article] par voie de consultation". Toutefois, l'article 5 ne fait pas de référence à la possibilité pour le Membre importateur de tripler les droits perçus sur les contingents en tant qu'action préventive du contournement comme le prévoient les dispositions administratives. Tout en notant que conformément aux dispositions pertinentes de telles mesures seront "notifié[e]s à l'OSpT accompagné[e]s de toutes les justifications pertinentes", il a aussi été rappelé que dans leur réponse concernant cet aspect particulier des dispositions, les États-Unis avaient déclaré qu'ils "mettront en œuvre cette disposition administrative conformément à toutes les dispositions pertinentes de l'ATV". De plus, le libellé des dispositions indique sans ambiguïté qu'en cas de conflit entre la disposition pertinente des dispositions administratives et l'article 5 de l'ATV, celui-ci prévaut. L'OSpT a pris note de la déclaration des États-Unis ainsi que de l'engagement correspondant figurant dans les dispositions.

294. L'OSpT a rappelé, en outre, que lorsqu'il avait examiné les dispositions administratives convenues par les États-Unis avec plusieurs Membres de l'OMC, en juin 1997, les États-Unis avaient communiqué des réponses écrites à sa demande de clarifications. À la lumière de ces réponses, en ce qui concerne l'interprétation correcte de la gamme des produits visés par ces dispositions administratives, l'OSpT "a pris note de la précision apportée par les États-Unis, à savoir que seuls les produits soumis à restrictions au titre du paragraphe 1 de l'article 2 étaient visés par les dispositions

administratives". L'OSpT a par ailleurs rappelé "la déclaration des États-Unis selon laquelle, lorsque les dispositions administratives ne sont pas compatibles avec l'ATV, ce sont les dispositions de l'ATV qui s'appliquent. Il a cru comprendre que cette déclaration s'appliquait à toutes les dispositions des accords administratifs notifiés, et comptait par conséquent que toutes les dispositions desdits accords seraient mises en œuvre par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV." De ce fait, les États-Unis ont été priés de confirmer que leur déclaration ci-dessus s'appliquait également aux dispositions administratives conclues entre les États-Unis et la Chine. En réponse, les États-Unis ont déclaré que "[l]'interprétation de l'OSpT est confirmée".

295. En conséquence, en prenant note de la notification reçue au titre de l'article 2:17, l'OSpT espérait que les Membres concernés mettraient en œuvre, en pleine conformité avec les dispositions pertinentes de l'ATV, toutes les dispositions administratives convenues entre les États-Unis et la Chine.

6) États-Unis–Taïpei chinois

296. À sa réunion de juin 2002, l'OSpT a commencé l'examen de la notification des États-Unis relative aux dispositions administratives convenues entre les États-Unis et le Taipei chinois. L'OSpT a décidé de demander aux deux Membres des éclaircissements sur certains aspects de la notification, y compris les produits visés par ces dispositions, leur pertinence pour la mise en œuvre de toute disposition de l'article 2 de l'ATV et l'application des dispositions relatives à la coopération en vue d'empêcher le contournement, l'applicabilité de l'article 4 de l'ATV dans les cas où la mise en œuvre et l'interprétation des dispositions administratives seraient modifiées, le champ d'application du régime de certification et de visas, le bien-fondé, au regard de l'ATV, d'une disposition permettant aux États-Unis, dans certaines circonstances, de tripler les droits perçus sur les contingents, et la possibilité pour les États-Unis d'imposer une restriction sur ces produits, dans certains cas précis lorsqu'un produit était réexpédié par le Taipei chinois.

297. L'OSpT a achevé l'examen de la notification, au titre de l'article 2:21, à sa réunion d'octobre 2002. Il a noté que le paragraphe d'introduction de la notification déclarait que les "dispositions [notifiées] ci-après [étaient] tirées de l'Accord entre le Bureau de représentation économique et culturelle du Taipei chinois et l'Institut américain à Taiwan concernant le commerce des produits textiles et des vêtements, daté du 10 décembre 1997. Les États-Unis et le Taipei chinois les [avaient] jugées nécessaires pour la mise en œuvre des restrictions notifiées à l'Organe de supervision des textiles au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements". L'OSpT a rappelé que toutes les dispositions administratives précédemment notifiées par les États-Unis étaient aussi caractérisées par la méthode consistant à reprendre certaines dispositions des précédents accords bilatéraux dans les dispositions administratives prescrites par l'article 2:17. Dans le cas des dispositions administratives conclues avec le Taipei chinois, certains éléments figurant dans la notification étaient devenus périmés, indépendamment de l'accession du Taipei chinois à l'OMC, alors que plusieurs autres ne tenaient pas compte des faits nouveaux survenus à la suite de l'accession du Taipei chinois. Les États-Unis avaient déclaré à cet égard que "l'OSpT voudrait peut-être ne pas perdre de vue que, premièrement, les dispositions administratives étaient tirées d'un accord bilatéral existant, qu'elles ne constituaient pas un accord rédigé à nouveau et qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'un réaménagement préalable pour tenir compte des changements qui surviendraient au moment de l'accession du Taipei chinois à l'OMC. Deuxièmement, au moment où l'accord bilatéral avait été conclu, aucun des deux Membres ne prévoyait le retard qui ferait que le Taipei chinois n'acc[éderait] finalement à l'OMC que le 1<sup>er</sup> janvier 2002".

298. L'OSpT a noté que dans les dispositions administratives figuraient des dispositions détaillées concernant la gamme des produits visés et les questions connexes de classification et de catégorisation, la structure des restrictions appliquées (plafonds de groupe et plafonds spécifiques), les ajustements au titre de la flexibilité, la mise en œuvre et l'administration des dispositions, le régime de



visas, l'échange d'informations, la coopération en vue d'empêcher le contournement et les consultations. En outre, les annexes des dispositions administratives présentaient une description détaillée du système de classement par catégorie des textiles et des vêtements établi par les États-Unis (ainsi que les coefficients de conversion appliqués), une liste des "produits exemptés nécessitant un certificat d'exemption" et le texte intégral des dispositions relatives aux visas convenues entre les deux Membres. L'OSpT a noté que la plupart des clauses des dispositions administratives notifiées concernaient la mise en œuvre des restrictions relevant de l'article 2:1. Il a cependant été remarqué que toutes ces dispositions administratives n'étaient pas entièrement ou directement liées à la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, mais qu'elles se rapportaient aussi à des questions abordées dans certains autres articles de l'ATV. C'était notamment le cas des dispositions relatives à la coopération en vue d'empêcher le contournement.

299. En ce qui concerne les produits visés, les dispositions administratives décrivaient dans le détail l'ensemble du système de classement par catégorie des textiles et des vêtements établi par les États-Unis. À cet égard, l'OSpT a souhaité que les deux Membres puissent confirmer son interprétation selon laquelle les produits visés par les dispositions administratives se limitaient à ceux qui étaient visés par l'ATV et qui n'avaient pas encore été intégrés à la suite de la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b) de l'ATV. En réponse, les États-Unis ont confirmé l'interprétation de l'OSpT, alors que le Taipei chinois déclarait qu'il "confirm[ait] que les produits textiles et vêtements visés par les dispositions administratives correspond[aient] aux produits visés à l'Annexe de l'ATV, et qu'il s'agi[ssait] de produits qui n'[avaient] pas été intégrés dans le cadre du GATT de 1994 comme le prévo[yait] l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b) de l'ATV. Les produits énumérés dans la notification [présentée conformément à l'article 2:1], qui [avaient] déjà été intégrés dans le cadre du GATT de 1994 au titre des dispositions de l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b) de l'ATV, [n'étaient] pas visés par les dispositions administratives". Il était donc possible d'établir que, conformément à l'article 2:17, les produits visés par les dispositions étaient limités aux produits de l'ATV qui n'avaient pas encore été intégrés et étaient soumis aux restrictions sur les importations notifiées par les États-Unis au titre de l'article 2:1.

300. Les dispositions administratives maintiennent en vigueur le régime de visas convenu précédemment entre les deux parties et le texte intégral des dispositions relatives aux visas a été notifié sous forme de pièce jointe. Aux termes de ce régime, le Taipei chinois doit délivrer un visa pour chaque expédition de textiles ou d'articles textiles et ce visa doit être présenté au Service des douanes des États-Unis avant l'admission des marchandises ou leur retrait d'entrepôt pour mise à la consommation, sur le territoire douanier des États-Unis. L'arrangement relatif aux visas précise toutes les prescriptions et procédures connexes. Étant donné qu'au sens de l'article 2:17 les dispositions administratives concernent la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, l'OSpT a souhaité que les États-Unis puissent confirmer son interprétation selon laquelle les prescriptions en matière de visa ne s'appliqueraient pas aux importations en provenance du Taipei chinois de l'un quelconque des produits intégrés dans le cadre du GATT de 1994 par les États-Unis à la suite des programmes d'intégration pour les étapes 1 à 3. En réponse, les États-Unis ont confirmé l'interprétation de l'OSpT.

301. L'OSpT a noté que, dans les dispositions administratives, figuraient des dispositions relatives à des modifications éventuelles de la mise en œuvre et de l'administration, notamment concernant des questions telles que celles mentionnées à l'article 4 de l'ATV. Il a souhaité que soit confirmée son interprétation selon laquelle, lorsque des modifications telles que celles mentionnées dans ces clauses des dispositions administratives surviendraient, les dispositions de l'article 4 prévaudraient. Les États-Unis ont répondu que la "supposition de l'OSpT que le paragraphe 11 a) [concernant les modifications de la mise en œuvre et l'interprétation des dispositions administratives] a[vait] été remplacé par l'article 4 de l'ATV était correcte". Le Taipei chinois a déclaré quant à lui ce qui suit: "Le paragraphe 11 a) contient des renseignements complémentaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV. Le Taipei chinois confirme que, dans le cas où des modifications comme celles

qui sont mentionnées au paragraphe 11 a) sont apportées et qu'elles affectent la mise en œuvre et la gestion de l'ATV, toute mesure prise sera conforme aux dispositions de l'article 4 de l'ATV."

302. Compte tenu de l'exposé de l'OSpT, repris en particulier aux paragraphes 299 et 301 ci-dessus, il était possible d'établir que les dispositions administratives relatives à la gamme des produits visés, aux dispositions relatives à la flexibilité et à l'application du régime de visas permettaient au Membre exportateur d'administrer les restrictions visées à l'article 2. L'OSpT a noté que cela était conforme aux prescriptions de l'article 4:1.

303. Les dispositions administratives contenaient aussi des dispositions très détaillées sur la question de la coopération en vue de prévenir le contournement. L'OSpT a demandé aux États-Unis d'expliquer pourquoi, à leur avis, ces dispositions étaient jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre d'une disposition de l'article 2. De plus, dans les dispositions figurait une disposition (paragraphe 18 E)) permettant au Membre importateur, dans certaines circonstances, de tripler les droits perçus sur les contingents, bien que l'article 5 de l'ATV ne mentionne pas une telle possibilité. L'OSpT a aussi souhaité recevoir une explication à ce sujet. En réponse, les États-Unis ont déclaré ce qui suit: "Il est indiqué à l'article 5:1 de l'ATV que le contournement par le jeu de la réexpédition et d'autres moyens "va à l'encontre de la mise en œuvre du présent accord qui consiste à intégrer le secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994" et que les Membres devront coopérer pleinement pour faire face à ce problème. En outre, il est clairement indiqué à l'article 5:2 que l'ATV peut être contourné par le jeu de la réexpédition et d'autres pratiques. L'article 5 est donc l'expression de l'interprétation des Membres de l'OMC selon laquelle la réexpédition et d'autres pratiques qui conduisent au contournement des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article 2 affaiblissent ces restrictions et vont à l'encontre du processus d'intégration énoncé à l'article 2. En conséquence, les États-Unis et le Taipei chinois sont convenus que les dispositions du paragraphe 18, qui traitent du contournement, sont nécessaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV. Le paragraphe 18 E) fait partie des dispositions administratives dont les États-Unis et le Taipei chinois sont convenus qu'elles étaient nécessaires pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'ATV pour les raisons que nous avons indiquées dans la réponse à la question précédente. Selon nous, il n'est pas nécessaire de justifier de manière distincte chacune de ces dispositions étant donné que l'ensemble du paragraphe 18 est, de toute évidence, une disposition administrative relevant de l'article 2:17. Les États-Unis mettront en œuvre cette disposition administrative conformément à toutes les dispositions pertinentes de l'ATV. Ils ont notifié des dispositions similaires énoncées dans des dispositions administratives convenues avec les Membres de l'OMC ci-après: Bangladesh; Brésil; Chine; Colombie; Corée; Costa Rica; Égypte; Émirats arabes unis; Guatemala; Haïti; Hongrie; Inde; Indonésie; Jamaïque; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Oman; Pakistan; Philippines; Pologne; Qatar; République dominicaine; Roumanie; Sri Lanka; Thaïlande; Turquie; et Uruguay." Pour sa part, le Taipei chinois a déclaré que la disposition relative à la coopération en vue d'empêcher le contournement complétait l'ancien Accord bilatéral concernant les textiles conclu entre les deux parties et "[faisait] suite aux précédents accords conclus entre les États-Unis et d'autres pays, que le Taipei chinois et les États-Unis [avaient] consultés lors du renouvellement de l'Accord bilatéral sur les textiles en 1995. Pour des raisons de transparence et vu qu'il exist[ait] également des clauses similaires dans les dispositions administratives convenues entre les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC, le Taipei chinois accept[ait] d'inclure le paragraphe en question dans les dispositions administratives".

304. En évaluant ces dispositions administratives et à la lumière des réponses indiquées plus haut, l'OSpT a rappelé que l'article 5 de l'ATV contenait des règles et des procédures détaillées à appliquer pour renforcer la coopération entre les Membres, en vue de prévenir le contournement. L'OSpT a noté que les dispositions notifiées incorporaient quelques éléments du libellé de l'article 5. Parallèlement, en ce qui concernait tant certains éléments de fond que des aspects en matière de procédure, les dispositions administratives semblaient aller au-delà de ce qui était stipulé dans le texte de l'article 5. À cet égard, l'OSpT a fait les remarques suivantes:

- Comme il apparaît dans la structure et le libellé de l'article 5, ses dispositions visent essentiellement à empêcher les pratiques de contournement, à enquêter sur ces pratiques et, s'il y a lieu, à prendre des mesures appropriées en établissant les procédures juridiques et administratives nécessaires par les Membres et en comptant sur la coopération, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, entre les Membres concernés. Si les dispositions pertinentes des dispositions administratives prévoient les consultations nécessaires entre le Taipei chinois et les États-Unis, les règles opérationnelles semblaient se concentrer sur les situations où les deux parties ne peuvent pas parvenir à trouver une solution mutuellement satisfaisante au problème faisant l'objet de ces consultations.
- Aux termes des dispositions notifiées, si les parties ne parvenaient pas à trouver une solution satisfaisante au cours des consultations portant sur des cas visés par l'article 5:4 et 5:6, les États-Unis pourraient déduire des différentes limites quantitatives des montants équivalant au minimum au montant de produits réexpédiés ou faisant l'objet de fausse déclaration ou classification, et cette mesure serait notifiée à l'OSpT. Il a été rappelé à cet égard que l'article 5:4 faisait état d'une "action appropriée, dans la mesure nécessaire pour faire face au problème", mais l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation n'est que l'une des mesures éventuelles qui ont été stipulées par l'ATV. De plus, l'article 5:4 énonce des prescriptions strictes en matière de procédure, notamment l'obligation de notifier à l'OSpT toute mesure convenue dans les consultations bilatérales, accompagnée de toutes les justifications pertinentes. De même, en l'absence d'une solution mutuellement satisfaisante, tout Membre concerné peut soumettre le cas à l'OSpT pour qu'il procède à un examen et fasse des recommandations dans les moindres délais. En ce qui concerne l'article 5:6, le libellé ne précise pas les mesures correctives éventuelles. Il stipule simplement que des mesures appropriées, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, devraient être prises contre les exportateurs ou les importateurs en cause, et lorsque aucune mesure administrative n'est appliquée ou que les mesures administratives appliquées sont inadéquates, les Membres concernés devraient engager dans les moindres délais des consultations en vue de trouver une solution mutuellement satisfaisante. En l'absence d'une telle solution, la question pourra être portée par l'un quelconque des Membres en cause devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations.
- Il découle de ce qui précède que l'article 5:4 semble accorder une certaine flexibilité en ce qui concerne les mesures correctives ou autres mesures convenues que l'on pourrait envisager en cas de contournement. Cette hypothèse est aussi appuyée par la phrase de l'article 5:4 qui stipule que "[l]es Membres concernés pourront convenir d'autres mesures correctives [c'est-à-dire autres que celles qui sont spécifiquement énumérées dans cet article] par voie de consultation". Toutefois, l'article 5 ne fait pas de référence à la possibilité pour le Membre importateur de tripler les droits perçus sur les contingents en tant qu'action préventive du contournement comme le prévoient les dispositions administratives. Tout en notant que, conformément aux dispositions pertinentes, de telles mesures seront "notifié[e]s à l'OSpT accompagné[e]s de toutes les justifications pertinentes", il a aussi été rappelé que dans leur réponse concernant cet aspect particulier des dispositions, les États-Unis avaient déclaré qu'ils "mettr[ai]ent en œuvre cette disposition administrative conformément à toutes les dispositions pertinentes de l'ATV". L'OSpT a pris note de la déclaration des États-Unis.

305. L'OSpT a rappelé, en outre, que lorsqu'il avait examiné les dispositions administratives convenues par les États-Unis avec plusieurs Membres de l'OMC, en juin 1997, les États-Unis avaient communiqué des réponses écrites à sa demande de clarification. À la lumière de ces réponses, en ce qui concerne l'interprétation correcte de la gamme des produits visés par ces dispositions administratives, l'OSpT "a pris note de la précision apportée par les États-Unis, à savoir que seuls les produits soumis à restrictions au titre du paragraphe 1 de l'article 2 étaient visés par les dispositions administratives". L'OSpT a par ailleurs rappelé "la déclaration des États-Unis selon laquelle, lorsque les dispositions administratives ne sont pas compatibles avec l'ATV, ce sont les dispositions de l'ATV qui s'appliquent. Il a cru comprendre que cette déclaration s'appliquait à toutes les dispositions des accords administratifs notifiés, et comptait par conséquent que toutes les dispositions desdits accords seraient mises en œuvre par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV". De ce fait, les États-Unis ont été priés de confirmer que leur déclaration ci-dessus s'appliquait également aux dispositions administratives conclues entre les États-Unis et le Taipei chinois. En réponse, les États-Unis ont déclaré que "[l']interprétation de l'OSpT [était] confirmée".

306. En conséquence, en prenant acte de la notification reçue en vertu de l'article 2:17, l'OSpT espérait que les Membres en cause mettraient en œuvre, en pleine conformité avec les dispositions pertinentes de l'ATV, toutes les dispositions administratives convenues entre les États-Unis et le Taipei chinois.

*ii) Mise en œuvre des dispositions administratives pendant l'étape 3 du processus d'intégration*

307. Comme cela a été indiqué précédemment<sup>140</sup>, les dispositions administratives convenues au sens de l'article 2:17 ayant été jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de toute disposition de l'article 2, toutes les dispositions notifiées sont restées d'application pendant l'étape 3 du processus d'intégration. Aucune question particulière concernant la mise en œuvre de ces dispositions n'a été portée à l'attention de l'OSpT.

308. Toutefois, en ce qui concerne les Communautés européennes, l'OSpT a indiqué qu'elles avaient confirmé, en réponse à des questions qu'il leur avait posées sur les conséquences de l'élargissement des Communautés européennes<sup>141</sup>, que l'Union européenne comptait dix nouveaux États membres depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004 et que, par conséquent, les nouveaux États membres devaient appliquer la politique commerciale commune en matière de textiles, et que les restrictions quantitatives existantes appliquées par les Communautés européennes aux importations de produits textiles et de vêtements devaient être adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion de ces nouveaux États membres. Dans ce contexte, on peut supposer que, du fait de l'élargissement des Communautés européennes le 1<sup>er</sup> mai 2004, le champ d'application des dispositions administratives notifiées par les CE a aussi été étendu aux nouveaux États Membres. Il convient de noter cependant que les Communautés européennes n'ont pas présenté à l'OSpT des communications ou des renseignements particuliers à cet égard.

*f) Mise en œuvre des dispositions de l'article 2:18 concernant les petits fournisseurs et, dans la mesure du possible, les pays les moins avancés Membres*

309. L'article 2:18 dispose que, en ce qui concerne les Membres dont les exportations faisaient l'objet, le 31 décembre 1994, de restrictions représentant 1,2 pour cent ou moins du volume total des restrictions appliquées par un Membre importateur au 31 décembre 1991 et notifiées au titre de l'article 2, une amélioration significative de l'accès pour leurs exportations sera assurée, à l'entrée en

---

<sup>140</sup> Voir le paragraphe 263 ci-dessus.

<sup>141</sup> Voir notamment le paragraphe 325 ci-dessous.

vigueur de l'Accord sur l'OMC et pendant la durée de l'ATV, par application, avec une étape d'avance, des coefficients de croissance indiqués à l'article 2:13 et 2:14 ou par des modifications au moins équivalentes qui pourront être convenues mutuellement au sujet d'un dosage différent des niveaux de base, coefficients de croissance et dispositions relatives à la flexibilité. Cette disposition devrait être lue conjointement avec l'article 1:2, qui est libellé comme suit:

"Les Membres conviennent d'utiliser les dispositions du paragraphe 18 de l'article 2 [...] de manière à permettre des augmentations significatives des possibilités d'accès pour les petits fournisseurs et la création de possibilités d'échanges notables d'un point de vue commercial pour les nouveaux venus dans le domaine du commerce des textiles et des vêtements."

La note de bas de page relative à l'article 1:2 dispose que, "[d]ans la mesure du possible, les exportations des pays les moins avancés Membres pourront aussi bénéficier de cette disposition".

310. On peut observer que, bien qu'il y ait un rapport étroit entre les dispositions des articles 1:2 et 2:18, la définition des petits fournisseurs et des nouveaux venus en tant que bénéficiaires potentiels est donnée à l'article 2:18, à savoir compte tenu de leur part respective du volume total des restrictions appliquées par les Membres concernés depuis le 31 décembre 1991.

*i) Mise en œuvre pendant les étapes 1 et 2 du processus d'intégration*

311. En ce qui concerne la mise en œuvre de ces dispositions, comme la méthode adoptée pendant l'étape 1 par les Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2 a eu une incidence sur les possibilités d'accès aux marchés prévues au titre de l'article 2:18 pour les étapes 2 et 3 également, il convient de faire un bref rappel à cet égard.

312. Comme le Canada l'a indiqué en 1995, 16 Membres ont pu bénéficier d'un accès amélioré au titre de cette disposition: Afrique du Sud; Costa Rica; Cuba; Hongrie; Jamaïque; Lesotho; Macao, Chine; Maurice; Myanmar; Pologne; République dominicaine; République slovaque; République tchèque; Sri Lanka; Swaziland; et Uruguay. En outre, le Canada a appliqué cette disposition aux limitations appliquées aux importations en provenance de Bulgarie lorsque ce pays a accédé à l'OMC, étant donné qu'il satisfaisait aux critères de l'article 2:18. Pour assurer cette amélioration, le Canada a procédé à une majoration de 25 pour cent, au lieu de 16 pour cent, des coefficients de croissance annuels pour les restrictions en vigueur au 31 décembre 1994. Le Canada a appliqué cette disposition non seulement aux Membres qui pouvaient en bénéficier au 31 décembre 1991, mais aussi à ceux qui pouvaient en bénéficier au 31 décembre 1994, les restrictions appliquées à l'ensemble de ces pays représentant plus de 9 pour cent du volume total des restrictions imposées par le Canada.<sup>142</sup>

313. Les États-Unis ont présenté une liste de 22 Membres pouvant bénéficier d'un accès amélioré au titre de cet article: Bahreïn; Colombie; Costa Rica; Égypte; El Salvador; Émirats arabes unis; Fidji; Guatemala; Haïti; Hongrie; Jamaïque; Kenya; Koweït; Macao, Chine; Maurice; Pologne; Qatar; Roumanie; République dominicaine; République slovaque; République tchèque; et Uruguay. Pour ces Membres, les coefficients de croissance annuels applicables aux restrictions considérées ont été majorés dans un premier temps, avec une étape d'avance, de 25 pour cent au lieu des 16 pour cent prévus pour la première étape.<sup>143</sup>

314. Les Communautés européennes ont notifié que deux Membres, le Pérou et Sri Lanka, étaient admis à bénéficier d'un accès amélioré au titre de cet article. Pour ces Membres, les coefficients de

---

<sup>142</sup> Voir G/L/459, paragraphe 285.

<sup>143</sup> *Idem*, paragraphe 286.

croissance annuels applicables aux restrictions ont été majorés, avec une étape d'avance, dans un premier temps de 16 pour cent et, dans un deuxième temps de 25 pour cent, au lieu de 16 pour cent.<sup>144</sup>

315. Lors de l'examen des notifications susmentionnées, l'OSpT a observé, entre autres, que les Membres concernés avaient mis en œuvre cette disposition de l'ATV en employant différentes méthodes, et qu'aucun n'avait eu recours à des modifications au moins équivalentes concernant un dosage différent des niveaux de base, des coefficients de croissance et des dispositions relatives à la flexibilité. Il a également observé que l'article 2:18 ne donnait pas d'indications précises sur la façon d'appliquer, avec une étape d'avance, les coefficients de croissance indiqués à l'article 2:13 et 2:14 ou de procéder à des "modifications au moins équivalentes pouvant être convenues mutuellement au sujet d'un dosage différent des niveaux de base, coefficients de croissance et dispositions relatives à la flexibilité". Il a noté, cependant, que le résultat en termes d'accès au marché pendant la première étape aurait été meilleur si la méthode choisie pour l'application des coefficients de croissance avec une étape d'avance avait englobé le coefficient de croissance prévu pour la première étape, comme cela avait été le cas pour un Membre.<sup>145</sup>

316. Aux fins de l'application des dispositions de l'article 2:18 pendant l'étape 2, les coefficients de croissance pour les restrictions en vigueur le 31 décembre 1997 avaient été majorés de 27 pour cent par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis, respectivement. Les bénéficiaires étaient les mêmes que pendant l'étape 1, si ce n'est que les États-Unis ont étendu ce traitement à la Bulgarie après son accession à l'OMC.<sup>146</sup>

317. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a noté à cet égard que la méthode choisie par les Membres concernés pour mettre en œuvre les dispositions de l'article 2:18 pendant l'étape 1 a prédéterminé l'incidence possible de la mise en œuvre de ces dispositions pendant l'étape 2. Bien que, contrairement à ce qui s'est passé pendant la première étape, la méthode employée pendant la deuxième étape par les trois Membres concernés ait été la même (à savoir que le coefficient de croissance normalement applicable pour l'étape 3 (27 pour cent) a été appliqué au lieu du coefficient de 25 pour cent prévu à l'article 2:14 a)), le résultat a été différent dans le cas des Communautés européennes, d'une part, et dans le cas du Canada et des États-Unis, d'autre part. L'approche cumulative adoptée par les Communautés européennes pendant l'étape 1 – selon laquelle l'application, avec une étape d'avance, du coefficient de croissance englobait les coefficients applicables pendant la première et la deuxième étape – s'est traduite aussi par une croissance supérieure pendant l'étape 2, par rapport à l'application des coefficients avec une étape d'avance, prévue à l'article 2:18, telle qu'elle a été mise en œuvre par le Canada et les États-Unis. Il est également intéressant de noter que, d'après les modalités de la mise en œuvre pendant la première étape, aucun Membre n'a utilisé la possibilité de convenir de modifications équivalentes au sujet d'un dosage différent des niveaux de base, des coefficients de croissance et des dispositions relatives à la flexibilité.<sup>147</sup>

ii) *Mise en œuvre pendant l'étape 3*

318. Comme cela est indiqué dans la deuxième partie du présent rapport<sup>148</sup>, l'OSpT a noté en novembre 2001, sur la base des communications reçues, que le Canada, les Communautés

---

<sup>144</sup> *Idem*, paragraphe 287.

<sup>145</sup> G/L/459, paragraphe 288.

<sup>146</sup> *Idem*, paragraphe 289.

<sup>147</sup> Voir G/L/459, paragraphe 337.

<sup>148</sup> Voir le paragraphe 21 ci-dessus.

européennes et les États-Unis majoreraient de 27 pour cent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance annuels appliqués pendant l'étape 2 pour les Membres de l'OMC visés par les dispositions de l'article 2:18, dans leurs régimes respectifs. Ultérieurement, le seul fait nouveau à cet égard porté à l'attention de l'OSpT a été la mise en œuvre par le Canada, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, des améliorations apportées à son système de préférences pour les pays les moins avancés<sup>149</sup>, prévoyant, entre autres, un accès sans contingents pour tous les produits visés par l'ATV. Comme l'OSpT l'a déjà indiqué, deux Membres de l'OMC, à savoir le Bangladesh et le Lesotho, ont pu bénéficier, dans le cadre de cette mesure, de la suppression des restrictions maintenues au titre de l'article 2:1.

319. En outre, comme les Communautés européennes ont continué de suspendre l'application, pendant l'étape 3, des restrictions notifiées concernant les importations en provenance de Sri Lanka<sup>150</sup>, l'application des dispositions de l'article 2:18 par les CE a affecté, dans la pratique, un seul Membre (le Pérou).

*iii) Décision pertinente de la Conférence ministérielle de Doha et suite donnée à cette décision*

320. Dans la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, adoptée le 14 novembre 2001, les Ministres ont demandé au Conseil du commerce des marchandises d'examiner, entre autres, la proposition ci-après: "[...] que lorsqu'ils calculeront les niveaux des contingents ouverts aux petits fournisseurs pour les dernières années de l'Accord, les Membres appliqueront la méthodologie la plus favorable disponible en ce qui concerne ces Membres au titre des dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance dès le début de la période de mise en œuvre; accorderont le même traitement aux pays les moins avancés; et, lorsque cela est possible, élimineront les restrictions contingentaires à l'importation pour ce qui est de ces Membres."<sup>151</sup> Le Conseil du commerce des marchandises a été invité, dans cette décision, à formuler des recommandations (également sur ce point) au Conseil général d'ici au 31 juillet 2002 en vue d'une action appropriée.<sup>152</sup>

321. Bien que la suite donnée à cette décision soit décrite succinctement dans une autre section du présent rapport<sup>153</sup>, il convient de noter que le Conseil du commerce des marchandises n'a pas été en mesure de formuler des recommandations au Conseil général sur cette question. En conséquence, les dispositions de l'article 2:18 ont été mises en œuvre pendant l'étape 3 de la manière indiquée ci-dessus aux paragraphes 318 et 319.

**3. Introduction de nouvelles restrictions pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. Respect des dispositions de l'article 2:4**

322. L'article 2:4 dispose que "[l]es restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 [de l'article 2] seront réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre appliquées par les Membres respectifs le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Aucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994 [note de bas de page omise] ...".

---

<sup>149</sup> Voir les paragraphes 182 et 183 ci-dessus.

<sup>150</sup> Voir le paragraphe 195 ci-dessus.

<sup>151</sup> Voir WT/MIN(01)/17.

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> Voir les paragraphes 586, 587 et 595 ci-dessous.

323. Le deuxième rapport général de l'OSpT donnait un aperçu des cas dans lesquels, pendant la mise en œuvre de l'étape 2 du processus d'intégration, l'Organe de règlement des différends a établi l'incompatibilité des mesures en question avec, entre autres, les dispositions de l'article 2:4, ou dans lesquels certains Membres concernés ont allégué la violation de ces dispositions.<sup>154</sup> Dans le contexte de la mise en œuvre de l'ATV pendant l'étape 3, il importe de noter que, bien que l'ORD ait constaté que l'imposition de restrictions quantitatives par la Turquie sur les importations de certains produits textiles et vêtements en provenance de l'Inde était incompatible, entre autres, avec les dispositions de l'article 2:4<sup>155</sup>, la Turquie a continué d'appliquer ces restrictions aux importations en provenance de plusieurs Membres (y compris l'Inde<sup>156</sup>) pendant l'étape 3 du processus d'intégration.

324. Pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, une question particulière, soulevée à l'ORD, pourrait aussi être pertinente dans le contexte du respect, entre autres, des dispositions de l'article 2:4. À la suite de l'élargissement des Communautés européennes le 1<sup>er</sup> mai 2004, alors qu'aucun des dix nouveaux États membres n'avait auparavant notifié de restrictions maintenues au titre de l'article 2, les Communautés européennes ont étendu l'application de leurs restrictions relevant de l'article 2:1 (et, le cas échéant, de l'article 3:1) aux importations des nouveaux États membres.

325. À ses réunions de mai et de juin 2004, l'OSpT a examiné une communication à ce sujet présentée par plusieurs de ses membres conformément au paragraphe 3 de ses procédures de travail<sup>157</sup>, qui lui demandaient d'examiner, au titre de l'article 2:21, l'"[i]ntroduction par l'Union européenne de restrictions contingentaires sur les marchés des dix nouveaux pays adhérents, Membres de l'OMC". Pour s'acquitter de ses fonctions conformément à l'article 2:21 et pour apporter une contribution utile à la préparation du présent rapport général, l'OSpT a demandé aux Communautés européennes de présenter toute notification en la matière et, le cas échéant, des renseignements au sujet des restrictions qu'elles avaient introduites le 1<sup>er</sup> mai 2004. Les Communautés européennes ont répondu ce qui suit: "Me référant à votre lettre (...) relative aux débats de l'OSpT à sa réunion des 17 et 18 mai au sujet de l'élargissement de l'UE à compter du 1<sup>er</sup> mai, je tiens à porter à votre connaissance ce qui suit:

- Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Union européenne compte dix nouveaux États membres. Le paragraphe 7 de l'article 6 de l'Acte d'adhésion dispose que les nouveaux États membres doivent appliquer la politique commerciale commune en matière de textiles et que les restrictions quantitatives existantes appliquées par la Communauté aux importations de produits textiles et de vêtements doivent être adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté. Ces restrictions quantitatives, déjà notifiées à l'OSpT, qui sont applicables aux importations dans la Communauté élargie de certains produits textiles originaires des pays tiers, ont donc été adaptées afin qu'elles s'appliquent de manière égale aux importations dans les dix nouveaux États membres, et le Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil relatif au régime commun applicable aux importations

---

<sup>154</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 312 à 318, et notes de bas de page y relatives.

<sup>155</sup> *Idem*, paragraphe 377.

<sup>156</sup> On peut supposer que cela était conforme aux conditions de la solution mutuellement satisfaisante convenue entre les deux Membres à propos de la mise en œuvre par la Turquie des conclusions et recommandations adoptées par l'ORD.

<sup>157</sup> Le paragraphe 3 des procédures de travail prévoit, entre autres, que "[t]out Membre de l'OMC et tout membre de l'OSpT auront la faculté de proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire jusqu'au jour, non compris, où l'avis annonçant la réunion devra paraître.



de certains produits textiles originaires des pays tiers a été modifié en conséquence. Le nouveau règlement du Conseil modifiant le Règlement (CEE) n° 3030/93 a été publié, en tant que Règlement du Conseil n° 487/04, dans le Journal officiel de l'Union européenne n° L79 du 17 mars 2004. [...]

- Il faut signaler que la Communauté ne considère pas que cette extension de l'application géographique des restrictions existantes constitue une nouvelle restriction au sens de l'article 2:4 de l'ATV. Cette extension était nécessaire pour mener à bien le processus d'élargissement tout en assurant le maintien et le bon fonctionnement du marché intérieur élargi de l'UE dans l'intérêt de tous les opérateurs économiques, y compris les exportateurs. L'option consistant à maintenir inchangé le régime d'importation dans les nouveaux États membres, sans autoriser la libre circulation à l'intérieur de la Communauté, n'a pas été considérée comme étant dans l'intérêt général des exportateurs, des opérateurs de la Communauté et des consommateurs. Globalement, l'incidence générale de l'élargissement doit être considérée à plus long terme et ne peut en tant que telle être jugée plus restrictive que la situation existant avant le 1<sup>er</sup> mai. La notification que la Communauté a présentée à l'OSpT le 17 mars concernant l'élimination des restrictions d'ici à la fin de 2004, conformément au calendrier prévu par l'ATV, reste valable pour la Communauté élargie à 25 membres.
- Lorsqu'elles ont adapté et augmenté les quantités pour passer de l'UE à 15 à l'UE à 25, les Communautés européennes ont employé une méthode qui tient compte des importations traditionnelles des nouveaux États membres, et qui utilise une formule consistant en la moyenne des importations originaires des pays tiers dans les dix nouveaux États membres au cours des trois dernières années, ajustée *pro rata temporis*."

326. Lorsqu'il a commencé à examiner cette question, l'OSpT a noté qu'elle avait déjà été portée devant d'autres organes de l'OMC et, que pour autant qu'il sache, aucun renseignement de fond ne leur avait été fourni par les Communautés européennes. Il a également noté que, dans leur réponse, les Communautés européennes ne faisaient référence à aucune autre notification ou communication qu'elles auraient pu adresser à d'autres organes de l'OMC à ce sujet et que l'OSpT lui-même n'avait pas eu connaissance d'une éventuelle notification ou communication. Il a été noté que l'examen pouvait être mené sans qu'un Membre de l'OMC en fasse la demande et que, par conséquent, il n'était pas justifié d'inviter les Membres en question à participer aux travaux. C'est pourquoi l'examen devait être essentiellement régi par les dispositions de la première phrase de l'article 2:21. L'OSpT était d'avis que la communication des Communautés européennes ne constituait pas, au sens formel, une notification faisant explicitement référence à une disposition applicable de l'ATV. On pouvait cependant noter que la communication évoquait "[l']extension de l'application géographique de restrictions existantes" qui avaient "déjà [été] notifiées à l'OSpT", et que l'ATV était le seul accord commercial multilatéral figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC qui était expressément mentionné dans la communication des CE. On pouvait en déduire que les CE estimaient que les restrictions en question relevaient des dispositions de l'ATV au titre desquelles elles avaient été notifiées précédemment et que les CE n'invoquaient aucune autre disposition de l'Accord sur l'OMC, y compris du GATT de 1994, comme justification possible de ces restrictions.

327. Rappelant le mandat qui lui était confié en vertu de l'article 2:21 et rappelant aussi que, en application de l'article 8:1, il devait examiner toutes les mesures prises en vertu de l'ATV et leur conformité avec celui-ci, l'OSpT a procédé à l'examen de chacun des principaux arguments et explications présentés par les Communautés européennes. L'OSpT a d'abord noté que les Communautés européennes estimaient, entre autres, que les mesures qu'elles avaient prises le 1<sup>er</sup> mai 2004 ne constituaient pas une nouvelle restriction au sens de l'article 2:4 de l'ATV mais qu'il

s'agissait simplement d'une extension de l'application géographique de restrictions existantes. Ces restrictions existantes avaient déjà été notifiées à l'OSpT et avaient été adaptées, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004, pour tenir compte de manière égale des importations des dix nouveaux États membres. L'OSpT a noté, à cet égard, que les Communautés européennes lui avaient notifié les "restrictions existantes" en application des dispositions de l'article 2:1. L'OSpT a noté que les Communautés européennes invoquaient essentiellement l'argument selon lequel, au niveau des CE, la totalité des restrictions appliquées concernaient les mêmes Membres de l'OMC et les mêmes produits que ceux qui avaient été notifiés précédemment. Sur cette base, les CE considéraient que "cette extension de l'application géographique de restrictions existantes" ne constituait pas "une nouvelle restriction au sens de l'article 2:4". Il a été noté, d'une part, que les termes de l'ATV n'interdisaient pas expressément d'apporter des modifications à l'application géographique de restrictions notifiées précédemment et que les CE avaient pu supposer que cette absence d'interdiction explicite pouvait être considérée comme une justification juridique des mesures en question. D'autre part, l'absence d'interdiction explicite ne donnait pas nécessairement le droit de prendre une mesure qui n'était pas expressément interdite. L'ATV (comme la plupart des accords commerciaux multilatéraux) énonce les règles et disciplines fondamentales à appliquer mais il ne traite pas de situations particulières, comme l'incidence de l'élargissement des Communautés européennes. L'OSpT a noté, à cet égard, que les restrictions en question, notifiées précédemment, étaient appliquées par les Communautés européennes composées de 15 États membres, alors que les dix nouveaux États membres n'appliquaient aucune restriction au titre de l'article 2:1. Vu sous cet angle, il ne faisait aucun doute que l'accès aux marchés des dix nouveaux États membres avait été soumis à des restrictions à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004, par suite de l'application des restrictions notifiées par les CE en 1995, qui concernaient à l'époque 15 États membres et non 25. Par conséquent, pour les dix nouveaux États membres, qui étaient également Membres de l'OMC avant l'élargissement des CE et qui avaient déjà contracté des obligations bien définies envers les autres Membres de l'OMC, entre autres au titre de l'ATV, la mesure prise par les CE revenait à introduire de nouvelles restrictions visant "des produits ou des Membres", au sens de l'article 2:4.

328. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT est revenu sur l'argument des CE selon lequel, au niveau des Communautés, les mesures prises ne pouvaient pas être considérées comme constituant de nouvelles restrictions au sens de l'article 2:4. Il a rappelé que cet article disposait, entre autres, que "les restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 [de l'article 2] seront réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre appliquées par les Membres respectifs le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Aucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994". En ce qui concernait l'application de cette disposition, l'OSpT a noté que, dans son rapport, le Groupe spécial *"Turquie – Restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements"* avait, entre autres, examiné la question de savoir comment interpréter l'interdiction d'introduire de nouvelles restrictions, énoncée à l'article 2:4. Le Groupe spécial avait indiqué, à cet égard, que: "[l']interdiction des "nouvelles restrictions" doit être interprétée compte tenu de la phrase précédente: "Les restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 seront réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre appliquées par les Membres respectifs le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC". Le sens ordinaire de ces mots montre que, selon la volonté des Membres de l'OMC, l'incidence des restrictions appliquées dans le cadre de l'ATV ne pouvait qu'être réduite au 1<sup>er</sup> janvier 1995. À notre avis, toute fiction juridique suivant laquelle une restriction existante pourrait simplement être renforcée et ne pas constituer une "nouvelle restriction" irait à l'encontre de l'objectif clairement exprimé de l'ATV, qui est de réduire l'importance de ces restrictions, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 (sauf dans les situations exceptionnelles mentionnées à l'article 2:4). Par conséquent, nous estimons que, compte non tenu de la possibilité des exceptions et justifications mentionnées à l'article 2:4 de l'ATV, tout renforcement d'une restriction quantitative compatible avec l'ATV et notifiée au titre de l'article 2:1 de cet accord constitue une "nouvelle"

restriction."<sup>158</sup> L'OSpT savait que l'analyse du Groupe spécial mentionnée ci-dessus ne pouvait pas s'appliquer, *mutatis mutandis*, au cas à l'étude. Il a cependant noté que cette analyse avait été faite en réponse à une allégation de la Turquie, selon laquelle les restrictions qu'elle appliquait n'étaient pas nouvelles puisque les Communautés européennes avaient mis en place des restrictions semblables au moment où elles avaient établi une union douanière avec la Turquie. Par conséquent, sans préjudice d'autres considérations juridiques éventuelles concernant les similitudes ou les différences entre l'affaire examinée par le Groupe spécial et l'affaire examinée par l'OSpT, cet aspect de l'analyse du Groupe spécial semblait pertinent pour l'examen en cours dans la mesure où sa contribution était utile pour mieux comprendre les droits et les obligations des Membres découlant des dispositions de l'article 2:4.

329. Compte tenu de ce qui précède, et rappelant que, d'après l'article 2:4, "[a]ucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994 [note de bas de page omise]", l'OSpT, tout en notant que les Communautés européennes considéraient qu'elles avaient agi en conformité avec leurs obligations au titre de l'ATV, était d'avis que l'extension de l'application géographique de restrictions existantes constituait une nouvelle restriction au sens de l'article 2:4. Cette nouvelle restriction n'avait donc aucune justification au regard de l'ATV.

330. En outre, l'OSpT a observé que les Communautés européennes lui avaient également notifié, dans le passé, des restrictions au titre de l'article 3:1 de l'ATV, et qu'elles prévoyaient l'élimination progressive de ces restrictions. D'après les renseignements fournis par les CE en réponse à la demande de l'OSpT, le champ d'application géographique de ces restrictions avait également été étendu aux dix nouveaux États membres. L'OSpT a noté, à cet égard, que l'article 3 ne prévoyait pas la possibilité d'introduire de nouvelles restrictions ou de modifier des restrictions existantes concernant les produits visés par l'ATV, sauf en application de dispositions pertinentes du GATT de 1994. Aux termes de l'article 3:3, les Membres doivent communiquer à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de telles mesures, dans un délai de 60 jours à compter de leur entrée en vigueur. L'OSpT n'a reçu aucune notification des Communautés européennes. Il était donc d'avis que les restrictions étendues aux dix nouveaux États membres n'avaient aucune justification au regard de l'ATV.

331. L'OSpT a, en outre, rappelé que, comme cela était indiqué dans la réponse des Communautés européennes, "l'Acte d'adhésion dispose que les [dix] nouveaux États membres doivent appliquer la politique commerciale commune en matière de textiles". Cela signifiait que les nouveaux États membres devaient reprendre le régime commercial des Communautés européennes dans ce domaine. De l'avis de l'OSpT, cela pouvait soulever des questions connexes dans le contexte de la mise en œuvre de l'ATV, notamment en ce qui concernait la mise en œuvre des programmes d'intégration conformément à l'Accord.

332. Les Communautés européennes ont indiqué aussi que "[c]ette extension était nécessaire pour mener à bien le processus d'élargissement tout en assurant le maintien et le bon fonctionnement du marché intérieur élargi de l'UE dans l'intérêt de tous les opérateurs économiques, y compris les exportateurs. L'option consistant à maintenir inchangé le régime d'importation dans les nouveaux États membres, sans autoriser la libre circulation à l'intérieur de la Communauté, n'a pas été considérée comme étant dans l'intérêt général des exportateurs, des opérateurs de la Communauté et des consommateurs". L'OSpT a noté que les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissaient qu'elles auraient pu recourir à des options autres que l'extension de "l'application géographique de restrictions existantes". Il a souligné, à cet égard, qu'on aurait pu atteindre pratiquement le même objectif au moyen de mesures autres que l'imposition de restrictions quantitatives. L'OSpT a noté en

---

<sup>158</sup> Voir le document WT/DS34/R, paragraphe 9.71.

outre que l'élargissement n'avait eu lieu que huit mois avant l'élimination totale de toutes les restrictions contingentaires découlant de l'intégration complète du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, et que les Communautés européennes avaient confirmé, dans leur communication, que la notification à l'OSpT, datée du 17 mars 2004, concernant l'élimination des restrictions d'ici à la fin de 2004, conformément au calendrier prévu par l'ATV, restait valable pour la Communauté élargie à 25 membres. L'OSpT a relevé, en outre, que les Communautés européennes avaient déclaré que "[l]orsqu'elles ont adapté et augmenté les quantités pour passer de l'UE à 15 à l'UE à 25, [elles] ont employé une méthode qui tient compte des importations traditionnelles des nouveaux États membres, et qui utilise une formule consistant en la moyenne des importations originaires des pays tiers dans les dix nouveaux États membres au cours des trois dernières années, ajustée *pro rata temporis*". Sans préjuger des conclusions reprises ci-dessus aux paragraphes 329 et 330, l'OSpT a noté, à cet égard, qu'en agissant ainsi, les Communautés européennes ne semblaient pas avoir tenu compte des dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance pour calculer l'augmentation du niveau des diverses restrictions quantitatives.

333. Les Communautés européennes ont également avancé l'argument selon lequel, globalement, l'incidence générale de l'élargissement devait être considérée à plus long terme et ne pouvait en tant que telle être jugée plus restrictive qu'elle ne l'était avant le 1<sup>er</sup> mai 2004. L'OSpT a rappelé, à cet égard que, conformément à l'article 8:1, il avait pour mandat de superviser la mise en œuvre de l'ATV, d'examiner toutes les mesures prises en vertu de l'Accord et leur conformité avec celui-ci, et de prendre les mesures qui lui incombent expressément en vertu de l'Accord. Il ne pouvait donc pas prendre en considération l'incidence éventuelle – prétendument positive – de mesures prises au titre de l'ATV, en dehors du cadre de l'Accord et au-delà de sa durée. À cet égard, l'OSpT a noté que, au regard de l'ATV, l'extension de l'application géographique de restrictions existantes à des Membres qui, jusque-là, n'appliquaient pas de restrictions contribuait à créer une situation plus restrictive qu'avant le 1<sup>er</sup> mai 2004.

334. Compte tenu de toutes les raisons exposées ci-dessus aux paragraphes 326 à 333, l'OSpT a conclu que la mesure des Communautés européennes n'avait aucune justification au regard des dispositions de l'ATV.

#### **4. Autres dispositions de l'article 2**

##### **a) Observations portées à l'attention de l'OSpT conformément à l'article 2:2**

335. D'après l'article 2:2, "... [t]out Membre a la faculté de porter à l'attention de l'OSpT, dans un délai de 60 jours à compter de la distribution des notifications [présentées conformément à l'article 2:1], toutes observations qu'il juge appropriées au sujet desdites notifications. Ces observations seront distribuées aux autres Membres pour information. L'OSpT pourra, selon qu'il sera approprié, adresser des recommandations aux Membres concernés." Comme l'indique aussi le délai prévu de 60 jours, cette disposition était particulièrement pertinente au début de la période de mise en œuvre de l'ATV, pendant laquelle la plupart des notifications au titre de l'article 2:1 ont été présentées. Néanmoins, du fait de l'accession de nouveaux Membres, l'OSpT a reçu un certain nombre d'observations au titre de l'article 2:2, également pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. Toutes ces observations sont mentionnées dans la présente section du rapport dans le contexte de l'examen par l'OSpT des notifications qui lui ont été adressées au titre de l'article 2:1, et l'OSpT en a tenu pleinement compte dans l'examen des notifications présentées au titre de l'article 2:21. Par ailleurs, dans un cas particulier, l'OSpT a formulé une recommandation formelle en se référant, entre autres, à l'article 2:2.<sup>159</sup>

---

<sup>159</sup> Voir le paragraphe 220 ci-dessus.

- b) Dispositions visant à aligner la période d'application des restrictions sur l'année d'application de l'Accord (article 2:3) et traitement des mesures prises au titre de l'article 3 de l'AMF (article 2:5)

336. L'article 2:3 et 2:5 était destiné à assurer la transition entre l'ancien régime de l'AMF et l'entrée en vigueur de l'ATV. L'article 2:3 permet d'aligner toute période de 12 mois prévue pour l'application de restrictions sur l'année civile correspondant à l'année d'application de l'ATV. Les Membres pouvaient s'entendre sur un niveau théorique pour la période de 12 mois s'achevant le 31 décembre 1994. Bien qu'aucune notification n'ait été présentée au titre de cette disposition pendant la première phase du processus d'intégration, l'OSpT croyait savoir que, dans certains cas, des ajustements avaient été effectués et pris en compte dans les notifications des niveaux de limitation au titre de l'article 2:1. Ces notifications ont été présentées au début de la période de mise en œuvre de l'ATV. Aucune notification n'a été présentée au titre de l'article 2:3 pendant l'étape 3.

337. L'article 2:5 définit le traitement applicable aux mesures prises au titre de l'article 3 de l'AMF avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, stipulant que celles-ci pouvaient rester en vigueur pendant une durée maximale de 12 mois, si leur conformité avait été examinée soit par l'Organe de surveillance des textiles avant le 31 décembre 1994, soit par l'OSpT après cette date, et ce, conformément aux règles de l'AMF. Ce paragraphe traite aussi du règlement des différends relatifs à des accords conclus au titre de l'article 4 de l'AMF avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995; il dispose que ces différends pourraient être examinés, après cette date, par l'OSpT, conformément aux règles de l'AMF. Aucune notification n'a été présentée au titre de ces dispositions pendant la première étape de la mise en œuvre. Il n'y en a pas eu non plus pendant l'étape 2 ou l'étape 3, d'autant que l'article 2:5 était une disposition transitoire qui ne pouvait être invoquée que pendant une période relativement limitée, après quoi elle devenait *de facto* inapplicable.

- c) Mesures de sauvegarde prises au titre de l'article XIX du GATT de 1994, au regard de l'article 2:19 et 2:20 de l'ATV

338. L'article 2:19 et 2:20 a trait aux mesures de sauvegarde appliquées au titre de l'article XIX du GATT de 1994 pendant la durée de l'ATV, et cela, pendant une période d'un an suivant immédiatement l'intégration du produit en question, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ATV. L'article 2:20 énonce les dispositions pouvant être appliquées si la mesure de sauvegarde prise au titre de l'article XIX du GATT est appliquée par des moyens non tarifaires. À la connaissance de l'OSpT, aucune mesure de sauvegarde n'a été prise, pendant l'étape 3, qui relèverait des dispositions de l'article 2:19 et 2:20.

## **5. Examen par l'OSpT de la mise en œuvre de l'article 2 conformément à l'article 2:21**

339. L'article 2:21 dispose que l'OSpT suivra la mise en œuvre de l'article 2. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, l'OSpT a examiné les notifications présentées par des Membres au titre de l'article 2:1, 2:2, 2:6 et 2:7 b), 2:8 a) et 2:11, 2:8 b) et 2:11, 2:8 c) et 2:11, 2:15 et 2:17. Tous ces examens font l'objet d'un compte rendu détaillé dans la présente section du rapport. C'est aussi en application, entre autres, de cette disposition que l'OSpT a demandé aux Membres concernés des éclaircissements sur différents aspects de leurs notifications et, au besoin, les a priés instamment de répondre aux questions posées. C'est encore en vertu de cette disposition que l'OSpT a rappelé aux Membres leurs obligations en matière de notification concernant les programmes d'intégration pour l'étape finale.

340. L'OSpT a reçu une communication présentée par plusieurs de ses membres, conformément au paragraphe 3 de ses procédures de travail, dans laquelle il lui était demandé d'examiner, au titre de l'article 2:21, l'[[i]ntroduction par l'Union européenne de restrictions contingentaires sur les marchés

des dix nouveaux pays adhérents, Membres de l'OMC". Il a examiné cette question à ses réunions de mai et de juin 2004.<sup>160</sup>

341. Par ailleurs, conformément à l'article 2:21, l'OSpT, "[à] la demande de tout Membre, [...] examinera toute question particulière en rapport avec la mise en œuvre des dispositions [de l'article 2]". Dans ces cas, l'OSpT "adressera des recommandations ou constatations appropriées dans les 30 jours au ou aux Membres concernés, après les avoir invités à participer à ses travaux". Pendant l'étape 3, l'OSpT n'a reçu aucune demande de ce type d'un Membre de l'OMC au titre de l'article 2:21.

## **6. Vues, observations et évaluations des Membres de l'OMC communiquées en réponse à la demande générale de renseignements de l'OSpT**

### **a) Membres du BITV**

342. Dans leur communication en réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, les membres du BITV ont soulevé un certain nombre de questions qui concernent (également) la mise en œuvre des dispositions de l'article 2. Ces questions portaient sur les points suivants:

- rythme du retrait progressif des restrictions quantitatives, élément essentiel pour évaluer la mise en œuvre globale du processus d'intégration dans le cadre de l'ATV;
- élimination des restrictions appliquées aux pays non Membres de l'OMC et maintien des restrictions appliquées aux importations des mêmes produits provenant de Membres de l'OMC;
- traitement accordé à certaines catégories de fournisseurs tels que, entre autres, les petits fournisseurs et les pays les moins avancés Membres;
- dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17;
- extension aux marchés des nouveaux États membres des restrictions appliquées par les Communautés européennes;
- utilisation anticipée des contingents en 2004.

343. Les trois premières questions susmentionnées ainsi que les détails des points soulevés par les membres du BITV sont examinés dans d'autres sections du présent rapport.<sup>161</sup>

344. En ce qui concerne les dispositions administratives, les membres du BITV ont déclaré ce qui suit:

"Les trois principaux pays appliquant des restrictions ont récemment notifié leurs programmes d'intégration finals à l'OSpT. Dans ces notifications, ils indiquent que, en intégrant les produits restants visés par l'ATV, ils élimineront aussi toutes les restrictions contingentaires restantes. Cependant, on notera que ces notifications ne disent rien au sujet des dispositions et

---

<sup>160</sup> On trouvera un compte rendu détaillé de l'examen de ces communications par l'OSpT aux paragraphes 325 à 334 du présent rapport.

<sup>161</sup> Voir en particulier les paragraphes 630 et 631, 580 et 517.

procédures administratives qui ont été mises en place aux fins de la mise en œuvre et de l'administration des restrictions contingentaires.

Toutefois, nous notons que l'OSpT a apporté les éclaircissements suivants lorsqu'il a examiné ces notifications:

"... [L'OSpT] a également rappelé que les restrictions quantitatives maintenues au titre de l'article 2 de l'ATV étaient mises en œuvre dans le cadre de procédures additionnelles telles que les dispositions administratives convenues entre les Membres et notifiées au titre de l'article 2:17. L'OSpT a rappelé que ces dispositions administratives ne pourraient être jugées nécessaires qu'en rapport avec la mise en œuvre des restrictions appliquées au titre de l'ATV. Par conséquent, avec l'élimination de toutes les restrictions quantitatives appliquées au titre de l'ATV, toutes les procédures et mesures administratives connexes, y compris celles qui sont prévues dans les dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17, seront du même coup abrogées." (G/TMB/R/106, paragraphe 13, et G/TMB/R/107, paragraphe 7)

Il est suggéré que l'OSpT réitère ses constatations concernant les dispositions administratives dans son rapport au Conseil du commerce des marchandises."

345. À propos de l'extension des restrictions contingentaires des CE aux marchés des nouveaux États membres, les membres du BITV ont fait les observations suivantes dans leur communication:

"L'UE s'est élargie à dix nouveaux États membres (Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovaquie) en mai 2004. Conformément au Règlement (CE) n° 487/2004 du 11 mars 2004, les CE ont annoncé qu'elles étendaient l'application de leurs contingents concernant les textiles et les vêtements à ces nouveaux États membres, et ont déterminé unilatéralement les niveaux de ces limites contingentaires.

Nous notons qu'il s'agit là de nouvelles restrictions car elles n'ont été notifiées ni par les CE ni par aucun des nouveaux États membres conformément à l'article 2:1 de l'ATV.

On considère que l'imposition de ces nouveaux contingents n'est pas compatible avec l'article 2:4 de l'ATV, qui dispose qu'"[a]ucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions [de l'ATV] ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994".

À cet égard, l'OSpT se rappellera peut-être que le Groupe spécial chargé du règlement d'un différend et l'Organe d'appel ont constaté que des restrictions similaires imposées par la Turquie à la suite de l'entrée en vigueur de son union douanière avec les CE étaient contraires à l'article 2:4 de l'ATV et qu'ils ont déterminé qu'elles n'étaient pas non plus justifiées par référence à l'article XXIV du GATT. La constatation ci-après du Groupe spécial mérite particulièrement d'être notée:

"L'interdiction des "nouvelles restrictions" doit être interprétée compte tenu de la phrase précédente [de l'article 2:4 de l'ATV]: "Les restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 seront réputées constituer la *totalité des restrictions de ce genre* appliquées par les Membres respectifs le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC." Le sens ordinaire de ces mots montre que, selon la volonté des Membres de l'OMC, l'incidence des restrictions appliquées dans le cadre de l'ATV ne pouvait qu'être réduite au

1<sup>er</sup> janvier 1995. À notre avis, toute fiction juridique suivant laquelle une restriction existante pourrait simplement être renforcée et ne pas constituer une "nouvelle restriction" irait à l'encontre de l'objectif clairement exprimé de l'ATV, qui est de réduire l'importance de ces restrictions, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 (...). Par conséquent, nous estimons que, compte non tenu de la possibilité des exceptions et justifications mentionnées à l'article 2:4 de l'ATV, tout renforcement d'une restriction quantitative compatible avec l'ATV et notifiée au titre de l'article 2:1 de cet accord constitue une "nouvelle" restriction.

Le 28 février 1995 (par conséquent dans le délai de 60 jours prévu à l'article 2:1 de l'ATV), les Communautés européennes ont notifié leurs restrictions maintenues antérieurement dans le cadre de l'AMF. Cette notification indiquait les restrictions applicables au territoire communautaire uniquement. Après le délai de 60 jours (indiqué à l'article 2 de l'ATV), il est interdit aux Communautés de notifier toutes nouvelles restrictions ou modifications à des restrictions existantes et notifiées, sauf celles qui ont été adoptées conformément à l'ATV ou à d'autres dispositions du GATT de 1994. Hormis ces cas spéciaux, les Communautés ne sont en droit de notifier aucun renforcement de leurs restrictions issues de l'AMF ..."

L'OSpT souhaitera peut-être formuler des observations sur l'introduction des restrictions des CE en question et leur incidence sur l'équilibre des droits et obligations résultant de l'ATV."

346. Enfin, en ce qui concerne l'utilisation anticipée des contingents en 2004, les membres du BITV ont déclaré ce qui suit:

"L'objectif fondamental de l'ATV (et de l'Accord sur l'OMC, dont l'ATV fait partie intégrante) est d'accroître les possibilités d'accès aux marchés. Cependant, les Membres appliquant des restrictions refusent le recours à l'utilisation anticipée en 2004. C'est pourquoi des possibilités d'accès représentant de 5 à 6 pour cent sont actuellement réduites.

L'OSpT souhaitera peut-être évoquer cette question dans son rapport, y compris en faisant référence à l'article 1:5 de l'ATV, qui dispose que les Membres doivent permettre un ajustement continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur leurs marchés."

b) Canada

347. La communication présentée par le Canada en réponse à la demande générale de renseignements adressée par l'OSpT contenait des éléments qui concernent (aussi) la mise en œuvre de l'article 2. Ces éléments portent sur des questions telles que le "calendrier de la libéralisation", l'amélioration de l'accès des importations en provenance des pays les moins avancés et l'effet de l'application des dispositions relatives aux petits fournisseurs. Ces questions sont traitées dans d'autres sections du rapport.<sup>162</sup>

348. De plus, sous le titre "Majoration accélérée des coefficients de croissance des contingents", la communication du Canada indiquait ce qui suit:

"D'après le Ministère de l'industrie du Canada, la croissance du marché intérieur canadien des vêtements a été de 1,5 pour cent par an au cours des cinq dernières années. Par comparaison,

---

<sup>162</sup> Voir, en particulier, les paragraphes 632 et 518.



à quelques très rares exceptions près, le coefficient de croissance moyen des contingents pour les vêtements importés au Canada est supérieur à 8 pour cent par an.

Les importations ont augmenté sensiblement aussi parce que, conformément aux dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance, les contingents annuels augmentent désormais très rapidement. S'agissant des principaux fournisseurs, l'Inde, par exemple, bénéficie d'un coefficient de croissance composite annuel de près de 11,5 pour cent, et les coefficients de croissance pour le Pakistan augmentent de 11,5 à 14,7 pour cent par an."

349. Dans la même communication, le Canada soulignait qu'il "n'[avait] pas demandé à engager des consultations au titre des dispositions de l'article 6 relatives aux mesures de sauvegarde spéciales, ce qui garanti[ssai]t en soi des progrès significatifs vers la pleine intégration des textiles et des vêtements conformément à l'ATV".

350. Au sujet des dispositions administratives prises par le Canada en vertu de l'article 2:17, le Canada a aussi déclaré qu'elles "serv[ai]ent à appliquer les dispositions de l'ATV et prendr[ai]ent fin en même temps que l'ATV, le 31 décembre 2004".

c) Communautés européennes

351. La communication présentée par les Communautés européennes en réponse à la demande de renseignements, d'éclaircissements ou d'observations adressée aux Membres par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport abordait un certain nombre de points concernant, entre autres, la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, à savoir:

- la mise en œuvre des programmes d'intégration;
- l'élimination des contingents appliqués aux pays non Membres de l'OMC;
- les possibilités d'utilisation anticipée en 2004;
- les dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17.

352. Les deux premiers points sont traités dans une autre section du présent rapport.<sup>163</sup>

353. En ce qui concerne l'absence de possibilités d'utilisation anticipée en 2004, les Communautés européennes ont déclaré ce qui suit:

- "Plusieurs fois, la dernière étant la réunion tenue par le Conseil général de l'OMC en juillet de l'année dernière, la question des possibilités d'utilisation anticipée en 2004 a fait l'objet d'un examen ou d'une discussion sans aboutir à aucune conclusion. La Communauté reste d'avis que ces possibilités ne sont pas prévues par les dispositions de l'ATV. D'autre part, la dernière année de l'application des restrictions doit être suivie d'une libéralisation à l'expiration de l'ATV, comme la Communauté l'a déjà notifié à l'OSpT le 17 mars dernier."

---

<sup>163</sup> Voir, en particulier, les paragraphes 633 et 581.

354. Au sujet des dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17, les Communautés européennes ont déclaré ce qui suit:

- "En ce qui concerne les dispositions et procédures administratives en matière de gestion des restrictions, l'attention devrait être appelée sur le fait que, s'agissant du respect des restrictions annuelles, c'est la date de l'expédition, et non celle de l'importation, qui est le facteur déterminant pour l'imputation sur les contingents. Par conséquent, les marchandises expédiées avant la fin de 2004 mais arrivant au début de 2005 devront être imputées sur le contingent de 2004."

d) États-Unis

355. La communication présentée par les États-Unis en réponse à la demande de renseignements, d'éclaircissements ou d'observations adressée aux Membres par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport général abordait un certain nombre de points concernant, entre autres, la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, à savoir:

- le respect du programme d'intégration prévu à l'article 2;
- le traitement accordé à certaines catégories de fournisseurs tels que les petits fournisseurs, les pays les moins avancés, les pays exportateurs producteurs de coton;
- l'absence de possibilités d'utilisation anticipée en 2004;
- les dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17.

356. Les deux premiers points sont traités dans une autre section du présent rapport.<sup>164</sup>

357. En ce qui concerne le sort des dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17, après la date d'expiration de l'ATV, les États-Unis ont déclaré ce qui suit:

"L'article 2:17 de l'ATV et les autres dispositions de cet accord seront abrogés au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Ce paragraphe ne justifie donc aucune restriction commerciale incompatible avec les Accords de l'OMC, y compris le GATT de 1994, après cette date. Toutefois, dans la mesure où les dispositions administratives convenues sont compatibles avec les autres obligations découlant des Accords de l'OMC, y compris le GATT de 1994, les États-Unis n'estiment pas que l'abrogation de l'ATV exige l'annulation de ces dispositions. L'ATV ne prescrit aucunement aux Membres de supprimer des mesures qui sont compatibles avec les Accords de l'OMC."

358. Au sujet de l'absence de possibilités d'utilisation anticipée en 2004, les États-Unis ont déclaré:

"L'utilisation anticipée, qui consiste à emprunter des contingents de l'année suivante pour les utiliser pendant l'année en cours, est manifestement impossible pendant la dernière année d'application de l'Accord. Les pays ayant choisi d'emprunter des contingents futurs ont tous reconnu que cette possibilité cessait finalement pendant la dernière année et qu'ils avaient déjà obtenu des avantages en matière d'accès grâce à leur emprunt initial. La plupart de nos accords bilatéraux indiquent expressément qu'il n'y a pas d'utilisation anticipée la dernière année, de même qu'il n'y a pas de report la première année."

---

<sup>164</sup> Voir, en particulier, les paragraphes 634 et 519.

## **7. Autres commentaires et observations de l'OSpT**

359. Comme cela est indiqué dans l'aperçu général figurant dans cette section du rapport, par suite de l'accession à l'OMC de nouveaux Membres, l'OSpT a dû examiner, pendant la troisième étape du processus d'intégration, conformément à l'article 2:21, plusieurs nouvelles notifications présentées au titre de l'article 2:1 et des dispositions respectives des instruments juridiques d'accession concernés. La plupart de ces notifications étaient d'une grande complexité technique et manquaient souvent de clarté ou de précision sur des points importants. Leur examen a donc demandé beaucoup de temps, en particulier pour les éléments sur lesquels il a fallu obtenir des éclaircissements. L'OSpT a fait de son mieux pour établir les faits et étudier toutes les questions connexes, conformément aux prescriptions de l'article 2:21. Il convient aussi de rappeler à cet égard que, pour l'examen de ces notifications, il a été tenu pleinement compte des observations s'y rapportant, communiquées conformément aux dispositions de l'article 2:2.

360. À la suite de l'accession des nouveaux Membres, vers la fin de l'étape 2 du processus d'intégration et au début de la mise en œuvre de l'étape 3, le nombre total de restrictions reprises dans le régime de l'ATV et encore maintenues à ce titre a augmenté très sensiblement, car les restrictions appliquées aux importations en provenance de ces nouveaux Membres de produits non encore intégrés étaient régies par les dispositions de l'ATV à partir de la date de leur accession. De ce fait, et en raison du choix des produits retenus pour l'intégration, malgré l'exécution des programmes d'intégration pour les étapes 1 à 3, le nombre total de restrictions spécifiques maintenues à présent par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis est supérieur au nombre des restrictions qu'ils appliquaient dans le cadre de l'ATV pendant l'étape 1 du processus d'intégration.

361. Exception faite de l'application aux marchés des dix nouveaux États membres à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 des restrictions maintenues par les Communautés européennes, aucune autre question pouvant avoir un rapport avec la mise en œuvre par les Membres des dispositions de l'article 2:4 n'a été soumise à l'OSpT ou portée à son attention pendant l'étape 3. Prenant note des préoccupations exprimées par les membres du BITV selon lesquels "l'imposition de ces nouveaux contingents n'est pas compatible avec l'article 2:4 de l'ATV [...]", l'OSpT note également, non sans inquiétude, que les Communautés européennes n'ont pas jugé bon de fournir des renseignements ou des communications au sujet de cette mesure avant sa mise en œuvre, en dépit du fait que plusieurs Membres exportateurs avaient soulevé la question longtemps auparavant devant un organe de l'OMC de plus haut niveau.

362. L'OSpT note aussi, à cet égard, que l'examen de cette question, auquel il a procédé à la demande de plusieurs de ses membres, a amené les Communautés européennes à fournir des renseignements sur les mesures qu'elles avaient prises, y compris sur le règlement pertinent du Conseil. Notant que cela ne remplace pas la notification adéquate des mesures en question par les Communautés européennes, l'OSpT observe cependant que les renseignements reçus lui ont permis de mieux comprendre cette question, et, sur cette base, de se prononcer sur la justification (ou l'absence de justification) des mesures en question au regard des dispositions de l'ATV.<sup>165</sup>

363. L'OSpT tient à rappeler que les dispositions applicables des instruments juridiques d'accession à l'OMC ne donnent pas d'indication claire sur la méthode à appliquer pour mettre en œuvre les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance (article 2:13 et 2:14) par rapport au niveau des restrictions appliquées aux importations en provenance des Membres ayant accédé récemment. L'OSpT estime avoir consacré le temps et les efforts nécessaires à l'examen de tous les aspects de cette question et il pense qu'il est allé aussi loin que possible dans cet examen. En l'absence d'indications claires des Membres, il a procédé de manière prudente et raisonnable pour

---

<sup>165</sup> Voir, ci-dessus, les paragraphes 325 à 334 concernant l'examen détaillé de cette question par l'OSpT.

déterminer quelles étaient les prescriptions minimales qui auraient dû être respectées, en tout état de cause, par les Membres qui maintenaient des restrictions au titre de l'article 2:1. Il est regrettable que les États-Unis, même s'ils exercent les droits que leur confère l'ATV, n'aient pas jugé bon d'apporter à la méthode qu'ils appliquent les modifications préconisées à deux reprises par l'OSpT.

364. En ce qui concerne l'incidence de la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, l'OSpT rappelle que, pour la préparation de son deuxième rapport général, les membres du BITV avaient répondu à sa demande de renseignements et d'observations en faisant quelques commentaires sur l'application de ces dispositions de l'article 2.<sup>166</sup> Par ailleurs, le Canada avait déclaré: "Les importations ont augmenté sensiblement aussi parce que, conformément aux dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance, les contingents annuels augmentent désormais très rapidement." On remarquera que les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance figurant à l'article 2 avaient précisément pour but d'accélérer l'augmentation du niveau des restrictions restantes. Une référence générale à un coefficient de croissance annuel composite ne peut toutefois pas être considérée comme une indication parfaitement fiable car elle pourrait masquer des différences potentiellement importantes entre les coefficients de croissance appliqués aux plafonds spécifiques.

365. En ce qui concerne la question de l'utilisation anticipée pour 2004, l'OSpT note qu'un certain nombre de Membres exportateurs ont déjà exprimé des préoccupations à ce sujet au niveau du Conseil général, au milieu de l'année 2003. Exprimant de nouveau l'espoir que des solutions appropriées à ce problème, pouvant être acceptées par tous les Membres, seront trouvées et adoptées par le Conseil général dans un proche avenir, l'OSpT fait aussi observer qu'il a essayé, dans les paragraphes 257 à 260, de résumer les arguments juridiques et économiques qui pourraient être pertinents dans ce contexte. On peut également chercher des solutions appropriées pour éviter une réduction éventuelle des possibilités d'accès aux marchés en 2004 en s'appuyant sur un certain nombre de mécanismes différents utilisés seuls ou en combinaison.

366. Au sujet des dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17 et examinées par l'OSpT pendant l'étape 3 du processus d'intégration, il convient de noter que, plus particulièrement, celles qui ont été communiquées, respectivement, par les Communautés européennes et par les États-Unis, du fait qu'elles reprennent des dispositions d'accords bilatéraux antérieurs, ne sont pas faciles à comprendre à certains égards et donnent même parfois l'impression de ne pas être pleinement compatibles entre elles. L'OSpT estime qu'il était de la première importance d'examiner très attentivement ces dispositions pour s'assurer, avec un certain degré de sécurité juridique, que les dispositions administratives concernées seraient mises en œuvre d'une manière pleinement conforme aux dispositions pertinentes de l'ATV.

367. L'OSpT note la déclaration des membres du BITV selon laquelle les notifications du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis concernant la dernière étape de l'intégration qui sera mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 "[...] ne disent rien au sujet des dispositions et procédures administratives qui ont été mises en place aux fins de la mise en œuvre et de l'administration des restrictions contingentaires". Pour ce qui est de la suggestion que "l'OSpT réitère, dans son rapport, ses constatations concernant les dispositions administratives", on se reportera aux parties pertinentes du présent rapport.<sup>167</sup>

---

<sup>166</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 278.

<sup>167</sup> Voir, en particulier, le paragraphe 137.

368. L'OSpT prend note de la déclaration du Canada selon laquelle les dispositions administratives prises conformément à l'article 2:17 servaient à appliquer les dispositions de l'ATV et prendraient fin en même temps que l'ATV, le 31 décembre 2004.

369. En ce qui concerne les observations des Communautés européennes concernant les "dispositions et procédures administratives pour la gestion des restrictions", l'OSpT rappelle que, conformément aux dispositions de l'article 4:1, "[l]es restrictions visées à l'article 2, et celles qui sont appliquées en vertu de l'article 6, seront administrées par les Membres exportateurs. Les Membres importateurs ne seront pas tenus d'accepter les expéditions en dépassement des restrictions notifiées au titre de l'article 2 ou de celles qui sont appliquées conformément à l'article 6". Toutefois, l'OSpT rappelle également que toutes les restrictions visées par l'ATV devront avoir été abrogées le 1<sup>er</sup> janvier 2005, comme le prévoit clairement l'article 9.

370. En ce qui concerne la déclaration contenue dans la communication des États-Unis, l'OSpT est d'avis que l'article 2:17 ne justifie en soi aucune restriction au titre de l'ATV, mais vise plutôt à établir des dispositions appropriées pour l'application des restrictions notifiées conformément à l'article 2:1. À propos des observations faites au sujet de la période qui suivra l'abrogation de l'ATV, l'OSpT fait remarquer que toutes les dispositions de l'Accord expireront à la date d'expiration de l'Accord lui-même, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, et que les mesures notifiées conformément à ces dispositions devront cesser d'être appliquées sauf si elles sont justifiées en vertu d'autres dispositions applicables de l'Accord sur l'OMC, y compris le GATT de 1994.

**B. RESTRICTIONS AUTRES QUE CELLES QUI ONT ÉTÉ REPRISES DU RÉGIME ANTÉRIEUR DE L'AMF.  
QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3**

371. L'ATV contient des dispositions concernant toutes les restrictions concernant les importations des produits visés par l'Accord, définis dans son Annexe. Les restrictions reprises du régime antérieur de l'AMF (c'est-à-dire toutes les restrictions relevant de l'AMF ou les restrictions du même type) sont couvertes par les dispositions de l'article 2<sup>168</sup>, mais toutes les autres restrictions, justifiées ou non au regard du GATT de 1994, sont traitées à l'article 3. La note de bas de page relative à l'article 3:1 précise que "[l]e terme "restrictions" désigne toutes les restrictions quantitatives unilatérales, tous les arrangements bilatéraux et toutes les autres mesures ayant un effet similaire". Toutes ces restrictions devaient être notifiées à l'OSpT dans un délai donné ainsi que, chaque fois qu'il y avait lieu, les renseignements au sujet de leur justification au regard du GATT de 1994. Si elles sont justifiées, et tant qu'elles le sont, elles relèvent des dispositions applicables du GATT de 1994 et peuvent toujours être maintenues. Les restrictions qui ne sont pas justifiées au regard du GATT de 1994 doivent être soit mises en conformité avec celui-ci dans un délai d'un an soit être progressivement éliminées pendant la durée de l'ATV, conformément aux modalités définies à l'article 3. En outre, les Membres sont tenus de communiquer à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de toute nouvelle restriction ou de toute modification apportée à des restrictions existantes, prise en vertu d'une disposition du GATT de 1994.

**1. Restrictions notifiées au titre de l'article 3:1**

372. En vertu de l'article 3:1, toutes les restrictions touchant des produits textiles et des vêtements, autres que celles qui sont maintenues au titre de l'AMF et couvertes par les dispositions de l'article 2, qu'elles soient ou non compatibles avec le GATT de 1994, doivent être notifiées dans les 60 jours suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Chaque fois qu'il y a lieu, les notifications devaient donner des renseignements sur toute justification de ces restrictions au regard du GATT de 1994. Il ressort du délai spécifié à l'article 3:1 que la plupart de ces notifications ont été présentées

---

<sup>168</sup> Voir la section II, sous-section A de la Partie 3 du présent rapport.

pendant la première partie de la mise en œuvre de l'ATV et ont été examinées en détail dans le premier rapport général adopté par l'OSpT.<sup>169</sup> Les mesures notifiées sont également résumées dans le deuxième rapport, en même temps que les faits survenus pendant l'étape 2 du processus d'intégration.<sup>170</sup> Du fait de l'accession à l'OMC de nouveaux Membres pour lesquels l'Accord sur l'OMC est entré en vigueur le jour de leur accession, plusieurs nouvelles notifications ont aussi été reçues pendant l'étape 3.

- a) Restrictions notifiées aux étapes antérieures du processus d'intégration et encore en vigueur au début de l'étape 3

373. Outre les restrictions notifiées par le Japon et la Slovaquie, qui font l'objet d'un programme d'élimination progressive conformément aux dispositions de l'article 3:2 b)<sup>171</sup>, il semble que, parmi les autres restrictions notifiées au titre de l'article 3:1 au début de la mise en œuvre de l'ATV, celles notifiées par la Malaisie, Malte, le Mexique, le Maroc, le Pérou, la Thaïlande et le Venezuela étaient encore en vigueur au début de la mise en œuvre de l'étape 3 et il est très probable que ces restrictions sont restées en vigueur pendant cette période. Cette supposition repose sur le fait qu'aucun des Membres concernés n'a informé l'OSpT, conformément à l'article 3:3, de modifications apportées aux restrictions notifiées précédemment.

374. Compte tenu de ce qui précède, il semble que la Malaisie a continué d'appliquer une procédure de licence non automatique pour les sarongs en batik, qui, d'après la notification de 1995, était justifiée au regard de l'article XVIII:C du GATT et qui avait été notifiée au titre du GATT de 1947 en juillet 1984. Malte a indiqué, en 1995, qu'elle maintenait des restrictions quantitatives à l'importation de dentelles faites à la main, qui, selon sa notification, étaient justifiées au titre de l'article XX f) du GATT. L'OSpT n'a reçu aucune information permettant de savoir si Malte avait éliminé ces mesures ou non à la suite de son adhésion aux Communautés européennes. Le Mexique a indiqué dans sa notification, présentée en 1995, qu'il maintenait une interdiction d'importer des articles de friperie, cette mesure ayant "pour fondement et justification le Protocole d'accession du Mexique au GATT de 1947, lequel fait partie intégrante du GATT de 1994 conformément aux dispositions du paragraphe 1 b) ii) de l'Annexe 1A de l'Accord instituant l'OMC". Lorsqu'il a examiné cette notification pendant l'étape 1 du processus d'intégration, l'OSpT a demandé au Mexique des renseignements supplémentaires sur la disposition particulière du Protocole d'accession sur laquelle était fondée cette interdiction d'importer. N'ayant pas obtenu de renseignements supplémentaires du Mexique, malgré plusieurs rappels, l'OSpT a décidé de clore l'examen de cette notification, en notant que le Mexique n'avait pas fourni les renseignements supplémentaires qu'il lui avait demandés. Le Maroc, le Pérou et le Venezuela ont signalé, en 1995, qu'ils maintenaient des restrictions à l'importation d'articles de friperie en invoquant les dispositions de l'article XX b) du GATT. La Thaïlande a notifié en 1995 qu'elle maintenait un régime de licences d'importation non automatiques en vertu de l'article XVIII:C du GATT pour les fils de soie et les sacs de jute de toutes provenances. Pendant l'étape 1, l'OSpT a demandé à la Thaïlande de plus amples renseignements sur ce régime de licences non automatiques, souhaitant savoir notamment s'il avait fait l'objet d'une notification au GATT ou à l'OMC. N'ayant pas obtenu de renseignements supplémentaires, malgré plusieurs rappels, l'OSpT a décidé de clore l'examen de cette notification, en notant que la Thaïlande n'avait pas fourni les renseignements supplémentaires demandés.

---

<sup>169</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 228 à 236.

<sup>170</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 342 à 352.

<sup>171</sup> Voir les paragraphes 393 à 397.

- b) Nouvelles notifications présentées au titre de l'article 3:1 et examinées par l'OSpT pendant l'étape 3

375. La disposition pertinente du rapport du Groupe de travail sur l'accession de la Chine prévoit explicitement la possibilité pour les Membres de notifier certaines restrictions quantitatives qui "étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine à l'OMC [...] comme étant les niveaux de base aux fins de l'application de [...] l'article 3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements ("ATV")".<sup>172</sup> Trois de ces notifications concernant certaines importations en provenance de Chine ont été présentées au titre de l'article 3:1 par les Communautés européennes, la Turquie et le Japon. La Chine, par ailleurs, a présenté une notification au titre de l'article 3:1 concernant les restrictions qu'elle applique à l'exportation de certains produits. Le Brésil et la Pologne ont notifié certaines restrictions appliquées aux importations en provenance du Taipei chinois. Enfin, les restrictions notifiées précédemment par les Communautés européennes au titre de l'article 3:1 ont été affectées par leur élargissement.

i) *Notification des Communautés européennes*

376. À la suite de l'accession de la Chine, les Communautés européennes ont indiqué dans une notification que les restrictions notifiées au titre de l'article susmentionné de l'ATV étaient reprises de leur accord bilatéral antérieur avec la Chine et que ces restrictions étaient "maintenues au titre de l'Accord non-AMF" entre les parties. Cette notification indiquait que le jour précédant l'accession de la Chine à l'OMC, les Communautés européennes maintenaient au total 30 limitations spécifiques (dont 25 portant sur des catégories entières et cinq sur des parties de catégories) relevant de l'article 3:1. Comme toutes ces restrictions font l'objet d'un programme d'élimination progressive, les renseignements s'y rapportant sont donnés dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 3:2 b).<sup>173</sup>

377. Sur un autre point, lorsqu'il a examiné une communication présentée par plusieurs membres concernant l'"[i]ntroduction par l'Union européenne de restrictions contingentaires sur les marchés des dix nouveaux pays adhérents, Membres de l'OMC", l'OSpT a fait observer que, d'après les renseignements fournis par les CE en réponse à sa demande, le champ d'application géographique de ces restrictions, notifiées auparavant au titre de l'article 3:1, avait également été étendu pour inclure les dix nouveaux États membres. L'OSpT a noté, à cet égard, que l'article 3 ne prévoit pas la possibilité d'introduire de nouvelles restrictions ou de modifier des restrictions existantes concernant les produits visés par l'ATV, sauf en application des dispositions pertinentes du GATT de 1994. Conformément à l'article 3:3, les Membres doivent communiquer à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de telles mesures, dans un délai de 60 jours à compter de leur entrée en vigueur. L'OSpT n'a reçu aucune notification de la part des Communautés européennes. Il était donc d'avis que ces restrictions étendues aux dix nouveaux États membres n'avaient aucune justification au titre de l'ATV.<sup>174</sup>

ii) *Notification de la Turquie*

378. La Turquie a notifié, au titre de l'article 3:1, "les restrictions quantitatives appliquées [aux importations en provenance de Chine] qui n'étaient pas visées par l'Arrangement multifibres". Ultérieurement, la Turquie a précisé que sa notification indiquait "les restrictions reprises de l'accord bilatéral qu'elle avait conclu précédemment avec la Chine, maintenues au titre de l'Accord non-AMF"

---

<sup>172</sup> Voir le document WT/ACC/CHN/49, paragraphe 241.

<sup>173</sup> Voir le paragraphe 398 ci-après.

<sup>174</sup> Voir aussi le paragraphe 330.

entre les deux parties. Les restrictions notifiées correspondaient, en nombre, à celles notifiées par les Communautés européennes, et portaient sur les mêmes catégories ou parties de catégories de produits. En ce qui concerne le programme d'élimination progressive de ces restrictions, il faut se reporter aux renseignements donnés au sujet de la mise en œuvre de l'article 3:2 b).<sup>175</sup>

iii) *Notification du Japon*

379. Le Japon a présenté une notification au titre de l'article 3:1 indiquant qu'il maintenait des restrictions quantitatives (sous la forme d'un système d'approbation des importations) sur les importations de fils de soie et de tissus de soie en provenance de Chine. En réponse à la demande d'éclaircissements de l'OSpT, le Japon a expliqué dans une autre communication que, depuis 1976, le gouvernement japonais et le gouvernement chinois se concertaient chaque année pour déterminer le niveau des contingents de fils de soie et tissus de soie importés de Chine. Grâce à ces consultations, les deux Membres déterminaient les niveaux des contingents sur la base de ceux de l'exercice budgétaire précédent, en tenant compte de l'offre et la demande de produits en soie sur le marché japonais, et de la situation économique du Japon. Les niveaux de contingent étaient administrés par le Membre importateur sur la base d'un système d'approbation des importations conformément à la Loi japonaise sur le contrôle des changes et le commerce extérieur. Cette communication additionnelle du Japon contenait des renseignements sur les niveaux des limitations fixées pour l'exercice 2001. Le programme d'élimination progressive de ces restrictions est décrit en détail dans le cadre de l'analyse de la mise en œuvre de l'article 3:2 b).<sup>176</sup>

iv) *Notification du Brésil*

380. À la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC, l'OSpT a examiné une notification présentée par le Brésil au titre de l'article 3:1. D'après cette notification, le Brésil maintenait une restriction quantitative sur les importations de certaines étoffes de bonneterie artificielles en provenance du Taipei chinois. Le Brésil a indiqué que le programme d'élimination progressive de la restriction serait notifié à l'OSpT conformément aux modalités énoncées à l'article 3:2 b).<sup>177</sup>

v) *Notification de la Pologne*

381. La Pologne a également présenté une notification au titre de l'article 3:1, à la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC. D'après cette notification, la Pologne appliquait une mesure de sauvegarde aux importations de tissus de fibres synthétiques originaires du Taipei chinois. À la même époque, la Pologne avait informé l'OSpT que cette mesure serait supprimée le 15 septembre 2002.<sup>178</sup>

vi) *Notification de la Chine*

382. En février 2002, la Chine a présenté une notification au titre de l'article 3:1 qui indiquait qu'elle appliquait des restrictions quantitatives à l'exportation de fils de soie et de tissus de soie, et qui donnait des renseignements sur les niveaux des limitations définies pour l'année 2001. D'après cette notification, "[l]e programme d'élimination progressive des restrictions sera[it] communiqué à l'OSpT d'ici au 10 juin 2002".

---

<sup>175</sup> Voir le paragraphe 399.

<sup>176</sup> Voir les paragraphes 400 et 401.

<sup>177</sup> Voir le paragraphe 402.

<sup>178</sup> Voir le paragraphe 403.



383. Lorsqu'il a commencé l'examen de la notification de la Chine, l'OSpT a décidé de demander des précisions, entre autres, sur la question de savoir si ces restrictions s'appliquaient d'une manière générale ou à certains Membres de l'OMC et sur leur fonctionnement dans la pratique. Au sujet de la déclaration de la Chine selon laquelle "le programme d'élimination progressive des restrictions sera[it] communiqué à l'OSpT d'ici au 10 juin 2002", l'OSpT, se référant au paragraphe 1.3 de la Partie I du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC et à l'article 3:2 b) de l'ATV, a dit qu'il comptait que ce programme lui serait communiqué prochainement. De plus, il a fait observer que la Chine, bien qu'ayant notifié qu'elle souhaitait conserver le droit d'utiliser le mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la période transitoire prévue dans l'Accord, n'avait pas encore notifié les programmes d'intégration visés à l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b) de l'ATV au moment où elle avait présenté sa notification au titre de l'article 3:1. L'OSpT souhaitait donc avoir des précisions sur la mesure dans laquelle ces programmes d'intégration avaient éventuellement une incidence sur les restrictions à l'exportation notifiées par la Chine.

384. Dans sa réponse à l'OSpT, la Chine a précisé que les contingents d'exportation notifiés, concernant les fils de soie et les tissus de soie, étaient appliqués au plan mondial. Dans la pratique, le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) attribuait des contingents aux provinces en fonction des résultats passés. Les services provinciaux du Ministère attribuaient à leur tour des contingents aux différentes entreprises, en se fondant sur les résultats antérieurs, les capacités des entreprises et la situation du marché. Une entreprise détenant un contingent pouvait ensuite présenter au service provincial MOFTEC des demandes de licence d'exportation dans les limites de son contingent.

385. Lorsqu'il a repris l'examen de cette notification, également sur la base des renseignements supplémentaires fournis par la Chine, l'OSpT a considéré divers aspects de cette notification notamment: le champ d'application de l'article 3 (savoir s'il vise également les restrictions à l'exportation); la façon dont le recours aux dispositions de l'article 3 cadre avec les dispositions du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine relatives aux restrictions à l'exportation; la gestion et l'administration des restrictions en question et leur système d'attribution, y compris la disponibilité ou la non-disponibilité de renseignements sur la répartition possible des contingents d'exportation selon les destinations.

386. L'OSpT a noté, entre autres, que l'article 3:1 utilise le mot "restrictions" sans autre précision et que la note de bas de page relative à cette disposition concernant le même terme indique ce qui suit: "Le terme restrictions désigne toutes les restrictions quantitatives unilatérales, tous les arrangements bilatéraux et toutes les autres mesures ayant un effet similaire." Le libellé de l'article 3 ne limite pas l'application de cette disposition à un type spécifique de restriction. Les contingents à l'exportation maintenus par la Chine sur les fils de soie et les tissus de soie sont, sans aucun doute, des restrictions quantitatives unilatérales, correspondant à la définition prévue dans la note de bas de page susmentionnée. En conséquence, et compte tenu également de l'absence de toute autre précision dans la disposition en question de l'ATV, les restrictions à l'exportation ne sont pas exclues *a priori* du champ d'application de l'article 3. Cette conclusion est également conforme à la pratique de l'OSpT selon laquelle la notification au titre de l'article 3 de certaines mesures visant les exportations de certains produits textiles n'a pas été contestée.<sup>179</sup>

387. L'OSpT a noté, de plus, que la notification additionnelle de la Chine faisait mention de "restrictions que la Chine maintient sur certains produits textiles, qui entrent dans le champ d'application de l'ATV et sont visées par les dispositions de l'article 3 de [cet] Accord". Cette mention indiquait vraisemblablement que, selon la Chine, les mesures en question devraient être examinées au

---

<sup>179</sup> En 1995, le Japon a notifié l'application d'un système d'autorisation des exportations visant certains produits ayant certaines destinations spécifiées (États-Unis, Communautés européennes).

titre des dispositions applicables de l'ATV. On a fait observer que la notification de ces restrictions à l'exportation au titre de l'article 3:1 et 3:2 b) ne semblait pas être en contradiction avec la portion pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine.

388. L'OSpT a aussi rappelé que, en réponse à ses questions, la Chine avait donné des renseignements concernant la gestion et l'administration des restrictions à l'exportation, y compris leur système d'attribution. On avait demandé s'il était possible d'obtenir des indications ou des renseignements statistiques sur l'éventuelle attribution de contingents d'exportation selon les destinations mais il semblait que les contingents étaient appliqués sur une base globale et que l'attribution par le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC), y compris par l'intermédiaire de ses bureaux provinciaux, se limitait à la désignation des entreprises nationales chinoises qui pouvaient présenter des demandes de licences d'exportation à l'intérieur des limites contingentaires qui leur étaient attribuées.

389. L'OSpT a examiné, par ailleurs, le programme d'élimination progressive communiqué par la Chine, conformément à l'article 3:2 b).<sup>180</sup> Cet examen a permis d'établir que les produits faisant l'objet des restrictions n'avaient pas été inclus par la Chine dans ses programmes d'intégration pour les étapes 1 à 3.

## **2. Élimination progressive des restrictions qui ne sont pas justifiées ou mises en conformité de ces restrictions avec le GATT de 1994**

390. L'article 3:2 dispose que "[l]es Membres qui maintiennent des restrictions relevant du paragraphe 1, à l'exception de celles qui sont justifiées au regard d'une disposition du GATT de 1994:

- a) soit mettront ces restrictions en conformité avec le GATT de 1994 dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, et notifieront cette action à l'OSpT pour information;
- b) soit élimineront progressivement ces restrictions conformément à un programme devant être présenté à l'OSpT par le Membre maintenant ces restrictions six mois au plus tard après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Ce programme prévoira l'élimination de toutes les restrictions dans un délai ne dépassant pas la durée du présent accord. L'OSpT pourra adresser des recommandations au Membre concerné au sujet d'un tel programme".

- a) Mesures mises en conformité avec le GATT de 1994, conformément à l'article 3:2 a)

391. Pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu aucune notification se rapportant explicitement à l'article 3:2 a). Il peut donc être établi qu'aucun des Membres qui ont notifié des restrictions au titre de l'article 3:1 pendant la troisième étape du processus d'intégration n'a spécifiquement invoqué les dispositions de l'article 3:2 a). Il faut toutefois noter que l'élimination par la Pologne des restrictions appliquées à certaines importations en provenance du Taipei chinois moins de neuf mois après l'accession de celui-ci à l'OMC peut aussi être considérée comme une mesure relevant de l'article 3:2 a).<sup>181</sup>

---

<sup>180</sup> Voir le paragraphe 404.

<sup>181</sup> Voir les paragraphes 381 et 403.

- b) Programmes d'élimination progressive des restrictions dans un délai ne dépassant pas la durée de l'ATV, conformément à l'article 3:2 b)

392. Pendant la mise en œuvre de l'étape 1, trois Membres, à savoir la Hongrie, le Japon et la Slovaquie, ont communiqué un programme d'élimination progressive des restrictions notifiées au titre de l'article 3:1. La Hongrie a éliminé toutes les restrictions à l'égard de tous les Membres de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1998<sup>182</sup>, mais le Japon et la Slovaquie ont maintenu des restrictions et continué d'appliquer leurs programmes respectifs relevant de l'article 3:2 b) pendant l'étape 3 du processus d'intégration. En outre, pendant la même étape, l'OSpT a aussi examiné les programmes d'élimination progressive des restrictions notifiées au titre de l'article 3:1 au début de l'étape 3.

*i) Poursuite de la mise en œuvre des programmes notifiés pendant l'étape 1*

*1) Japon*

393. Pendant l'étape 1, le Japon a notifié que les mesures applicables à l'importation de fils et tissus de soie en provenance de Corée seraient éliminées conformément aux dispositions de l'article 3:2 b), c'est-à-dire "dans un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC". Cependant, le programme précis serait lié au régime d'importation de la soie grège, lequel ne serait pas finalisé avant la dernière année d'application de l'Accord sur l'agriculture. Ainsi, selon la notification, les modalités définitives de l'élimination des restrictions concernant les tissus et les fils ne pourraient donc être communiquées que d'ici au 31 mars 2001, date à laquelle le Japon réexaminerait la nécessité de continuer à maintenir les mesures en question. L'OSpT a dit qu'il comptait que le programme serait mis en œuvre, conformément à l'article 3:2 b), de manière à assurer dès le début l'augmentation progressive, dans les proportions voulues, du niveau des restrictions applicables aux importations de fils et tissus de soie en provenance de Corée. Par la suite, le Japon a informé l'OSpT des consultations tenues avec la Corée, à l'issue desquelles les deux gouvernements étaient tombés d'accord sur le niveau des échanges pour les deux produits considérés pendant l'exercice japonais 1996. L'OSpT a pu observer que les niveaux de limitation convenus permettaient des augmentations par rapport à la période précédente. Dans le même temps, l'OSpT a accédé, conformément à ses procédures de travail, à la demande présentée par l'une des parties, qui souhaitait que les renseignements pertinents concernant le volume considéré demeurent confidentiels.<sup>183</sup>

394. Pendant la mise en œuvre de l'étape 2, le Japon a tenu l'OSpT informé des niveaux d'échanges appliqués aux importations de fils de soie et de tissus de soie pendant les exercices 1998, 1999 et 2000, qui résultaient de consultations avec la Corée. Il a été observé qu'une faible augmentation des niveaux respectifs avait été obtenue. Dans une communication ultérieure, datée d'avril 2001, le Japon a communiqué des renseignements sur le "maintien après avril 2001 des mesures relatives à l'importation de fils de soie et de tissus de soie en provenance de la République de Corée". D'après cette communication, établie sur la base de l'Accord sur l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay, les restrictions à l'importation de soie grège, dont sont tirés les fils de soie et les tissus de soie, ont été converties en droits de douane proprement dits en avril 1995. Conformément à ce régime tarifaire, l'équivalent tarifaire imposé sur la soie grège importée a été de 6 978 yen par kg pour l'exercice budgétaire 2000 du Japon. "C'est pourquoi l'industrie japonaise de la soie n'est toujours pas en mesure de se procurer de la soie grège au prix des marchés internationaux. Cet équivalent tarifaire sera maintenu jusqu'à la fin des négociations de l'OMC sur l'agriculture. Comme ces négociations sont toujours en cours, la situation relative aux importations japonaises de soie ne changera pas à compter d'avril [2001]. C'est pourquoi le gouvernement n'est pas en mesure d'examiner la nécessité de

---

<sup>182</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 358.

<sup>183</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 356 et note de bas de page y relative.

maintenir ces mesures. Il a donc décidé de différer cet examen et de maintenir les mesures en vigueur." En prenant note de la communication du Japon, l'OSpT a rappelé que, conformément à l'article 3:2 b) et à l'engagement s'y rapportant pris par le Japon, ces mesures devaient être entièrement éliminées pendant la durée de l'ATV. En outre, l'OSpT a répété qu'il comptait que la mise en œuvre du programme d'élimination progressive continu, en application de l'article 3:2 b), permettrait d'élever de manière progressive et appropriée le niveau des restrictions touchant les importations de fils de soie et de tissus de soie en provenance de la Corée.<sup>184</sup>

395. Par la suite, le Japon a communiqué à l'OSpT des renseignements sur les niveaux respectifs des échanges appliqués aux importations de fils de soie et de tissus de soie pour les exercices 2001 et 2002. Ces niveaux, établis en concertation avec la Corée, étaient en augmentation par rapport aux niveaux antérieurs correspondants (augmentation de 3 pour cent pour les deux produits pendant l'exercice 2001, et nouvelle augmentation, respectivement de 3,8 et de 4,8 pour cent, pendant l'exercice 2002). L'OSpT n'a reçu aucune information concernant les niveaux annuels appliqués pour les exercices 2003 et 2004.

## 2) Slovénie

396. La Slovénie a notifié un programme prévoyant l'élimination, en trois étapes, des restrictions quantitatives applicables à de nombreux produits textiles et vêtements, et précisant les produits qui seraient libéralisés le 1<sup>er</sup> janvier 1997, le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 1<sup>er</sup> janvier 2005. En outre, les niveaux des contingents pour 1996 avaient été majorés de 7 pour cent. Par la suite, la Slovénie a confirmé que les restrictions avaient été supprimées le 1<sup>er</sup> janvier 1997 pour 95 des 140 produits visés. En janvier 2001, l'OSpT a demandé à la Slovénie des renseignements sur la mise en œuvre de la deuxième phase de son programme d'élimination progressive. En réponse à cette demande, la Slovénie a confirmé que les restrictions quantitatives qui devaient être éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2001, conformément au programme d'élimination progressive déjà présenté, avaient bien été éliminées.<sup>185</sup>

397. L'OSpT n'a reçu aucune communication des Communautés européennes et de la Slovénie, concernant les effets possibles de l'adhésion de la Slovénie à l'UE sur l'élimination progressive des restrictions restantes. Il semble cependant qu'en reprenant les régimes commerciaux des CE, la Slovénie était censée éliminer les restrictions restantes notifiées au titre de l'article 3.

## ii) Nouveaux programmes d'élimination progressive notifiés pendant l'étape 3

### 1) Communautés européennes

398. En examinant la notification présentée au titre de l'article 3:1 par les Communautés européennes, concernant les restrictions appliquées à certaines importations en provenance de Chine<sup>186</sup>, l'OSpT a noté, entre autres, la confirmation par les CE du fait que les coefficients de croissance annuels appliqués en vertu de l'accord bilatéral en vigueur entre elles et la Chine avant la date de l'accession de la Chine à l'OMC continueraient de s'appliquer en 2002, 2003 et 2004. S'agissant des renseignements détaillés sur un programme d'élimination, au sens de l'article 3:2 b), des restrictions notifiées au titre de l'article 3:1, les Communautés européennes ont fourni une liste des restrictions qui avaient été éliminées le 11 décembre 2001 dans le cadre des programmes d'intégration des Communautés européennes pour les étapes 1 et 2, ainsi qu'une liste des restrictions éliminées au 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième étape du programme d'intégration

---

<sup>184</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 360 et 361.

<sup>185</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 357 et 362.

<sup>186</sup> Voir le paragraphe 376.

des Communautés européennes.<sup>187</sup> De plus, les Communautés européennes ont indiqué ce qui suit: "Conformément à l'Annexe I de l'accord bilatéral [entre les Communautés européennes et la Chine], la Commission entend éliminer progressivement les "restrictions imposées à tous les produits restants le 1<sup>er</sup> janvier 2005 au plus tard", en fonction des progrès accomplis par la Chine dans la suppression du système de commerce d'État s'appliquant aux produits de la soie. En outre, les deux parties peuvent, à tout instant, demander des consultations à cet égard". L'OSpT croyait comprendre qu'en tout état de cause toutes les restrictions restantes au titre de l'article 3:1 seraient augmentées annuellement par l'application des coefficients de croissance respectifs notifiés, et seraient éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2005 au plus tard. Sur cette base, l'OSpT a pris note de la notification.

## 2) Turquie

399. En ce qui concerne les détails d'un programme d'élimination progressive, au sens de l'article 3:2 b), des restrictions notifiées conformément à l'article 3:1 et appliquées à certaines importations en provenance de Chine<sup>188</sup>, la Turquie a fourni une liste des restrictions qui avaient été éliminées le jour de l'accession de la Chine à l'OMC, ainsi qu'une liste des restrictions éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2002.<sup>189</sup> En outre, la Turquie a déclaré qu'elle "a[vait] l'intention d'"éliminer progressivement" les restrictions imposées sur tous les produits restants pour le 1<sup>er</sup> janvier 2005 au plus tard". Elle a confirmé que les coefficients de croissance indiqués dans l'annexe de la notification au titre de l'article 3:1 s'appliquaient aux restrictions quantitatives restantes durant la période 2002-2004. Sur la base de ces renseignements, l'OSpT a pris note de cette notification

## 3) Japon

400. En ce qui concerne le programme d'élimination progressive, au sens de l'article 3:2 b), des restrictions appliquées par le Japon à certaines importations en provenance de Chine<sup>190</sup>, l'OSpT a noté, entre autres, que, selon la notification du Japon, les niveaux de contingentement seraient augmentés annuellement et que les mesures seraient supprimées le 1<sup>er</sup> janvier 2005 au plus tard. L'OSpT a relevé que, bien que le Japon ait indiqué, dans sa réponse aux questions qu'il lui avait posées, les niveaux de contingentement pour l'exercice 2001 et ait expliqué le fonctionnement du programme d'élimination progressive, il n'avait fourni aucun renseignement sur les niveaux de contingentement pour l'exercice 2002 ni sur la date à laquelle se tiendraient les consultations annuelles entre le Japon et la Chine en vue de fixer ces niveaux. L'OSpT a fait remarquer en outre que, à des fins de prévisibilité, les niveaux des échanges pour l'année à venir devaient en principe être connus suffisamment à l'avance pour que les exportateurs et importateurs puissent planifier leurs opérations commerciales en conséquence. L'OSpT était donc particulièrement préoccupé par le fait que l'exercice 2002 avait débuté au Japon sans que les niveaux applicables aux fils et tissus de soie pendant cet exercice aient été convenus. Il comptait donc être informé dès que possible par le Japon du moment où auraient lieu les consultations annuelles avec la Chine ainsi que des niveaux des échanges de fils et de tissus de soie pour l'exercice 2002.

401. Dans une communication ultérieure, le Japon a fait savoir que les restrictions quantitatives maintenues sur les importations de fils de soie et de tissus de soie originaires de Chine seraient augmentées pour chacun des exercices 2002, 2003 et 2004 du Japon, de 3,8 pour cent pour les fils de

---

<sup>187</sup> Voir le paragraphe 115.

<sup>188</sup> Voir le paragraphe 378.

<sup>189</sup> Voir le paragraphe 128.

<sup>190</sup> Voir le paragraphe 379.

soie et de 4,8 pour cent pour les tissus de soie. De plus, les mesures seraient supprimées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Sur la base de ces renseignements, l'OSpT a pris note du programme d'élimination progressive présenté par le Japon.

4) Brésil

402. À sa réunion de juillet 2002, l'OSpT a examiné une notification au titre de l'article 3:2 b) faite par le Brésil et concernant le programme d'élimination progressive de la restriction quantitative appliquée par le Brésil aux importations de certains tissus de bonneterie en fibres synthétiques ou artificielles provenant du Taipei chinois.<sup>191</sup> D'après cette notification, la restriction quantitative serait abolie le 14 septembre 2003. En outre, pour l'année contingentaire allant du 15 septembre 2002 au 14 septembre 2003, le contingent serait majoré de 6 pour cent. Par la suite, à sa réunion de mars 2003, l'OSpT a relevé que la notification présentée par le Brésil au titre de l'article 6:9 concernant une mesure de limitation convenue avec le Taipei chinois contenait en outre un accord bilatéral entre les deux pays concernant le programme d'élimination progressive de la restriction quantitative en question, notifié par le Brésil au titre de l'article 3:2 b). L'OSpT avait examiné ce programme d'élimination progressive à sa réunion de juillet 2002. Selon l'accord, le niveau de limitation pour la dernière année contingentaire (c'est-à-dire du 15 septembre 2002 au 14 septembre 2003) a été relevé de 43,75 pour cent et l'abolition totale de la limitation a été avancée au 30 juin 2003. L'OSpT a pris note de ces notifications.

5) Pologne

403. D'après sa notification présentée en juin 2002, la Pologne appliquait une mesure de sauvegarde aux importations de tissus de fibres synthétiques originaires du Taipei chinois.<sup>192</sup> À la même époque, elle avait informé l'OSpT que cette mesure serait supprimée le 15 septembre 2002. L'OSpT a relevé que, bien que la mesure ait été notifiée plus de 60 jours après l'accession du Taipei chinois à l'OMC, le retrait de cette mesure le 15 septembre 2002 était conforme aux prescriptions de l'article 3:2. Il a pris note de cette notification.

6) Chine

404. Comme indiqué plus haut, la Chine a notifié les restrictions à l'exportation qu'elle appliquait aux fils de soie et aux tissus de soie en vertu des dispositions de l'article 3:1.<sup>193</sup> S'agissant des éléments de la notification qui constituent un programme d'élimination progressive au sens de l'article 3:2 b), l'OSpT a noté que la Chine a réaffirmé que les contingents d'exportation seraient éliminés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005. En outre, les niveaux des deux contingents pour les fils de soie et les tissus de soie avaient été augmentés de 10 pour cent pour l'année 2002 par rapport aux niveaux de 2001. La Chine a également indiqué que, dans les deux cas, les niveaux des contingents pour 2003 et 2004 seraient augmentés de 10 pour cent par rapport aux niveaux de l'année précédente. Sur cette base, l'OSpT a pris note du programme d'élimination progressive présenté par la Chine.

---

<sup>191</sup> Voir le paragraphe 380.

<sup>192</sup> Voir le paragraphe 381.

<sup>193</sup> Voir les paragraphes 382 à 389.

**3. Renseignements au sujet des nouvelles restrictions ou des modifications apportées à des restrictions existantes en application de l'article 3:3**

405. L'article 3:3 fait obligation aux Membres de communiquer à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de toutes nouvelles restrictions ou de toutes modifications apportées à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements, qui auront été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994, dans un délai de 60 jours à compter de leur entrée en vigueur.

a) Faits nouveaux intervenus pendant les premières étapes du processus d'intégration, qui pourraient être encore pertinents pendant la mise en œuvre de l'étape 3

i) *Communautés européennes: seuils de consultation appliqués pour certains produits importés d'Égypte*

406. Pendant l'étape 1, les Communautés européennes ont notifié, au titre de l'article 3:3, qu'elles maintenaient des seuils de consultation pour certaines importations provenant, entre autres, d'Égypte. Par la suite, elles ont communiqué des renseignements sur le relèvement, pendant l'étape 1, des seuils de consultation appliqués aux importations en provenance de ce Membre.<sup>194</sup>

407. En janvier 1998, les Communautés européennes ont informé l'OSpT, conformément à l'article 3:3, qu'elles ne maintenaient plus de seuils de consultation pour les importations en provenance de Malte, du Maroc et de la Tunisie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Dans une autre communication, les Communautés européennes ont fourni des renseignements sur les modifications convenues apportées aux seuils de consultation qu'elles maintenaient pour certaines importations en provenance de l'Égypte. D'après cette notification, ces seuils de consultation établis pour 1998 et 1999 avaient été introduits dans le cadre d'un accord commercial préférentiel avec l'Égypte et ils étaient notifiés au titre de l'article XXIV du GATT. Par la suite, en janvier 2000, l'OSpT a examiné une autre notification présentée par les Communautés européennes au titre de l'article 3:3, pour information, concernant des modifications qu'il était convenu d'apporter aux seuils de consultation maintenus avec l'Égypte pour deux catégories de produits. D'après cette notification, comme ces seuils de consultation avaient été adoptés dans le cadre d'un accord commercial préférentiel avec l'Égypte, les modifications convenues touchant les seuils de consultation fixés pour 2000 et 2001 seraient notifiées au titre de l'article XXIV du GATT. L'OSpT a pris note de ces notifications.<sup>195</sup>

ii) *Communications conjointes des Communautés européennes et de la Turquie*

408. En novembre 1997, l'OSpT a reçu une communication conjointe des Communautés européennes et de la Turquie au titre de l'article 3:3. Cette communication consistait à faire tenir à l'OSpT, pour information, une copie de la notification adressée au Président du Comité des accords commerciaux régionaux concernant l'union douanière entre les deux parties, ainsi que les détails de certains plafonds quantitatifs nouvellement introduits par la Turquie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, en ce qui concerne les importations de certains textiles et vêtements en provenance de certains Membres de l'OMC qui, d'après la notification, étaient nécessaires pour donner effet à l'union douanière conformément à l'article XXIV du GATT de 1994. L'OSpT a pris note de ces renseignements. Il a rappelé que les notifications au titre de l'article 3:3 devaient lui être communiquées dans un délai de 60 jours à compter de l'entrée en vigueur de toutes nouvelles restrictions ou de toutes modifications

---

<sup>194</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 364.

<sup>195</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 370 et 371

apportées à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements qui auraient été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994.

409. En mai 1998, les Communautés européennes et la Turquie ont fait parvenir à l'OSpT une autre notification conjointe au titre de l'article 3:3. Cette notification consistait en une copie, transmise à l'OSpT pour information, d'une communication conjointe des parties à l'union douanière entre les Communautés européennes et la Turquie adressée au Président du Comité des accords commerciaux régionaux "concernant les détails de modifications apportées, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, aux plafonds quantitatifs appliqués par la Turquie aux importations de certains produits textiles et vêtements en provenance de certains Membres de l'OMC conformément aux engagements souscrits par ce pays dans le cadre de l'union douanière et aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994". La communication énumérait en détail les restrictions appliquées aux importations des Membres de l'OMC ci-après: Argentine; Brésil; Corée; Égypte; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Macao; Malaisie; Pakistan; Pérou; Philippines; Singapour; Sri Lanka et Thaïlande. L'OSpT a pris note de ces renseignements. Il a rappelé que les notifications visées à l'article 3:3 devaient lui être communiquées dans un délai de 60 jours à compter de l'entrée en vigueur de toutes nouvelles restrictions ou de toutes modifications apportées à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements qui auraient été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994.

410. Dans une autre communication conjointe, datée d'avril 2000, les Communautés européennes et la Turquie ont transmis à l'OSpT, pour information, au titre de l'article 3:3, une copie d'une communication conjointe adressée par les parties à l'union douanière entre les Communautés européennes et la Turquie au Président du Comité des accords commerciaux régionaux, "concernant les détails de modifications apportées pour l'année 2000 aux plafonds quantitatifs appliqués par la Turquie aux importations de certains produits textiles et vêtements en provenance de certains Membres de l'OMC, conformément aux engagements souscrits par ce pays dans le cadre de l'union douanière et aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994". L'OSpT a pris note de ces renseignements en indiquant que cela était sans préjudice des droits et obligations des Membres dans le cadre de l'OMC.<sup>196</sup>

b) Mise en œuvre pendant l'étape 3: communications reçues au titre de l'article 3:3

411. En février 2002, l'OSpT a reçu une communication des Communautés européennes au titre de l'article 3:3 concernant les modifications convenues apportées aux seuils de consultation maintenus envers l'Égypte pour 2002 et 2003. D'après cette notification, ces seuils (appliqués aux importations de produits relevant de deux catégories CE) avaient été adoptés dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels avec l'Égypte et avaient été notifiés par les Communautés européennes au titre de l'article XXIV du GATT.

412. Aucun renseignement n'a été communiqué jusqu'ici concernant les seuils de consultations fixés pour l'année 2004 ou, le cas échéant, leur suppression des seuils en question.

413. Dans le contexte décrit aux paragraphes 408 à 410, il faut noter qu'aucune communication n'a été présentée à l'OSpT, pour information, concernant les modifications apportées pour 2002, 2003 et 2004, aux plafonds quantitatifs appliqués par la Turquie à ses importations de textiles et de vêtements en provenance de plusieurs Membres de l'OMC. Dans sa réponse à la demande générale de notifications ou de renseignements que l'OSpT a adressée à tous les Membres en vue de la préparation du présent rapport, la Turquie a communiqué, entre autres, une liste indiquant les plafonds quantitatifs éliminés, et les Membres de l'OMC concernés, à la suite de la mise en œuvre de son programme

---

<sup>196</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 367 à 369.



d'intégration pour l'étape 3. La Turquie a par ailleurs déclaré que "[l]a République populaire de Chine et le Taipei chinois ayant accédé à l'OMC, ils ont aussi été inclus dans la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration. Cette question a été notifiée à l'OSpT [...]. S'agissant de l'article 3:3 de l'ATV, aucun autre changement n'est intervenu pendant la troisième étape." On suppose que la dernière phrase de cette déclaration tendait à indiquer que, exception faite de l'élimination de certaines restrictions résultant de la mise en œuvre par la Turquie de son programme d'intégration pour la troisième étape, toutes les autres restrictions mentionnées dans sa dernière communication conjointe avec les Communautés européennes<sup>197</sup> étaient maintenues pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration. Toutefois, rien ne permettait de penser que la Turquie ne continuait pas à augmenter chaque année le niveau des limitations en appliquant les coefficients de croissance fixés précédemment.

#### **4. Autres dispositions de l'article 3**

414. En vertu de l'article 3:4, tout Membre peut adresser des notifications inverses à l'OSpT, pour information, au sujet de la justification de mesures maintenues, au regard du GATT de 1994, ou au sujet de toutes restrictions qui n'auraient pas été notifiées au titre des dispositions de cet article. Une action peut être engagée au sujet de ces notifications, conformément aux dispositions ou procédures pertinentes du GATT de 1994, devant l'organe compétent de l'OMC. Aucune notification n'a été reçue au titre de l'article 3:4 pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. Il convient de noter qu'il en allait de même pour les étapes 1 et 2.

415. L'article 3:5 exige que l'OSpT distribue à tous les Membres, pour information, les notifications présentées conformément à toutes les dispositions de cet article. Cette obligation a été pleinement respectée, dans les délais, également pendant la mise en œuvre de l'étape 3.

#### **5. Nouvelles observations et commentaires de l'OSpT concernant l'application de l'article 3 pendant la troisième étape du processus d'intégration**

416. En raison de l'accession de nouveaux Membres à l'OMC, plusieurs notifications nouvelles ont été adressées au titre de l'article 3:1 pendant l'étape 3. L'OSpT a examiné chacune d'elles, conformément aux dispositions applicables de l'ATV. Il a notamment examiné avec une attention particulière les programmes d'élimination progressive relevant des dispositions de l'article 3:2 b). Avant de prendre note de ces programmes, l'OSpT s'est assuré que chacun d'eux respectait les critères fondamentaux énoncés à l'article 3:2 b), à savoir que les restrictions concernées seraient éliminées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (en d'autres termes, "dans un délai ne dépassant pas la durée du présent accord", comme le précise cet article) et que leur élimination se ferait progressivement par un relèvement graduel de leur niveau pendant la période de leur application.

417. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a indiqué, entre autres, ce qui suit:

"Selon l'OSpT, le respect des dispositions de l'article 3:3 n'a pas non plus été entièrement satisfaisant pendant la deuxième étape du processus d'intégration. Même s'il est vrai que les mesures visées à l'article 3:3 ne sont pas prises au titre de l'ATV, mais plutôt au titre des dispositions du GATT de 1994, il convient également de rappeler qu'il est important, pour des raisons de transparence, de communiquer en temps opportun à l'OSpT (et par l'intermédiaire de l'OSpT, conformément à l'article 3:5, à tous les Membres de l'OMC) des renseignements sur toutes nouvelles restrictions ou sur les modifications apportées aux restrictions existantes qui ont été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994. En outre, toute modification apportée à une mesure par les Membres concernés, qui peut résulter d'une décision de

---

<sup>197</sup> Voir le paragraphe 410.

l'Organe de règlement des différends, donnant lieu à des modifications des restrictions existantes et notifiée à un autre organe de l'OMC, doit être également communiquée à l'OSpT, pour information, au titre de l'article 3:3. De même, la renonciation par les Membres concernés à se prévaloir d'une disposition du GATT de 1994 applicable peut également entraîner des modifications des restrictions existantes au sens de l'article 3:3 et devrait, par conséquent, être communiquée à l'OSpT, pour information, au titre de cette disposition."<sup>198</sup>  
[Note de bas de page omise]

418. L'OSpT estime que sa déclaration concernant le respect des dispositions de l'article 3:3, reproduite ci-dessus, s'applique aussi à la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. C'est pourquoi il a demandé aux Membres, à deux reprises (en avril et en septembre 2003), de lui présenter les notifications ou les renseignements pertinents, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions de l'article 3:3.<sup>199</sup>

419. En ce qui concerne les questions soulevées par les Membres concernés au cours des premières étapes au sujet de l'article 3 ou des questions qui pourraient être pertinentes à cet égard, l'OSpT fait les observations suivantes.

420. En ce qui concerne les restrictions quantitatives introduites en 1996 par la Turquie, le deuxième rapport général de l'OSpT a donné un aperçu des principales conclusions et de la recommandation adoptée à cet égard par l'Organe de règlement des différends à la suite de la plainte déposée par l'Inde.<sup>200</sup> Il convient de rappeler, en particulier, que, d'après le rapport de l'Organe d'appel concernant cette affaire, "[...] l'article XXIV peut justifier une mesure qui est incompatible avec certaines autres dispositions du GATT. Cependant, dans une affaire concernant l'établissement d'une union douanière, ce "moyen de défense" ne peut être utilisé que si deux conditions sont remplies. Premièrement, la partie qui prétend se prévaloir de ce moyen de défense doit démontrer que la mesure en cause est adoptée au moment de l'établissement d'une union douanière qui satisfait pleinement aux prescriptions des paragraphes 8 a) et 5 a) de l'article XXIV. Deuxièmement, cette partie doit démontrer qu'il serait fait obstacle à l'établissement de ladite union douanière si elle n'était pas autorisée à adopter la mesure en cause. Là encore, il faut satisfaire à l'une et à l'autre de ces deux conditions pour se prévaloir du moyen de défense au titre de l'article XXIV".<sup>201</sup> L'Organe d'appel est, par ailleurs, arrivé à la conclusion que la Turquie n'était pas tenue, en concluant une union douanière avec les CE, d'adopter une mesure incompatible avec l'OMC, c'est-à-dire d'imposer des restrictions quantitatives incompatibles avec l'article XI du GATT et l'article 2:4 de l'ATV, puisqu'il existait une autre mesure compatible avec l'OMC à laquelle elle aurait pu avoir recours. L'Organe d'appel a déclaré, entre autres choses, que "... [u]n système de certificats d'origine aurait été une solution raisonnable possible ..." <sup>202</sup> et, pour cette raison, a conclu que "[...] la Turquie n'était pas, en fait, tenue d'appliquer les restrictions quantitatives mises en cause dans le présent appel afin d'établir une union douanière avec les Communautés européennes. Par conséquent, la Turquie n'a pas rempli la seconde des deux conditions nécessaires auxquelles il faut satisfaire pour être en droit de se prévaloir du moyen de défense au titre de l'article XXIV. Elle n'a pas démontré qu'il serait fait obstacle à l'établissement d'une union douanière entre elle et les Communautés si elle n'était pas autorisée à adopter ces restrictions quantitatives. Ainsi, la Turquie ne peut pas recourir en l'espèce au

---

<sup>198</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 376.

<sup>199</sup> Voir plus haut le paragraphe 188.

<sup>200</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 377.

<sup>201</sup> Voir le document WT/DS34/AB/R, paragraphe 58.

<sup>202</sup> *Ibid.*, paragraphe 62.

moyen de défense offert par l'article XXIV sous certaines conditions, et l'article XXIV ne justifie pas l'adoption par la Turquie de ces restrictions quantitatives".<sup>203</sup>

421. Bien que l'OSpT sache que les constatations, conclusions et recommandations adoptées par l'ORD ne s'appliquent directement qu'aux parties au différend et que, partant, elles ne peuvent s'appliquer qu'aux restrictions quantitatives imposées par la Turquie à l'importation de certains produits en provenance d'Inde, on peut noter que la Turquie a maintenu de telles restrictions à l'égard des importations en provenance de plusieurs Membres pendant la mise en œuvre de l'étape 3.<sup>204</sup>

422. Comme cela est indiqué aussi dans le deuxième rapport général de l'OSpT<sup>205</sup>, le Pakistan avait maintenu des restrictions à l'importation, au titre de l'article XVIII:B du GATT de 1994, visant principalement les produits textiles et les vêtements. Dans le cadre de consultations tenues à ce sujet au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, le Pakistan s'était engagé à éliminer toutes ces restrictions d'ici à l'exercice 2001 (c'est-à-dire d'ici à juin 2002). En décembre 2001, le Pakistan a présenté au Comité une notification indiquant qu'il avait supprimé les restrictions appliquées aux importations de tissus de coton, de tissus de fibres synthétiques discontinues et de fibres artificielles discontinues, de tissus spéciaux, et de linge de lit, de toilette et de cuisine. Il était dit dans la notification que le Pakistan avait "désormais pleinement mis en œuvre son plan d'élimination progressive, devançant ainsi le calendrier convenu par le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements".<sup>206</sup> On peut donc dire que, pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, le Pakistan n'a plus maintenu de restrictions au titre de l'article XVIII:B du GATT de 1994. Prenant note de ces faits et de l'achèvement par le Pakistan de son plan d'élimination progressive avant les délais prévus, l'OSpT note qu'en 1995 et 1996, le Pakistan a présenté des notifications au titre de l'article 3:1 concernant les restrictions à l'importation qu'il maintenait pour des raisons de balance des paiements. Le Pakistan aurait donc dû informer aussi l'OSpT, au titre de l'article 3:3, de l'élimination des restrictions en question.

423. Le deuxième rapport général indiquait en outre qu'en décembre 2000, le Bangladesh avait présenté au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements une notification énumérant tous les produits soumis à des restrictions au titre de l'article XVIII:B, dont plusieurs produits visés par l'ATV. Cette même notification comprenait un plan d'élimination progressive de toutes ces restrictions, dont quelques-unes touchaient des produits textiles et des vêtements et devaient être éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2003; viendrait ensuite la suppression de quelques autres restrictions un an plus tard, tandis que les restrictions restantes seraient supprimées le 1<sup>er</sup> janvier 2005.<sup>207</sup> Les rapports du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements<sup>208</sup> semblent indiquer que le Bangladesh a déjà commencé à éliminer ces restrictions selon le calendrier convenu, mais l'OSpT note qu'il n'en a pas été informé par le Bangladesh conformément à l'article 3:3.

---

<sup>203</sup> *Ibid.*, paragraphe 63.

<sup>204</sup> Voir aussi le paragraphe 413 ci-dessus.

<sup>205</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 377.

<sup>206</sup> Voir le document WT/BOP/N/509.

<sup>207</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 377.

<sup>208</sup> Voir les documents WT/BOP/R/60 et 67.

C. APPLICATION DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6

424. La présente section relate les faits qui ont suivi les demandes de consultations présentées par les Membres en application de l'article 6 de l'ATV pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. Les mesures prises au titre de l'article 8 qui pourraient avoir suivi les mesures au titre de l'article 6 sont également décrites dans l'exposé ci-après.

425. L'article 6 de l'ATV prévoit la possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde transitoires aux importations des produits visés par l'Accord qui n'ont pas encore été intégrés dans le cadre du GATT de 1994 et qui portent ou menacent de porter un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. L'article 6:1 dispose que le mécanisme de sauvegarde transitoire devrait être appliqué avec la plus grande modération possible, en conformité avec les dispositions de l'article 6 et la mise en œuvre effective du processus d'intégration résultant de l'Accord. Aux termes de l'article 6:7, "le Membre qui se propose de prendre une mesure de sauvegarde cherchera à engager des consultations avec le ou les Membres qui seraient affectés par une telle mesure". Si aucun accord n'est intervenu à l'issue des consultations, une mesure de limitation peut être appliquée unilatéralement par le Membre importateur en vertu de l'article 6:10, ou peut être convenue entre les parties et notifiée en vertu de l'article 6:9. Il se peut aussi qu'à l'issue des consultations les Membres importateurs décident de ne pas appliquer la mesure de sauvegarde envisagée. Dans les cas où une mesure de limitation est appliquée unilatéralement, l'article 6:10 dispose que l'OSpT procédera "dans les moindres délais à l'examen de la question, y compris à la détermination de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, et de ses causes, et adressera des recommandations appropriées aux Membres concernés dans les 30 jours". Dans les cas où une mesure est convenue entre les Membres, l'article 6:9 prévoit que "[l']OSpT déterminera si l'accord est justifié conformément aux dispositions du présent article. [...] L'OSpT pourra faire les recommandations qu'il jugera appropriées aux Membres concernés". De plus, il est prévu à l'article 6:11 que "[d]ans des circonstances tout à fait inhabituelles et critiques où un retard entraînerait un dommage difficilement réparable, des mesures prévues au paragraphe 10 pourront être prises à titre provisoire à condition que la demande de consultations et la notification à l'OSpT soient adressées dans un délai de cinq jours ouvrables au plus après leur adoption". Dans ces cas, si les consultations n'aboutissent pas à un accord, l'OSpT doit procéder dans les moindres délais à l'examen de la question et adresser des recommandations appropriées aux Membres concernés dans les 30 jours suivant la notification de la conclusion des consultations. Si celles-ci aboutissent à un accord, les Membres concernés en informent l'OSpT qui peut leur adresser les recommandations qu'il juge appropriées.

426. L'article 6:2, 6:3 et 6:4 définit les conditions dans lesquelles des mesures de sauvegarde peuvent être prises dans le cadre de l'ATV. Ces conditions doivent être prises en considération par les Membres et par l'OSpT pour déterminer si une mesure est conforme à l'Accord. L'article 6:2 dispose qu'un Membre doit déterminer, et démontrer aux Membres concernés et éventuellement à l'OSpT, qu'un produit particulier est importé sur son territoire en quantités tellement accrues qu'il porte ou menace réellement de porter un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. Le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave doit manifestement être causé par cet accroissement en quantité des importations totales de ce produit et non par d'autres facteurs tels que des modifications techniques ou des changements dans les préférences des consommateurs. L'article 6:3 indique que, lorsqu'il détermine s'il existe un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave, le Membre invoquant les dispositions de l'article 6 doit examiner l'effet de cet accroissement en quantité des importations totales sur la situation de la branche de production en question dont témoignent des modifications des variables économiques énumérées dans la même disposition. L'article 6:4 décrit les circonstances dans lesquelles le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave peut être imputé aux importations en provenance de tel ou tel Membre.

427. L'article 8:9 dispose ce qui suit: "Les Membres s'efforceront d'accepter dans leur intégralité les recommandations de l'OSpT, qui exercera une surveillance appropriée sur leur mise en œuvre." Toutefois, l'article 8:10 prévoit que si un Membre "estime qu'il n'est pas en mesure de se conformer aux recommandations de l'OSpT", il peut "lui en exposer les raisons au plus tard un mois après avoir reçu ces recommandations. Après un examen approfondi des raisons données, l'OSpT établira immédiatement toutes autres recommandations qu'il jugera appropriées. Si ces autres recommandations ne permettent pas de résoudre la question, chacun des Membres pourra porter celle-ci devant l'Organe de règlement des différends et invoquer le paragraphe 2 de l'article XXIII du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends."

428. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, deux mesures de limitation convenues entre des Membres en application de l'article 6:9, à la suite de demandes de consultations présentées en octobre 2002, ont été soumises à l'OSpT qui les a examinées conformément aux dispositions applicables de l'article 6. Par ailleurs, l'OSpT a surveillé la mise en œuvre de la recommandation qu'il avait faite conformément à l'article 8:10 en novembre 2001, c'est-à-dire pendant la mise en œuvre de l'étape 2 du processus d'intégration.<sup>209</sup>

#### **1. Notification au titre de l'article 6:9**

- a) Brésil/Taipei chinois: importation par le Brésil de certains tissus de fibres synthétiques en provenance du Taipei chinois

429. Fin octobre 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Taipei chinois conformément à l'article 6:7. Au cours des consultations, les deux parties sont convenues que la situation appelait une limitation pendant deux exercices contingentaires consécutifs, soit du 27 janvier 2003 au 31 décembre 2004, des importations d'autres tissus contenant au moins 85 pour cent en poids de filaments de polyester texturé, teint, sans filament de caoutchouc (code 5407.5210 SH/NCM)<sup>210</sup> et des importations d'autres tissus contenant au moins 85 pour cent en poids de filaments de polyester non texturé (code 5407.6100 SH/NCM). La limitation convenue a été notifiée par le Brésil conformément à l'article 6:9 et a été examinée par l'OSpT à ses réunions de février et mars 2003 car, pour pouvoir évaluer si les produits en question étaient importés en quantités tellement accrues qu'ils portaient ou menaçaient réellement de porter un préjudice grave à la branche de production brésilienne de produits similaires et/ou directement concurrents, l'OSpT avait décidé, au cours de l'examen, de demander un complément d'information au Brésil et de reprendre l'examen à sa session suivante. L'OSpT a relevé, entre autres, que les renseignements spécifiques et les renseignements factuels pertinents fournis par le Brésil conformément à l'article 6:7 contenaient, pour trois périodes consécutives de 12 mois, jusqu'à la période septembre 2000-août 2001, des données sur l'évolution des importations totales ainsi que sur plusieurs variables économiques: production, capacité de production et capacité utilisée, exportations et prix. En outre, le Brésil a fourni des renseignements concernant les importations pour la période août 2001-septembre 2002 (période visée à l'article 6:8), ainsi que des données se référant à 2002 pour plusieurs autres variables économiques (part des importations dans la consommation apparente, production, ventes sur le marché intérieur, exportations, prix à l'importation et prix intérieurs et indications préliminaires concernant la rentabilité). L'OSpT a rappelé qu'au titre de l'article 6:9, pour déterminer si l'accord était justifié en vertu des dispositions de l'article 6, il devra disposer des données factuelles fournies conformément à l'article 6:7, ainsi que de tout autre renseignement pertinent fourni par les Membres concernés. L'OSpT a relevé, en outre, que les deux types de produits couverts par l'accord relevaient de l'ATV et

---

<sup>209</sup> Voir le paragraphe 38.

<sup>210</sup> NCM: Nomenclatura Comum do Mercosul (Tarif douanier commun du MERCOSUR).

que ni les produits désignés sous le code 5407.5210 SH/NCM, ni ceux désignés sous le code 5407.6100 SH/NCM n'avaient été intégrés par le Brésil dans une des trois étapes d'intégration.

430. En examinant l'évolution des importations totales des deux produits en question au Brésil, l'OSpT a établi qu'elles avaient augmenté de plus de 12 fois au cours d'une période d'un peu moins de quatre ans, ce qui - quels que soient les critères utilisés - constituait une évolution significative justifiant un examen approfondi des effets possibles d'une telle augmentation des importations sur la situation de la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. Avant d'étudier les effets de cette augmentation des importations totales sur la situation de la branche de production nationale tels qu'ils se reflétaient dans l'évolution des variables économiques énumérées à l'article 6:3, l'OSpT s'est d'abord penché sur certaines des questions soulevées par la méthode suivie par le Brésil pour recueillir les données et fournir les renseignements factuels à l'appui de sa cause. Tout d'abord, il a observé que les renseignements fournis concernant l'évolution de la production paraissaient ambigus pour ce qui est de savoir si le volume indiqué pour la période septembre 1998-août 2001 représentait 65 pour cent de la production nationale de tous les types de tissus synthétiques ou seulement 65 pour cent de la production des deux produits spécifiques faisant l'objet de la mesure de limitation convenue entre le Brésil et le Taipei chinois. Après un examen minutieux, il a supposé que, si la branche de production nationale des produits faisant l'objet de la mesure de limitation convenue correspondait à l'ensemble du secteur produisant différents types de tissus synthétiques, le volume de 65 pour cent indiqué ne pouvait que se rapporter à la production des deux produits spécifiques pour lesquels un préjudice grave était allégué. Ensuite, l'OSpT a observé que des questions pouvaient également être soulevées en ce qui concerne la mesure dans laquelle la situation de la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents avait été correctement rendue par les renseignements factuels fournis par le Brésil. Un examen approfondi des renseignements factuels détaillés l'a conduit à conclure que l'ensemble de la branche de production nationale se limitait aux 64 entreprises représentées par SINDITEC (groupement régional d'entreprises à l'origine de l'enquête et de la mesure en résultant). Parmi ces 64 entreprises, les 32 "qui avaient répondu au questionnaire" ayant déclenché la procédure d'enquête produisaient environ 65 pour cent de la production totale nationale et les 32 autres n'avaient apparemment pas fourni de renseignements spécifiques aux fins de l'enquête. L'OSpT a rappelé qu'il avait déjà fait observer, à de précédentes occasions, que bien que l'ATV ne donne pas de définition de ce qui constitue la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents, le fait de ne pas fournir de renseignements sur une part importante d'une telle branche de production pouvait engendrer des incertitudes importantes et, de ce fait, limiter la possibilité pour le Membre importateur et l'OSpT d'évaluer la situation de la branche de production en question. En l'occurrence, l'OSpT a noté avec satisfaction que le Brésil semblait avoir eu les mêmes préoccupations et qu'il s'était efforcé de remédier à la situation en cherchant à fournir des renseignements censés couvrir l'ensemble de la branche de production nationale. Cela avait été fait essentiellement par extrapolation des données reçues des 32 entreprises dont le volume de la production pendant la période allant de septembre 1998 à août 2001 correspondait à 65 pour cent de la production intérieure totale, en partant de l'hypothèse que la part de la production totale des entreprises qui n'avaient pas répondu au questionnaire était restée stable, à 35 pour cent, pendant toute la période de trois ans considérée, pour arriver à des données concernant ces entreprises. Tout en présentant certaines observations sur ce point, l'OSpT reconnaissait que le Brésil avait cherché à fournir des renseignements factuels couvrant l'ensemble de la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents.

431. De plus, en ce qui concerne la spécificité des renseignements factuels communiqués par le Brésil, l'OSpT a rappelé qu'il avait déjà insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'en cas de recours à l'article 6, il était important de fournir autant de renseignements et de données factuels que possible se rapportant spécifiquement à la catégorie de produits faisant l'objet de la mesure de sauvegarde transitoire, car les renseignements et données spécifiques aux produits devraient avoir une importance déterminante dans l'évaluation globale visant à démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave. Il était également entendu qu'il pouvait exister des situations où il

n'était pas possible pour le Membre importateur de fournir des renseignements et données spécifiques aux produits pour chacune des variables économiques mentionnées au paragraphe 3 de l'article 6. L'OSpT avait également estimé que dans une affaire de ce type, et en ce qui concerne de telles variables, des renseignements et données factuels se rapportant aussi étroitement que possible aux produits en question devaient être examinés et communiqués. Cela étant, l'OSpT a également relevé que le Brésil avait fourni des renseignements factuels sur chacune des variables économiques mentionnées au paragraphe 3 de l'article 6. En outre, il avait fourni des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur, lesquelles n'étaient pas explicitement mentionnées dans l'article en question. Par ailleurs, les renseignements factuels fournis par le Brésil étaient spécifiques aux produits faisant l'objet de la mesure de sauvegarde en ce qui concerne la production, les stocks, les parts de marché, les exportations, la capacité utilisée, les prix intérieurs et la productivité, tandis que les données relatives à l'emploi, aux salaires, aux bénéfices et aux investissements se rapportaient à un secteur quelque peu plus large de la branche de production. Compte tenu de tout cela, l'OSpT a retenu que le Brésil s'était pour l'essentiel conformé aux prescriptions pour ce qui est de la fourniture de renseignements spécifiques et de renseignements factuels pertinents pour la période couverte par son enquête afin d'étoffer son dossier.

432. Afin d'analyser les effets possibles d'un accroissement des importations totales sur la situation de la branche de production nationale, l'OSpT a examiné une à une les modifications des variables économiques pertinentes (production intérieure, capacité de production utilisée, stocks, ventes intérieures, exportations, évolution des prix intérieurs moyens, emploi, productivité, salaires, rentabilité, investissements et part de marché) communiquées par le Brésil.<sup>211</sup> Rappelant, en outre, qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article 6, le préjudice grave doit manifestement être causé par cet accroissement en quantité des importations totales des produits en question et non par d'autres facteurs tels que des modifications techniques ou des changements dans les préférences des consommateurs, l'OSpT a pris note de l'avis exprimé par le Brésil (qui semblait être étayé par les renseignements indiquant que près de la totalité des investissements consacrés à la modernisation des installations visait à acquérir des équipements comportant des innovations technologiques plus adaptées au travail des tissus synthétiques) selon lequel les équipements de l'industrie textile brésilienne étaient comparables à ceux de ses concurrents des autres pays en développement. L'OSpT n'avait d'ailleurs aucune raison de mettre en doute, ni aucun fondement pour le faire, l'affirmation du Brésil selon laquelle les tissus produits par la branche de production nationale "sont d'une qualité supérieure qui plaît tant aux consommateurs nationaux qu'étrangers". Compte tenu de ces éléments, l'OSpT a accepté l'opinion du Brésil selon laquelle les difficultés rencontrées par la branche de production nationale ne pouvaient résulter de modifications techniques ou de changements dans les préférences des consommateurs. Après avoir examiné les modifications indiquées par le Brésil en ce qui concerne chacune des variables économiques pertinentes, l'OSpT est parvenu à la conclusion que l'augmentation importante du volume des importations totales des deux produits, jointe à leur faible niveau de prix, avait causé un préjudice grave à la branche de production brésilienne, comme l'indiquaient, en particulier, la chute importante de la production et des ventes intérieures, la perte importante de part de marché et la diminution, au point de devenir négative, de la rentabilité des entreprises concernées. Cette conclusion était également étayée, dans une certaine mesure, par la diminution du niveau de l'emploi et les tendances observées en matière d'investissements. L'OSpT a relevé, en outre, que pour l'essentiel l'évolution des exportations n'était pas pertinente compte tenu des quantités insignifiantes en jeu, tandis que les renseignements concernant d'autres variables économiques telles que la capacité utilisée, les stocks, la productivité et les salaires ne constituaient pas une base de jugement suffisante pour évaluer la situation globale de la branche de production nationale, telle qu'elle était affectée par l'augmentation importante des importations totales. En conséquence, l'OSpT a conclu que le Brésil avait démontré avec succès, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 6, que les deux produits faisant l'objet de la mesure de

---

<sup>211</sup> Pour plus de détails, voir le document G/TMB/R/97, paragraphes 19 à 30.

limitation convenue étaient importés sur son territoire en quantités tellement accrues qu'ils portaient un préjudice grave à sa branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents.

433. Quant à l'imputation du préjudice grave aux importations en provenance du Taipei chinois, l'OSpT a rappelé qu'aux termes du paragraphe 4 de l'article 6 "[...] [l]e ou les Membres auxquels est imputé le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave, visés aux paragraphes 2 et 3 [de l'article 6], seront identifiés sur la base d'un accroissement brusque et substantiel, effectif ou éminent, des importations en provenance dudit ou desdits Membres pris individuellement et sur la base du niveau des importations par rapport aux importations en provenance d'autres sources, de la part de marché, ainsi que des prix à l'importation et des prix intérieurs à un stade comparable de la transaction commerciale; aucun de ces facteurs, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituera nécessairement une base de jugement déterminante. [...]". [Note de bas de page omise] Il a été relevé que les importations en provenance du Taipei chinois des deux produits faisant l'objet de la mesure de limitation convenue avaient subi un accroissement brusque et substantiel pendant la période visée par l'examen et avaient continué d'augmenter pendant la période de référence déterminée conformément à l'article 6:8. Durant cette période, le Taipei chinois était devenu le premier fournisseur étranger sur le marché brésilien dont il détenait une part importante. De même, l'évolution du niveau moyen des prix des produits importés du Taipei chinois indiquait clairement, par rapport au niveau moyen des prix de la production intérieure, que les producteurs brésiliens n'avaient pas pu soutenir la concurrence des importations, sensiblement moins chères, en provenance du Taipei chinois. Ayant examiné tous les faits pertinents, l'OSpT est convenu, avec le Brésil, que le préjudice grave causé à sa branche de production nationale pouvait être imputé, entre autres, aux importations en provenance du Taipei chinois. L'OSpT a examiné les principaux éléments de l'accord intervenu entre le Brésil et le Taipei chinois et a constaté que la mesure de limitation convenue serait appliquée en pleine conformité avec les prescriptions du paragraphe 13 de l'article 6. Quant aux procédures administratives connexes à appliquer pour la mise en œuvre et le contrôle de la mesure de limitation, l'OSpT a noté, entre autres, qu'elles correspondaient largement aux dispositions administratives prévues à l'article 2:17. Compte tenu des conclusions exposées ci-dessus, l'OSpT a déterminé que l'accord conclu entre le Brésil et le Taipei chinois était justifié conformément aux dispositions de l'article 6.

b) Brésil/Corée: importation par le Brésil de certains tissus de fibres synthétiques en provenance de Corée

434. À la fin d'octobre 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec la Corée conformément à l'article 6:7. Au cours des consultations, les deux parties sont convenues que la situation appelait une limitation, pendant deux périodes contingentes successives, soit du 27 janvier 2003 au 31 décembre 2004, des importations d'autres tissus contenant au moins 85 pour cent en poids de filaments de polyester texturés, teints, sans filament de caoutchouc (code 5407.5210 SH/NCM) et des importations d'autres tissus contenant au moins 85 pour cent en poids de filaments de polyester non texturés (code 5407.6100 SH/NCM). La limitation convenue a été notifiée par le Brésil conformément à l'article 6:9 et a été examinée par l'OSpT à ses réunions de février et mars 2003 car, pour pouvoir évaluer si les produits en question étaient importés en quantités tellement accrues qu'ils portaient ou menaçaient réellement de porter un préjudice grave à la branche de production brésilienne de produits similaires et/ou directement concurrents, l'OSpT avait décidé, au cours de l'examen, de demander un complément d'information au Brésil et de reprendre l'examen à sa session suivante.

435. L'OSpT a noté que la demande de consultations en vertu de l'article 6:7 avait été adressée par le Brésil à la Corée à la même date que la demande similaire adressée au Taipei chinois et qu'elle couvrait les deux mêmes produits. En outre, l'OSpT a fait observer que les renseignements spécifiques et les renseignements factuels pertinents fournis à la Corée en même temps que la



demande de consultations qui lui avait été adressée au titre de l'article 6:7, concernant l'évolution des importations totales et des facteurs mentionnés à l'article 6:3, sur la base desquels le Brésil avait déterminé l'existence d'un préjudice grave, étaient les mêmes que ceux fournis au Taipei chinois.<sup>212</sup> En conséquence, l'OSpT a estimé que son examen des renseignements fournis dans le cas mentionné, et sa conclusion que le Brésil avait démontré de manière convaincante, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 6, que les deux produits faisant l'objet de la mesure de limitation étaient importés sur son territoire en quantités tellement accrues qu'ils portaient un préjudice grave à sa branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents, s'appliquaient également à la mesure de limitation convenue entre le Brésil et la Corée.

436. Pour ce qui est de l'imputation du préjudice grave aux importations en provenance de la Corée, l'OSpT a noté que les importations en provenance de Corée avaient enregistré un accroissement brusque et substantiel au cours de la période examinée, la Corée devenant le deuxième fournisseur étranger du marché brésilien avec plus d'un tiers des importations totales, et détenant au cours de la dernière période visée par l'examen une part importante du marché brésilien. Le rapport entre le niveau moyen des prix à l'importation de ces produits en provenance de la Corée et les prix intérieurs à un stade comparable de la transaction commerciale, et son évolution entre septembre 1998 et août 2001 constituaient une indication claire que les producteurs intérieurs n'avaient pas été en mesure de soutenir la concurrence des importations sensiblement moins chères en provenance de la Corée. Ayant examiné tous les faits pertinents, l'OSpT était convenu, avec le Brésil, que le préjudice grave causé à sa branche de production nationale pouvait être imputé, entre autres, aux importations en provenance de la Corée. L'OSpT a examiné les principaux éléments de l'accord intervenu entre le Brésil et la Corée et a constaté que la mesure de limitation convenue serait appliquée en pleine conformité avec les prescriptions du paragraphe 13 de l'article 6. Quant aux procédures administratives connexes à appliquer pour la mise en œuvre et le contrôle de la mesure de limitation, l'OSpT a noté, entre autres, qu'elles correspondaient largement aux dispositions administratives prévues à l'article 2:17. Compte tenu des conclusions exposées ci-dessus, l'OSpT a déterminé que l'accord conclu entre le Brésil et la Corée était justifié conformément aux dispositions de l'article 6.

**2. Suivi de la recommandation adoptée par l'OSpT conformément à l'article 8:10: Pologne/Roumanie – Importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins (positions 5509.31, 5509.32 et 5509.61 du SH) en provenance de Roumanie**

437. Comme cela a déjà été exposé en détail<sup>213</sup>, à sa réunion de septembre 2001, l'OSpT a examiné la mesure de sauvegarde appliquée par la Pologne, conformément à l'article 6:10, aux importations de certains fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues en provenance de Roumanie. À l'issue d'un examen détaillé, l'OSpT a conclu que la Pologne n'avait pas démontré que les fils ayant fait l'objet de la mesure de sauvegarde avaient été importés sur son territoire pendant la période de référence en quantités tellement accrues qu'ils portaient un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents. L'OSpT a donc recommandé à la Pologne d'abroger la mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins en provenance de Roumanie.

438. Par la suite, la Pologne a déclaré, conformément à l'article 8:10, qu'elle estimait n'être pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT et en a exposé les raisons. L'OSpT a

---

<sup>212</sup> Voir plus haut les paragraphes 429 à 433.

<sup>213</sup> Voir plus haut les paragraphes 26 à 29.

examiné cette communication à sa réunion de novembre 2001.<sup>214</sup> Ayant examiné de manière approfondie les raisons données par la Pologne pour expliquer pourquoi elle n'était pas en mesure de se conformer à sa recommandation, l'OSpT a conclu que ces raisons ne l'amenaient pas à modifier la conclusion et la recommandation qu'il avait formulées après l'examen, conformément à l'article 6:10 de la mesure de sauvegarde transitoire en question. L'OSpT recommandait donc que la Pologne reconsidère sa position et abroge immédiatement la mesure de sauvegarde appliquée aux importations de fils de fibres acryliques ou modacryliques discontinues, simples ou mélangées avec de la laine ou des poils fins, en provenance de Roumanie.

439. À sa réunion de décembre 2001, l'OSpT, compte tenu du fait que l'article 8:9 de l'ATV dispose que "les Membres s'efforceront d'accepter dans leur intégralité les recommandations de l'OSpT, qui exercera une surveillance appropriée sur leur mise en œuvre", et du fait que la Pologne ne lui avait fait parvenir aucun renseignement quant à la mise en œuvre de la recommandation, a décidé de demander à la Pologne de lui fournir ces renseignements.<sup>215</sup>

440. À sa réunion suivante, en janvier 2002, l'OSpT a examiné la communication présentée par la Pologne à la suite de cette demande. Cette communication précisait que, conformément à la recommandation de l'OSpT, "la Pologne a l'intention de mettre en œuvre la recommandation de l'OSpT [...] relative à la mesure de sauvegarde transitoire appliquée par la Pologne aux importations de fils de fibres discontinues en provenance de Roumanie. Cette mesure sera abrogée le 1<sup>er</sup> mars 2002". L'OSpT a rappelé qu'il avait examiné cette mesure de sauvegarde en septembre 2001 conformément à l'article 6:10 et, par la suite, en novembre 2001, les explications fournies par la Pologne concernant les raisons pour lesquelles elle ne se considérait pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT. Des renseignements détaillés ainsi que la recommandation de l'OSpT avaient été communiqués aux Membres de l'OMC en ce qui concerne ce dernier examen effectué le 23 novembre 2001. Tout en prenant note de la communication de la Pologne, l'OSpT a fait observer que, bien que l'article 8 ne fixe pas de délai précis pour la mise en œuvre par le(s) Membre(s) visé(s) des recommandations de l'OSpT, la mesure avait été appliquée pendant plus de sept mois.

### **3. Observations de l'OSpT concernant l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la troisième étape du processus d'intégration**

441. Pour évaluer l'utilisation des dispositions du mécanisme de sauvegarde transitoire pendant la troisième étape du processus d'intégration, il convient d'abord de rappeler brièvement, à titre d'information, les faits qui ont marqué l'évolution dans ce domaine au cours des deux premières étapes du processus. Durant la première étape (allant du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1997), deux Membres ont invoqué les dispositions de l'article 6, dans 34 cas au total: États-Unis (27 cas) (dont 24 en 1995); et Brésil (sept cas). Pendant la deuxième étape, on a compté, au total, 29 recours aux dispositions de l'article 6, par quatre Membres (Argentine - 17 cas; Colombie - neuf cas; Pologne - deux cas; États-Unis - un cas). Dans le deuxième rapport général, l'OSpT a fait observer que "les faits nouveaux survenus pendant l'étape 2 et, en particulier, l'utilisation bien moindre des dispositions de l'article 6 depuis le début de 2000 correspondraient à la prescription énoncée à l'article 6:1, voulant que le mécanisme de sauvegarde transitoire soit appliqué avec la plus grande modération possible".<sup>216</sup> Dans le rapport sur son examen majeur de la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements pendant la deuxième étape du processus d'intégration, le Conseil du commerce des marchandises a noté la "tendance à moins appliquer le mécanisme de sauvegarde transitoire

---

<sup>214</sup> Voir plus haut les paragraphes 32 à 37.

<sup>215</sup> Voir également le paragraphe 38.

<sup>216</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 687.

enregistrée pendant la deuxième étape; les Membres pouvaient certes se prévaloir des dispositions en matière de sauvegarde de l'ATV pendant les dernières années, mais tous étaient invités [par le Conseil] à appliquer le mécanisme de sauvegarde transitoire avec la plus grande modération possible, en conformité avec les dispositions de l'article 6 et la mise en œuvre effective du processus d'intégration résultant de l'Accord".

442. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, comme cela est indiqué aux paragraphes 429 à 436, les dispositions de l'article 6 n'ont été invoquées que deux fois, dans les deux cas par le Brésil en 2002. Dans un cas comme dans l'autre, les mesures de limitation ont été convenues entre les Membres concernés et le Brésil, et, à l'issue de son examen, l'OSpT a déterminé que, dans les deux cas, les accords étaient justifiés conformément à l'article 6. Le fait qu'il n'y ait eu que deux recours aux dispositions de l'article 6 en 2002, aucun en 2003 et, aucun non plus jusqu'à présent en 2004, a confirmé la tendance déjà observée par l'OSpT, à savoir une réduction substantielle de l'utilisation du mécanisme de sauvegarde transitoire depuis le début de 2000, ainsi que le recours nettement moins fréquent aux dispositions de l'article 6 depuis la deuxième étape du processus de mise en œuvre.<sup>217</sup> Pour ce qui est des raisons pouvant expliquer cette tendance, l'OSpT estimait que celles qui étaient exposées dans son deuxième rapport général, à savoir, entre autres, les disciplines de l'OMC et la surveillance exercée par le système de l'OMC, la jurisprudence établie par les rapports respectifs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, qui donnaient des orientations précises aux Membres et définissaient des critères appropriés sur lesquels l'OSpT a pu se fonder pour améliorer l'efficacité et la transparence de ses travaux et de ses rapports, étaient toujours valables.<sup>218</sup> L'OSpT a par ailleurs observé que l'évolution du recours aux dispositions de l'article 6 pendant l'étape 3 correspondait dans une large mesure à l'appel lancé aux Membres par le CCM en juillet 2002, dont il est fait mention au paragraphe 441.

443. Il convient également de noter que l'OSpT a continué de faire tout son possible pour surveiller convenablement la mise en œuvre de ses recommandations, comme celles qu'il a adressées à la Pologne à la fin de l'étape 2.<sup>219</sup>

444. En conclusion, l'OSpT a fait observer que le fait que le recours aux dispositions de l'article 6 ait diminué sensiblement et que, au cours des deux dernières années, cet article n'ait pas du tout été invoqué faciliterait l'intégration complète du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, comme le prévoit l'article 9 de l'ATV.

D. QUESTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION ET À L'APPLICATION DES RESTRICTIONS. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 4 ET 5

**1. Mise en œuvre des dispositions de l'article 4**

a) Administration des restrictions (article 4:1)

445. Aux termes de l'article 4:1, "[l]es restrictions visées à l'article 2 et celles qui sont appliquées en vertu de l'article 6 seront administrées par les Membres exportateurs. Les Membres importateurs ne seront pas tenus d'accepter les expéditions en dépassement des restrictions notifiées au titre de l'article 2 ou de celles qui sont appliquées conformément à l'article 6".

---

<sup>217</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 238.

<sup>218</sup> *Ibid.*, paragraphes 239 et 240.

<sup>219</sup> Voir les paragraphes 439 et 440.

446. Le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis avaient notifié, pendant la première et la deuxième étape du processus d'intégration, des dispositions administratives, conformément à l'article 2:17, selon lesquelles, entre autres, l'administration des restrictions incombait aux Membres exportateurs. L'OSpT avait noté que certaines des dispositions convenues par un Membre importateur (États-Unis) donnaient à celui-ci la possibilité d'apporter des modifications aux niveaux des restrictions existantes. À cet égard, l'OSpT comptait que toutes ces dispositions administratives seraient appliquées par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV, y compris l'article 4:1.<sup>220</sup>

447. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, l'OSpT a reçu et examiné les notifications relatives aux dispositions administratives convenues entre le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis, et respectivement la Chine et le Taipei chinois.<sup>221</sup> Aux termes de ces dispositions administratives, le droit des Membres exportateurs concernés d'administrer les restrictions maintenues est entièrement préservé. Hormis la notification de ces nouvelles dispositions administratives, l'OSpT n'a reçu aucune notification ou communication spécifique concernant directement la mise en œuvre des dispositions de l'article 4:1.

b) Modifications, au sens de l'article 4:2, apportées à la mise en œuvre ou à l'administration des restrictions appliquées au titre de l'ATV et mesures connexes au titre de l'article 4:4

448. Aux termes de l'article 4:2 "... l'introduction de modifications, par exemple des pratiques, règles et procédures et du classement des produits textiles et des vêtements en catégories, y compris les modifications en rapport avec le Système harmonisé, dans la mise en œuvre ou l'administration des restrictions notifiées ou appliquées en vertu du présent accord, ne devrait pas: rompre l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations résultant du présent accord; être préjudiciable à l'accès dont un Membre peut bénéficier; empêcher que cet accès ne soit pleinement mis à profit; ou désorganiser les échanges commerciaux relevant du présent accord".

449. Comme l'a indiqué précédemment l'OSpT<sup>222</sup>, les dispositions administratives convenues pendant la première étape du processus d'intégration entre les Communautés européennes et les Membres exportateurs concernés avaient trait aux questions visées à l'article 4:2. Ces dispositions confirmaient que toute modification apportée aux règles d'origine, à la nomenclature tarifaire et à la nomenclature statistique en vigueur dans les Communautés européennes ou toute décision entraînant une modification du classement des produits ne devait pas avoir pour effet de réduire un plafond quantitatif (maintenu en vertu de l'ATV). Les dispositions administratives convenues entre les Communautés européennes et, respectivement, la Chine et le Taipei chinois, et notifiées pendant la troisième étape du processus de mise en œuvre, contiennent des dispositions analogues. Les dispositions administratives convenues par le Canada et les États-Unis pendant les étapes antérieures du processus d'intégration ne contenaient pas de dispositions de ce genre. Cela est vrai également des dispositions administratives convenues entre ces deux derniers Membres et, respectivement, la Chine et le Taipei chinois. Nonobstant l'absence de clause explicite de ce genre dans les dispositions administratives, en cas de modification, comme le prévoit l'article 4:2, les dispositions de l'article 4:2 et 4:4 sont applicables.

450. L'article 4:4 dispose que, lorsque des modifications dont il est fait mention à l'article 4:2 sont nécessaires, les Membres qui procèdent à ces modifications doivent informer le ou les Membres

---

<sup>220</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 382 et 383.

<sup>221</sup> Voir les paragraphes 264 à 306.

<sup>222</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 385.

affectés et, chaque fois que possible, doivent engager avec eux des consultations en vue d'arriver à une solution mutuellement acceptable au sujet d'un ajustement approprié et équitable. Ces consultations doivent avoir lieu, dans la mesure du possible, avant la mise en œuvre des modifications. Dans les cas où cela n'est pas possible, des consultations doivent être engagées à la demande du ou des Membres concernés, dans un délai de 60 jours si possible. En l'absence de solution mutuellement satisfaisante, l'un quelconque des Membres concernés peut porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8 de l'ATV.

451. Les dispositions administratives convenues par les Communautés européennes prévoient la tenue de consultations avec les Membres exportateurs pour mettre en œuvre les obligations mentionnées au paragraphe 450. Celles qui ont été convenues par le Canada et les États-Unis ne contiennent pas de clause spécifique de consultation dans des cas analogues. Cela est également vrai des dispositions administratives conclues par ces Membres avec, respectivement, la Chine et le Taipei chinois.

452. Les faits nouveaux en rapport avec la mise en œuvre de l'article 4:2 et 4:4 survenus pendant la période visée par les deux premiers rapports généraux, notamment en ce qui concerne les modifications des règles d'origine appliquées par les États-Unis, sont résumés dans le deuxième rapport général.<sup>223</sup> Pendant la troisième étape du processus de mise en œuvre, aucune question spécifique n'a été notifiée à l'OSpT au sujet de la mise en œuvre des dispositions de l'article 4:2.

453. Bien que cette question ne lui ait pas été soumise, l'OSpT a eu connaissance du fait que, le 11 janvier 2002, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'article 7 de l'Accord sur les règles d'origine au sujet des règles d'origine concernant les textiles et les vêtements énoncées à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, à l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement et dans les règlements douaniers mettant en œuvre ces dispositions. L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay a modifié les règles d'origine applicables aux textiles et aux vêtements à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996 et, selon les allégations de l'Inde, ces modifications avaient principalement pour but la protection du secteur des textiles et des vêtements des États-Unis contre la concurrence des importations. L'Inde a rappelé que les Communautés européennes avaient considéré que les modifications susmentionnées étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour les États-Unis de l'Accord sur les règles d'origine et d'autres Accords de l'OMC, et avaient engagé contre eux une procédure de règlement des différends. Les Communautés européennes ont, par la suite, retiré leur plainte lorsque les États-Unis sont convenus d'introduire une législation rétablissant les règles antérieures en ce qui concerne certains produits. Cependant, la législation effectivement introduite n'a pas satisfait les CE, qui ont donc engagé une nouvelle procédure de règlement des différends. Ce différend a été réglé au moyen d'un procès-verbal selon lequel les États-Unis sont convenus d'introduire une législation portant modification des règles d'origine concernant certains produits prévues à l'article 334. L'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement donnait effet à ce procès-verbal.<sup>224</sup> Les modifications introduites en 1996 et 2000 ont ainsi abouti, selon l'Inde, à des règles extraordinairement complexes en vertu desquelles les critères qui confèrent l'origine varient entre des produits et des opérations de transformation similaires. La structure des modifications, les circonstances dans lesquelles elles ont été adoptées et leurs effets sur les conditions de concurrence pour les textiles et les vêtements donnent à penser, selon l'Inde, qu'elles servent des buts de politique commerciale. L'Inde conteste donc la compatibilité de ces modifications avec les paragraphes b), c),

---

<sup>223</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 388 à 406.

<sup>224</sup> Voir également le document G/L/459, paragraphes 400 à 402.

d) et e) de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine, selon lesquels les règles d'origine ne seront pas utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce; n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses; ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international; ne seront pas discriminatoires; et seront administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable.

454. Dans des communications datées de janvier 2002 et adressées à l'Organe de règlement des différends et aux deux Membres concernés, les Communautés européennes et le Bangladesh ont fait savoir qu'ils souhaitaient participer à ces consultations.

455. Des consultations ont eu lieu mais n'ont pas permis de régler le différend. L'Inde a donc demandé l'établissement d'un groupe spécial le 7 mai 2002. Elle a présenté à l'Organe de règlement des différends une demande révisée le 3 juin 2002. Le Groupe spécial a été établi par l'Organe de règlement des différends le 24 juin 2002. Le Bangladesh, la Chine, les Communautés européennes, le Pakistan et les Philippines ont réservé leurs droits de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le Groupe spécial a remis son rapport le 20 juin 2003. Il a conclu que l'Inde n'avait pas établi a) que l'article 334 de la Loi des États-Unis sur les Accords du Cycle d'Uruguay est incompatible avec l'article 2 b) ou 2 c) de l'Accord sur les règles d'origine; b) que l'article 405 de la Loi des États-Unis sur le commerce extérieur et le développement est incompatible avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'Accord sur les règles d'origine; et c) que les règlements douaniers en question sont incompatibles avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'Accord sur les règles d'origine. Compte tenu de ses conclusions, le Groupe spécial n'a formulé aucune recommandation conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.<sup>225</sup> Le rapport du Groupe spécial a été adopté le 21 juillet 2003 par l'Organe de règlement des différends, qui a, en même temps, pris note des déclarations faites à cette occasion au sujet du rapport par la Chine, l'Inde, les Philippines et les États-Unis.<sup>226</sup>

456. Dans une déclaration à l'Organe de règlement des différends, le représentant des États-Unis a dit, entre autres choses, que son pays accueillait avec satisfaction les constatations du Groupe spécial qui établissaient que les règles d'origine américaines en cause dans le différend n'étaient pas incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des accords sur les règles d'origine. Comme les États-Unis l'avaient soutenu depuis le début, leurs règles n'étaient pas discriminatoires et ne faussaient ni ne désorganisaient le commerce international. Le représentant de l'Inde a dit, entre autres, que son pays était déçu par le rapport du Groupe spécial qu'il considérait comme fondamentalement vicié pour plusieurs raisons. Premièrement, le Groupe spécial avait adopté une interprétation de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine qui reconnaissait exclusivement le pouvoir discrétionnaire d'un Membre de déterminer l'utilisation de ses règles d'origine, sans exclure l'usage abusif de ces règles. Deuxièmement, le Groupe spécial avait adopté une interprétation de la disposition relative à la non-discrimination de l'article 2 d) de l'Accord sur les règles d'origine qui réduisait la portée de cette disposition par rapport à celle des dispositions similaires de l'Accord sur l'OMC, en particulier l'article premier du GATT de 1994. Troisièmement, le Groupe spécial avait évité d'établir des interprétations juridiques bien claires en formulant ses interprétations pour les besoins de l'argumentation et en établissant ensuite des constatations concernant les faits en se fondant sur lesdites interprétations. Enfin, il n'avait pas demandé à l'Inde les renseignements qu'il jugeait tellement nécessaires pour une évaluation correcte du différend. Vu que le Groupe spécial ne s'était pas acquitté des tâches précitées, son rapport ne semblait pas, de l'avis de l'Inde, constituer la base appropriée d'un appel.

---

<sup>225</sup> Voir le document WT/DS243/R.

<sup>226</sup> Voir le document WT/DSB/M/153, paragraphes 82 à 98.

c) Intégration d'éléments visés par une restriction (article 4:3) et mesures connexes au titre de l'article 4:4

457. Aux termes de l'article 4:3, "si un produit qui ne constitue que l'un des éléments visés par une restriction fait l'objet d'une notification concernant son intégration conformément aux dispositions de l'article 2, les Membres conviennent que toute modification apportée au niveau de cette restriction ne rompra pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations résultant du présent Accord". Lorsque des modifications mentionnées dans ledit article sont nécessaires, les dispositions de l'article 4:4 s'appliquent.<sup>227</sup>

458. Étant donné qu'aucun élément visé par une restriction n'a été intégré pendant la première étape du processus d'intégration, les dispositions de l'article 4:3 n'ont pas été invoquées. Du fait de la mise en œuvre de l'étape 2, des éléments visés par des restrictions ont, dans certains cas, été intégrés, et les modifications correspondantes du niveau des restrictions restantes ont été mises en œuvre. C'était le cas, en particulier, des États-Unis, qui ont intégré un élément d'une catégorie soumise à une limitation spécifique de même que plusieurs autres catégories soumises à un plafond de groupe ou à un plafond global, et qui ont, chaque fois, opéré des ajustements à la baisse des niveaux des limitations ou des plafonds correspondants. Le Canada a fait de même dans deux cas. Il convient cependant de noter qu'aucune question n'a été portée devant l'OSpT expressément au titre de l'article 4:3 et 4:4 durant la deuxième étape du processus d'intégration.

459. On se souviendra que, dans une communication adressée à l'OSpT dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général, les membres du BITV lui avaient demandé de faire des observations sur la méthode employée par les Membres appliquant des limitations pour ajuster les niveaux des limitations à la suite d'une intégration partielle pendant l'étape 2, ainsi que sur les perspectives concernant l'étape 3 à cet égard.<sup>228</sup>

460. Dans son commentaire, l'OSpT a notamment dit que, selon son interprétation, l'article 4:3 permettait de tels ajustements (à savoir des ajustements à la baisse) mais que ceux-ci n'étaient pas obligatoires. Toutefois, si de tels ajustements sont opérés, "toute modification apportée au niveau de cette restriction ne rompra pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations résultant [de l'ATV]". Lors de la mise en œuvre de ces modifications, les dispositions de l'article 4:4 s'appliquent aussi. Par conséquent, si un Membre considère que les renseignements voulus n'ont pas été communiqués et qu'aucune consultation n'a été tenue avant ou immédiatement après la mise en œuvre des modifications, ou que ces consultations n'ont pas abouti à une solution mutuellement satisfaisante, l'un quelconque des Membres concernés peut porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations. L'OSpT a rappelé qu'il n'avait été saisi d'aucune question de ce type par l'un quelconque des Membres.<sup>229</sup>

461. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a recommandé au Conseil du commerce des marchandises de "rappele[r] que, si un produit qui ne constitue que l'un des éléments visés par une restriction faisait l'objet d'une notification concernant son intégration pendant l'étape 3, tout ajustement apporté au niveau des restrictions correspondantes ne rompra pas l'équilibre, entre les

---

<sup>227</sup> Voir le paragraphe 450.

<sup>228</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 410 et 422.

<sup>229</sup> *Idem*, paragraphe 425.

Membres concernés, des droits et obligations résultant de l'ATV, conformément aux dispositions de l'article 4".<sup>230</sup>

462. Par suite de la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration, un ou plusieurs éléments d'une catégorie (ou de catégories combinées) soumise à une limitation spécifique de même que plusieurs autres catégories soumises à un plafond de groupe ou à un plafond global ont, dans certains cas, été intégrés. Cela s'appliquait en particulier au Canada et aux États-Unis, mais les Communautés européennes n'ont effectué aucune intégration partielle de catégories. Dans le cas du Canada, l'OSpT a également pris note d'une déclaration de ce Membre selon laquelle, lorsqu'un produit ou une catégorie qui ne représentait qu'une partie d'une catégorie soumise à limitation, d'une catégorie combinée ou d'une sous-catégorie serait intégré, le niveau des restrictions restantes correspondantes (pour la catégorie, la catégorie fusionnée ou la sous-catégorie) ne serait pas réduit pour refléter l'élimination des restrictions appliquées à ces produits.<sup>231</sup> Dans le cas des États-Unis, l'OSpT a noté la déclaration des États-Unis selon laquelle "s'agissant des effets de cette intégration en 2002 sur des limites spécifiques, de groupe et globales, ils [les États-Unis] [seraient] en contact avec [leurs] partenaires à l'Accord sur les textiles pendant l'année en cours [2001]. Des ajustements [seraient] apportés aux limites sur la base des échanges effectifs portant sur les produits à intégrer et les partenaires [des États-Unis] aux accords [seraient] invités à des consultations [avec les États-Unis] à ce sujet". À cet égard, l'OSpT a rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 4, tout changement apporté au niveau des restrictions ne porterait pas préjudice à l'accès offert aux Membres ni ne remettrait en cause les droits et obligations des Membres au titre de l'ATV.<sup>232</sup> En rappelant cette déclaration dans le deuxième rapport général, l'OSpT a dit qu'il comptait que les Membres concernés tireraient pleinement parti de leurs consultations au titre des dispositions de l'article 4:3 et 4:4. Selon l'OSpT, il faudrait que tout ajustement de ce type fasse l'objet, avant sa mise en œuvre, d'un accord mutuel entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux dans le cadre des consultations prévues à l'article 4:4.<sup>233</sup> Après cette déclaration, l'OSpT n'a reçu aucune notification au titre de l'article 4:4 concernant la mise en œuvre de ces ajustements par les États-Unis.

463. Dans le contexte de l'examen d'une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC et des observations formulées sur cette notification par la Chine, conformément à l'article 2:2, l'OSpT a examiné, entre autres, la question de l'ajustement à la baisse des niveaux des contingents suite à l'intégration partielle de certains produits.<sup>234</sup> Il a noté, à cet égard, que la Chine avait indiqué que "les niveaux de base de quelques plafonds spécifiques et de certains plafonds de groupe [avaient] été réduits de manière substantielle en raison de l'intégration partielle des produits. Le niveau de base du groupe III, par exemple, [avait] été réduit de 81,74 pour cent. De telles mesures [avaient] des conséquences négatives pour les exportations, en provenance de la Chine, de produits non intégrés couverts par ce groupe". L'OSpT a également noté que les États-Unis avaient indiqué que "[c]onformément à l'article 4:3, les contingents visés par une intégration partielle [avaient] été réduits pour tenir compte du nombre plus limité de produits. Comme pour les autres Membres de l'OMC, les États-Unis avaient appliqué une méthode type pour ajuster les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe afin de tenir compte de l'intégration partielle. Les États-Unis [avaient] pour pratique d'ajuster les plafonds de groupe et les plafonds spécifiques visés par une intégration partielle en les réduisant du volume moyen des

---

<sup>230</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 682.

<sup>231</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 82.

<sup>232</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 85.

<sup>233</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 429.

<sup>234</sup> Voir le paragraphe 172.



échanges du produit intégré au cours des deux années civiles précédentes, en l'occurrence 1999 et 2000". L'OSpT a noté, à cet égard, que le niveau des restrictions quantitatives notifié était resté inchangé jusqu'au 31 décembre 2001, et que les ajustements à la baisse des niveaux de contingent avaient apparemment eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2002 avec la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:8 b) par les États-Unis. De ce fait, l'observation de la Chine n'était pas directement en rapport avec les niveaux de limitation repris du régime existant antérieurement à l'ATV, comme l'avaient notifié les États-Unis au titre de l'article 2:1, mais était une question à traiter au titre des dispositions de l'article 4. L'OSpT a noté à cet égard que l'article 4:3 dispose que "[s]i un produit qui ne constitue que l'un des éléments visés par une restriction fait l'objet d'une notification concernant son intégration conformément aux dispositions de l'article 2, les Membres conviennent que toute modification apportée au niveau de cette restriction ne rompra pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations relevant du présent accord". De ce fait, l'OSpT admettait l'ajustement à la baisse des niveaux de contingents suite à l'intégration partielle des produits, pour autant que de tels ajustements ne rompent pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations relevant de l'ATV. En pareils cas, l'article 4:4 dispose que "[...] les Membres conviennent que le Membre qui procédera à ces modifications informera le ou les Membres affectés et, chaque fois que possible, engagera avec eux des consultations avant la mise en œuvre desdites modifications, en vue d'arriver à une solution mutuellement acceptable au sujet d'un ajustement approprié et équitable. Les Membres conviennent en outre que, dans le cas où il ne sera pas possible de tenir des consultations avant la mise en œuvre, le Membre qui procédera à ces modifications engagera, à la demande du Membre affecté, des consultations avec les Membres concernés, dans un délai de 60 jours si possible, en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante au sujet d'ajustements appropriés et équitables. En l'absence de solution mutuellement satisfaisante, l'un quelconque des Membres concernés pourra porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8 [...]". L'OSpT a observé à cet égard que la Chine avait soulevé cette question d'une manière générale, en faisant référence à "certains plafonds spécifiques" et "certains plafonds de groupe" et que l'OSpT ne pouvait pas examiner de manière plus approfondie l'exemple fourni par la Chine du fait de l'absence de plus amples renseignements pertinents. L'OSpT n'avait pas reçu les renseignements spécifiques suffisants de la Chine, ni d'indication sur les consultations éventuelles entre les Membres concernés auxquelles faisait référence l'article 4:4, qui lui auraient permis d'examiner, en cas d'absence de solution mutuellement satisfaisante découlant des consultations concernant les cas spécifiques, si l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations relevant du présent accord avait été ou non rompu et, dans l'affirmative, si les ajustements mis en œuvre étaient appropriés et équitables; et la Chine n'avait non plus porté aucune question spécifique devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8.

464. Comme pendant la deuxième étape, aucune question faisant spécifiquement référence aux dispositions de l'article 4:3 et 4:4 n'a été soumise à l'OSpT pendant la troisième étape du processus d'intégration.

d) Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre

465. La Décision adoptée par la Conférence ministérielle de Doha déclare, entre autres, ce qui suit: "La Conférence ministérielle [...] convient [...] que, sans préjudice de leurs droits et obligations, les Membres notifieront tous changements apportés à leurs règles d'origine concernant les produits qui relèvent du champ d'application de l'Accord [ATV] au Comité des règles d'origine qui pourra décider de les examiner."<sup>235</sup>

---

<sup>235</sup> Paragraphe 4.3 de la Décision adoptée par la Conférence ministérielle. Voir le document WT/MIN(01)/17.

466. L'OSpT n'a pas eu connaissance de notifications adressées ultérieurement à ce sujet au Comité des règles d'origine.

e) Vues et observations des Membres de l'OMC exprimées en réponse à la demande de renseignements de l'OSpT

467. Dans leur réponse à la demande de renseignements et observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, des membres du BITV ont indiqué ce qui suit: "les règles d'origine des États-Unis concernant les textiles et les vêtements ont été notablement modifiées. Ces modifications ont eu des effets importants sur le commerce. En procédant à ces modifications, les États-Unis ont élargi le nombre d'articles confectionnés en coton visés. Ainsi, il est maintenant stipulé que ces articles sont réputés être en coton même s'ils ne contiennent que 16 pour cent de leur poids en coton. (Auparavant, étaient considérés comme des articles en coton uniquement les produits dont la principale composante en poids était le coton.) Bien que le groupe spécial chargé du règlement d'un différend ait déterminé que dans l'affaire en question le plaignant n'était pas parvenu à établir que les modifications avaient été apportées en violation d'obligations au titre de l'Accord sur les règles d'origine, nous faisons observer que la modification de la classification des produits en coton a élargi le champ et l'incidence des restrictions visant ces produits, au détriment des Membres exportateurs concernés."

468. Toujours dans cette communication, il était dit ceci: "De même, dans certains cas, des produits particuliers ont été transférés de catégories relativement peu importantes (dans lesquelles les taux d'utilisation des contingents étaient faibles) vers des catégories à forte demande pour lesquels les contingents étaient restreints, ce qui a rendu les contingents en question plus restrictifs. L'OSpT souhaitera peut-être inviter les Membres appliquant des restrictions à fournir des renseignements sur ces modifications afin de lui permettre d'inclure une évaluation de leur effet sur l'utilisation des possibilités d'accès aux marchés pendant l'étape considérée."

469. Dans la communication qu'elle a adressée à l'OSpT en réponse à sa demande de renseignements ou d'observations dans le cadre de la préparation du présent rapport, la Turquie a déclaré ce qui suit: "En ce qui concerne l'article 4 de l'ATV, le Conseil des ministres de la Turquie a pris les mesures nécessaires et publié les règlements voulus (Décision du Conseil des ministres n° 95/6815) pour protéger les intérêts des pays fournisseurs dans le contexte des modifications apportées au classement par catégorie des textiles et des vêtements." Dans une communication ultérieure, la Turquie a indiqué ceci: "La Turquie, en raison de ses obligations au titre de l'union douanière avec l'UE, a apporté un nombre très restreint de modifications mineures à ce classement, parallèlement à l'UE. Selon les statistiques dont nous disposons, toutefois, ces mesures n'ont pas eu la moindre incidence sur l'accès des Membres au marché turc. Elles ont été prises dans le respect de l'article 4 de l'ATV."

470. En réponse à la demande de renseignements ou d'observations adressée par l'OSpT aux Membres dans le cadre de la préparation du présent rapport, les Communautés européennes ont déclaré que, eu égard à la communication présentée par "l'Inde au nom du BITV et en ce qui concerne la classification des produits"<sup>236</sup> [note de bas de page ajoutée] semblant indiquer un transfert vers des catégories plus sensibles et donc une élévation du niveau de restriction [la lettre additionnelle de l'OSpT] ne concerne apparemment pas la gestion des contingents de la Communauté. Dans le cas contraire, [les CE vous prieraient] de bien vouloir présenter des exemples ou éléments de preuve concrets de ces pratiques".

---

<sup>236</sup> Voir le paragraphe 468.

471. Dans leur communication présentée à la suite de la demande de renseignements ou d'observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, les États-Unis ont déclaré, en réponse aux questions soulevées par les membres du BITV<sup>237</sup>, que: "Les États-Unis sont surpris que l'Inde soulève de nouveau la question des modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis en 1995. Premièrement, bien qu'elle se soit plainte à ce sujet pendant des années, l'Inde n'a pas été en mesure de démontrer, lorsqu'elle a eu l'occasion d'expliquer en détail sa position à un groupe spécial de l'OMC chargé du règlement d'un différend, que ces modifications avaient des effets quelconques de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce. Deuxièmement, ces modifications ont été effectuées en 1995, et l'Inde et les autres membres du BITV continuent néanmoins de s'en plaindre en 2004, même après qu'un groupe spécial chargé du règlement d'un différend a confirmé leur compatibilité avec les prescriptions de l'OMC. Les États-Unis refusent de justifier de nouveau ces modifications. Toutefois, afin de clarifier un point soulevé par l'Inde, nous signalons que les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis, codifiées à l'article 102.21 du Règlement des douanes des États-Unis, ne régissent pas la classification des produits. Cette classification est effectuée selon le Système harmonisé et certaines dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17, et est indépendante de toute détermination de l'origine."

472. Dans une autre communication, les membres du BITV ont fait, entre autres, les déclarations suivantes:

- "[E]n ce qui concerne l'élargissement de la définition de certains articles confectionnés en coton par suite de la modification des règles d'origine, il faut rappeler que, lors du deuxième examen majeur, nous avons exposé en détail les modifications apportées par les États-Unis à leurs règles d'origine concernant les produits textiles et les vêtements, en particulier en application de l'article 405 de leur Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement, promulguée le 18 mai 2000. Il convient à cet égard de se reporter aux annexes 6 et 7 du document G/TMB/N/403/Add.1, qui reprennent le contenu de notre communication concernant les modifications apportées aux règles d'origine. [...]
- Nous tenons à rappeler que, certes, un groupe spécial a déterminé sur la base d'une considération juridique étroite, que le plaignant n'avait pas réussi à démontrer que ces modifications étaient contraires aux obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur les règles d'origine. Toutefois, la question que nous cherchons à porter à l'attention de l'OSpT dans le cadre de l'examen majeur auquel il procède actuellement concerne précisément l'élargissement de la définition de certains articles en coton dans le contexte de l'ATV.
- À cet égard, il convient de noter que les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis ont modifié la définition de certains articles confectionnés si bien que ceux-ci sont aujourd'hui réputés être en coton même s'ils ne contiennent que 16 pour cent de leur poids en coton. Avant cette modification, ces produits ne pouvaient être considérés comme des articles en coton que si leur principale composante en poids était le coton. C'était d'ailleurs la disposition prévue dans les accords bilatéraux antérieurs à l'ATV qui constituaient le fondement des restrictions reprises de l'AMF et notifiées à l'OSpT au titre de l'article 2 de l'ATV.
- Il apparaît qu'en raison de la modification susmentionnée de la définition de ces produits, un plus grand nombre d'exportations qu'auparavant ont été classées et

---

<sup>237</sup> Voir les paragraphes 467 et 468.

comptabilisées dans la catégorie des articles en coton. Ainsi, par exemple, les produits exportés comme relevant de la catégorie 666 des États-Unis (autres articles d'ameublement de fibres synthétiques ou artificielles) étaient aujourd'hui classés et comptabilisés dans les catégories 360, 361, 362 (taies d'oreiller, de coton, draps et dessus de lit, respectivement), etc., catégories pour lesquelles un certain nombre de Membres exportateurs avaient des taux élevés d'utilisation des contingents. La modification apportée s'est donc traduite par une réduction effective de l'accès (ou, autrement dit, par l'élargissement de la portée et de l'incidence des restrictions pertinentes), contrairement à l'article 2:4 de l'ATV, ce qui a entraîné une désorganisation des échanges commerciaux existants ainsi qu'une rupture de l'équilibre des droits et obligations au sens de l'article 4:2."

473. Par ailleurs, en ce qui concerne la question des modifications apportées au classement de certaines catégories de produits, les membres du BITV ont fait la déclaration suivante:

- "[I]l y a eu des cas où la classification de certaines catégories de produits a été modifiée. Ces modifications ont parfois consisté à transférer des produits particuliers d'une catégorie vers une autre et/ou à classer dans une catégorie des produits qui n'appartenaient à aucune catégorie. Il a généralement été procédé à ces modifications unilatéralement, sans consultations ni information des Membres exportateurs affectés au sens de l'article 4 de l'ATV et comme celui-ci l'exige.
- Outre ce qui a été mentionné ci-dessus, les modifications apportées ont tout d'abord eu des effets de désorganisation des échanges commerciaux, perturbant les différents plans d'activité ainsi que l'administration et l'utilisation des contingents. En outre, dans les cas où des produits ont été reclassés dans des catégories à forte demande pour lesquelles les contingents sont restreints, cela a rendu les contingents en question encore plus restrictifs.
- Nous nous félicitons que l'OSpT ait demandé aux Membres appliquant des restrictions des renseignements sur les modifications apportées aux classifications. Nous sommes convaincus que les renseignements détaillés communiqués par ces Membres faciliteront l'examen de la question par l'OSpT et permettront de clarifier le point que nous cherchons à porter à son attention.
- À ce propos, l'OSpT souhaitera peut-être également rappeler que, dans notre communication présentée à l'occasion du deuxième examen majeur, nous avons fourni des renseignements sur les modifications apportées par un Membre appliquant des restrictions. Il convient à cet égard de se reporter à l'annexe 8 du document G/TMB/N/403/Add.1 dont il est question [...] ci-dessus. [...]
- En outre, d'autres exemples de modifications effectuées par un Membre, les États-Unis, depuis 2002, et dont nous avons connaissance, sont présentés dans un tableau joint à la présente lettre.<sup>238</sup> Il convient de noter que, dans plusieurs cas, des produits particuliers ont été transférés des catégories 352, 359 et 459 (sous-vêtements et autres vêtements) vers d'autres catégories. Parmi les catégories vers lesquelles des produits ont ainsi été transférés, on peut citer les catégories à contingents restreints 341 (chemisiers et blouses, pour femmes et fillettes), 634 (manteaux, pour hommes et garçonnets), etc. Qui plus est, certains produits qui n'étaient auparavant pas

---

<sup>238</sup> Voir le document G/TMB/N/474/Add.1.

considérés comme relevant d'une catégorie de l'ATV sont maintenant classés dans l'une de ces catégories. Ainsi, les housses de transport de fibres synthétiques ou artificielles et les embrasses de polyester figurent désormais dans les catégories 670 et 666, respectivement."

f) Autres commentaires et observations de l'OSpT

474. L'OSpT rappelle que, dans son deuxième rapport général, lorsqu'il a commenté la mise en œuvre, par les États-Unis, des modifications des règles d'origine qu'ils appliquent aux importations de textiles et de vêtements et, après avoir pris note, entre autres, des graves préoccupations exprimées par les membres du BITV, selon lesquels plusieurs Membres continuaient de penser que les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis portaient atteinte à leurs intérêts commerciaux et à leurs droits au titre de l'ATV, il a déclaré qu'"il conviendrait que les Membres n'apportent pas de modifications importantes à leurs règles d'origine respectives pendant la période de mise en œuvre restante de l'ATV".<sup>239</sup> L'OSpT note à cet égard que, pendant la troisième étape du processus d'intégration, aucune autre modification n'a été apportée par un Membre aux règles d'origine non préférentielles qu'il appliquait dans le secteur des textiles et des vêtements. L'OSpT note en outre que, bien que le groupe spécial établi à la demande de l'Inde pour examiner les modifications apportées par les États-Unis ait conclu que l'Inde n'avait pas établi le bien-fondé de sa cause et, bien qu'il n'ait fait, en conséquence, aucune recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémoire d'accord, il ressortait des déclarations de plusieurs Membres<sup>240</sup> qu'ils continuaient de penser que les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis portaient atteinte à leurs intérêts commerciaux et à leurs droits au titre de l'ATV. Cette appréciation apparaît aussi dans les vues exprimées par les Membres du BITV, reproduites au paragraphe 467. Les préoccupations exprimées cette fois portent sur l'effet des modifications des règles d'origine sur les changements de classification des produits à base de coton qui en résultent, qui fait que, dans le cadre de la mise en œuvre de l'ATV, le nombre de produits en coton visés a augmenté et les exportations classées et comptées comme des exportations d'articles en coton sont plus nombreuses qu'avant les modifications des règles d'origine des États-Unis.

475. L'OSpT note également que les États-Unis, dans leur réponse, outre qu'ils "refusent de justifier ces modifications [des règles d'origine]", tiennent à préciser que "les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis [...] ne régissent pas la classification des produits. Cette classification est effectuée selon le Système harmonisé et certaines dispositions administratives notifiées conformément à l'article 2:17 [...]".

476. Au sujet des questions soulevées par les membres du BITV à propos des changements de classification des produits autres que ceux que ces membres attribuaient à l'effet des modifications des règles d'origine, dans certains cas de transfert de produits particuliers d'une catégorie à une autre et/ou de classement dans une catégorie de produits n'appartenant à aucune, l'OSpT note que, comme l'ont d'ailleurs suggéré les membres du BITV, il a aussi demandé des renseignements précis à cet égard aux Membres qui maintiennent ces restrictions. On peut noter que, dans leur réponse, les Communautés européennes ont déclaré que de telles mesures éventuelles "ne concernent apparemment pas la gestion des contingents de la Communauté". Il ressort toutefois de la réponse de la Turquie que "la Turquie a apporté un nombre très restreint de modifications mineures [au] classement, parallèlement à l'UE", mais que, selon elle, ces mesures n'ont eu aucune incidence sur l'accès des Membres au marché turc. Compte tenu de ces renseignements, l'OSpT suppose que les modifications mineures appliquées par la Turquie l'ont été du fait des ajustements rendus nécessaires par la mise en œuvre de l'Accord d'union douanière avec les Communautés européennes. Il faut noter en outre que les exemples fournis par les

---

<sup>239</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 415 à 418.

<sup>240</sup> Voir le document WT/DSB/M/153, paragraphes 84 à 97.

membres du BITV dans leur communication ne concernent pas les Communautés européennes ou la Turquie. De plus, on peut supposer que la réponse des États-Unis, reproduite au paragraphe 475, s'applique également aux cas concernant le transfert de produits d'une catégorie à une autre et d'autres mesures analogues.

477. L'OSpT note les préoccupations exprimées par les membres du BITV et les explications détaillées qu'ils ont données au sujet de certaines modifications apportées au classement des produits. Il est dit que certaines de ces modifications pourraient avoir un effet préjudiciable sur l'accès dont bénéficient les Membres concernés. L'OSpT ne dispose pas de renseignements suffisants ni de l'expérience technique nécessaire pour pouvoir prendre position sur le point de savoir si certaines des modifications signalées peuvent être imputées ou non à l'effet des modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis. L'OSpT fait toutefois remarquer que l'introduction des modifications des règles d'origine et de la classification des produits textiles et des vêtements devrait être régie par les mêmes dispositions de l'ATV, c'est-à-dire l'article 4:2 et 4:4. Cela s'applique également à l'incidence des modifications en rapport avec le Système harmonisé. Toute modification de ce type devrait être conforme aux prescriptions de l'article 4:2, c'est-à-dire qu'elles "ne devraient pas: rompre l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations résultant du présent Accord; être préjudiciables à l'accès dont un Membre peut bénéficier; empêcher que cet accès ne soit pleinement mis à profit; ou désorganiser les échanges relevant du présent Accord".

478. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT, tout en prenant note des préoccupations exprimées à ce sujet, relève qu'aucun Membre ne lui a soumis un problème spécifique de ce genre au titre des dispositions de l'article 4:4, qui indique clairement que, "[e]n l'absence de solution mutuellement satisfaisante, l'un quelconque des Membres concernés pourra porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8". De plus, dans certains cas, comme l'indiquent les États-Unis, les Membres concernés auraient pu recourir aux procédures prévues dans les dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17 dans la mesure où elles sont conçues pour faciliter la mise en œuvre des dispositions de l'article 4:2 et 4:4.

479. En ce qui concerne la question des ajustements à la baisse des contingents de produits partiellement intégrés opérés par les États-Unis, l'OSpT rappelle une fois encore que, dans son deuxième rapport général, adopté cinq mois avant la mise en œuvre des ajustements éventuels résultant de la troisième étape du processus d'intégration, il a dit, entre autres, qu'il comptait que "les Membres concernés tireraient pleinement parti de leurs consultations au titre des dispositions de l'article 4:3 et 4:4. Selon l'OSpT, il faudrait que tout ajustement de ce type fasse l'objet, avant sa mise en œuvre, d'un accord mutuel entre les États-Unis et leurs partenaires commerciaux dans le cadre des consultations prévues à l'article 4:4".<sup>241</sup> L'OSpT note à cet égard qu'aucun Membre, y compris ceux qui ont accédé à l'OMC depuis qu'il a adopté son rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration, ne lui a soumis une question de ce genre pour faire savoir qu'aucune solution mutuellement satisfaisante ne pouvait être obtenue dans les consultations prévues à l'article 4:4, et pour qu'il formule une recommandation comme le prévoit l'article 8.

## **2. Mise en œuvre des dispositions de l'article 5**

480. L'article 5 définit des règles et procédures détaillées pour faire face aux problèmes découlant du contournement possible de l'ATV par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine, la teneur en fibres, les quantités, la désignation ou la classification des marchandises, et de la falsification de documents officiels. Ces dispositions prévoient pour l'essentiel que les Membres:

---

<sup>241</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 429.

- établiront les dispositions juridiques et/ou les procédures administratives nécessaires pour lutter contre le contournement par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine, la teneur en fibres, les quantités, la désignation ou la classification des marchandises, et de la falsification de documents officiels;
  - conviennent de prendre les mesures nécessaires, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, pour empêcher les pratiques de contournement sur leur territoire, enquêter sur ces pratiques et, s'il y a lieu, engager une action juridique et/ou administrative pour les combattre;
  - conviennent de coopérer pleinement, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, pour établir les faits pertinents dans les cas de contournement ou de contournement allégué de l'ATV;
  - devraient, s'ils considèrent qu'il y a contournement de l'ATV, engager des consultations avec le ou les Membres concernés en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante; en l'absence d'une telle solution, la question peut être portée par l'un quelconque des Membres en cause devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations;
  - dans les cas où, à la suite d'une enquête, il existe suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un contournement, conviennent qu'une action appropriée peut être entreprise, après que des consultations auront eu lieu entre les Membres concernés en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante; les actions de ce type sont notifiées à l'OSpT, avec toutes les justifications pertinentes, et l'OSpT peut adresser aux Membres concernés les recommandations qu'il juge appropriées; en l'absence de solution mutuellement satisfaisante, tout Membre concerné peut porter la question devant l'OSpT pour qu'il l'examine dans les moindres délais et formule des recommandations.
- a) Questions pertinentes dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 5: examen par l'OSpT des dispositions relatives au contournement figurant dans certaines dispositions administratives notifiées au titre de l'article 2:17, comme indiqué dans les premier et deuxième rapports généraux de l'OSpT

481. Comme cela est indiqué dans les deux premiers rapports généraux de l'OSpT<sup>242</sup>, les dispositions administratives convenues, respectivement, par les Communautés européennes et les États-Unis avec un grand nombre de Membres comportaient des dispositions relatives au contournement. Dans le contexte de l'examen de ces dispositions et à la lumière des explications fournies, l'OSpT a noté que les Communautés européennes et les Membres concernés avaient jugé nécessaire d'y inclure des dispositions de précédents accords bilatéraux, notamment des dispositions en matière de contournement, qui pouvaient avoir une incidence sur la mise en œuvre et l'administration des restrictions quantitatives notifiées par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1. En outre, l'OSpT a relevé que les dispositions des textes d'application des CE concernant le régime d'importation commun des textiles et vêtements précisaient que la mise en œuvre des dispositions telles que les dispositions administratives ne constituait pas une dérogation aux dispositions de l'ATV. À la lumière de ces éléments, et à titre de conclusion générale de l'examen des dispositions administratives notifiées par les Communautés européennes, l'OSpT a dit qu'il comptait

---

<sup>242</sup> Voir les documents G/L/179, paragraphes 215 à 221, et G/L/459, paragraphes 298 à 304 et 307 à 309.

que ces dispositions, y compris celles qui avaient trait au contournement, seraient mises en œuvre par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV.

482. À propos des dispositions en matière de contournement contenues dans les dispositions administratives convenues et notifiées par les États-Unis, l'OSpT a demandé aux États-Unis d'expliquer pourquoi ces dispositions étaient jugées nécessaires en rapport avec la mise en œuvre de l'une quelconque des dispositions de l'article 2 de l'ATV. Il leur a également demandé de justifier ces dispositions, particulièrement celle qui permet au Membre importateur de tripler, dans certaines circonstances, le droit perçu sur les contingents, au regard des dispositions de l'ATV. En réponse, les États-Unis ont déclaré que le contournement portait souvent préjudice aux échanges légitimes d'un pays en rendant impossible l'administration efficace de ses contingents appliqués au titre de l'article 2:1. Les États-Unis et les Membres concernés avaient jugé les dispositions relatives au contournement nécessaires pour l'administration de ces contingents. Le triplement des droits, prévu dans la plupart des accords administratifs, avait aussi été considéré par les États-Unis et les Membres concernés comme un élément de dissuasion nécessaire contre les contournements. Puisque son application affecterait les niveaux de limitation figurant dans les notifications présentées par les États-Unis au titre de l'article 2:1, ceux-ci considéraient qu'il convenait d'inclure ces dispositions particulières dans les dispositions administratives.

483. Notant que toutes les dispositions administratives, y compris les dispositions relatives à la coopération en matière de prévention du contournement, avaient été acceptées par les Membres concernés, l'OSpT a observé que l'article 5 contenait une description détaillée des règles et procédures à suivre. Il a noté, entre autres, que l'article 5:4 semblait laisser une certaine flexibilité quant aux mesures correctives ou aux actions décidées d'un commun accord pour lutter contre le contournement. Il a cependant fait remarquer que l'article 5 ne faisait pas mention de la possibilité, pour le Membre importateur, de tripler les droits perçus sur les contingents pour décourager le contournement. Il a noté à cet égard que les États-Unis n'avaient pas invoqué cette disposition. Il a en outre rappelé la déclaration des États-Unis selon laquelle, lorsque des dispositions administratives ne sont pas compatibles avec l'ATV, ce sont les dispositions de l'ATV qui s'appliquent. Il a cru comprendre que cette déclaration s'appliquait à toutes les dispositions administratives notifiées, et comptait par conséquent que toutes ces dispositions seraient mises en œuvre par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV.

b) Faits nouveaux intervenus pendant la troisième étape du processus d'intégration

484. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, aucune question faisant spécifiquement référence aux dispositions de l'article 5 n'a été portée devant l'OSpT. Cependant, pendant cette étape, l'OSpT a examiné six dispositions administratives convenues entre le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis et, respectivement, la Chine et le Taipei chinois contenant, entre autres, des dispositions relatives au contournement qui étaient soit explicites (Communautés européennes, États-Unis) soit indirectes (Canada). Ces dispositions et leur examen par l'OSpT sont présentes en détail dans la section II de la Partie 3 du présent rapport.<sup>243</sup> Il faut noter que les clauses des dispositions administratives convenues entre les Communautés européennes et, respectivement, la Chine et le Taipei Chinois font expressément référence, entre autres, aux dispositions de l'article 5. Il en va de même des dispositions administratives convenues entre la Chine et les États-Unis, qui énoncent aussi clairement que "[...] en cas de conflit entre [les clauses des dispositions administratives relatives au contournement] et l'article 5 de l'ATV qui entraverait le fonctionnement de l'ATV, celui-ci prévaut". Les dispositions administratives convenues entre le Taipei Chinois et les États-Unis reprennent aussi quelques éléments du libellé de l'article 5. En prenant note des dispositions administratives notifiées, l'OSpT a dit qu'il comptait que toutes ces dispositions (y

---

<sup>243</sup> Voir les paragraphes 265, 269, 276 à 278, 283 et 284, 291 à 294, 303 à 305.



compris celles qui avaient trait au contournement) seraient mises en œuvre par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de l'ATV.

- c) Suite de l'examen par l'OSpT des communications présentées par le Pakistan et les États-Unis au sujet d'un mémorandum d'accord conclu par les deux Membres

485. Comme cela est indiqué dans le deuxième rapport général de l'OSpT<sup>244</sup>, l'Organe a examiné, à la fin de l'étape 1 et pendant l'étape 2, deux communications présentées par le Pakistan et les États-Unis au sujet d'un mémorandum d'accord conclu par les deux Membres en mars 1996. Le mémorandum d'accord notifié visait à trouver une solution mutuellement satisfaisante à un différend entre les deux parties concernant les imputations effectuées par les États-Unis en 1995 sur le contingent alloué au Pakistan pour la catégorie 361 (draps), en raison d'un prétendu contournement par des entreprises pakistanaises. Ces communications, qui faisaient référence à la même solution mutuellement satisfaisante, avaient été faites au titre de deux articles différents de l'ATV: le Pakistan avait présenté la sienne au titre de l'article 2:17 et les États-Unis au titre de l'article 5. L'OSpT a examiné en détail les trois principaux éléments du Mémorandum d'accord, à savoir i) la réduction de l'imputation effectuée par les États-Unis sur le contingent alloué au Pakistan pour la catégorie 361; ii) l'introduction de restrictions d'un plafond pour les draps et les taies d'oreiller en fibres synthétiques ou artificielles; et iii) la résolution des questions concernant les modifications des règles d'origine des États-Unis pour les importations aux États-Unis de draps et de taies d'oreiller en provenance du Pakistan. À la suite de son examen, l'OSpT a, entre autres, recommandé que les deux parties réexaminent un aspect important des mesures en question (à savoir l'imposition de nouvelles restrictions sur les importations de draps et de taies d'oreiller en fibres synthétiques et artificielles en provenance du Pakistan), à la lumière des observations et des considérations détaillées qu'il avait formulées dans son rapport. En vue d'exercer une surveillance appropriée de la mise en œuvre de sa recommandation, il attendait des deux parties qu'elles lui rendent compte du résultat de ce réexamen, de façon qu'il puisse se prononcer définitivement sur la justification des actions entreprises et sur leur conformité avec les dispositions pertinentes de l'ATV.

486. À l'issue d'un long processus (les Membres concernés ne parvenant pas à s'entendre dans un premier temps) une autre solution convenue d'un commun accord a finalement été trouvée entre les deux Membres et a été notifiée conjointement à l'OSpT en septembre 2000. L'OSpT a procédé à un examen détaillé du nouveau mémorandum d'accord. Il a noté, entre autres, que cette nouvelle solution convenue d'un commun accord faisait référence aux articles 4 et 5 de l'ATV mais que les dispositions particulières de ces articles que les parties jugeaient pertinentes dans le contexte de l'introduction de nouvelles restrictions n'avaient pas été indiquées dans la communication conjointe reçue. L'OSpT s'est dit préoccupé de ne pas avoir été en mesure de se prononcer, comme il était tenu de le faire, sur la conformité ou le défaut de conformité avec l'ATV des mesures convenues entre le Pakistan et les États-Unis. Plus particulièrement, eu égard à l'article 8:3, il a fait remarquer que l'entière collaboration des Membres concernés était indispensable afin de faciliter la tâche qui lui incombait d'examiner les mesures notifiées au titre de l'ATV et de déterminer leur conformité avec cet accord. Le refus prolongé de fournir les renseignements demandés pouvait sérieusement compromettre la capacité de l'OSpT d'exécuter ses fonctions conformément aux exigences de l'ATV. C'est pourquoi l'OSpT demandait instamment aux deux parties de lui fournir sans délai des réponses aux questions spécifiques formulées dans le rapport sur son examen. Dans le cadre de la préparation de son deuxième rapport général, l'OSpT a décidé de demander à certains Membres de préciser davantage ou de développer plusieurs questions spécifiques. Ainsi, l'OSpT avait appelé l'attention du Pakistan et des États-Unis sur ces demandes réitérées de renseignements et de précisions. Malgré ces rappels, aucun des deux Membres concernés n'avait présenté de nouvelles communications sur cette question. Dans ces conditions, l'OSpT a réaffirmé sa profonde préoccupation. Depuis lors, et pendant la

---

<sup>244</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 434 à 464.

troisième étape du processus d'intégration, il n'a reçu aucune autre communication à ce sujet du Pakistan ou des États-Unis.

- d) Conclusions adoptées par le Conseil du commerce des marchandises en juillet 2002 dans son deuxième examen majeur

487. Dans les conclusions adoptées par le CCM concernant la mise en œuvre de l'ATV dans la deuxième étape du processus d'intégration, il était dit ce qui suit:

"En ce qui concerne le contournement des restrictions visé à l'article 5 de l'ATV, un Membre développé maintenant des restrictions estimait qu'il s'agissait là d'un problème grave et persistant qui soulevait des difficultés majeures. Des enquêtes avaient régulièrement montré l'existence d'un taux élevé d'activités de contournement dans plusieurs pays Membres qui avaient été utilisés comme points de réexpédition. Il était contraire à l'esprit et à la lettre de l'ATV de ne pas s'attaquer efficacement au problème du contournement et la branche de production de ce Membre s'était ressentie de ce problème. Les Membres du BITV ont indiqué qu'ils ne toléraient pas le contournement des restrictions et avaient étendu la coopération conformément aux prescriptions de l'ATV. Citant les chiffres tirés des enquêtes menées par les autorités douanières du Membre concerné, ils ont fait observer que les allégations concernant l'existence d'un contournement généralisé n'étaient pas étayées par les faits et qu'elles étaient fortement exagérées. Au contraire, les mesures que le Membre importateur avait mises en place pour résoudre le problème perçu étaient disproportionnées. En imposant des obligations supplémentaires en matière de documents, ces mesures empêchaient que l'accès dont les Membres soumis à restriction pouvaient bénéficier au titre de l'ATV ne soit mis à profit."<sup>245</sup>

- e) Nouveaux commentaires de l'OSpT

488. L'OSpT rappelle que, en résumant son évaluation de la situation dans le cadre de son rapport général sur la deuxième étape du processus d'intégration, il a déclaré ce qui suit: "Sur la base des observations communiquées par les Membres, il semble que ceux-ci ont fait des efforts considérables pour faire face aux problèmes découlant du contournement possible de l'ATV, malgré le caractère sensible et controversé de cette question. Le fait qu'une seule question spécifique qui relèverait des dispositions de l'article 5 a été portée devant l'OSpT depuis l'entrée en vigueur de l'ATV témoigne clairement de ces efforts. L'OSpT encourage les Membres à renforcer encore leur coopération dans ce domaine d'une manière équilibrée, ce qui permettrait de concilier les exigences en matière d'efficacité, tout en n'imposant pas une charge additionnelle inutile aux autorités compétentes et aux agents économiques concernés."<sup>246</sup>

489. L'OSpT note à cet égard que, pendant la troisième étape du processus d'intégration, aucune question spécifique relevant des dispositions de l'article 5 ne lui a été soumise. Bien qu'il puisse y avoir des cas dans lesquels les Membres ont été confrontés à des problèmes tels que ceux évoqués à l'article 5, les questions particulières ont apparemment pu être examinées et réglées grâce à une coopération plus étroite entre les Membres concernés.

---

<sup>245</sup> Voir le document G/L/556, paragraphe 19.

<sup>246</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 481.

### **III. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ATV RELATIVES AUX INTÉRÊTS PARTICULIERS OU À LA SITUATION PARTICULIÈRE DE CERTAINS MEMBRES DE L'OMC**

490. L'ATV contient des dispositions spécifiques relatives aux pays les moins avancés Membres, aux petits fournisseurs, aux Membres exportateurs producteurs de coton et aux Membres exportateurs producteurs de laine. En outre, certaines autres dispositions de l'Accord pourraient être appliquées de façon à accorder un traitement favorable, entre autres, aux Membres en développement. Bien que certaines questions, comme la mise en œuvre de l'article 2:18 relatif aux petits fournisseurs, soient traitées en détail dans d'autres parties du présent rapport, on trouvera ci-après une description succincte de ces dispositions et des faits nouveaux concernant leur mise en œuvre intervenus pendant la troisième étape du processus d'intégration.

#### **A. PAYS LES MOINS AVANCÉS MEMBRES**

491. Les dispositions de l'ATV qui se réfèrent expressément aux pays les moins avancés Membres peuvent être résumées de la façon suivante:

- le troisième alinéa du préambule rappelle "qu'il a été convenu qu'un traitement spécial devrait être accordé aux pays les moins avancés Membres";
- une note de bas de page relative à l'article 1:2 précise que, "dans la mesure du possible, les exportations des pays les moins avancés Membres pourront aussi bénéficier de cette disposition" (laquelle stipule que les dispositions de l'article 2:18 [Amélioration de l'accès pour les petits fournisseurs] et de l'article 6:6 b) [Traitement différencié et plus favorable dans la fixation des conditions économiques des mesures de sauvegarde transitoires prises en application de l'article 6] devront être utilisées de manière à permettre des augmentations significatives des possibilités d'accès pour les petits fournisseurs et la création de possibilités d'échanges notables d'un point de vue commercial pour les nouveaux venus dans le domaine du commerce des textiles et des vêtements);
- l'article 6:6 a) dispose que dans l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire, les pays les moins avancés Membres se verront accorder un traitement notablement plus favorable, de préférence dans tous ses éléments mais au moins dans sa globalité, que celui qui est accordé aux autres groupes dont il est fait mention à ce paragraphe.

#### **1. Mise en œuvre des dispositions relatives aux pays les moins avancés Membres pendant les étapes 1 et 2 du processus d'intégration**

##### **a) Articles 1:2 et 2:18**

492. Parmi les Membres maintenant des restrictions au titre de l'article 2:1, les Communautés européennes n'appliquaient aucune restriction aux importations en provenance des pays les moins avancés Membres. En revanche, le Canada et les États-Unis ont notifié des restrictions de ce genre appliquées à l'égard de ces pays, comme suit:

- le Canada a notifié des restrictions visant les importations en provenance du Bangladesh, du Lesotho et du Myanmar. L'amélioration de l'accès au sens de l'article 2:18 a été accordée pour les exportations en provenance du Lesotho et du Myanmar par l'application, avec une étape d'avance, des coefficients de croissance indiqués à l'article 2:13 et 2:14 a);

- les États-Unis ont notifié des restrictions visant les importations en provenance du Bangladesh, de Haïti et du Myanmar. L'amélioration de l'accès au sens de l'article 2:18 a été accordée pour les exportations en provenance de Haïti par l'application, avec une étape d'avance, pendant les étapes 1 et 2, des coefficients de croissance indiqués à l'article 2:13 et 2:14 a).

493. En réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général, les membres du BITV ont indiqué, entre autres, que "l'article 1:2 prévoyait l'application de la disposition de l'article 2 relative aux coefficients de croissance majorés de manière à permettre l'augmentation significative des possibilités d'accès pour les petits fournisseurs. Il prévoyait aussi l'application du même traitement aux pays les moins avancés Membres. Les États-Unis et le Canada n'ont pas appliqué cette disposition conformément à son objet et à son but [...] Le rapport [de l'OSpT] devrait faire ressortir que, pour ce qui est des pays les moins avancés Membres, ils n'ont pas donné sens à cette disposition". En outre, les membres du BITV "souhait[ai]ent faire observer que, dans l'examen de la mise en œuvre de l'article 2, l'OSpT semblait avoir sous-estimé l'importance de l'application pleine et entière du principe énoncé dans cette disposition".<sup>247</sup>

494. Dans sa réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général, le Canada a indiqué, entre autres, que "conformément à la prescription énoncée à l'article 2:18 de l'ATV, prévoyant l'application, avec une étape d'avance, des coefficients de croissance pour les petits fournisseurs, il a majoré le coefficient de croissance pour ces exportateurs d'abord de 25 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 1995, puis de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 1998. En conséquence, les coefficients de croissance annuels applicables aux limitations restantes pour la plupart des petits fournisseurs et des pays les moins avancés sont maintenant supérieurs à 9 pour cent et passeront à plus de 12,0 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002 par suite de la majoration de 27 pour cent des coefficients de croissance au début de la troisième étape prévue par l'ATV. [...] En outre, 17 petits fournisseurs et pays les moins avancés ont directement bénéficié de la majoration unilatérale de 10 pour cent du niveau de limitation appliqué aux vêtements d'hiver, effectuée par le Canada le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Les petits fournisseurs et les pays les moins avancés ont aussi bénéficié de la suppression des limitations quantitatives sur le marché canadien. Dix petits fournisseurs et pays les moins avancés ont bénéficié de l'élimination des limitations visant les chemises à col tailleur, le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (Afrique du Sud, Bangladesh, Bulgarie, Cuba [seule limitation visant ce pays], Macao, Maurice, Myanmar, Pologne, Sri Lanka et Swaziland), et neuf de ces Membres ont bénéficié de la suppression, le 1<sup>er</sup> janvier 1998, des limitations appliquées à diverses catégories de vêtements, au titre de l'article 2:15 de l'ATV (Afrique du Sud, Bangladesh, Bulgarie, Hongrie, Macao, Myanmar, Pologne, Sri Lanka et Swaziland). Dans ce dernier cas, le Canada a élargi les possibilités d'accès aux marchés pour ces Membres en ne réduisant pas les niveaux de limitation appliqués aux produits restants dans les catégories concernées. Par ailleurs, 13 petits fournisseurs et pays les moins avancés profiteront directement de l'élimination des limitations et de la levée des limitations touchant certains produits, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, dans le cadre de la troisième étape de l'intégration. Comme dans le cas précédent, le Canada n'ajustera pas le niveau des limitations lorsque celles-ci sont partiellement libéralisées, ce qui améliorera encore les possibilités d'accès aux marchés pour les Membres concernés".<sup>248</sup>

495. Dans leur réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT, aux fins de l'établissement du deuxième rapport général, les Communautés européennes ont indiqué que "pour ce qui est des pays les moins avancés Membres, elle ne maintiennent aucune restriction sur les

---

<sup>247</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 577.

<sup>248</sup> *Ibid.*, paragraphe 578.

produits visés par l'ATV. En outre, la plupart des importations communautaires en provenance des PMA bénéficient des dispositions tarifaires prévoyant l'application de droits nuls, que ce soit dans le cadre de la Convention de Lomé ou dans celui du Système généralisé de préférences (SGP). Cela concerne notamment les grands fournisseurs de vêtements comme le Bangladesh, qui est devenu en 2000 le septième fournisseur de textiles et de vêtements de l'UE".<sup>249</sup>

496. Dans sa réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT, dans le même cadre, le Japon a indiqué que "conformément à l'engagement pris au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, le Japon applique des réductions tarifaires sur les produits textiles et les vêtements échelonnées sur dix ans, de l'exercice 1995 à l'exercice 2004 (le taux de droit moyen sera ramené de 11,5 pour cent à 7,8 pour cent de l'exercice 1994 à l'exercice 2004). Environ 340 catégories de produits textiles et de vêtements, autrefois exemptées de droits dans le cadre du Système généralisé de préférences, sont maintenant admises en franchise de droits et de contingents dans le cas des PMA. Tous les produits textiles et les vêtements en provenance des PMA sont ainsi exemptés de droits et de contingents à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001. La totalité des 48 PMA peuvent bénéficier de ce système, alors qu'auparavant il ne s'appliquait qu'à 42 PMA".<sup>250</sup>

b) Article 6:6 a) et 6:6 b)

497. Pendant les étapes 1 et 2 du processus d'intégration, aucune mesure de sauvegarde n'a été mise en place à l'égard des importations en provenance des pays les moins avancés Membres. En conséquence, les dispositions susmentionnées n'ont pas été invoquées.

## **2. Faits nouveaux intervenus pendant la troisième étape du processus d'intégration**

a) Articles 1:2 et 2:18

498. Comme indiqué plus haut dans le présent rapport<sup>251</sup>, le Canada et les États-Unis ont majoré de 27 pour cent, pour la troisième étape, les coefficients de croissance appliqués pendant l'étape 2, pour les Membres de l'OMC visés par les dispositions de l'article 2:18, dans leurs régimes respectifs. En ce qui concerne les pays les moins avancés Membres, la majoration des coefficients de croissance mise en œuvre par le Canada a eu une incidence sur le niveau des limitations visant les importations en provenance du Bangladesh, du Lesotho et du Myanmar, tandis que la mesure des États-Unis a affecté le niveau des limitations appliqué aux importations en provenance de Haïti. Il faut noter que les Communautés européennes ont continué de ne pas appliquer de restrictions aux importations en provenance des pays les moins avancés Membres et qu'il en va de même de la Turquie, qui a pour l'essentiel aligné son régime d'importation sur celui des CE.

499. Comme cela a aussi été indiqué précédemment<sup>252</sup>, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, le Canada a apporté des améliorations à son schéma de préférences en faveur des pays les moins avancés et a commencé, dans ce cadre, à accorder un accès sans contingent pour tous les produits visés par l'Accord. D'après les notifications présentées à ce sujet par le Canada, il semble que deux Membres de l'OMC, à savoir le Bangladesh et le Lesotho, ont été affectés par l'élimination des restrictions quantitatives maintenues auparavant par le Canada.

---

<sup>249</sup> *Ibid.*, paragraphe 579.

<sup>250</sup> *Ibid.*, paragraphe 580.

<sup>251</sup> Voir plus haut les paragraphes 21 et 318.

<sup>252</sup> Voir plus haut le paragraphe 318.

b) Article 6:6 a) et 6:6 b)

500. Étant donné qu'aucun Membre n'a pris de mesure de sauvegarde à l'égard des importations en provenance des pays les moins avancés Membres pendant la période considérée, les dispositions de l'article 6:6 a) et 6:6 b) n'ont pas été invoquées.

B. PETITS FOURNISSEURS ET NOUVEAUX VENUS SUR LE MARCHÉ DANS LE DOMAINE DU COMMERCE DES TEXTILES ET DES VÊTEMENTS

501. L'article 2:18 prévoit une amélioration significative de l'accès pour les exportations des Membres pour lesquelles les restrictions représentent 1,2 pour cent ou moins du volume total des restrictions appliquées par un Membre importateur au 31 décembre 1991 et notifiées au titre de l'article 2. La mise en œuvre des dispositions de l'article 2:18 est exposée en détail dans une partie précédente du présent rapport.<sup>253</sup>

502. L'article 6:6 b) dispose que, si une mesure de sauvegarde est appliquée aux importations des Membres dont le volume total des exportations de textiles et de vêtements est faible par rapport au volume total des exportations des autres Membres et qui ne fournissent qu'un petit pourcentage des importations totales du produit considéré dans le Membre importateur, un traitement différencié et plus favorable sera accordé à ces Membres dans la fixation du niveau de la limitation, de son coefficient de croissance et des dispositions relatives à la flexibilité. Les Membres répondant à cette définition ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont visés à l'article 2:18. Les seules mesures de sauvegarde prises pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration (les limitations convenues, au titre de l'article 6:9, entre le Brésil et, respectivement, le Taipei chinois et la Corée<sup>254</sup>) ne remplissaient pas les conditions requises pour l'application d'un traitement différencié et plus favorable selon les critères définis à l'article 6:6 b).

C. MEMBRES EXPORTATEURS PRODUCTEURS DE COTON

503. L'article 1:4 dispose "qu'il faudrait, en consultation avec les Membres exportateurs producteurs de coton, refléter les intérêts particuliers de ces Membres dans la mise en œuvre des dispositions du présent accord". Dans son rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la première étape, l'OSpT a noté, entre autres, que, sur la base des renseignements et indications communiqués par des Membres, et à la suite de l'examen, par le Conseil du commerce des marchandises, des questions relatives à la mise en œuvre de l'ATV, "il constate que les Membres ont des perceptions différentes de la façon dont les intérêts particuliers des Membres exportateurs producteurs de coton devraient être - ont été - pris en compte dans la mise en œuvre des dispositions de l'ATV. L'OSpT note à cet égard que les Membres qui maintiennent des restrictions au titre de l'article 2 se sont dits prêts à engager des consultations sur cette question avec les Membres concernés. L'OSpT encourage les Membres intéressés à engager des consultations pour clarifier les questions relatives à la mise en œuvre de l'article 1:4. En outre, il rappelle à cet égard qu'en cas de besoin, les dispositions de l'article 8:4 peuvent être invoquées à cette fin".<sup>255</sup>

504. Dans leur réponse à la demande de renseignements et de notifications adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général, les membres du BITV ont fait observer que "les Membres qui maintiennent des limitations n'ont fourni aucun renseignement particulier sur la

---

<sup>253</sup> Voir plus haut les paragraphes 311 à 319.

<sup>254</sup> Voir plus haut les paragraphes 429 à 436.

<sup>255</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 313 à 316.

façon dont ils auraient tenu compte de ce principe dans la mise en œuvre de l'accord, par exemple, dans le choix des produits à intégrer ou dans le recours à des mesures de sauvegarde. Étant donné que les articles de coton ont longtemps fait l'objet de restrictions contingentaires, le rapport devrait faire ressortir que l'application de l'article 1:4 a été complètement oubliée".<sup>256</sup>

505. Dans sa réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT, dans le même cadre, le Canada a indiqué qu'"il a tenu des consultations avec des pays exportateurs, y compris des pays exportateurs producteurs de coton, pendant la période qui a immédiatement précédé l'entrée en vigueur de l'ATV et que, à la suite de ces consultations, il a apporté un certain nombre d'améliorations aux limitations qu'il applique, afin de tenir compte des demandes des Membres exportateurs producteurs de coton. Depuis ces consultations, aucun Membre exportateur producteur de coton ne lui a fait part de préoccupations particulières concernant l'accès pour les articles de coton. À titre d'observation générale, la structure des catégories de vêtements du Canada n'établit pas de distinction entre les produits en fonction du type de fibres. Les Membres exportateurs producteurs de coton ont bénéficié directement de l'élimination des limitations visant les vêtements à forte teneur en coton, comme les chemises à col tailleur, en 1997, et divers vêtements pour femmes, fillettes et enfants, en 1998 (par exemple, les blouses et les chemisiers). Ces exportateurs bénéficieront aussi de l'élimination des limitations visant les articles de coton dans le cadre de la troisième étape de l'intégration".<sup>257</sup>

506. Dans leur réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT, aux fins de l'établissement du deuxième rapport général, les Communautés européennes ont indiqué qu'"en ce qui concerne les Membres exportateurs producteurs de coton, elle[s] [ont] consulté ces Membres au début du processus d'intégration et elle[s] leur [ont] pleinement ménagé la possibilité de tenir des consultations avant le lancement de la troisième étape de l'intégration, en proposant expressément d'engager des consultations avec tous les Membres de l'OMC exportateurs à l'égard desquels elle[s] mainten[aient] des restrictions".<sup>258</sup>

507. Dans leur réponse à la demande de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT, dans le même cadre, les États-Unis ont indiqué qu'"ils] ont consulté les pays producteurs de coton avant l'entrée en vigueur de l'ATV et ont conclu des accords tenant compte des dispositions de l'article 1:4. Ils ont engagé ultérieurement des consultations avec les pays producteurs de coton pour résoudre les problèmes qu'ils avaient soulevés. Ces consultations, menées aussi en tenant compte de l'article 1:4, ont été jugées fructueuses par tous les participants".<sup>259</sup>

508. Dans les commentaires et les observations qu'il a formulés à ce sujet dans le deuxième rapport général, l'OSpT a, entre autres, pris note des déclarations reprises aux paragraphes 504 à 507 ci-dessus et a dit ce qui suit:

"L'OSpT fait observer en outre que, dans son premier rapport général, il a, entre autres, encouragé les Membres intéressés à engager des consultations pour clarifier les questions relatives à la mise en œuvre de l'article 1:4. À cet égard, il rappelle qu'en cas de besoin, les dispositions de l'article 8:4 peuvent être invoquées à cette fin. Il note à ce sujet que les Membres de l'OMC ne lui ont soumis aucune question relative à la mise en œuvre de l'article 1:4 et qu'il ne sait pas si les dispositions de l'article 8:4 ont été utilisées à cette fin par

---

<sup>256</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 585.

<sup>257</sup> *Ibid.*, paragraphe 586.

<sup>258</sup> *Ibid.*, paragraphe 587.

<sup>259</sup> *Ibid.*, paragraphe 588.

les Membres exportateurs producteurs de coton ou par les Membres qui maintiennent des restrictions. Dans ces circonstances, l'OSpT encourage de nouveau les Membres intéressés à engager des consultations pour clarifier les questions relatives à la mise en œuvre de l'article 1:4 et rappelle, à cet égard, qu'en cas de besoin, les dispositions de l'article 8:4 peuvent être invoquées à cette fin. En outre, les Membres devraient envisager la possibilité, lorsqu'ils notifient les mesures prises au titre des différentes dispositions de l'ATV, d'indiquer aussi, si cela est possible et s'il y a lieu, de quelle façon les dispositions de l'article 1:4 ont été prises en compte dans l'application des mesures en question."<sup>260</sup>

509. Dans ce contexte, il faut noter que pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu aucune communication d'aucun Membre faisant expressément référence aux dispositions de l'article 1:4.

#### D. MEMBRES EXPORTATEURS PRODUCTEURS DE LAINE

510. La seule disposition de l'ATV qui se réfère explicitement aux pays en développement Membres producteurs de laine est l'article 6:6 c), qui dispose que "en ce qui concerne les produits en laine en provenance de pays en développement Membres producteurs de laine dont l'économie et le commerce des textiles et des vêtements dépendent du secteur de la laine, dont les exportations totales de textiles et de vêtements se composent presque exclusivement de produits en laine, et dont le volume du commerce des textiles et des vêtements est relativement faible sur les marchés des Membres importateurs, une attention spéciale sera accordée aux besoins d'exportation de ces Membres dans la détermination des niveaux des contingents, des coefficients de croissance et des marges de flexibilité". Aucune mesure de sauvegarde visant les exportations de produits en laine n'a été prise au titre de l'article 6 pendant l'étape 3, comme cela avait été le cas pendant les deux étapes précédentes. Cette disposition n'a donc pas été appliquée.

#### E. TRAITEMENT PLUS FAVORABLE DEVANT ÊTRE ACCORDÉ AUX RÉIMPORTATIONS DANS L'APPLICATION DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE

511. L'article 6:6 d) dispose qu'"un traitement plus favorable sera accordé aux réimportations, effectuées par un Membre, de produits textiles et de vêtements que ce Membre a exportés vers un autre Membre pour transformation et réimportation ultérieure, au sens donné par les lois et pratiques du Membre importateur, et sous réserve de procédures de contrôle et de certification satisfaisantes, lorsque ces produits sont importés en provenance d'un Membre pour lequel ce type de commerce représente une proportion notable des exportations totales de textiles et de vêtements". Contrairement à ce qui s'est passé pendant l'étape 1<sup>261</sup>, aucune des limitations appliquées pendant l'étape 2 conformément aux dispositions de l'article 6 n'a assuré un traitement plus favorable aux produits visés à l'article 6:6 d), étant donné que ce type de commerce ne représentait pas une proportion notable des exportations totales des Membres concernés. Il en va de même pour les mesures de sauvegarde transitoires prises pendant la troisième étape du processus d'intégration. Cette disposition n'a donc pas été appliquée pour ce qui est des mesures de sauvegarde transitoires prises pendant l'étape 2 et l'étape 3.

---

<sup>260</sup> *Ibid.*, paragraphes 599 et 600.

<sup>261</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 319 et 320.



F. TRAITEMENT SPÉCIAL ACCORDÉ AUX MEMBRES QUI N'ONT PAS ACCEPTÉ LE PROTOCOLE DE PROROGATION DE L'ARRANGEMENT MULTIFIBRES (AMF) DEPUIS 1986

512. L'article 1:3 dispose que "les Membres tiendront dûment compte de la situation de ceux qui n'ont pas accepté les protocoles de prorogation [...] de [l'AMF] depuis 1986 et, dans la mesure du possible, leur accorderont un traitement spécial dans l'application des dispositions du présent accord". Comme cela avait été le cas pour les deux étapes précédentes du processus d'intégration, l'OSpT n'a obtenu aucun renseignement sur la mesure dans laquelle (le cas échéant) cette disposition a été invoquée pendant la mise en œuvre de l'étape 3.

G. TRAITEMENT ACCORDÉ AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES

513. L'ATV renferme une disposition particulière prévoyant l'octroi d'un traitement spécial aux importations de certaines catégories de produits en provenance des pays en développement Membres. En outre, d'autres dispositions de l'ATV peuvent être appliquées de manière à accorder un traitement favorable, entre autres, aux importations en provenance de ces Membres.

**1. Disposition particulière en faveur des pays en développement Membres**

514. Le paragraphe 3 a) de l'Annexe de l'ATV dispose que les mesures au titre des dispositions de sauvegarde énoncées à l'article 6 du présent accord ne s'appliqueront pas aux exportations de tissus de fabrication artisanale obtenus sur métier à main ou de produits de fabrication artisanale faits à la main avec ces tissus tissés à la main effectuées par les pays en développement Membres, ni aux exportations de produits textiles et de vêtements artisanaux relevant du folklore traditionnel, à condition que ces produits fassent l'objet d'une certification appropriée suivant les dispositions arrêtées entre les Membres concernés. Conformément à cette disposition, aucune mesure de sauvegarde n'a été appliquée à ces produits au titre de l'article 6 pendant aucune étape du processus d'intégration.

**2. Autres dispositions qui pourraient être appliquées de manière à assurer un traitement de faveur, entre autres, aux pays en développement Membres**

515. Certaines dispositions de l'ATV prévoient l'application d'un traitement favorable à une catégorie particulière de Membres. Hormis les dispositions qui se rapportent expressément aux pays les moins avancés Membres (à savoir, la note de bas de page relative à l'article 1:2 et l'article 6:6 a)), les Membres admis à bénéficier du statut de petits fournisseurs et de nouveaux venus sur le marché (article 2:18) étaient principalement des pays ou territoires douaniers en développement.

516. Dans son premier rapport général, l'OSpT a rappelé que "outre les dispositions expressément destinées à assurer un traitement de faveur aux exportations de textiles et de vêtements des pays en développement et/ou des PMA Membres, et outre les articles déjà cités dans [cette partie du rapport] l'ATV contenait plusieurs autres dispositions qui, bien que n'étant pas exclusivement applicables à ces pays, pouvaient être appliquées de manière à leur assurer un traitement de faveur ou un avantage. Il s'agissait notamment des dispositions concernant le processus d'intégration (article 2:6, 2:7, 2:8 et 2:10), les coefficients de croissance (article 2:13 et 2:14), l'élimination des restrictions quantitatives (article 2:15), l'élimination progressive des restrictions autres que celles qui sont maintenues au titre de l'AMF (article 3:2), les modifications (c'est-à-dire les réductions) des restrictions existantes (article 3:3), et l'amélioration de l'accès aux marchés ainsi que l'application des politiques en rapport

avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables (article 7:1)".<sup>262</sup> Cette déclaration a également été reproduite dans le deuxième rapport général de l'OSpT.<sup>263</sup>

H. VUES, OBSERVATIONS ET ÉVALUATIONS DES MEMBRES DE L'OMC EXPRIMÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE GÉNÉRALE DE RENSEIGNEMENTS ET D'OBSERVATIONS DE L'OSpT

517. Dans leur réponse à la demande générale de renseignements et d'observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, les membres du BITV ont indiqué ce qui suit à la rubrique "catégories spéciales de fournisseurs":

"Comme pendant les étapes précédentes de la mise en œuvre, les Membres appliquant des restrictions n'ont pas tenu pleinement compte, au cours de la troisième étape, des dispositions de l'ATV qui prévoient qu'une attention spéciale doit être accordée à certaines catégories de fournisseurs, à savoir les petits fournisseurs, les pays les moins avancés et les pays exportateurs producteurs de coton, et ce bien que le Conseil du commerce des marchandises ait réaffirmé l'importance de la mise en œuvre pleine et entière de ces dispositions dans son rapport sur l'"examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration" (voir le document G/L/556, paragraphe 22, alinéa 4).

Ainsi, le Canada et les États-Unis n'ont pas mis en œuvre les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance pour les petits fournisseurs et les pays les moins avancés conformément à l'objet et au but des articles 1:2 et 2:18 de l'ATV. Ils ont continué d'appliquer une méthode différente de celle que l'UE utilise pour mettre en œuvre les mêmes dispositions.

Cependant, il convient de reconnaître que le Canada a notifié (document G/TMB/N/459 lu conjointement avec le document WT/COMTD/N/15/Add.1) la mise en place d'un régime d'admission en franchise de droits et sans contingent pour les importations en provenance des pays les moins avancés au titre de l'article 2:15 de l'ATV - quoique seulement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 (la neuvième année de mise en œuvre de l'ATV) - à condition qu'elles répondent aux critères nécessaires relatifs aux règles d'origine.

D'autre part, en ce qui concerne les pays exportateurs producteurs de coton, aucun des pays appliquant des restrictions n'a accordé de traitement spécifique au titre de l'article 1:4 de l'ATV et aucune notification n'a été présentée au sujet d'éventuelles consultations avec l'un quelconque des pays producteurs de coton concernés au sens de cette disposition.

En bref, les dispositions pertinentes de l'Accord n'ont pas été, pour l'essentiel, mises en œuvre, ce qui les a rendues inutiles."

518. La communication adressée par le Canada contenait les éléments ci-après qui présentent un intérêt pour l'examen des questions traitées dans cette section du rapport:

"PMA

Le Canada a appliqué des mesures pour améliorer l'accès des importations en provenance des pays les moins avancés (PMA). Ces mesures suppriment les droits de douane sur la plupart des produits, à l'exception de certains produits agricoles comme les produits laitiers, les

---

<sup>262</sup> Voir le document G/L/179, paragraphe 323.

<sup>263</sup> Voir le document G/L/479, paragraphe 594.

volailles et les œufs hors contingent, et elles instituent de nouvelles prescriptions en matière de règles d'origine pour les produits textiles et les vêtements. En vertu de ces règles d'origine, les vêtements exportés par des PMA pourront bénéficier de l'admission en franchise à condition qu'ils soient coupés, mis en forme et cousus ou assemblés à partir de matières originaires de l'un des 48 PMA admis à bénéficier de ce régime. Des matières originaires de pays bénéficiant du Tarif de préférence général (TPG) peuvent aussi être utilisées à condition qu'au moins 25 pour cent du contenu des vêtements soit originaire du PMA exportateur. Les règles d'origine applicables aux tissus et aux fils permettent de cumuler en totalité les matières originaires de PMA ou de pays bénéficiaires du TPG. Toute matière utilisée dans les textiles ou les vêtements originaires du Canada est considérée comme étant originaire du PMA.

#### Petits fournisseurs

Les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance pour les petits exportateurs prévoient une augmentation importante et significative des contingents pour les produits soumis à limitation en provenance de ces fournisseurs.

Le coefficient de croissance pour les petits fournisseurs va en fait doubler à la troisième étape de l'ATV. Par exemple, pour Sri Lanka et Maurice, les contingents augmentent dans les deux cas de 12,1 pour cent par an.

De plus, pour mettre en œuvre les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance pour les petits fournisseurs, le Canada a adopté une méthode de calcul telle que la formule avancée appliquée à 16 pays en développement exportateurs, soit cinq de plus que le nombre strictement requis par l'ATV.

#### Membres exportateurs producteurs de coton

Au cours des neuf dernières années, les pays exportateurs producteurs de coton n'ont jamais soulevé la question des intérêts particuliers qu'ils pouvaient avoir dans l'exportation de produits en coton. À cet égard, il convient de noter qu'au Canada, la structure du système des catégories soumises à limitation applicable aux textiles ne fait pas de distinction entre les produits selon le type de fibre, à quelques exceptions près concernant principalement les tissus. Cela laisse aux Membres exportateurs une plus grande latitude pour diversifier leurs exportations en fonction des besoins du marché.

Bien entendu, les autorités canadiennes ont toujours été disposées à engager des consultations avec les pays exportateurs producteurs de coton au sujet de leurs intérêts particuliers. À cet égard, il convient de noter que la modification de la structure des catégories existant au Canada en faveur des produits en coton entraînerait une augmentation du nombre de catégories, ce qui limiterait artificiellement, par rapport à la situation actuelle, la capacité des Membres à maximiser les rentes procurées par ces contingents."

519. La communication des États-Unis contenait les éléments ci-après, qui présentent un intérêt pour l'examen des questions traitées dans cette section du rapport:

"L'article 2:18 de l'ATV dispose que les petits fournisseurs bénéficient d'une certaine application anticipée des coefficients de croissance pendant toute la durée de l'ATV. Les États-Unis ont satisfait aux dispositions de l'article 2:18 et, à l'étape 3, comme il n'y avait plus d'étape permettant d'appliquer à l'avance les coefficients de croissance aux petits fournisseurs, les coefficients de croissance ont été majorés de 27 pour cent pour tous les fournisseurs. Nous faisons observer que, comme leurs niveaux de base avaient été augmentés pendant les deux premières étapes selon des coefficients accélérés, ces fournisseurs ont continué à tirer

profit de l'application anticipée effectuée au cours des étapes 1 et 2. Nous signalons également que, depuis 1995, les États-Unis n'ont appliqué aucune mesure de sauvegarde relative aux textiles à l'égard des petits fournisseurs au titre de l'article 6 de l'ATV. Ils sont fermement convaincus qu'ils ont mis en œuvre l'article 2:18 d'une manière compatible avec les termes, l'objet et le but de cet article.

Le BITV soulève aussi la question du traitement des pays les moins avancés par les États-Unis. Presque tous les PMA sont de petits fournisseurs qui ne sont pas soumis à des contingents. En outre, les États-Unis ont déjà accordé des préférences importantes aux pays les moins avancés Membres grâce à des programmes de préférences commerciales régionales en faveur des pays de l'Afrique subsaharienne et des pays des Caraïbes. Ces deux derniers programmes procurent des avantages au secteur textile ainsi qu'à d'autres produits.

S'agissant des pays exportateurs producteurs de coton, nous observons que les niveaux de base des contingents ayant servi à établir le calendrier de mise en œuvre de l'ATV ont été négociés selon des paramètres appropriés pour les pays producteurs de coton, les pays les moins avancés exportateurs, les pays producteurs de laine, les petits fournisseurs, etc. En ce qui concerne de nouvelles consultations, nous signalons que les pays producteurs de coton n'ont pas cherché à tenir des consultations avec les États-Unis au titre de cette disposition et que certains de ces pays, parmi les plus désireux de se faire entendre, ont appliqué des droits de douane élevés, des procédures douanières non transparentes et d'autres mécanismes visant à restreindre les importations de textiles et de vêtements sur leurs propres marchés."

#### I. AUTRES OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE L'OSPT

520. Comme l'indiquaient aussi les communications des Membres à cet égard, le seul fait nouveau important pendant l'étape 3 du processus d'intégration concernant les questions traitées dans la présente section du rapport a été l'application, par le Canada, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, des améliorations apportées à son schéma de préférences en faveur des pays les moins avancés, assurant à ceux-ci l'admission en franchise de droits et sans contingent à condition que les critères des règles d'origine soient respectés. Il convient de rappeler, en outre, que les Communautés européennes et la Turquie ne maintiennent pas de restrictions au titre de l'ATV à l'égard des importations en provenance des pays les moins avancés Membres. Tout en prenant note de la déclaration des États-Unis selon laquelle "[p]resque tous les PMA sont des petits fournisseurs qui ne sont pas soumis à des contingents", il faut noter qu'il y a au moins une exception importante, le Bangladesh, dont les importations aux États-Unis restent soumises à des restrictions au titre de l'ATV. Par ailleurs, il est dûment pris note de la déclaration des États-Unis selon laquelle des préférences importantes sont accordées aux pays les moins avancés "grâce à des programmes de préférences commerciales régionales". Toutefois, ces programmes n'ont pas encore été notifiés à l'OMC; l'OSPT n'a donc pas d'élément pour évaluer l'incidence qu'ils peuvent avoir.

521. En ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:18 en faveur des petits fournisseurs et des nouveaux venus sur le marché, l'OSPT rappelle que la méthode choisie par les Membres concernés maintenant des restrictions pendant l'étape 1 a déterminé d'avance l'incidence que pourrait avoir la mise en œuvre des mêmes dispositions pendant les étapes suivantes du processus d'intégration. L'OSPT note avec regret que, pour donner suite à la Décision ministérielle de Doha, le Conseil du commerce des marchandises n'a pas été en mesure de faire une recommandation au Conseil général à ce sujet. Il note aussi que, malgré les commentaires qu'il a faits à ce sujet dans ses précédents rapports généraux<sup>264</sup>, les Membres n'ont apparemment pas essayé de mettre en œuvre les dispositions de l'article 2:18 en procédant à "des modifications au moins équivalentes pouvant être

---

<sup>264</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 704.

convenues mutuellement au sujet d'un dosage différent des niveaux de base, des coefficients de croissance et des dispositions relatives à la flexibilité".

522. Enfin, en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'article 1:4 en faveur des Membres exportateurs producteurs de coton, on peut observer que le point de vue et l'attitude des Membres n'ont pas changé. L'OSpT prend note des préoccupations exprimées par les membres du BITV dans leur communication. Mais il note aussi que les encouragements qu'il avait adressés à plusieurs reprises aux Membres intéressés pour qu'ils engagent des consultations entre eux<sup>265</sup> n'avaient pas eu d'effet. En outre, tout en notant la déclaration des États-Unis selon laquelle il avait été tenu compte, pour l'établissement "[d]es niveaux de base des contingents [...] des paramètres appropriés [entre autres] pour les pays producteurs de coton", l'OSpT relève que i) aucune explication n'a été donnée quant à la nature "des paramètres appropriés" pour les Membres en question, et ii) l'article 1:4 semble considérer les intérêts particuliers de ces Membres tout au long de la période de mise en œuvre de l'ATV et ne se limite pas au processus d'établissement des niveaux de base (avant le début de la période transitoire de dix ans).

#### **IV. MESURES PRISES AU TITRE DE L'ARTICLE 7 EN VUE DE SE CONFORMER AUX RÈGLES ET DISCIPLINES DU GATT DE 1994 DE MANIÈRE À PARVENIR À UNE AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS ET À ASSURER L'APPLICATION DES POLITIQUES EN RAPPORT AVEC L'INSTAURATION DE CONDITIONS COMMERCIALES JUSTES ET ÉQUITABLES - MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7**

##### **A. LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7**

523. L'article 7 est ainsi libellé:

"1. Dans le cadre du processus d'intégration et compte tenu des engagements spécifiques pris par les Membres par suite du Cycle d'Uruguay, tous les Membres prendront les mesures qui pourraient être nécessaires pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière:

- a) à parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires et la facilitation des formalités douanières et administratives et des formalités de licence;
- b) à assurer l'application des politiques en rapport avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables pour les textiles et les vêtements dans des domaines tels que les règles et procédures en matière de dumping et de lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires et la protection des droits de propriété intellectuelle; et
- c) à éviter une discrimination à l'égard des importations dans le secteur des textiles et des vêtements lorsqu'ils prennent des mesures pour des raisons de politique commerciale générale.

Ces mesures seront sans préjudice des droits et obligations résultant pour les Membres du GATT de 1994.

---

<sup>265</sup> Voir les documents G/L/179, paragraphe 316 et G/L/459, paragraphe 705.

2. Les Membres notifieront à l'OSpT les mesures visées au paragraphe 1 qui ont une incidence sur la mise en œuvre du présent accord. Lorsque ces mesures auront été notifiées à d'autres organes de l'OMC, un résumé faisant référence à la notification initiale suffira pour répondre aux prescriptions énoncées dans le présent paragraphe. Tout Membre aura la faculté d'adresser des notifications inverses à l'OSpT.

3. Dans les cas où un Membre considérera qu'un autre Membre n'a pas pris les mesures visées au paragraphe 1 et que l'équilibre des droits et obligations découlant du présent accord a été rompu, il pourra porter la question devant les organes compétents de l'OMC et en informer l'OSpT. Toute constatation ou conclusion ultérieure formulée par les organes concernés de l'OMC fera partie du rapport général de l'OSpT."

B. INFORMATIONS GÉNÉRALES: CERTAINS COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS FORMULÉS PAR L'OSpT DANS SON DEUXIÈME RAPPORT GÉNÉRAL

524. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a noté, entre autres, que, depuis le début de la mise en œuvre de la deuxième étape du processus d'intégration, il n'avait reçu aucune notification ou notification inverse faisant expressément référence à l'article 7:2. L'OSpT a ajouté qu'en fait, aucune notification de ce genre n'avait été reçue depuis l'adoption de son premier rapport général et aucune ne lui avait été adressée pendant la première étape du processus d'intégration.<sup>266</sup>

525. Dans le contexte de la préparation du deuxième rapport général, l'OSpT avait invité les Membres à présenter des notifications ou des renseignements, selon qu'il conviendrait, en rapport avec la mise en œuvre, entre autres, de l'article 7:1, eu égard en particulier aux prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 7:2. En réponse à cette demande, six communications avaient été adressées par des Membres, portant sur les aspects relatifs à l'examen de la mise en œuvre de l'article 7. Ces communications avaient été présentées par le Canada, les Communautés européennes, les membres du BITV, le Japon, la Turquie et les États-Unis et avaient été incorporées par l'OSpT dans son deuxième rapport général.<sup>267</sup> Dans ses remarques sur ce point, l'OSpT a noté, entre autres, que:

- "la notification à l'OSpT des mesures visées à l'article 7:1 qui ont une incidence sur la mise en œuvre de l'ATV est une obligation positive imposée à tous les Membres, conformément à l'article 7:2;
- le même article 7:2 prévoit également la possibilité d'adresser des notifications inverses à l'OSpT;
- d'une part, les Membres n'ont présenté pratiquement aucune notification formelle à l'OSpT au titre des dispositions de l'article 7;
- d'autre part, plusieurs Membres ont décidé de faire part de leurs graves préoccupations concernant la mise en œuvre de l'article 7 par d'autres Membres, lorsqu'ils ont présenté des renseignements et des observations en réponse à la demande de l'OSpT".<sup>268</sup>

---

<sup>266</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 534 et la note de bas de page y relative.

<sup>267</sup> G/L/459, paragraphes 539 à 549.

<sup>268</sup> *Ibid.*, paragraphe 551.

526. Bien que l'OSpT ait considéré "qu'il n'[était] pas tenu, en vertu de l'ATV, d'examiner, sur le fond, chaque observation formulée dans les réponses des Membres, et qu'il n'[était] pas raisonnable de s'attendre à ce qu'il le fasse"<sup>269</sup>, il avait décidé de présenter quelques commentaires et observations<sup>270</sup>, pour apporter sa contribution aux discussions et aux analyses futures sur la mise en œuvre de l'ATV en général et des dispositions de l'article 7 en particulier. En outre, l'OSpT a recommandé au Conseil du commerce des marchandises, entre autres, de rappeler que les dispositions de l'article 7, comme toutes les autres dispositions de l'ATV, devaient être respectées par les Membres et aussi d'inviter les Membres à notifier à l'OSpT, conformément à l'article 7:2, les mesures visées à l'article 7:1 qui avaient une incidence sur la mise en œuvre de l'ATV.

C. CONCLUSIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES EN JUILLET 2002 DANS SON DEUXIÈME EXAMEN MAJEUR

527. Dans le rapport adopté par le Conseil du commerce des marchandises concernant la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration, il est dit ce qui suit:

- "Se référant à l'article 7:1 a) de l'ATV sur l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements, les Membres développés maintenant des restrictions ont estimé que cette disposition n'avait pas donné de résultat perceptible. Alors qu'elle prévoyait une amélioration de l'accès aux marchés au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires et la facilitation des formalités douanières et administratives et des formalités de licence, les marchés de nombreux Membres en développement nécessitaient un plus large accès pour les exportations de produits textiles et de vêtements. Selon les Membres du BITV et d'autres Membres en développement, tous les Membres, qu'ils soient développés ou en développement, mettaient en œuvre les engagements spécifiques qu'ils avaient pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay conformément à leurs listes de concessions. Ils ont mentionné le rapport de l'OSpT où il était dit qu'aucune notification de non-respect des engagements spécifiques en matière d'accès aux marchés pris par suite du Cycle d'Uruguay n'avait été présentée. Il ne semblait donc pas y avoir de problème et, en fait, plusieurs Membres en développement avaient adopté des mesures de libéralisation autonomes de leurs marchés. Ils ont souligné que tout nouvel abaissement ou toute nouvelle consolidation des droits de douane relevait de futures négociations."

[...]

- Sur la base des discussions, qui sont consignées en détail dans les rapports des réunions, le Conseil a pris note d'un certain nombre de considérations et est arrivé à certaines conclusions:

[...]

rappel des dispositions de l'article 7 et demande faite à tous les Membres, dans le cadre du processus d'intégration et compte tenu des engagements spécifiques pris par suite du Cycle d'Uruguay, de prendre des mesures pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière à parvenir, entre autres choses, à une amélioration de l'accès aux marchés.

---

<sup>269</sup> *Ibid.*, paragraphe 552.

<sup>270</sup> *Ibid.*, paragraphes 554 à 572.

[...]

- Sur plusieurs autres questions examinées par le Conseil, les positions adoptées et les interprétations faites par des groupes de Membres divergeaient de manière substantielle et, par conséquent, il n'a pas été possible de s'accorder sur des conclusions. Les vues des Membres sont exposées en détail dans [les comptes rendus des réunions au cours desquelles le Conseil a abordé ces questions] et [sont] résumées ci-dessous.

[...]

- "Les Membres du BITV et d'autres Membres en développement ont également évoqué l'utilisation d'enquêtes et de mesures antidumping sur des produits déjà soumis à des restrictions, qui avaient beaucoup nui aux exportations de certains pays en développement. L'équilibre des droits et obligations avait été compromis parce que les mesures antidumping prises dans ce secteur annulaient les possibilités d'accès au marché, certes insuffisantes, ouvertes par le jeu de l'intégration et des coefficients de croissance. D'après ces Membres, ces actions, en perturbant l'utilisation des possibilités d'accès, avaient fait obstacle à la réalisation des objectifs de l'ATV. Ils ont signalé que plusieurs aspects de la méthodologie à laquelle le Membre concerné avait eu recours pour déterminer l'existence d'un dumping avaient depuis été condamnés par le Groupe spécial chargé de la question et l'Organe d'appel. En réponse, le Membre maintenant les restrictions a répété qu'il appliquait la législation antidumping d'une manière totalement transparente conformément aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC."<sup>271</sup>

D. NOTIFICATIONS DES MEMBRES CONCERNANT LES FAITS NOUVEAUX PERTINENTS DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 7, INTERVENUS PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION

528. Dans le contexte décrit succinctement aux paragraphes 524 à 527 ci-dessus, il convient de noter que, pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu aucune notification d'aucun Membre de l'OMC faisant expressément référence à l'une des dispositions de l'article 7. Ainsi, malgré les obligations énoncées clairement dans les dispositions pertinentes de l'ATV, les Membres n'ont pas jugé utile de notifier à l'OSpT, conformément à l'article 7:2, les mesures visées à l'article 7:1 qui pouvaient avoir une incidence sur la mise en œuvre de l'ATV. De même, aucun résumé faisant référence aux notifications initiales que les Membres avaient pu adresser à d'autres organes de l'OMC n'a été fourni à l'OSpT. Celui-ci n'a pas non plus reçu de notification inverse, comme le prévoit l'article 7:2. En outre, l'OSpT n'a reçu des Membres aucun renseignement sur des cas éventuels où un Membre aurait considéré qu'un autre Membre n'avait pas pris les mesures visées à l'article 7:1 et que l'équilibre des droits et obligations découlant de l'ATV avait été rompu, et aurait par conséquent décidé de porter la question devant les organes compétents de l'OMC, conformément aux dispositions de l'article 7:3. L'OSpT a indiqué qu'en l'absence des renseignements en question qui auraient dû être fournis par les Membres, il n'avait pas à se conformer à l'obligation énoncée dans la dernière phrase de l'article 7:3, selon laquelle "[t]oute constatation ou conclusion ultérieure formulée par les organes concernés de l'OMC fera partie du rapport général de l'OSpT".

---

<sup>271</sup> Voir le document G/L/556, paragraphes 20, 22, 23 et 29.



E. VUES ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC EXPRIMÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE GÉNÉRALE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OSpT

529. Dans leur communication, les membres du BITV ont indiqué ce qui suit sous la rubrique "Renforcement des règles et disciplines du GATT":

"Durant l'étape en cours, l'UE a poursuivi ses actions antidumping, surtout pour ce qui est de l'importation de linge de lit sous une forme ou sous une autre, ce qui a constitué un problème permanent pour les exportateurs et les pays exportateurs concernés. Outre qu'elles empêchent la pleine utilisation des contingents et aggravent ainsi les restrictions en question, ces actions tranchent nettement avec l'engagement, figurant à l'article 7 de l'ATV, selon lequel "les Membres prendront les mesures qui pourraient être nécessaires pour se conformer aux règles et disciplines du GATT (...) de manière (...) à assurer l'application des politiques en rapport avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables pour les textiles et les vêtements dans des domaines tels que les règles et procédures en matière de (...) lutte contre le dumping ...".

530. Dans leur réponse à la demande d'éclaircissements et de commentaires adressée par l'OSpT dans le cadre de l'établissement du présent rapport et portant sur différents aspects de la mise en œuvre de l'ATV, les Communautés européennes ont fait des observations, entre autres, sur la déclaration des membres du BITV reproduite au paragraphe 529 ci-dessus. À cet égard, les CE ont indiqué ce qui suit:

"[Les] Communauté[s] [sont] d'avis que, contrairement à l'allégation du BITV reproduite [dans la communication des membres du BITV, figurant au paragraphe 529], l'ATV ne prescrit pas l'interdiction générale du recours aux procédures antidumping mais contient plutôt une invitation à la modération, qui doit être toutefois appréciée suivant le cas et les circonstances. Cette règle vise évidemment tous les Membres et cette modération dans l'application des mesures antidumping est censée être exercée par tous les pays, parmi lesquels certains ont actuellement souvent recours à ce type de mesure corrective."

531. La communication adressée par la Turquie contenait les indications suivantes:

"En ce qui concerne l'article 7:1, et en particulier l'article 7:2, à partir de 1996, date de la création de l'Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne pour les produits industriels, la Turquie a commencé à appliquer des droits très faibles, très inférieurs au niveau prévu par le tarif légal et aux droits consolidés.

La Turquie a aussi mis en œuvre ses politiques en matière de droits antidumping et de droits compensateurs conformément aux règles du GATT de 1994 et à l'article 7:1 b) de l'ATV. Le tableau [ci-joint] [reproduit intégralement dans le tableau 9 du présent rapport] indique l'état actuel de la mise en œuvre des mesures antidumping concernant les textiles et les vêtements."

**Tableau 9**

**PRODUITS SOUMIS À DES DROITS ANTIDUMPING EN TURQUIE**  
(communiqués par la Turquie à l'OSpT)

Code NC	Produit	Pays/ territoire	N° du communiqué	Mesure finale date/n° du Journal officiel	Droit antidumping
5503.20.00.00.00	Fibres synthétiques discontinues de polyester (non transformées)	Bélarus (Réexamen)*	<u>98/3</u>	29.05.1998/23356	19%
		Corée, Rép. de		13.03.2000/23992	11,9%-24,6%
		Indonésie	<u>2000/2</u>		6,2%-37,4%
5402.43	Fils plats de polyester	Corée, Rép. de	<u>99/7</u>	30.11.1999/23892m	0%-21,2%
5402.33	Fils texturés de polyester	Inde	<u>2000/7</u>	27.06.2000/24092	6,8%-20,3%
		Taipei chinois	<u>2000/7</u>	28.06.2000/24093	9,9%-28,6%
		Corée, Rép. de			33,70%
55.13	Tissus de fibres synthétiques ou artificielles discontinues	Chine	<u>2001/2</u>	15.02.2001/24319	87%
55.14					
55.15					
55.16					
5407.**	Tissus de fils de filaments synthétiques	Chine	<u>2002/2</u>	13.02.2002/24670	70,44%
		Taipei chinois			13,91%-30,84%
		Corée, Rép. de			3,51%-40%
		Malaisie			63,23%-15,93%
		Thaïlande			8,67%-30,93%
6301.40	Couverture en vison acrylique	Chine	<u>2002/14</u>	08.12.2002/24957	4 \$/kg
6301.90					
5806.32.90.00.00	Crochets et boucles	Chine	<u>2002/15</u>	13.12.2002/24962	3,86 \$/kg
		Taipei chinois			1,83 \$/kg
5503.20	Fibres synthétiques discontinues de polyester	Inde	<u>2003/14</u>	29.07.2003/25183	16,5%-23,9%
		Taipei chinois			6,4%-20,1%
		Thaïlande			15,8%-22,0%

\* Réexamen à l'expiration.

\*\* Les codes NC complets sont indiqués dans le communiqué pertinent.

532. Dans leur communication, contenant des observations au sujet des différents points spécifiques soulevés par les membres du BITV dans leur communication (concernant la mise en œuvre des dispositions de l'ATV autres que celles de l'article 7), les États-Unis ont indiqué, entre autres, ce qui suit:

"[L]es États-Unis font observer que plusieurs membres du BITV ont appliqué des politiques et des pratiques qui ont effectivement limité l'accès aux marchés dans ce secteur, malgré l'obligation énoncée à l'article 7 de l'ATV de "parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires et la facilitation des formalités douanières et administratives et des formalités de licence". Les États-Unis ont ouvert leur marché, mais les membres du BITV ont maintenu leurs marchés fermés aux exportations des États-Unis. Dans ces conditions, il est impossible aux États-Unis d'accepter une intégration rapide, comme le demande le BITV. En outre, les États-Unis espèrent et escomptent que l'OSpT, dans le cadre de son examen de la mise en œuvre de l'ATV, examinera si les membres du BITV ont respecté les obligations qui leur incombent en vertu de l'article 7 de l'ATV. Les statistiques relatives aux importations des États-Unis montrent clairement que les États-Unis se sont acquittés de leurs obligations au titre de l'article 7, les importations de produits textiles et de vêtements ayant augmenté de 150 pour cent depuis 1994 pour passer de 17,3 milliards d'équivalents mètres carrés en 1994 à 43,2 milliards d'équivalents mètres carrés pour l'année qui a pris fin en mars 2004. Nous nous demandons si les membres du BITV peuvent en dire autant."

F. ÉVALUATION DE L'OSPT CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 PENDANT L'ÉTAPE 3 DU PROCESSUS D'INTÉGRATION

533. Compte tenu de son observation antérieure, selon laquelle la notification à l'OSpT des mesures visées à l'article 7:1, qui ont une incidence sur la mise en œuvre de l'ATV, était une obligation positive imposée à tous les Membres, conformément à l'article 7:2<sup>272</sup> et rappelant en outre la recommandation qu'il a faite à cet égard au Conseil du commerce des marchandises<sup>273</sup>, l'OSpT se voit dans l'obligation de redire que, pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, il n'a reçu aucune notification d'aucun Membre faisant expressément référence à l'une des dispositions de l'article 7. Par conséquent, au sens strict, il lui suffirait de prendre note de ce fait, aux fins du présent rapport. En effet, rien dans le libellé de l'article 7, ni dans aucune autre disposition de l'ATV, n'oblige l'OSpT à fournir, même dans le cadre de l'élaboration de son rapport général, un compte rendu détaillé des questions qui n'ont jamais été portées à sa connaissance ou à son attention conformément aux dispositions de l'ATV (questions qui peuvent être pertinentes par ailleurs). En particulier, le fait que l'OSpT tente de fournir une liste exemplative des questions pouvant être pertinentes (aussi) dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 7, ne peut remplacer les notifications ou les renseignements que les Membres concernés auraient dû lui communiquer. Dans le même esprit, les communications adressées par les Membres en réponse à la demande générale de renseignements de l'OSpT dans le cadre de l'établissement du présent rapport ne peuvent se substituer au respect des prescriptions procédurales énoncées à l'article 7.

534. Nonobstant la validité des déclarations qu'il a faites ci-dessus, l'OSpT a décidé de fournir, pour assurer l'exhaustivité de son présent rapport et uniquement à titre d'informations générales, un résumé de certaines des questions qui peuvent être pertinentes dans ce contexte et qui peuvent être identifiées sur la base des documents officiels de l'OMC (notifications et communications aux autres

---

<sup>272</sup> Voir le paragraphe 525 ci-dessus.

<sup>273</sup> Voir le paragraphe 526 ci-dessus.

organes de l'OMC et rapports de ces organes). En outre, l'OSpT présente des commentaires et des observations supplémentaires, en particulier à la lumière des commentaires faits par certains Membres dans leurs communications respectives adressées à l'OSpT dans le cadre de l'établissement du présent rapport.

G. RENSEIGNEMENTS DONT DISPOSE L'OSPT; AUTRES COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS DE L'OSPT

**1. Renseignements disponibles concernant la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 a)**

535. D'après le texte de l'article 7:1 a), "[d]ans le cadre du processus d'intégration et compte tenu des engagements spécifiques pris par les Membres par suite du Cycle d'Uruguay, tous les Membres prendront les mesures qui pourraient être nécessaires pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière: [...] à parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires et la facilitation des formalités douanières et administratives et des formalités de licence".

536. L'OSpT ne dispose pas de renseignements suffisants pour pouvoir évaluer convenablement dans quelle mesure les Membres se sont acquittés des obligations de fond définies à l'article 7:1 a). Comme aucune notification indiquant le contraire ne lui a été adressée et comme aucune notification présentée à d'autres organes de l'OMC n'a été portée à son attention par les Membres, on peut supposer que les Membres ont continué à mettre en œuvre, dans les délais prévus, les engagements spécifiques en matière d'accès aux marchés qu'ils ont pris par suite du Cycle d'Uruguay. En outre, l'OSpT suppose que, en surveillant la mise en œuvre des concessions faites dans le cadre du Cycle d'Uruguay en ce qui concerne les mesures tarifaires et non tarifaires, le Comité de l'accès aux marchés s'est toujours fondé sur les notifications croisées ou inverses pour déceler les problèmes qui pourraient se poser par suite de la mise en œuvre de ces concessions. L'OSpT note qu'aucun problème particulier lié à la mise en œuvre des concessions concernant les produits visés par l'ATV n'a été porté à son attention.

537. Par ailleurs, il est arrivé que des Membres présentent au Comité de l'accès aux marchés des notifications faisant état de nouvelles améliorations des concessions faites dans le cadre du Cycle d'Uruguay, concernant (aussi) les produits visés par l'ATV. Si, à l'évidence, certaines de ces notifications ont pu échapper à l'attention de l'OSpT, celui-ci sait, par exemple, que le Pakistan a distribué en juillet 2003 une communication au sujet de la modification de sa liste d'engagements, concernant les produits textiles et les vêtements.<sup>274</sup> À la suite de cette communication, dans une autre communication distribuée le 29 juin 2004, "le gouvernement pakistanais [a communiqué] [...] de nouvelles modifications apportées aux positions 60.03 à 60.06 de ladite liste. Les droits applicables à ces positions seront consolidés au taux de 25 pour cent avec effet immédiat".<sup>275</sup>

538. Toutefois, on peut noter également qu'en décembre 2003, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte, "conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements ("ATV") au sujet des droits de douane appliqués aux produits textiles et aux vêtements et du Décret n° 469 de 2001 du Président de

---

<sup>274</sup> Voir le document G/MA/TAR/RS/94.

<sup>275</sup> Voir le document G/MA/TAR/RS/94/Add.1.

la République arabe d'Égypte ("Décret n° 469") et de tous amendements, règlements connexes ou autres mesures de mise en œuvre".<sup>276</sup> Il faut souligner que, bien que dans leur communication à l'ORD les États-Unis aient fait expressément référence, entre autres, à l'article 7 de l'ATV, aucun renseignement ou communication n'a été présenté à l'OSpT à ce sujet.

539. La demande de consultations indique ce qui suit: "[a]u cours du Cycle d'Uruguay, l'Égypte est convenue de supprimer une prohibition générale à l'importation de vêtements et d'articles textiles confectionnés pour le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Elle est également convenue de consolider les droits qu'elle appliquait pour les chapitres 61 (vêtements, en bonneterie) et 62 (vêtements, autres qu'en bonneterie) du SH à un taux *ad valorem* de 46 pour cent en 2003, de 43 pour cent en 2004 et de 40 pour cent par la suite. En outre, elle est convenue de consolider les droits qu'elle appliquait pour le chapitre 63 du SH (autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie) à un taux *ad valorem* de 41 pour cent en 2003, de 38 pour cent en 2004 et de 35 pour cent par la suite. Les États-Unis croient comprendre que, le 31 décembre 2001, juste avant la date à laquelle la prohibition à l'importation devait venir à expiration, [...] le Décret n° 469 [a été promulgué, qui] modifi[ait] les droits de douane applicables à un certain nombre d'articles importés, y compris des articles qui relèvent des chapitres 61, 62 et 63 du SH. Les droits modifiés étaient spécifiques [...], et non *ad valorem*. Il apparaît que les droits spécifiques appliqués par l'Égypte dépassent largement les taux de droits qu'elle a consolidés. Spécifiquement, il apparaît que l'équivalent *ad valorem* de ces droits varie entre un niveau minimal de 141 pour cent et un niveau maximal de 51 296 pour cent – dans tous les cas bien au-dessus des taux consolidés.

Les États-Unis estiment en conséquence que ces droits de douane, le Décret n° 469 et toutes mesures connexes sont incompatibles avec les obligations de l'Égypte au titre de l'article II du GATT de 1994 et de l'article 7 de l'ATV".<sup>277</sup>

540. Par la suite, à la mi-janvier 2004, les Communautés européennes ont officiellement demandé à participer aux consultations demandées par les États-Unis.<sup>278</sup> Elles ont fait état, entre autres, du fait qu'elles avaient un intérêt commercial substantiel dans cette question. En réponse, la délégation égyptienne a informé l'ORD qu'elle avait accepté la demande de participation aux consultations présentée par les Communautés européennes.<sup>279</sup> Depuis lors, aucune autre communication n'a été distribuée aux Membres de l'OMC quant aux éventuels faits nouveaux concernant cette question.

541. En ce qui concerne les autres mesures mentionnées à l'article 7:1 a), certains pays en développement Membres ont demandé ou ont obtenu une réserve au titre du paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane) afin de conserver pendant une durée limitée un système de valeurs minimales s'appliquant souvent aussi à des produits textiles et des vêtements.<sup>280</sup> L'OSpT sait aussi qu'un certain nombre de Membres ont présenté des notifications au Comité des licences d'importation concernant leurs procédures respectives en matière de licences d'importation qui visaient également certains textiles et vêtements. Il convient de noter à cet égard qu'une notification présentée par l'Indonésie en avril 2003, dans laquelle figurait le texte d'un décret "relatif aux procédures régissant l'importation de

---

<sup>276</sup> Voir le document portant les cotes WT/DS305/1 et G/L/667.

<sup>277</sup> Voir le document portant les cotes WT/DS305/1 et G/L/667.

<sup>278</sup> Voir le document WT/DS305/2.

<sup>279</sup> Voir le document WT/DS305/3.

<sup>280</sup> Voir le document G/VAL/2/Rev.18.

textiles"<sup>281</sup>, a amené quelques Membres, comme l'Australie et les États-Unis, à soulever certaines questions et à exprimer certaines préoccupations. Les États-Unis, en particulier, ont indiqué entre autres ce qui suit: "[ils] s'inquiètent en particulier de la décision qu'a prise l'Indonésie de n'accorder des licences qu'à des producteurs de textiles ayant une capacité de production locale, et d'empêcher la cession de textiles importés à d'autres particuliers. Il apparaît que ce système a en soi pour effet de fausser les échanges, et ils demandent à l'Indonésie d'expliquer au Comité en quoi il est compatible avec l'Accord sur les procédures de licences d'importation".<sup>282</sup>

542. Dans sa réponse, l'Indonésie a expliqué, entre autres, que le décret en question "vis[ait] seulement à établir les procédures administratives d'importation, l'objectif principal étant de lutter contre la contrebande qui entraîn[ait]:

- un comportement anticoncurrentiel;
- des pratiques commerciales déloyales sur le marché intérieur;
- des conséquences négatives sur le marché intérieur;
- des pertes de recettes publiques;
- des conséquences négatives sur l'investissement et sur l'emploi".

Elle a en outre indiqué: "[l]a contrebande en Indonésie, qui s'est considérablement intensifiée depuis 2000, constitue en effet un grave problème [...]. L'Indonésie est très préoccupée, car les importantes quantités de produits textiles introduits illégalement sur le marché intérieur ont beaucoup nui à diverses entreprises, à l'emploi et aux recettes publiques. Elle estime que ces problèmes doivent être résolus par tous les moyens, y compris les licences d'importation. [...] Parmi les diverses procédures administratives, l'[Indonésie] continu[e] de considérer que les licences d'importation sont le seul moyen efficace d'administrer toutes les importations de textiles et tous les types de produits importés, couverts par le Décret. En appliquant ces dispositions, le gouvernement pourra très facilement repérer les produits textiles illégaux et lutter contre ce commerce".<sup>283</sup>

543. Dans le même ordre d'idée, sur le point de "savoir si le Décret exerce sur le commerce des effets de restriction au sens de l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, l'Indonésie estime qu'il ne contrevient pas à ladite disposition pour les raisons suivantes:

- aucune personne, entreprise ou institution ne se verra refuser une licence d'importation pour autant qu'elle remplisse toutes les conditions énoncées dans le Décret (article 2:2 a) i) de l'Accord); [...]
- en vertu de l'article 4 du Décret, la décision d'accepter ou de rejeter la demande de licence sera émise dans un délai maximal de dix jours ouvrables. Le délai d'examen des demandes prévu dans le Décret est bien inférieur aux 30 jours ouvrables prévus dans les dispositions de l'article 3:5 f) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Aucune contrainte ne pèse donc sur les entreprises qui demandent une licence;

---

<sup>281</sup> Voir le document G/LIC/N/2/IDN/1.

<sup>282</sup> Voir le document G/LIC/Q/IDN/5.

<sup>283</sup> Voir le document G/LIC/Q/IDN/5.

- le Décret ne limite pas le nombre des entreprises, institutions ou personnes qui peuvent obtenir des licences d'importation pour autant qu'elles se conforment pleinement aux prescriptions, et il ne limite pas non plus le volume que chaque entreprise peut importer. On a compté jusqu'à 315 importateurs qui ont obtenu des licences d'importation, et des licences d'importation peuvent encore être octroyées aux autres entreprises qui souhaiteraient se lancer dans l'importation de textiles".<sup>284</sup>

544. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, un certain nombre de notifications récapitulant les mesures qui devaient entrer en vigueur ont été communiquées au Comité des obstacles techniques au commerce; ces mesures visaient (aussi) les produits textiles et les vêtements. On trouvera dans le tableau 10 une liste exemplative de ces notifications, établie sur la base des notifications distribuées.

**Tableau 10**

**NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES  
AU COMMERCE CONCERNANT (AUSSI) LES PRODUITS TEXTILES  
ET LES VÊTEMENTS**

<b>MEMBRE NOTIFIANT LA MESURE</b>	<b>DATE DE DISTRIBUTION</b>	<b>PRODUITS VISÉS/MESURE</b>	<b>OBJECTIF DÉCLARÉ DE LA MESURE</b>
Corée	23.01.2002	Entre autres: gilets de sauvetage à usage récréatif; casques de protection, etc.	Promotion de la gestion de la qualité et de la sûreté des produits de consommation
Philippines	08.03.2002	Ceintures de sécurité pour véhicules routiers	Protection des utilisateurs de ceintures de sécurité
Pérou	31.05.2002	Entre autres: chaussures à dessus en matières textiles	Information des consommateurs
Venezuela	31.07.2002	Vêtements (textiles)	Santé des personnes, prévention des pratiques pouvant induire en erreur
Brésil	13.08.2002	Entre autres: fils de coton, de lin, de laine, de soie, de viscose, de polyamide et de polyester	Sécurité des consommateurs
Brésil	12.08.2002	Produits textiles (section XI du SH)	Sécurité des consommateurs
Brésil	04.11.2002	Produits textiles (chapitres 61, 62 et 63 du SH)	Prescriptions en matière d'étiquetage et protection des consommateurs
Brésil	30.01.2003	Entre autres: bandes de crêpe, etc. (code du SH 30.05)	Prescriptions en matière d'étiquetage, sécurité des consommateurs, prévention des pratiques de nature à induire en erreur

<sup>284</sup> *Ibid.*

<b>MEMBRE NOTIFIANT LA MESURE</b>	<b>DATE DE DISTRIBUTION</b>	<b>PRODUITS VISÉS/MESURE</b>	<b>OBJECTIF DÉCLARÉ DE LA MESURE</b>
Chine	19.06.2003	Filets, tissus et autres produits textiles façonnés	Santé et sécurité des personnes
El Salvador	19.06.2003	Produits textiles, articles d'habillement et accessoires	Énumération des renseignements commerciaux qui doivent figurer sur les produits
Canada	29.08.2003	Gilets de sauvetage	Protection de la sécurité des personnes
Pérou	03.09.2003	Entre autres: ceintures de sécurité pour véhicules automobiles	Sécurité des utilisateurs finaux
Mexique	08.10.2003	Produits textiles, vêtements et leurs accessoires	Actualisation des prescriptions relatives à l'étiquetage, information des consommateurs et prévention des pratiques de nature à induire en erreur
Taipei chinois	11.11.2003	Harnais complets	Protection des consommateurs
Communautés européennes	12.12.2003	Certains produits textiles (chapitres 50 à 63 du SH), lorsque l'étiquetage est requis conformément à la directive pertinente et que la nouvelle fibre polylactide entre dans leur composition	Informier davantage le consommateur
Guyana	29.01.2004	Vêtements et textiles	Prévention de la fraude; prévention de l'étiquetage induisant en erreur et de la publicité trompeuse

Source: Séries de notifications G/TBT/GEN/N.

545. Enfin, rappelant que dans leur communication, les États-Unis ont indiqué, entre autres, qu'ils "espér[aient] et escompt[aient] que l'OSpT, dans le cadre de son examen de la mise en œuvre de l'ATV, examine si les membres du BITV ont respecté les obligations qui leur incombent en vertu de l'article 7 de l'ATV", l'OSpT fait observer ce qui suit:

- dans la synthèse présentée au paragraphe 528 ainsi qu'aux paragraphes 535 à 544 ci-dessus, l'OSpT a abordé les questions pertinentes dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 7:1 a) par tous les Membres;
- comme cela est indiqué clairement au paragraphe 528, l'OSpT n'a reçu aucune notification d'aucun Membre de l'OMC (États-Unis compris) faisant expressément référence à l'une des dispositions de l'article 7;
- comme cela est également indiqué au paragraphe 536 ci-dessus, il semblerait que les Membres ont continué à mettre en œuvre les engagements spécifiques qu'ils ont pris par suite du Cycle d'Uruguay et aucun problème particulier lié à cette mise en œuvre,



affectant les produits visés par l'ATV, n'a été porté à l'attention de l'OSpT par aucun Membre de l'OMC;

- une déclaration générale selon laquelle certains Membres ont maintenu leurs marchés fermés aux exportations d'un autre Membre, sans indiquer si les engagements spécifiques pris par suite du Cycle d'Uruguay ont été respectés ou non, ne constitue pas une base suffisante pour examiner plus avant cette question.

## **2. Renseignements disponibles en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 b)**

546. D'après le libellé de l'article 7:1 b), "[d]ans le cadre du processus d'intégration et compte tenu des engagements spécifiques pris par les Membres par suite du Cycle d'Uruguay, tous les Membres prendront les mesures qui pourraient être nécessaires pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière [...] à assurer l'application des politiques en rapport avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables pour les textiles et les vêtements dans des domaines tels que les règles et procédures en matière de dumping et de lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires et la protection des droits de propriété intellectuelle".

547. Comme indiqué précédemment, pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu des Membres aucune notification ni aucun renseignement au titre de l'article 7:2 ou 7:3, en rapport avec la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 b).

548. L'OSpT note que, dans la communication qu'ils ont présentée en réponse à la demande générale de renseignements dans le cadre de l'établissement du présent rapport, les membres du BITV ont indiqué, entre autres: "[d]urant l'étape en cours, l'UE a poursuivi ses actions antidumping, surtout pour ce qui est de l'importation de linge de lit sous une forme ou sous une autre, ce qui a constitué un problème permanent pour les exportateurs et les pays exportateurs concernés". L'OSpT sait qu'en mars 2002, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au titre des articles 4 et 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, de l'article XXIII du GATT et de l'article 17 de l'Accord antidumping, concernant, entre autres, le non-respect allégué, par les Communautés européennes, des recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire "Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde".<sup>285</sup> (Le différend initial, également décrit par l'OSpT dans son deuxième rapport général<sup>286</sup>, était lié à l'imposition par les Communautés européennes de droits antidumping provisoires en 1997, suivie de l'imposition de droits définitifs à la fin de la même année. Le rapport du groupe spécial relatif à ce différend, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, a été adopté par l'ORD en mars 2001.) Étant donné que les consultations n'ont pas permis de régler le différend, l'Inde a demandé à l'ORD d'établir un groupe spécial.<sup>287</sup>

549. À la réunion de l'ORD tenue le 22 mai 2002, le représentant de l'Inde a indiqué, entre autres, que dans les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel, adoptés en mars 2001, "il avait été conclu que l'imposition par les CE de droits antidumping définitifs sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. En conséquence, l'ORD avait recommandé que les CE rendent leur mesure conforme à leurs obligations aux termes de l'Accord antidumping. Le 7 août 2001, le Conseil des CE avait adopté le Règlement

---

<sup>285</sup> Voir le document WT/DS141/12.

<sup>286</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 566.

<sup>287</sup> Voir le document WT/DS141/13/Rev.1.

n° 1644/2001 modifiant les droits antidumping définitifs initiaux sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, tout en en suspendant immédiatement l'application. À cette occasion, l'Inde avait fortement contesté que cette "nouvelle détermination" respecte les recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. Cette "nouvelle détermination" prévoyait également l'expiration des mesures modifiées dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du Règlement modifié, sauf si un réexamen avait été engagé avant cette date. Malheureusement, le 13 février 2002, les CE avaient ouvert un réexamen qualifié de "réexamen intermédiaire partiel" à l'encontre de l'Inde, compliquant ainsi les problèmes en appuyant un réexamen illégal sur une détermination erronée. Le 8 mars 2002, l'Inde avait demandé aux CE d'engager des consultations en vue de tenter de résoudre les problèmes causés par la nouvelle détermination et le réexamen intermédiaire partiel. Les consultations avaient eu lieu les 25 et 26 mars 2002 à Genève. Elles avaient permis de mieux comprendre les positions respectives, mais pas de régler le différend. Pour l'Inde, il ne restait d'autre choix que de recourir à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, étant donné qu'il y avait "désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions [de l'ORD]". En particulier, l'Inde estimait qu'en mettant en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend par une nouvelle détermination et de nouvelles mesures et par l'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel, les CE: i) continuaient de calculer de manière erronée et de surestimer les marges de dumping; ii) utilisaient un cumul injustifié en combinant les importations en provenance d'Inde avec celles d'un pays qui n'avait pas pratiqué de dumping; iii) surestimaient le volume des importations faisant l'objet d'un dumping de la part de l'Inde; iv) cherchaient à évaluer tous les facteurs économiques pertinents de dommage, même en l'absence de données adéquates; v) n'avaient pas fait la démonstration que les importations ayant fait l'objet d'un dumping avaient causé un dommage; vi) avaient engagé un réexamen non autorisé selon l'Accord antidumping; vii) n'avaient pas tenu compte du statut de pays en développement de l'Inde. Pour ces raisons, l'Inde estimait que les CE ne s'étaient pas conformées aux recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel et de ce fait ne s'étaient pas conformées aux recommandations et décisions de l'ORD. Elle sollicitait en conséquence l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends afin qu'il soit déterminé si les CE s'étaient conformées aux recommandations et décisions de l'ORD avant la date limite et si la nouvelle détermination faite par les CE et les nouvelles mesures qu'elles avaient prises étaient conformes aux Accords visés".<sup>288</sup>

550. Le représentant des Communautés européennes a dit, entre autres, que les CE avaient la conviction qu'elles avaient intégralement et consciencieusement mis en œuvre sous tous égards les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire. Chaque fois que cela leur avait été demandé, les Communautés européennes avaient fourni à l'Inde tous les éclaircissements voulus et avaient montré que toutes les recommandations et décisions pertinentes de l'ORD avaient été scrupuleusement observées. À la lumière de ce qui précède et ayant pris en compte le fait qu'aucun droit antidumping ne s'appliquait effectivement aux exportations concernées de l'Inde, les CE ne comprenaient pas pourquoi celle-ci avait présenté une demande d'établissement de groupe spécial de la mise en œuvre. Malgré cela, si l'Inde insistait, les Communautés européennes étaient disposées à accepter l'établissement du groupe spécial.<sup>289</sup> L'ORD est convenu, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, de renvoyer au groupe spécial initial, si cela était possible, la question soulevée par l'Inde.

---

<sup>288</sup> Voir le document WT/DSB/M/124, paragraphe 53.

<sup>289</sup> WT/DSB/M/124, paragraphe 54.

551. À sa réunion du 24 avril 2003, l'Organe de règlement des différends a examiné le rapport de l'Organe d'appel<sup>290</sup> et le rapport du Groupe spécial<sup>291</sup> portant sur cette question. Alors que le Groupe spécial avait constaté que la mesure antidumping définitive appliquée par les CE aux importations de linge de lit en provenance d'Inde (Règlement (CE) n° 1644/2001) n'était pas compatible avec l'Accord antidumping ou avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'Organe d'appel a infirmé deux constatations du Groupe spécial, à savoir que:

- la méthode de calcul des montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices prévue à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord *antidumping* peut être appliquée lorsque l'on ne dispose de donnée concernant les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices que pour un seul autre exportateur ou producteur; et
- un membre peut exclure les ventes d'autres exportateurs ou producteurs qui n'ont pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales lorsqu'il calcule le montant correspondant aux bénéfices, conformément à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord *antidumping*.

Par conséquent, l'Organe d'appel a conclu que les Communautés européennes avaient agi de manière incompatible avec l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping lorsqu'elles avaient calculé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices dans le cadre de l'enquête antidumping en cause dans ce différend. L'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande aux Communautés européennes de mettre la mesure dont il avait été constaté qu'elle était incompatible avec l'Accord antidumping en conformité avec ses obligations au titre de cet accord. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

552. Compte tenu de ce qui précède, en janvier 2004, les Communautés européennes ont notifié les mesures antidumping prises, entre autres, à l'égard des importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde.

553. À la lumière des faits nouveaux résumés aux paragraphes 548 à 552 ci-dessus, il semblerait que, pendant les étapes 2 et 3 du processus d'intégration, comme l'ont dit les membres du BITV, "l'UE a poursuivi ses actions antidumping, surtout pour ce qui est de l'importation de linge de lit sous une forme ou sous une autre [...]". L'OSpT n'a évidemment ni les compétences ni les connaissances factuelles nécessaires pour se prononcer quand au fond sur les affaires particulières considérées. Il peut cependant faire quelques observations sur les déclarations figurant dans les communications adressées à ce sujet par les membres du BITV<sup>292</sup> et les Communautés européennes<sup>293</sup>, respectivement. Ces commentaires sont les suivants:

- De l'avis de l'OSpT, les membres du BITV n'ont pas avancé que l'ATV "établissait une interdiction générale de recourir à des procédures antidumping", comme le prétendait la communication des Communautés européennes.

---

<sup>290</sup> Voir le document WT/DS/141/AB/RW.

<sup>291</sup> Voir le document WT/DS/141/RW.

<sup>292</sup> Voir le paragraphe 529 qui figure plus haut.

<sup>293</sup> Voir le paragraphe 530 qui figure plus haut.

- Comme les Communautés européennes l'ont elles-mêmes reconnu, le recours aux procédures antidumping "doit être [...] appréci[é] suivant le cas et les circonstances". À cet égard, il faut tenir dûment compte du fait que les produits en question étaient et restent soumis à des restrictions maintenues au titre de l'ATV. Des procédures antidumping répétées concernant ces produits pourraient, en fait, créer un problème permanent pour le ou les Membre(s) exportateur(s) concerné(s), comme l'ont fait remarquer les Membres du BITV dans leur communication.
- Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT ne peut se prononcer sur la question de savoir si oui ou non "ces actions tranchent nettement avec l'engagement, figurant à l'article 7[:1 b)]", comme le font valoir les Membres du BITV.
- L'OSpT pense qu'il faut rappeler une fois encore les observations qu'il a faites précédemment, dans son deuxième rapport général, car elles demeurent valables et s'appliquent également au cas présent. Dans ses observations, "[l]'OSpT a fait remarquer que le droit qu'a tout Membre d'engager une procédure antidumping et de prendre les mesures nécessaires suite à cette enquête n'était pas remis en question. [...] [L]'OSpT a pris note des préoccupations exprimées par les membres du BITV concernant le fait que le ciblage de produits soumis à limitation avait eu à la fois pour effet de porter doublement préjudice aux pays exportateurs concernés et de porter atteinte à leur droit d'accès au titre de l'Accord. L'OSpT est d'avis que des enquêtes prolongées ou répétées, même si elles n'aboutissent pas à l'imposition de droits antidumping provisoires ou définitifs, peuvent causer de graves incertitudes pour les exportateurs des produits en question. Compte tenu des préoccupations mentionnées plus haut, les Membres concernés devraient agir avec la plus grande prudence lorsqu'ils ont recours aux procédures antidumping tout comme lorsqu'ils décident de prendre des mesures suite à ces enquêtes".<sup>294</sup>

554. Rappelant que dans leur communication, les Communautés européennes ont dit, entre autres, que "[de la] modération dans l'application des mesures antidumping [était] censée être exercée par tous les pays, parmi lesquels certains [avaient] actuellement souvent recours à ce type de mesures correctives", l'OSpT note que pendant l'étape 3 du processus d'intégration, un certain nombre de Membres de l'OMC ont adopté des mesures antidumping provisoires et/ou définitives visant les produits textiles et les vêtements. On trouvera une liste desdites mesures dans le tableau 11.

**Tableau 11**

**MESURES ANTIDUMPING PROVISOIRES ET DÉFINITIVES APPLIQUÉES  
AUX PRODUITS TEXTILES ET AUX VÊTEMENTS DE 2002 À JUIN 2004**

<b>MEMBRE PRÉSENTANT LE RAPPORT</b>	<b>PRODUIT</b>	<b>PAYS OU TERRITOIRE DOUANIER VISÉ</b>	<b>DATE DE LA NOTIFICATION</b>
Communautés européennes	Fils de polyester	Inde	Septembre 2002
Communautés européennes	Fils de cellulose	États-Unis; Lituanie	Octobre 2002

<sup>294</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 570.

<b>MEMBRE PRÉSENTANT LE RAPPORT</b>	<b>PRODUIT</b>	<b>PAYS OU TERRITOIRE DOUANIER VISÉ</b>	<b>DATE DE LA NOTIFICATION</b>
Inde	Fibres acryliques Fils de fibres synthétiques ou artificielles	Italie Corée; Turquie	Octobre 2002
Afrique du Sud	Tissu bleu indigo	Chine; Hong Kong, Chine	Octobre 2002
États-Unis	Fibres de polyester	Corée	Octobre 2002
Chine	Fibres de polyester	Corée	Octobre 2002
Communautés européennes	Sacs et sachets en fibres artificielles ou synthétiques Chaussures à tiges en matière textile Ficelle en fibres synthétiques ou artificielles Ficelle en polypropylène Fils de polyester	Chine; Inde; Indonésie; Thaïlande Chine  Chine; Indonésie  Hongrie; Pologne; République tchèque Inde	Octobre 2002
Turquie	Fibres de polyester	Inde; Taipei chinois; Thaïlande	Avril 2003
États-Unis	Fibres de polyester	Corée	Mai-Juin 2003
Communautés européennes	Cordages en fibres synthétiques	Inde	Juillet 2003
Inde	Fibres acryliques  Fibres de polyester	Allemagne; Brésil; Bulgarie; Royaume-Uni Corée; Malaisie; Taipei chinois; Thaïlande	Août 2003
Turquie	Fibres de polyester	Inde; Taipei chinois; Thaïlande	Septembre 2003
Communautés européennes	Fils de polyester	Chine; Indonésie; Malaisie; Taipei chinois; Thaïlande	Octobre 2003
États-Unis	Fibres de polyester	Corée	Octobre 2003
Communautés européennes	Linge de lit en coton Fibres de polyester	Inde; Taipei chinois Chine; Corée	Janvier 2004
Communautés européennes	Fils de polyester	Corée; Taipei chinois	Février 2004
Afrique du Sud	Linge de lit	Malawi	Février 2004
États-Unis	Fils de polyester	Corée	Février 2004
Communautés européennes	Sacs et sachets en fibres artificielles ou synthétiques	Chine; Inde; Indonésie; Thaïlande	Mars 2004
Communautés européennes	Linge de lit en coton	Pakistan	Avril 2004

Source: Série mensuelle G/ADP/N.

555. La Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, adoptée à Doha, prévoit, entre autres, que "les Membres feront preuve d'une attention particulière avant d'ouvrir des enquêtes en rapport avec des mesures correctives antidumping concernant les

exportations de textiles et de vêtements des pays en développement antérieurement soumises à des restrictions quantitatives au titre de l'Accord pendant une période de deux ans suivant la pleine intégration de cet accord dans le cadre de l'OMC".<sup>295</sup>

556. En juillet 2003, un groupe de Membres en développement<sup>296</sup> a présenté au Conseil général une communication portant le titre suivant: "Actions antidumping dans le secteur des textiles et des vêtements. Proposition concernant une dispense spécifique à court terme en faveur des pays en développement Membres à la suite de la pleine intégration du secteur dans le cadre du GATT de 1994 à compter de janvier 2005".<sup>297</sup> Cette communication fait la synthèse de l'expérience acquise en matière d'actions antidumping dans ce secteur et des conséquences des restrictions contingentaires traditionnelles; après quoi il est dit dans cette communication, entre autres, que: "[T]out le monde reconnaît que l'ouverture même des enquêtes concernant des allégations de dumping a des effets préjudiciables très importants sur les exportateurs et les entreprises concernés. Comme l'a montré l'expérience relative à la multitude des enquêtes ouvertes dans le secteur des textiles et des vêtements [...], ces enquêtes sont souvent demandées par les parties intéressées qui veulent préserver leurs parts de marché. En fait, dans l'intérêt des pays exportateurs et importateurs Membres, et aux fins de l'efficacité du système commercial multilatéral, il serait bon de prévoir une période appropriée pour que les entreprises puissent entrer efficacement en concurrence sur le marché et que les conditions commerciales puissent s'adapter aux pratiques normales du monde des affaires. Il est aussi important que les pays en développement soient protégés contre le recours injustifié aux mesures correctives commerciales afin que l'accès aux marchés si laborieusement obtenu ne soit pas compromis." La communication renferme ensuite la proposition suivante:

"Compte tenu:

- des considérations exposées dans [cette communication];
- de l'absence de progressivité dans l'élimination des restrictions contingentaires par les Membres maintenant des restrictions;
- des diverses décisions et déclarations ministérielles mentionnées dans [cette communication]; et
- de la nécessité de tenir compte des intérêts des pays en développement Membres, en particulier pour ce qui est de leur ménager un accès aux marchés sûr et une protection contre le recours injuste à des mesures commerciales correctives,

il est proposé que le Conseil général recommande à la Conférence ministérielle [de Cancún] de décider ce qui suit:

"En vue de permettre au commerce des textiles et des vêtements de s'adapter aux conditions commerciales normales en n'étant plus soumis à l'influence de l'ancien régime contingentaire à la suite de la pleine intégration du secteur dans le cadre de l'OMC conformément à l'Accord sur les textiles et les vêtements, les pays développés Membres observeront un délai de grâce de deux ans pendant lequel aucune enquête en rapport avec des mesures correctives

---

<sup>295</sup> Voir le document WT/MIN(01)/17.

<sup>296</sup> Costa Rica; Guatemala; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Macao, Chine; Maldives; Pakistan; République populaire de Chine; Thaïlande et Viet Nam (ce dernier étant observateur auprès de l'OMC).

<sup>297</sup> Voir le document WT/GC/W/502.

antidumping ne sera ouverte à l'égard des importations de textiles et de vêtements en provenance des pays en développement.""

557. Lors de l'examen de cette proposition au Conseil général, certaines délégations ont indiqué qu'elles y étaient favorables, alors que d'autres ont dit qu'elles ne pouvaient y souscrire. Il s'ensuit que le Conseil général n'a pas pu prendre de décision sur la proposition.

558. S'agissant d'un autre type de mesures, à savoir les subventions et les mesures compensatoires spécifiquement mentionnées dans le texte de l'article 7:1 b), l'OSpT sait que, dans quelques cas, des mesures provisoires ou définitives affectant des produits visés par l'ATV ont été prises pendant l'étape 3 du processus d'intégration. On en trouvera une liste dans le tableau 12.

**Tableau 12**

**MESURES PROVISOIRES ET DÉFINITIVES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS  
APPLIQUÉES AUX PRODUITS TEXTILES ET AUX VÊTEMENTS  
ENTRE 2002 ET JUIN 2004**

<b>MEMBRE PRÉSENTANT LE RAPPORT</b>	<b>PRODUIT</b>	<b>PAYS OU TERRITOIRE DOUANIER VISÉ</b>	<b>DATE DE LA NOTIFICATION</b>
Communautés européennes	Fils de polyester	Inde	Octobre 2002
Communautés européennes	Fils de polyester	Inde; Indonésie	Novembre-décembre 2002
Communautés européennes	Linge de lit en coton	Inde	Janvier 2003
Communautés européennes	Linge de lit en coton	Inde	Février 2004

Source: Série mensuelle G/SCM/N.

559. Bien que l'OSpT ne soit pas censé se prononcer sur le fond de cette question, et n'ait pas les compétences techniques nécessaires pour le faire, il est intéressant de noter que, parallèlement à l'adoption de certaines mesures par les Communautés européennes à l'égard des importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde au titre de l'Accord antidumping<sup>298</sup>, ou presque aussitôt après, les CE ont invoqué aussi les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pratiquement pour le même produit et le même Membre exportateur.

560. L'OSpT sait que, en ce qui concerne l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les États-Unis ont demandé au Secrétariat de l'OMC d'effectuer un calcul concernant la compétitivité des exportations de l'Inde dans le secteur des textiles et des vêtements.<sup>299</sup> Le Secrétariat a effectué ce calcul<sup>300</sup> et, en mai 2003, les États-Unis ont informé le Comité des subventions et des mesures compensatoires qu'ils pensaient engager des discussions bilatérales avec l'Inde à ce sujet.

561. Enfin, aucun renseignement n'a été porté à l'attention de l'OSpT en ce qui concerne les questions liées à "l'application des politiques en rapport avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables pour [...] la protection des droits de propriété intellectuelle".

<sup>298</sup> Voir les paragraphes 549, 551 et 552 ci-dessus, ainsi que le tableau 11.

<sup>299</sup> Voir les documents G/SCM/M/46 et G/SCM/103.

<sup>300</sup> Voir le document G/SCM/103/Add.1.

### **3. Renseignements disponibles concernant la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 c)**

562. D'après le texte de l'article 7:1 c), "[d]ans le cadre du processus d'intégration et compte tenu des engagements spécifiques pris par les Membres par suite du Cycle d'Uruguay, tous les Membres prendront les mesures qui pourraient être nécessaires pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière [...] à éviter une discrimination à l'égard des importations dans le secteur des textiles et des vêtements lorsqu'ils prennent des mesures pour des raisons de politique commerciale générale".

563. Comme cela a été noté précédemment, pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT n'a reçu aucune notification ni aucun renseignement des Membres, au titre de l'article 7:2 ou 7:3, en rapport avec la mise en œuvre des dispositions de l'article 7:1 c). En outre, aucun renseignement n'a été porté à l'attention de l'OSpT en ce qui concerne les mesures prises pendant l'étape 3 pour des raisons de politique commerciale générale, qui auraient constitué un manquement aux obligations énoncées à l'article 7:1 c).

## **V. AUTRES QUESTIONS**

564. La présente section du rapport traite des questions suivantes:

- ajustement industriel continu et autonome et concurrence accrue sur les marchés des Membres au sens de l'article 1:5;
- élimination des restrictions appliquées aux importations en provenance de certains pays non Membres de l'OMC tout en les maintenant à l'égard des Membres de l'OMC.

### **A. AJUSTEMENT INDUSTRIEL AUTONOME ET CONCURRENCE ACCRUE SUR LES MARCHÉS DES MEMBRES**

565. L'article 1:5 dispose ce qui suit: "Afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, les Membres devraient permettre un ajustement industriel continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur leurs marchés."

#### **1. Historique**

566. Dans son premier rapport général, l'OSpT a déclaré ce qui suit:

"L'OSpT attache un grand intérêt à la question de savoir en quoi l'application des dispositions de l'ATV en matière d'intégration garantit la mise en œuvre rigoureuse et complète de l'ATV dans les délais prescrits. A son avis, cela suppose, entre autres, que les Membres assurent un ajustement structurel continu et, par voie de conséquence, une concurrence accrue sur leurs marchés. Cette corrélation est reconnue au paragraphe 5 de l'article premier [...] Dans la demande de renseignements qu'il a adressée aux Membres de l'OMC, l'OSpT a invité ceux-ci à communiquer des renseignements, entre autres, sur l'application des dispositions du paragraphe 5 de l'article premier. Deux Membres seulement [la Colombie et les Communautés européennes] ont répondu à cette question particulière. [...] L'OSpT n'a pas d'autres informations [que celles fournies par ces deux Membres ni de] preuves concrètes indiquant ce qui a été fait pour accroître la concurrence et assurer un ajustement industriel autonome. Il estime qu'il serait utile d'avoir une meilleure idée des progrès et des tendances



en matière d'ajustement industriel autonome, comme le prévoit le paragraphe 5 de l'article premier."<sup>301</sup>

567. Les conclusions du premier examen majeur adoptées par le CCM, en février 1998, indiquaient entre autres que, lors du débat du Conseil sur le processus d'intégration, "[un] sujet de préoccupation pour certains Membres était l'absence de renseignements sur le processus d'ajustement industriel autonome mentionné à l'article 1:5 de l'ATV afin de faciliter l'intégration. Un tel ajustement était d'autant plus nécessaire que l'intégration ne serait réalisée de manière effective qu'au cours des trois dernières années de la période transitoire". [...] "En ce qui concerne l'ajustement industriel autonome prévu à l'article 1:5, un autre Membre a noté qu'il avait été procédé à un ajustement substantiel dans le cadre de l'AMF et que ce processus d'ajustement se poursuivait à l'heure actuelle. Quelques Membres ont fourni à l'OSpT à cet égard des renseignements dont il a été pris note dans son rapport." [...] "Le Conseil a rappelé que les Membres devraient permettre un ajustement industriel autonome continu et une concurrence accrue sur leurs marchés afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. Il a fait observer que de plus amples renseignements à cet égard faciliteraient l'examen des progrès réalisés."<sup>302</sup>

568. Dans le cadre de la préparation de son deuxième rapport général, l'OSpT avait invité les Membres à présenter des renseignements concernant, entre autres, ce qui avait été fait en vue de permettre un ajustement industriel continu et autonome ainsi qu'une concurrence accrue sur leurs marchés. Cinq Membres (Canada, Communautés européennes, États-Unis, Japon et Turquie) avaient fait parvenir des communications. La communication des membres du BITV présentait aussi des observations à ce sujet. Ces communications ont toutes été reproduites intégralement dans le deuxième rapport général.<sup>303</sup> Dans ses remarques et observations additionnelles à cet égard, l'OSpT a déclaré, entre autres, ce qui suit:

- [...]

"[C]ertaines des réponses reçues étaient plus détaillées que d'autres; certaines abordaient des points qui n'étaient pas traités dans d'autres; certaines insistaient plus sur les efforts d'ajustement interne, tandis que d'autres mettaient au moins autant l'accent sur les faits destinés à démontrer que la concurrence s'était considérablement accrue sur les marchés des pays concernés. Il ressortait des observations présentées par les membres du BITV que, selon eux, l'article 1:5 était applicable, par essence, par les Membres maintenant des limitations, afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, alors que certains Membres semblaient considérer que cet article était d'application plus générale."

[...]

- "Il semblerait que les réponses et les renseignements communiqués par les trois Membres qui maintiennent des restrictions au titre de l'article 2:1 comportaient quelques éléments plus ou moins communs qui apparaissaient dans chaque communication, à savoir:

---

<sup>301</sup> Voir le document G/L/179, paragraphes 74 à 77.

<sup>302</sup> Voir le document G/L/224, paragraphes 10, 11 et 15.

<sup>303</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 607 à 612.

pendant la période de mise en œuvre de l'ATV, les importations ont fortement augmenté [...];

l'emploi a constamment diminué dans le secteur et il semblerait que ce recul ne peut être attribué qu'en partie aux nouveaux investissements et à la modernisation de la technologie;

de nombreuses usines de textiles et de vêtements ont fermé en raison des difficultés rencontrées sur le plan de l'efficacité et de la compétitivité, conjuguées aux effets de la concurrence accrue des importations;

nonobstant ces tendances, le secteur des textiles et des vêtements a amélioré sa compétitivité internationale grâce à sa spécialisation dans le segment du marché à forte valeur ajoutée et grâce à une stratégie d'exportation énergique [...]; les usines de textiles primaires restantes ont réussi, dans une certaine mesure, à accroître leur compétitivité, en partie en exportant des produits à forte intensité de capital [...] et l'industrie des vêtements s'est également adaptée en réorientant sa production vers les marchés d'exportation [...], ce qui a eu aussi un effet favorable sur l'emploi [...]."

- "Il est intéressant de noter qu'aucune de ces communications ne fait référence à la tendance croissante à la délocalisation des opérations d'assemblage, en particulier dans les pays voisins, phénomène qui peut être en soi une manifestation de l'ajustement en cours et qui peut avoir des répercussions diverses sur les différentes branches ou les différents segments de production (par exemple, en encourageant l'industrie textile plutôt que l'industrie des vêtements). Il est aussi intéressant de noter que la demande de renseignements était formulée en termes très généraux et les renseignements communiqués en réponse avaient eux aussi un caractère général et global et ne donnaient pas d'indications plus précises sur l'évolution des différentes branches du secteur des textiles et des vêtements ou sur les tendances les affectant."
- "Il semblerait en outre que d'autres Membres auraient pu également rendre compte de ce qu'ils avaient fait pour procéder à un ajustement structurel et/ou lever certains obstacles à l'accroissement éventuel de la concurrence sur leurs marchés. On pourrait citer, à titre d'exemple, plusieurs articles de presse indiquant que certains Membres avaient élaboré ou étaient en train d'élaborer des stratégies industrielles, de production et de commercialisation spécifiques pour préparer leur industrie à la période qui suivra l'ATV."
- "Tout bien considéré, hormis les observations présentées dans les paragraphes précédents, l'OSpT n'a pas suffisamment d'informations pour analyser et évaluer de façon plus approfondie la mesure dans laquelle les Membres ont permis un ajustement industriel autonome et une concurrence accrue sur leurs marchés, au sens de l'article 1:5, bien qu'il ressorte des renseignements communiqués que la concurrence semble s'être accrue au Canada, dans la Communauté européenne et aux États-Unis. [...]"<sup>304</sup>

---

<sup>304</sup> G/L/459, paragraphes 614 à 617.

569. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a recommandé que le Conseil du commerce des marchandises:

- "appelle, une fois encore, l'attention des Membres sur les dispositions de l'article 1:5;
- souligne à nouveau la nécessité d'un ajustement industriel continu et autonome et d'une concurrence accrue sur les marchés des Membres afin de faciliter l'intégration et d'assurer le passage en douceur à la seule application des règles et disciplines du GATT de 1994;
- encourage les Membres à fournir, de temps en temps, des renseignements à l'OSpT au sujet des progrès réalisés dans ce domaine".<sup>305</sup>

570. Dans les conclusions de son deuxième examen majeur, le Conseil du commerce des marchandises a indiqué, entre autres, ce qui suit:

"[...] les membres du BITV et d'autres Membres en développement [...] ont aussi souligné que, bien que l'article 1:5 de l'ATV dispose que les Membres devraient permettre un ajustement continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur leurs marchés, les Membres qui maintenaient des restrictions avaient en fait empêché qu'il en soit ainsi."

[...]

"S'agissant de l'ajustement industriel autonome, les Membres développés maintenant des restrictions considéraient que ce processus avançait bien et devrait permettre un déroulement harmonieux des dernières étapes de la réintégration comme en témoignaient la baisse de l'emploi, l'augmentation des importations et celle de la part de marché des Membres en développement, ainsi que les changements intervenus dans la production et les produits. Il a par ailleurs été fait observer que les obligations énoncées à l'article 1:5 s'appliquaient tant aux Membres développés qu'aux Membres en développement, bien que de manière différente."

[...]

"Sur la base des discussions, qui sont consignées en détail dans les rapports des réunions, le Conseil a pris note d'un certain nombre de considérations et est arrivé à certaines conclusions:

[...]

- ajustement industriel continu et autonome et concurrence accrue sur les marchés à prévoir par les Membres afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994 et demande faite aux Membres d'adresser périodiquement des renseignements à l'OSpT sur les faits pertinents intervenus dans ce domaine."<sup>306</sup>

## **2. Faits nouveaux signalés pendant l'étape 3 du processus d'intégration**

571. Bien que le CCM ait, entre autres, demandé "[...] aux Membres de communiquer périodiquement à l'OSpT des renseignements sur les faits pertinents intervenus dans ce domaine",

---

<sup>305</sup> *Ibid.*, paragraphe 707.

<sup>306</sup> Voir le document G/L/556.

ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, aucun Membre n'a fait parvenir des renseignements sur cette question à l'OSpT pendant la mise en œuvre de la troisième étape. Dans ces conditions, et dans le cadre de la préparation du présent rapport, l'OSpT a "invit[é] [...] les Membres à présenter des notifications ou des renseignements, selon qu'il conviendra, au sujet notamment de leur mise en œuvre, pendant la troisième étape [du processus d'intégration], des dispositions de l'ATV concernant [entre autres choses] [...] ce qui a été fait en vue de permettre un ajustement industriel continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur les marchés des Membres. [...]"<sup>307</sup>

572. En réponse, quatre Membres ont fait parvenir des communications portant sur des aspects liés à la mise en œuvre des dispositions de l'article 1:5.

573. La communication du Canada indiquait ce qui suit:

"[...]

L'ouverture du marché canadien aux importations a nécessité un profond ajustement de l'industrie canadienne des textiles et des vêtements. Au milieu des années 70, le marché canadien était approvisionné essentiellement par les producteurs nationaux. À l'époque, le secteur des textiles et des vêtements employait plus de 350 000 personnes. Aujourd'hui, il en emploie 148 000, et sa production est destinée en grande partie à l'exportation, sa part du marché intérieur étant inférieure à 50 pour cent. Le secteur des vêtements est celui qui a le plus souffert: il a perdu 15 pour cent de ses emplois depuis 1990, année de référence de l'ATV, alors que, pendant cette période, l'emploi total dans l'économie augmentait de 14 pour cent. La transition a été difficile pour l'industrie et pour la main-d'œuvre canadiennes. Nous nous attendons à ce que la transaction et les difficultés se poursuivent, mais la voie est désormais tracée."

[...]

"S'agissant des textiles, le Canada applique de longue date des contingents à seulement quelques produits importés. Les importations de fils et d'articles confectionnés soumises à limitation représentaient moins de 5 pour cent en 1990. Cette année-là, plus de 85 pour cent des tissus ont été importés sans contingent. Néanmoins, notre industrie s'est adaptée et a développé ses marchés pour se préparer au nouvel environnement commercial. De plus, elle s'adapte à la concurrence accrue résultant des initiatives commerciales régionales et bilatérales. Le Canada a par ailleurs institué une procédure permettant à l'industrie de demander à tout moment une réduction des droits de douane sur les tissus et les fils importés en fonction de leur disponibilité sur le marché intérieur. Cela a entraîné une réduction importante des droits sur les tissus importés, ce qui a permis une plus grande ouverture du marché canadien à tous les fournisseurs. [...]"

574. La Turquie a fourni les renseignements suivants:

"Au sujet des faits nouveaux intervenus pour ce qui est de permettre un ajustement industriel continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur les marchés des Membres (article 1:5), les producteurs turcs de textiles et de vêtements ont dû faire face à une concurrence intense des importations en ce qui concerne les articles ayant fait l'objet d'une libéralisation pendant la troisième étape du processus d'intégration dans le cadre de l'ATV. En 2002, en particulier les secteurs de la bonneterie, de la préparation et de la filature des fibres textiles, des cuirs, des fourrures, des fils, et des tissus et l'industrie des vêtements dans

---

<sup>307</sup> Voir le document G/TMB/30.

son ensemble ont subi les conséquences négatives de l'accroissement spectaculaire des importations engendré par la troisième étape du processus d'intégration dans le cadre de l'ATV."

575. La communication des membres du BITV indiquait, entre autres, que "[l]'OSpT souhaiter[ait] peut-être évoquer dans son rapport [le fait que les Membres appliquant des restrictions refusent le recours à l'utilisation anticipée en 2004], y compris en faisant référence à l'article 1:5 de l'ATV, qui dispose que les Membres doivent permettre un ajustement continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur leurs marchés".

576. Dans leur communication, qui contient des observations sur différentes questions spécifiques soulevées dans la communication des membres du BITV, les États-Unis ont indiqué, entre autres, ce qui suit:

"Les États-Unis ont communiqué leur liste des produits devant être intégrés lors de l'étape 1 le 13 octobre 1994 et lors des étapes 2, 3 et 4 le 1<sup>er</sup> mai 1995. Ils ont respecté ces listes et entendent continuer à le faire. Les membres du BITV se sont plaints à maintes reprises que les États-Unis n'avaient pas libéralisé leur système plus rapidement que ce qui est prescrit dans l'ATV. L'industrie des textiles et des vêtements aux États-Unis doit subir une restructuration importante du fait des engagements pris par les États-Unis dans le cadre du Cycle d'Uruguay, et un million d'emplois ont été perdus aux États-Unis. Les États-Unis ont l'intention de respecter leurs engagements, mais ils n'accéléreront pas le programme d'intégration en raison de la situation préoccupante à laquelle leur industrie est confrontée."

### 3. Commentaires et observations de l'OSpT

577. Il convient de rappeler<sup>308</sup> que, bien que le Conseil du commerce des marchandises ait encouragé les Membres à communiquer périodiquement à l'OSpT des renseignements sur les faits pertinents intervenus dans ce domaine, aucun Membre ne lui a fourni des renseignements à ce sujet pendant la mise en œuvre de la troisième étape. C'est seulement lorsque l'OSpT a demandé des renseignements appropriés, dans le cadre de la préparation du présent rapport, qu'il a reçu quelques communications qui traitaient aussi de certains aspects pertinents dans le contexte de l'article 1:5. Il faut noter que, pour ce qui est de fournir des renseignements sur les faits nouveaux concernant l'ajustement industriel autonome et la concurrence accrue sur les marchés des Membres, ces communications étaient très succinctes, s'en tenaient à des généralités et, à l'évidence, contenaient moins d'éléments spécifiques, lorsqu'elles en contenaient, que les renseignements communiqués à l'OSpT lors de la préparation du deuxième rapport général. Par conséquent, sur la base des renseignements dont il dispose, l'OSpT n'est tout simplement pas en mesure d'exprimer une quelconque opinion sur la mise en œuvre de l'article 1:5 pendant la troisième étape du processus d'intégration. On peut cependant supposer que l'ajustement au sens de l'article 1:5 s'est poursuivi, comme l'indiquent aussi les déclarations générales qui ont été faites. Nonobstant cette supposition, l'OSpT n'a aucune base pour déterminer si cet ajustement a été adéquat ou non pour préparer les branches de production concernées à l'environnement concurrentiel du régime de l'après-ATV.

578. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a souligné, entre autres, qu'"[i]l semblerait en outre que [plusieurs] Membres auraient pu [...] rendre compte de ce qu'ils avaient fait pour procéder à un ajustement structurel et/ou lever certains obstacles à l'accroissement éventuel de la concurrence sur leurs marchés. On pourrait citer, à titre d'exemple, plusieurs articles de presse indiquant que certains Membres avaient élaboré ou étaient en train d'élaborer des stratégies industrielles, de production et de

---

<sup>308</sup> Voir plus haut le paragraphe 571.

commercialisation spécifiques pour préparer leur industrie à la période qui suivra l'ATV".<sup>309</sup> De l'avis de l'OSpT, cette observation est d'autant plus vraie aujourd'hui, alors qu'il reste environ cinq mois avant l'expiration de l'ATV.

579. En ce qui concerne certains des points soulevés par les Membres dans leurs communications respectives, l'OSpT estime qu'il convient de faire les quelques commentaires suivants:

- Il est dûment pris note de la déclaration du Canada selon laquelle son industrie "s'adapte à la concurrence accrue résultant des initiatives commerciales régionales et bilatérales". Il semble en outre que les initiatives en question ont aussi entraîné un accroissement des possibilités commerciales pour certaines branches de l'industrie canadienne.
- De l'avis de l'OSpT, la Turquie avait raison d'attirer l'attention sur le lien entre la mise en œuvre des programmes d'intégration au titre de l'ATV et les faits nouveaux intervenus pour ce qui est de permettre un ajustement industriel continu et autonome ainsi qu'une concurrence accrue sur le marché. Ce lien est clairement établi dans le libellé de l'article 1:5, mais pas tout à fait comme la Turquie l'a exposé dans les renseignements qu'elle a donnés à cet égard. En substance, la Turquie a déclaré que son industrie avait "dû faire face à une concurrence intense des importations" et, "dans son ensemble, [avait] subi les conséquences négatives de l'accroissement spectaculaire des importations engendré par la troisième étape du processus d'intégration dans le cadre de l'ATV". Selon l'interprétation des dispositions de l'article 1:5 donnée par l'OSpT, la concurrence accrue sur les marchés des Membres devrait résulter non seulement de la libéralisation mise en œuvre pendant une étape quelconque de l'intégration, mais aussi du processus continu d'ajustement industriel autonome qui devrait se dérouler "[a]fin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994", comme cela est prévu à l'article 1:5.
- En outre, la Turquie a mentionné plusieurs producteurs exposés à une "concurrence intense des importations", dont certains produisent apparemment des produits qui ne sont pas visés par l'ATV, tels que les cuirs et la fourrure, mais qui sont, selon la Turquie, liés à des produits visés par l'ATV.
- Il est dûment pris note de la mention faite par les États-Unis, dans leur communication, d'une restructuration importante de leur secteur des textiles et des vêtements.
- Enfin, en réponse à l'observation faite par les membres du BITV dans leur communication, il convient de rappeler que les questions relatives au recours à l'utilisation anticipée en 2004 sont traitées dans une autre section du présent rapport.<sup>310</sup>

---

<sup>309</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 616.

<sup>310</sup> Voir plus haut les paragraphes 256 à 261.

B. ÉLIMINATION DES RESTRICTIONS À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS NON MEMBRES DE L'OMC, TOUT EN LES MAINTENANT À L'ÉGARD DES MEMBRES DE L'OMC

580. La communication des membres du BITV indiquait ce qui suit:

"L'article 1:6 de l'ATV dispose que "[s]auf disposition contraire [de l'ATV], celui-ci n'affectera pas les droits et obligations résultant pour les Membres de l'Accord sur l'OMC et des [autres] accords commerciaux multilatéraux". Autrement dit, tous les droits découlant du GATT restent inchangés, sauf dans la mesure prévue dans l'ATV. Cependant, on a relevé plusieurs cas dans lesquels tous les contingents de l'UE appliqués auparavant à des non-Membres de l'OMC (Bosnie, Ouzbékistan, Russie et Ukraine) ont été supprimés tout en étant maintenus à l'égard des Membres, et ce en dépit de la prescription NPF fondamentale voulant que tous avantages ou privilèges accordés à tout pays soient, immédiatement et sans condition, étendus à tous les Membres de l'OMC."

581. Dans leur réponse à la demande de précisions et d'observations que l'OSpT leur avait adressée, les Communautés européennes ont déclaré ce qui suit:

"S'agissant de l'élimination des contingents appliqués aux pays non Membres de l'OMC, il est noté que l'ATV constitue en lui-même une dérogation au traitement NPF car l'existence de contingents différents implique, par définition, un traitement différent. Il est également signalé que l'ATV ne contient aucune disposition qui empêche les pays imposant des restrictions d'ajuster les contingents appliqués aux pays non Membres de l'OMC. Si tel était le cas, cela voudrait que dire que les contingents appliqués aux pays non Membres de l'OMC devraient être gelés pendant la période de validité de l'ATV. En l'absence de tout critère d'interprétation clair concernant les ajustements de ces contingents qui peuvent ou ne peuvent pas être envisagés, l'UE considère qu'elle dispose d'une marge d'appréciation très large pour procéder à de tels ajustements, y compris éventuellement les éliminer, sans devoir étendre ces avantages à d'autres pays, d'autant qu'elle les a accordés à des pays qui ont pris des engagements en matière d'accès aux marchés allant bien au-delà de ce que la plupart des pays soumis à restriction ont consolidé dans le cadre des négociations tarifaires de l'OMC."

582. Le rapport adopté par le Conseil du commerce des marchandises sur l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration indiquait, entre autres, ce qui suit sur ce point:

"Sur plusieurs [...] questions examinées par le Conseil, les positions adoptées et les interprétations faites par des groupes de Membres divergeaient de manière substantielle et, par conséquent, il n'a pas été possible de s'accorder sur des conclusions. [...] En ce qui concerne l'article 6:1, des Membres du BITV et d'autres Membres en développement ont signalé qu'à plusieurs reprises lors de la deuxième étape du processus de mise en œuvre de l'ATV, un Membre maintenant des restrictions avait éliminé des restrictions contingentaires à l'importation de textiles et de vêtements en provenance de certains pays non Membres de l'OMC tout en maintenant de telles restrictions à l'égard des Membres de l'OMC. Cela était incompatible avec les obligations incombant du Membre visé au titre du GATT de 1994 et en particulier des articles Ier et XIII et, par conséquent, compromettait les droits des Membres de l'OMC dont les exportations étaient soumises à des restrictions contingentaires. Les intervenants ont souligné que l'article 1:6 de l'ATV disposait ce qui suit: "Sauf disposition contraire du présent Accord, celui-ci n'affectera pas les droits et obligations résultant pour les Membres de l'Accord sur l'OMC et des Accords commerciaux multilatéraux"; par conséquent, les règles du GATT de 1994 s'appliquaient, à moins que l'ATV ne renferme une règle différente, ce qui en l'occurrence n'était pas le cas. Les pays développés, qui

maintenaient des restrictions, ont signalé que l'ATV constituait manifestement une exception au principe NPF, puisqu'il permettait d'éliminer de manière discriminatoire les restrictions visant les Membres de l'OMC. Par conséquent, on ne pouvait pas faire valoir qu'il n'était pas possible de procéder de la même manière lorsqu'il s'agissait de pays non Membres. De plus, l'ATV n'imposait pas d'accorder un traitement similaire aux pays Membres et aux pays non Membres de l'OMC."<sup>311</sup>

583. Il convient de rappeler en outre que les membres du BITV avaient déjà soulevé la même question et exprimé les mêmes préoccupations dans la communication qu'ils avaient adressée à l'OSpT dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général.<sup>312</sup> Dans ses observations à ce sujet, l'OSpT avait déclaré, entre autres, ce qui suit:

"Examinant la question centrale, c'est à dire les arguments juridiques avancés et les implications juridiques possibles de ces mesures, l'OSpT a reconnu que cela posait la question de savoir si les droits et obligations des Membres de l'OMC résultant de l'Accord sur l'OMC avaient été affectés, et notamment du GATT de 1994. Les membres du BITV ont prétendu que les obligations découlant du GATT de 1994 n'avaient pas été respectées, invoquant à ce sujet les dispositions de l'article 1:6 (de l'ATV). L'OSpT a fait remarquer à cet égard qu'aucune des dispositions de l'ATV, y compris son article 1:6, ne l'autorisait à examiner si les droits et obligations des Membres avaient été affectés au regard des dispositions du GATT de 1994, et à se prononcer sur ce point. [...]"<sup>313</sup>

584. Examinant de nouveau cette question dans le cadre de la préparation du présent rapport, l'OSpT a noté que, par suite de l'élimination des restrictions appliquées aux importations de produits visés par l'ATV en provenance de pays non Membres de l'OMC, les Membres de l'OMC étaient en fait désavantagés par rapport à certains non-Membres, alors que l'on aurait pu s'attendre au moins à ce que cela ne soit pas le cas, s'agissant des Membres de l'OMC. Dans le même temps, l'OSpT a fait observer qu'il ne pouvait trouver, dans l'ATV, aucune disposition qui l'autoriserait à se prononcer ou à tirer des conclusions sur les droits et obligations des Membres de l'OMC découlant du GATT de 1994.

## **VI. QUESTIONS RELATIVES À CERTAINS ASPECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ATV EXAMINÉES DANS LES ORGANES SUPÉRIEURS DE L'OMC**

### **A. CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE ET SUIVI DE LA DÉCISION QU'ELLE A ADOPTÉE SUR CE POINT**

#### **1. Historique: la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre**

585. Le 14 novembre 2001, la Conférence ministérielle de Doha a adopté la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre<sup>314</sup> qui comportait une section concernant la mise en œuvre de l'ATV.<sup>315</sup> Dans cette décision, les Ministres ont réaffirmé "l'attachement à la mise en œuvre complète et fidèle de l'Accord sur les textiles et les vêtements" et sont convenus: "1) que les

---

<sup>311</sup> Voir le document G/L/556, paragraphes 23 et 24.

<sup>312</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 641 à 643.

<sup>313</sup> G/L/459, paragraphe 646.

<sup>314</sup> Voir le document WT/MIN(01)/17.

<sup>315</sup> Voir aussi plus haut le paragraphe 41.



dispositions de l'Accord concernant l'intégration anticipée de produits et l'élimination des restrictions contingentaires devraient être effectivement utilisées; 2) que les Membres feront preuve d'une attention particulière avant d'ouvrir des enquêtes en rapport avec des mesures correctives antidumping concernant les exportations de textiles et de vêtements des pays en développement antérieurement soumises à des restrictions quantitatives au titre de l'Accord pendant une période de deux ans suivant la pleine intégration de cet accord dans le cadre de l'OMC; [et] 3) que sans préjudice de leurs droits et obligations, les Membres notifieront tous changements apportés à leurs règles d'origine concernant les produits qui relèvent du champ d'application de l'Accord au Comité des règles d'origine qui pourra décider de les examiner". Dans la Décision, il était aussi demandé au Conseil du commerce des marchandises d'examiner les deux propositions suivantes: "[1)] lorsqu'ils calculeront les niveaux des contingents ouverts aux petits fournisseurs pour les dernières années de l'Accord, les Membres appliqueront la méthodologie la plus favorable disponible en ce qui concerne ces Membres au titre des dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance dès le début de la période de mise en œuvre; accorderont le même traitement aux pays les moins avancés; et, lorsque cela est possible, élimineront les restrictions contingentaires à l'importation pour ce qui est de ces Membres; [et 2)] que les Membres calculeront les niveaux des contingents pour les dernières années de l'Accord en ce qui concerne les autres Membres soumis à des limitations comme si la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avait été avancée au 1<sup>er</sup> janvier 2000". Le Conseil du commerce des marchandises était en outre prié de formuler des recommandations au Conseil général avant le 31 juillet 2002 en vue d'une action appropriée.

## **2. Faits nouveaux survenus ultérieurement dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises et du Conseil général**

586. À la réunion du Conseil du commerce des marchandises tenue les 22 et 27 mars 2002<sup>316</sup>, le Président du Conseil a proposé, entre autres, que, pour exécuter le mandat confié par les Ministres, indiqué plus haut, ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion suivante du CCM prévue les 2 et 3 mai 2002 ainsi qu'à celui des réunions ultérieures, selon les besoins. À la réunion du CCM tenue en mai 2002, le Président a indiqué qu'il avait mené des consultations informelles en vue de préparer l'examen des propositions contenues dans la Décision. Pendant ces consultations informelles, entre autres, les États-Unis avaient demandé au Secrétariat d'établir une bibliographie regroupant les articles, ouvrages et documents portant sur l'évolution du commerce et du secteur ainsi que sur les politiques ayant une incidence sur les textiles et les vêtements. En outre, Hong Kong, Chine avait fait parvenir une communication au nom des membres du BITV qui sont également Membres de l'OMC ou observateurs auprès de l'OMC. Le représentant de Hong Kong, Chine a également rappelé qu'il avait demandé de nouvelles données statistiques sur les importations de textiles et de vêtements aux États-Unis, dans les Communautés européennes et au Canada en provenance des Membres de l'OMC non soumis à des restrictions. Le Président a proposé un programme de cinq réunions d'une journée pour des consultations informelles afin d'examiner plus avant ces questions ainsi que d'autres sujets liés à l'ATV. Après un premier échange de vues sur ces deux propositions, le Conseil a pris note des déclarations faites et a accepté le programme de consultations informelles proposé par le Président. Aux réunions suivantes du CCM, tenues en mai et juin 2002, le Président a présenté des rapports de situation sur les discussions informelles qui avaient eu lieu, et les Membres ont poursuivi l'examen des différents aspects des propositions, sur la base, en outre, de nouvelles communications présentées par certains Membres. À la réunion du CCM tenue les 22, 23 et 30 juillet 2002, le Président a indiqué que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de quatre réunions formelles, en mai, juin et juillet, et avait été examinée lors de huit consultations informelles pendant cette période. Les Membres avaient présenté de nombreux documents à l'appui des arguments avancés en séance, à la fois sous la forme de statistiques concernant l'évolution du commerce depuis l'entrée en vigueur de l'ATV, et de communications détaillées exposant leur position. Il était apparu clairement dès le début

---

<sup>316</sup> Voir le document G/C/M/59.

qu'il y avait des divergences fondamentales entre les opinions et les interprétations des Membres appliquant des restrictions et celles des Membres exportateurs en développement, à la fois sur la teneur du rapport et sur les recommandations. De gros efforts ont été faits pour essayer de présenter ces positions de façon objective et équilibrée dans un projet de rapport. Mais l'examen du projet de texte a amené les Membres à demander sans cesse l'inscription de points supplémentaires, ce qui a amené ensuite à demander des textes plus équilibrés. Le projet de rapport avait été réécrit à de nombreuses reprises pour répondre à ces demandes, mais malgré cela le consensus requis sur le rapport et les recommandations n'a pas été obtenu. Dans ces conditions, le Président ne voyait pas d'autre possibilité que de terminer le travail sans résultat. Il n'était donc pas en mesure de présenter au CCM un projet de rapport contenant des recommandations à l'intention du Conseil général. Telle serait la déclaration qu'il ferait au Conseil général le lendemain et il proposait que les délégations réservent leurs observations à ce sujet pour la réunion du Conseil général. Le CCM en avait ainsi décidé.

587. Le 31 juillet 2002, le Président du CCM a indiqué au Conseil général, entre autres, que le consensus requis sur le rapport et les recommandations n'avait pas pu être trouvé. En conséquence, il n'y avait pas eu d'autre solution que de terminer le travail sans résultat et le Président du CCM n'était donc pas en mesure de présenter au Conseil général un rapport assorti de recommandations. Les Membres ont eu un nouvel échange de vues sur les propositions et sur l'éventuelle nécessité de leur mise en œuvre. Cependant, le Président du Conseil général a dit qu'il ressortait clairement des débats que, même si, conformément à son mandat, le CCM avait examiné la question, il n'avait pas pu formuler de recommandations au Conseil général avant le 31 juillet 2002. Deuxièmement, il était évident que cette question continuait de beaucoup préoccuper un grand nombre de délégations, tant de pays importateurs que de pays exportateurs. Troisièmement, il apparaissait qu'il y avait toujours des divergences de vues et d'interprétation fondamentales entre les pays importateurs et les pays en développement exportateurs au sujet du mandat et des éventuelles recommandations. Quatrièmement, les délégations avaient des positions très différentes sur la meilleure façon de traiter cette question et il était évident que les Membres n'étaient pas parvenus à un consensus à cet égard. Dans ces conditions et après avoir examiné les différentes options envisageables, le Président a proposé que le Conseil général prenne note de la déclaration du Président du CCM et des déclarations des délégations, étant entendu que cela ne préjugerait pas des positions des Membres, qui seraient dûment consignées dans le compte rendu de la réunion.<sup>317</sup> Le Conseil général en est ainsi convenu. Toutefois, s'agissant de l'adoption du présent rapport, il n'y a pas eu de débat supplémentaire sur les deux propositions.

## B. CONSEIL GÉNÉRAL

### 1. **Élargissement des restrictions contingentaires appliquées aux textiles par les CE à la suite de l'adhésion de nouveaux États membres**

588. À la réunion du Conseil général tenue le 21 octobre 2003, le représentant de l'Inde, au nom des membres du Bureau international des textiles et des vêtements qui étaient également Membres de l'OMC ou observateurs auprès de l'OMC, a appelé l'attention sur un Acte publié au Journal officiel de l'Union européenne, daté du 23 septembre 2003, intitulé "Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne". Le paragraphe 7 de l'article 6 de cet Acte est ainsi libellé: "À compter de la date d'adhésion, les nouveaux États membres appliquent les accords et arrangements bilatéraux en matière de textiles

---

<sup>317</sup> Voir les documents WT/GC/M/75 et WT/GC/M/75/Corr.2.

conclus par la Communauté avec des pays tiers. Les restrictions quantitatives appliquées par la Communauté aux importations de produits textiles et d'habillement sont adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté. À cet effet, des modifications des accords et arrangements bilatéraux susvisés peuvent être négociées par la Communauté avec les pays tiers concernés avant la date d'adhésion. Si les modifications aux accords et arrangements bilatéraux concernant les produits textiles ne sont pas entrées en vigueur à la date d'adhésion, la Communauté apporte les adaptations nécessaires aux règles qu'elle applique à l'importation de produits textiles et d'habillement provenant de pays tiers de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté." Selon le représentant de l'Inde, cette question avait beaucoup d'importance, en raison à la fois de ses répercussions systémiques sur le système commercial multilatéral et des considérations économiques et pratiques s'y rapportant. À cet égard, l'intervenant a noté que cet acte allait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004, c'est-à-dire à peine huit mois avant l'élimination prévue de toutes les restrictions quantitatives le 1<sup>er</sup> janvier 2005 conformément à l'ATV. Sa délégation souhaiterait que la Communauté informe le Conseil général de ses projets et fournisse de plus amples précisions. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation avait pris note des questions de l'Inde, qui seraient transmises à Bruxelles et recevraient des réponses en temps voulu. Le représentant de l'Inde a rappelé sa demande au titre des "autres questions" à la réunion du Conseil général de décembre 2003. Le représentant des Communautés européennes a répondu qu'il n'était pas en mesure pour l'instant de donner plus de précisions sur cette question, expliquant que le Conseil de l'UE était le seul à pouvoir prendre une décision à ce sujet, laquelle était seulement attendue dans les semaines à venir.<sup>318</sup>

## **2. Préoccupation des pays en développement Membres concernant la réduction possible de l'accès aux marchés (contingents) en 2004**

589. À la réunion du Conseil général de juillet 2003, plusieurs pays en développement Membres ont signalé au Conseil général ce qu'ils considéraient comme un important problème relatif à l'accès aux marchés dans le secteur des textiles et des vêtements, qui aurait une incidence défavorable pour les pays en développement en 2004, à savoir une perte d'accès aux marchés due à l'impossibilité de recourir à l'"utilisation anticipée" en 2004. Les coauteurs de cette proposition recommandaient que les pays développés Membres prennent des mesures pour qu'il n'y ait pas de réduction de l'accès dans le cadre des contingents pour les exportations de textiles et de vêtements en 2004. À la suite du débat qui a eu lieu entre les Membres, le Président du Conseil a conclu que les divergences de vues signifiaient que le Conseil général n'était pas en mesure de prendre une décision, comme les coauteurs l'avaient demandé. Le Président a donc proposé, et le Conseil général en est ainsi convenu, qu'il soit pris note des déclarations et que le Président tienne des consultations sur la meilleure manière de régler cette question. À la réunion du Conseil général de décembre 2003, le Président a informé les Membres qu'il avait tenu des consultations avec les parties intéressées dans le but d'approfondir la question et d'étudier les moyens de répondre aux préoccupations exprimées. Plusieurs Membres ont fait des déclarations au cours de la réunion. Toutefois, le Président a déclaré en conclusion qu'il n'y avait manifestement pas d'accord entre les Membres sur cette question, et qu'il n'y avait donc rien qui puisse servir de base à une décision du Conseil général sur ce point. Il a encouragé les auteurs de la proposition et les Membres appliquant des restrictions à poursuivre leur dialogue pour voir s'il y avait d'autres possibilités de résoudre ces problèmes.<sup>319</sup>

---

<sup>318</sup> Par la suite, cette question a été soulevée par plusieurs membres de l'OSpT dans une communication adressée à celui-ci en mai 2004. Voir plus haut les paragraphes 325 à 334.

<sup>319</sup> Pour les observations de l'OSpT concernant cette question, voir plus haut les paragraphes 256 à 261.

**3. Actions antidumping dans le domaine des textiles et des vêtements – Proposition concernant une dispense spécifique à court terme en faveur des pays en développement Membres à la suite de la pleine intégration du secteur dans le cadre du GATT à compter de janvier 2005**

590. À la réunion du Conseil général de juillet 2003, plusieurs pays en développement Membres ont présenté une communication conjointe visant à faire ressortir l'évolution de la situation et l'incidence que les enquêtes sur des allégations de dumping dans le secteur des textiles et des vêtements avaient sur les exportations des pays en développement Membres. Les coauteurs de cette communication proposaient, en conséquence, que le Conseil général recommande aux Ministres de décider ce qui suit: "Pour permettre au commerce des textiles et des vêtements de s'adapter aux conditions commerciales normales en n'étant plus soumis à l'influence de l'ancien régime contingentaire à la suite de la pleine intégration du secteur dans le cadre de l'OMC, conformément à l'Accord sur les textiles et les vêtements, les pays développés Membres observeront un délai de grâce de deux ans pendant lequel aucune enquête en rapport avec des mesures correctives antidumping ne sera ouverte à l'égard des importations de textiles et de vêtements en provenance des pays en développement." Après un échange de vues entre les Membres, le Président a conclu qu'il semblait que certaines délégations avaient indiqué qu'elles pouvaient souscrire à la proposition tandis que d'autres avaient dit qu'elles ne pouvaient pas l'accepter. De ce fait, le Conseil général ne semblait pas pouvoir prendre de décision sur cette proposition à sa réunion de juillet 2003. Le Conseil général a donc pris note de toutes les déclarations faites sur cette question.

**C. ORGANE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

591. Pendant la troisième étape du processus d'intégration, aucun différend concernant la mise en œuvre des dispositions de l'ATV n'a été soumis à l'Organe de règlement des différends. L'ORD a cependant examiné deux différends concernant des mesures affectant certains produits visés par l'ATV (*Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*<sup>320</sup> et *États-Unis – Règles d'origine concernant les textiles et les vêtements*<sup>321</sup>). En outre, il convient de noter l'importance systémique d'un autre différend (*Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*<sup>322</sup>) et son incidence possible sur les conditions d'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements, entre autres.

**D. CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES**

**1. Conclusion du deuxième examen majeur**

592. Le CCM a entamé l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration à sa réunion du 27 septembre 2001 mais, vu qu'il subsistait d'importantes divergences de vues entre les participants, il n'a pu achever cet examen avant la fin de 2001, délai spécifié à l'article 8:11 de l'ATV. L'examen s'est donc poursuivi en 2002.<sup>323</sup> À la réunion du Conseil du commerce des marchandises tenue les 22 et 27 mars 2002, le Président du CCM a informé le Conseil de la reprise des consultations en vue de l'établissement d'un rapport qui serait examiné par le CCM. Les discussions avaient été intensives et avaient porté principalement sur les domaines où il

---

<sup>320</sup> Voir plus haut les paragraphes 549 à 551.

<sup>321</sup> Voir plus haut les paragraphes 453 à 456.

<sup>322</sup> Voir les documents WT/DS246/R et WT/DS246/AB/R.

<sup>323</sup> Voir aussi plus haut le paragraphe 42.

aurait été éventuellement possible d'aboutir à certaines conclusions mais, malgré les efforts considérables déployés par tous, il n'avait pas été possible de combler les divergences sur certains points essentiels. Le Président a néanmoins recommandé que les consultations se poursuivent, afin de parvenir à un consensus sur un rapport qui serait présenté au Conseil pour examen. Le Conseil a accepté cette proposition. Les consultations se sont poursuivies et se sont révélées difficiles; le Président du CCM a présenté des rapports intérimaires sur les consultations aux réunions du Conseil des 2 et 7 mai, 23 et 24 mai et 13 juin 2002. À la réunion du CCM des 22, 23 et 30 juillet 2002, le Président a présenté au Conseil, pour examen, un projet de rapport relatif à l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration. Le Conseil a pris note des déclarations faites et a adopté le rapport.<sup>324</sup>

593. Dans son rapport, le Conseil a noté un certain nombre de considérations et a formulé certaines conclusions, comme suit:

- réaffirmation par tous les Membres de leur engagement d'assurer la mise en œuvre intégrale et fidèle de l'ATV d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2005;
- importance de la pleine intégration de ce secteur dans le cadre des règles et disciplines de l'OMC d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2005 compte tenu de la portée du commerce des produits textiles et des vêtements en tant que source importante d'emplois et de recettes d'exportation pour les économies de nombreux Membres, en particulier celles des pays en développement et pays les moins avancés Membres;
- tendance à moins appliquer le mécanisme de sauvegarde transitoire enregistrée pendant la deuxième étape; les Membres pouvaient certes se prévaloir des dispositions en matière de sauvegarde de l'ATV pendant les dernières années, mais tous étaient invités à appliquer le mécanisme de sauvegarde transitoire avec la plus grande modération possible, en conformité avec les dispositions de l'article 6 et de la mise en œuvre effective du processus d'intégration résultant de l'Accord;
- vues exprimées par les Membres au sujet de la mise en œuvre des dispositions de l'ATV en faveur des petits fournisseurs, des nouveaux venus, des Membres exportateurs producteurs de coton et des pays les moins avancés Membres et réaffirmation de l'importance de la mise en œuvre pleine et entière de ces dispositions;
- vues exprimées par les Membres au sujet des problèmes posés par le contournement de l'ATV; réaffirmation de l'importance d'une coopération totale pour traiter ces problèmes conformément aux dispositions de l'article 5; accent mis sur la nécessité de trouver des solutions adaptées à l'ampleur du problème;
- rappel des dispositions de l'article 7 et demande faite à tous les Membres, dans le cadre du processus d'intégration et compte tenu des engagements spécifiques pris par suite du Cycle d'Uruguay, de prendre des mesures pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière à parvenir, entre autres choses, à une amélioration de l'accès aux marchés;
- satisfaction exprimée au sujet du rapport général établi par l'OSpT sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape et accent mis sur le fait qu'il est

---

<sup>324</sup> Voir le document G/L/556.

nécessaire que l'OSpT continue à superviser la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape;

- nécessité de maintenir une totale transparence dans tous les aspects du processus de mise en œuvre et de faciliter l'examen par l'OSpT de toutes les mesures prises au titre de l'ATV et demande faite à tous les Membres de s'acquitter complètement et en temps voulu de leurs obligations en matière de notification au titre de l'ATV;
- importance du rôle du Conseil consistant à superviser et à évaluer régulièrement, conformément à l'article IV:5 de l'Accord sur l'OMC et à l'article 8 de l'ATV, le fonctionnement de l'Accord dont la mise en œuvre est supervisée par l'OSpT;
- ajustement industriel continu et autonome et concurrence accrue sur les marchés à prévoir par les Membres afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994 et demande faite aux Membres d'adresser périodiquement des renseignements à l'OSpT sur les faits pertinents intervenus dans ce domaine.

594. Sur plusieurs autres questions examinées par le Conseil, les positions adoptées et les interprétations données par des groupes de Membres divergeaient de manière substantielle et, par conséquent, il n'a pas été possible de s'entendre sur des conclusions. En ce qui concerne l'article 1:6, la question de l'élimination des restrictions contingentaires à l'égard des importations de textiles et de vêtements en provenance de certains pays non Membres de l'OMC parallèlement à leur maintien à l'égard des Membres de l'OMC a été soulevée. S'agissant de l'article 2.4, des questions ont été soulevées concernant l'introduction de nouvelles restrictions à l'égard des importations de textiles et de vêtements en provenance de plusieurs pays, dans le cadre de l'établissement d'une union douanière, ainsi que l'imposition d'une restriction par un Membre développé aux exportations de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles en provenance d'un autre Membre. De plus, le fait qu'un Membre appliquant des restrictions n'avait pas notifié l'élimination des dispositions en matière de visa pour les produits devant être intégrés pendant la troisième étape a été évoqué et des préoccupations ont été exprimées à ce sujet. Les situations dans lesquelles l'accès avait été compromis en raison de modifications des règles d'origine et de certaines formalités administratives connexes, et de l'utilisation d'enquêtes et de mesures antidumping pour des produits déjà soumis à des restrictions ont aussi été mentionnées avec préoccupation.

**2. Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre: Demande faite au CCM d'examiner les propositions contenues dans les paragraphes 4.4 et 4.5 se rapportant à l'Accord sur les textiles et les vêtements**

595. Le Conseil du commerce des marchandises a examiné les propositions faites par les Ministres à Doha, figurant aux paragraphes 4.4 et 4.5 de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, à ses réunions des 22 et 27 mars 2002, des 2 et 7 mai 2002 et des 22, 23 et 30 juillet 2002. Par ailleurs, le Président a mené une série de consultations informelles sur cette question et, en outre, a présenté des rapports de situation aux réunions du CCM tenues les 22 et 24 mai et 13 juin 2002. Pour plus de détails, voir le paragraphe 586 ci-dessus.

**3. Fonction de supervision du CCM au titre de l'article IV de l'Accord instituant l'OMC - Transparence concernant les nouvelles restrictions applicables aux textiles et aux vêtements ayant fait l'objet d'observations de la part de l'Organe de supervision des textiles**

596. L'existence d'un accord de limitation bilatéral entre les États-Unis et la Turquie visant les exportations turques d'une catégorie déterminée de vêtements dans le cadre d'un accord plus large

entre ces deux pays a été évoquée pour la première fois comme un problème et la question a été inscrite à l'ordre du jour du CCM à la demande de Hong Kong, Chine au nom d'un groupe de Membres, à la réunion du CCM tenue en février 2001. La question portait sur le rapport entre cet accord de limitation bilatéral et l'ATV et, plus généralement, sur la responsabilité de l'OSpT en matière de supervision de la mise en œuvre de l'ATV, et le rôle du CCM dans la surveillance de ce processus. Cette question a été examinée par le CCM à plusieurs réunions en 2001 et, vu qu'elle faisait aussi l'objet de discussions au Conseil dans le cadre du deuxième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV, et que le Conseil examinait en même temps les conclusions possibles de cet examen, il a été convenu, à la réunion du CCM du 4 décembre 2001, qu'il serait opportun de procéder à l'examen de cette question compte tenu des résultats de l'examen majeur.<sup>325</sup> Cette question a fait l'objet de nouveaux débats ou rapports au cours des réunions du CCM des 22 et 27 mars, 2 et 7 mai, 23 et 24 mai, 13 juin et 22, 23 et 30 juillet 2002. Des discussions ont eu lieu sur le point de savoir si la question devait être examinée uniquement dans le cadre de l'examen majeur ou bien en tant que point de l'ordre du jour ordinaire du CCM et si, dans ce dernier cas, il faudrait demander aux Membres concernés de rectifier la mesure présumée contraire aux obligations d'un autre Membre au titre de l'ATV ou de tout autre Accord de l'OMC. Toutefois, il n'a pas été possible de parvenir à un consensus sur ce point. À la réunion du CCM tenue les 22, 23 et 30 juillet 2002, le Président a indiqué qu'il avait mené des consultations sur cette question et qu'il l'avait examinée avec les parties intéressées. Ces consultations avaient permis une meilleure compréhension, de part et d'autre, de certains des problèmes soulevés. Il considérait donc qu'il n'était pas nécessaire de les poursuivre. Le Conseil a pris note du rapport du Président.

## **VII. RESPECT DES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION ÉNONCÉES DANS L'ATV**

597. L'ATV renferme un grand nombre de prescriptions en matière de notification auxquelles doivent se conformer les Membres. La plupart de ces prescriptions sont assorties de délais précis (par exemple pour la présentation des programmes d'intégration), tandis que d'autres ont un caractère ponctuel et s'appliquent lorsque les Membres décident de recourir aux dispositions applicables de l'Accord ou de prendre des mesures au titre de ces dispositions.

598. Dans son premier rapport général, l'OSpT avait suggéré que "le Conseil du commerce des marchandises rappelle aux Membres qu'il est particulièrement important de respecter rigoureusement les prescriptions en matière de notification énoncées dans l'ATV, tant du point de vue juridique que pour des raisons de transparence".<sup>326</sup> Dans les conclusions adoptées par le CCM en février 1998, suite à son examen approfondi de la mise en œuvre de l'ATV pendant la première étape du processus d'intégration, et "[p]our garantir un maximum de transparence dans la mise en œuvre de l'ATV et faciliter les travaux de l'Organe de surveillance des textiles, le Conseil a invité les Membres à se conformer, d'une manière complète et en respectant les délais, aux obligations en matière de notification de l'ATV".<sup>327</sup>

599. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT avait noté, entre autres, que la situation en ce qui concerne le respect par les Membres des prescriptions de l'ATV en matière de notification assorties de délais précis ne s'était pas améliorée, mais s'était plutôt détériorée au fil du temps. Ainsi, davantage de Membres n'avaient pas communiqué de notification quand ils devaient le faire et le nombre de notifications tardives avait lui aussi augmenté. L'OSpT avait noté que le non-respect des prescriptions

---

<sup>325</sup> Voir plus haut le paragraphe 43.

<sup>326</sup> Voir le document G/L/179, paragraphe 330.

<sup>327</sup> Voir le document G/L/224, paragraphe 61.

fondamentales en matière de notification, y compris les délais, risquait d'avoir une incidence juridique sur les droits et obligations résultant de l'ATV pour les Membres. En fait, dans plusieurs cas particuliers, bien que l'OSpT ait demandé à maintes reprises des éclaircissements et des renseignements supplémentaires aux Membres concernés, aucune réponse n'avait été donnée. Dans ces conditions, l'OSpT avait souligné que son bon fonctionnement et l'exécution de son rôle de supervision dans le cadre de l'ATV dépendaient aussi de la coopération des Membres.<sup>328</sup> L'OSpT avait recommandé au Conseil du commerce des marchandises qu'il:

- "invite les Membres à se conformer pleinement à leurs obligations respectives en matière de notification pendant la période de mise en œuvre restante de l'ATV;
- rappelle aux Membres l'importance que revêt la coopération avec l'OSpT, en particulier pour ce qui est de lui fournir les renseignements qu'il a décidé de leur demander;
- invite les Membres à communiquer en temps voulu à l'OSpT des notifications ou des renseignements, selon le cas, au sujet de toutes les mesures prises en vertu des dispositions de l'ATV et également au sujet des mesures qui peuvent affecter la mise en œuvre de l'ATV et les droits et obligations résultant de l'Accord;
- invite les Membres à porter devant l'OSpT, en tant que de besoin, les questions qui peuvent être préjudiciables à leurs droits ou qu'ils considèrent comme nuisibles à leurs intérêts au regard de l'ATV".<sup>329</sup>

600. En réponse, dans son rapport sur le deuxième examen majeur, le CCM a réaffirmé "la nécessité de maintenir une totale transparence dans tous les aspects du processus de mise en œuvre et de faciliter l'examen par l'OSpT de toutes les mesures prises au titre de l'ATV et [réitéré sa] demande faite à tous les Membres de s'acquitter complètement et en temps voulu de leurs obligations en matière de notification au titre de l'ATV".<sup>330</sup>

601. En ce qui concerne les faits nouveaux intervenus dans ce domaine pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration, de l'avis de l'OSpT, le bilan est plutôt mitigé mais il ne révèle pas, dans l'ensemble, d'amélioration notable du respect par les Membres des prescriptions en matière de notification, par rapport aux étapes précédentes de l'intégration. Cela vaut en particulier pour les obligations de notification assorties de délais précis, comme celles qui se rapportent à l'étape finale de l'intégration. Bien qu'il ne fasse aucun doute que l'ensemble du secteur des textiles et des vêtements sera intégré dans le cadre du GATT de 1994 le 1<sup>er</sup> janvier 2005, que les Membres aient présenté ou non des notifications concernant l'étape finale de leur processus d'intégration, même un engagement juridique aussi clair et irrévocable ne saurait exempter les Membres de l'obligation de présenter les notifications expressément exigées à l'article 2:8 c) et 2:11. Il est révélateur, à cet égard, que seul un Membre se soit acquitté de cette obligation de notification dans les délais prévus par l'ATV.

602. L'OSpT a noté une évolution positive dans l'attitude des Membres pour ce qui est de communiquer des précisions et des renseignements supplémentaires, lorsque l'OSpT en fait expressément la demande, sur différents aspects des notifications ou communications qui lui ont déjà

---

<sup>328</sup> Voir le document G/L/459, paragraphes 714, 715 et 718.

<sup>329</sup> *Ibid.*, paragraphe 719.

<sup>330</sup> Voir le document G/L/556, paragraphe 22.



été soumises. Ces réponses et ces précisions ont été présentées en temps voulu, dans la plupart des cas, et l'intention de répondre, dans la mesure du possible, aux questions spécifiques soulevées par l'OSpT était perceptible. Par ailleurs, comme cela est indiqué aussi dans les sections correspondantes du présent rapport, les Membres ont rarement présenté des notifications ou des renseignements concernant certaines mesures ou actions qui font l'objet d'une obligation de notification clairement définie dans les dispositions pertinentes de l'ATV ou qui ont une incidence sur la mise en œuvre de certaines dispositions de l'Accord. Comme exemple de ces mesures, l'attention est attirée sur le fait que, à sa réunion d'avril 2003, l'OSpT "a rappelé que l'article 3:3 stipule notamment que "pendant la durée du présent accord, les Membres communiqueront à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de toutes nouvelles restrictions ou de toutes modifications apportées à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements, qui auront été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994, dans un délai de 60 jours à compter de leur entrée en vigueur". L'OSpT a souligné l'importance du respect par les Membres de ces prescriptions de notification. Il a également fait observer que les mesures ou actions autres que celles visées à l'article 3:3 qui ont une incidence sur la mise en œuvre d'autres dispositions de l'ATV devaient également être portées à l'attention de l'OSpT pour information". À sa réunion de septembre 2003, l'OSpT est revenu sur cette question. Il a fait observer que depuis la distribution du rapport de sa réunion d'avril 2003, aucune notification ou information de ce type ne lui était parvenue de la part des Membres. Il supposait cependant que des accords avaient été conclus entre certains Membres ou que des politiques avaient été adoptées et élaborées par quelques Membres, qui étaient visés à l'article 3:3 ou avaient une incidence sur la mise en œuvre d'autres dispositions de l'ATV, sans que cela ait été notifié à un organe de l'OMC ou porté à l'attention de l'OSpT. En conséquence, L'OSpT a instamment prié les Membres intéressés de lui communiquer, conformément à l'article 3:3, toutes notifications pertinentes présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de tels accords ou politiques et/ou de porter à l'attention de l'OSpT les mesures ou actions ayant une incidence sur la mise en œuvre d'autres dispositions de l'ATV, en particulier celles de l'article 2.<sup>331</sup> Il convient de noter que, malgré les rappels successifs de l'OSpT, aucune notification ou communication complémentaire ne lui a été adressée. Quelques renseignements à ce sujet ont été reçus ultérieurement, mais seulement après que l'OSpT eut adressé aux Membres directement concernés des demandes spécifiques concernant certaines mesures, dans le cadre de la préparation du présent rapport.

603. Comme cela avait déjà été le cas pour le deuxième rapport général, certains des renseignements et observations présentés par les Membres, en réponse à la demande générale adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, exprimaient des préoccupations, ou se rapportaient à des questions qui auraient pu être formellement portées devant l'OSpT par les Membres concernés au titre des dispositions applicables de l'ATV. L'OSpT ne peut que répéter, à cet égard, ce qu'il a déjà dit dans le deuxième rapport général: il se félicite de toutes les contributions reçues et a décidé d'en rendre compte aussi complètement que possible dans les sections correspondantes du présent rapport, mais il observe que le fait d'exprimer des vues et des observations ne remplace pas une procédure formelle pouvant être engagée au titre des dispositions pertinentes de l'ATV et n'équivaut pas à une telle procédure.<sup>332</sup>

## VIII. FONCTIONS ET TRAVAUX DE L'OSpT

604. Aux termes de l'article 8:1, l'OSpT a été institué pour superviser la mise en œuvre de l'Accord, examiner toutes les mesures prises en vertu de ses dispositions et leur conformité avec celles-ci, et prendre les mesures qui lui incombent expressément en vertu de l'Accord.

---

<sup>331</sup> Voir aussi plus haut le paragraphe 188.

<sup>332</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 717.

605. L'article 8:1 dispose en outre que "[l']OSpT sera composé d'un Président et de dix membres. Sa composition sera équilibrée et largement représentative des Membres et des dispositions seront prises pour que l'attribution des sièges se fasse par roulement, à intervalles appropriés. Les membres seront nommés par des Membres désignés par le Conseil du commerce des marchandises pour siéger à l'OSpT [...]." La composition de l'OSpT pour la troisième étape du processus d'intégration (2002-2004) a été décidée par le Conseil général le 20 décembre 2001.<sup>333</sup> Le 15 décembre 2000, le Conseil général a de nouveau nommé M. András Szepesi à la présidence de l'OSpT pour une période de quatre ans (2001-2004).<sup>334</sup> La liste des membres de l'OSpT, de leurs suppléants et des observateurs non participants ainsi que les modifications successives figurent dans les rapports de l'OSpT.

#### A. EXERCICE DES FONCTIONS À TITRE PERSONNEL

##### 1. Procédures de travail de l'OSpT

606. L'article 8:1 de l'ATV dispose en outre que les membres de l'OSpT s'acquittent de leurs fonctions à titre personnel. Les procédures de travail adoptées par l'OSpT précisent que, "en remplissant leurs fonctions [...], les membres de l'OSpT et leurs suppléants s'engagent à ne pas solliciter, accepter ou suivre d'instructions émanant de gouvernements, et à n'être influencés par aucune autre organisation ou d'autres facteurs extrinsèques. Ils communiqueront au Président tout renseignement qu'ils estiment de nature à entraver leur capacité à remplir leurs fonctions à titre personnel. Si, au cours de ses délibérations, l'OSpT a de sérieux doutes concernant la capacité d'un de ses membres à agir à titre personnel, le Président devra en être informé. Le Président prendra, le cas échéant, les mesures qui s'imposent".<sup>335</sup>

##### 2. Décision du Conseil du commerce des marchandises

607. À la suite de la proposition faite par l'OSpT, le Conseil du commerce des marchandises a adopté, le 12 février 1997, une décision sur le statut des membres de l'OSpT siégeant à titre personnel, qui stipule ce qui suit:

"Les Membres de l'OMC qui, conformément à la décision du Conseil général du 31 janvier 1995, nomment les membres de l'OSpT en application de l'article 8:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements acceptent que les membres de l'OSpT s'acquittent de leurs fonctions à titre personnel et non pas en tant que représentants des gouvernements. En conséquence, ils ne donneront pas d'instructions aux membres de l'OSpT, ni ne chercheront à les influencer, en ce qui concerne les questions soumises à l'OSpT. Les mêmes dispositions s'appliquent aux suppléants."<sup>336</sup>

##### 3. Règles de conduite adoptées par l'Organe de règlement des différends

608. En décembre 1996, l'OSpT a pris note de la décision que l'Organe de règlement des différends<sup>337</sup> a prise le 3 décembre 1996 d'adopter les Règles de conduite relatives au Mémoire

---

<sup>333</sup> Voir le document WT/L/443.

<sup>334</sup> Voir le document WT/GC/M/61.

<sup>335</sup> Voir l'annexe du document G/TMB/R/1.

<sup>336</sup> Voir le document G/C/W/20/Rev.1.

<sup>337</sup> Voir le document G/TMB/R/22, paragraphe 17.

d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends<sup>338</sup>, étant donné que ces règles s'appliquent, entre autres, au Président de l'OSpT et aux autres membres du secrétariat de l'OSpT appelés à aider ce dernier à formuler des recommandations, des constatations ou des observations conformément à l'Accord, ainsi que, dans la mesure prescrite dans la section pertinente des Règles, aux Membres de l'OSpT.

**B. NOMBRE DE RÉUNIONS; QUESTIONS TRAITÉES PAR L'OSpT**

609. Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 21 juillet 2004, l'OSpT a tenu 28 réunions, dont neuf ont duré plus d'un jour. Les questions renvoyées à l'OSpT ainsi que les décisions qu'il a prises à leur sujet sont examinées en détail dans le présent rapport général. Pendant la période considérée, l'OSpT a, entre autres, achevé l'examen des programmes d'intégration pour l'étape 3 notifiés par les Membres ainsi que des notifications reçues concernant l'étape finale de l'intégration, qui doit être mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Pendant cette période, l'OSpT a accordé une attention particulière à l'examen de toutes les notifications qui lui ont été adressées à la suite de l'accession de nouveaux Membres à l'OMC (notifications au titre de l'article 2:1 et 2:2, de l'article 3:1 et 3:2 b), de l'article 2:17, etc.). Deux mesures de sauvegarde transitoires convenues entre les Membres concernés et notifiées au titre de l'article 6:9 ont également été soumises à un examen détaillé par l'OSpT, conformément aux prescriptions applicables de l'article 6. L'examen récent par l'OSpT, au titre de l'article 2:21, de l'introduction par les Communautés européennes de restrictions quantitatives sur les marchés de leurs nouveaux États membres mérite également d'être mentionné. L'OSpT a aussi consacré beaucoup de temps et d'efforts à l'établissement du présent rapport général. Il faut mentionner à cet égard que, conformément à la pratique suivie par l'OSpT lui-même pour rédiger les précédents rapports généraux, et compte tenu du fait que l'élaboration d'un tel rapport nécessitait, dans toute la mesure possible, l'engagement et le concours de tous les participants, non seulement les membres de l'OSpT mais aussi leurs suppléants ont eu la possibilité de participer pleinement aux débats qui ont conduit à l'adoption du présent rapport.

**C. DISTRIBUTION DES RAPPORTS ET DES NOTIFICATIONS; MISE EN DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES DOCUMENTS**

**1. Distribution des rapports**

610. Pendant la période considérée, l'OSpT a adopté les rapports de chacune de ses réunions, qui ont été distribués aux Membres de l'OMC pour information.<sup>339</sup> L'OSpT adopte ces rapports au plus tard à la réunion suivante, sur la base d'un projet présenté par son secrétariat, qui comprend le texte de toute recommandation, constatation ou observation faite par l'OSpT. Ces rapports sont donc en principe distribués aux Membres de l'OMC un mois environ après chaque réunion de l'OSpT.

611. L'OSpT a continué de présenter des rapports chaque année, conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 15 novembre 1995 concernant les procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation des rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105).<sup>340</sup>

---

<sup>338</sup> Voir le document WT/DSB/RC/1.

<sup>339</sup> Voir les documents G/TMB/R/85 à G/TMB/R/112.

<sup>340</sup> Voir les documents G/L/475, G/L/574 et G/L/632, G/L/650.

## **2. Distribution des notifications**

612. Conformément aux procédures de travail adoptées par l'OSpT, les notifications communiquées au titre des paragraphes 1, 2, 7 a) et b), 8 a) et b), 10, 11 et 15 de l'article 2, des paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 3, du paragraphe 1 de l'article 6 et du paragraphe 2 de l'article 7 de l'ATV ont été distribuées sans retard aux Membres de l'OMC, étant entendu que l'OSpT pourrait les examiner ou les réviser ultérieurement. Les notifications adressées à l'OSpT pour examen, autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus, ont été également distribuées aux Membres de l'OMC, au plus tard après examen.

## **3. Mise en distribution générale**

613. À la suite de la décision prise par le Conseil général à sa réunion du 18 juillet 1996, l'OSpT avait examiné la question de la mise en distribution générale de ses documents de travail à sa réunion de septembre 1996. Il a rappelé que, lors de l'adoption de ses propres procédures de travail, le 13 juillet 1995, il était convenu qu'il "... décider[ait] de l'application de la décision du Conseil général sur la mise en distribution générale des documents lorsque ce dernier aura[it] adopté une décision sur cette question". L'OSpT a pris note de la décision du Conseil général et a décidé de s'y conformer pleinement.

614. Le Conseil général ayant adopté, le 14 mai 2002, une autre décision au sujet des procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC, l'OSpT a examiné, à sa réunion de mai 2002, les conséquences de cette décision pour ses procédures de travail. Notant que la décision du Conseil général entraînait des changements importants, l'OSpT l'a examinée soigneusement, en a pris note et a décidé d'agir dans le plein respect de cette décision, ce qu'il a fait constamment depuis lors.

### **D. TRANSPARENCE**

615. De plus, pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT s'est efforcé sans relâche d'assurer le plus haut degré possible de transparence dans ses procédures. Outre le fait qu'il a distribué sans retard aux Membres de l'OMC la plupart des notifications qu'il a reçues<sup>341</sup>, l'OSpT a accordé une attention particulière et a fait tout son possible pour donner dans ses rapports le plus de renseignements possible sur les questions qu'il a examinées, en exposant les principaux éléments de ses considérations et en expliquant en détail les raisons de ses conclusions, y compris la justification de ses constatations et, le cas échéant, de ses recommandations.

616. L'OSpT rappelle que dans la Déclaration ministérielle de Singapour, adoptée en décembre 1996, les Ministres sont convenus "que, vu son caractère quasi judiciaire, l'Organe de supervision des textiles (OSpT) devrait instaurer la transparence en donnant la justification de ses constatations et recommandations". En particulier depuis cette Conférence ministérielle, l'OSpT s'est toujours efforcé de mieux expliquer la justification de ses constatations et recommandations. Il estime que ses résultats à cet égard méritent d'être reconnus.

### **E. PRISE DE DÉCISIONS**

617. Conformément à la décision pertinente du Conseil général<sup>342</sup> toutes les décisions de l'OSpT sont prises par consensus. Conformément aux dispositions de l'article 8:2, l'agrément ou l'approbation

---

<sup>341</sup> Voir plus haut le paragraphe 612.

<sup>342</sup> Voir le document WT/L/26, paragraphe 6.

de membres désignés par des Membres concernés par une affaire non réglée à l'examen à l'OSpT ne seront pas requis pour qu'il y ait consensus.

618. Cette règle concernant la prise de décisions implique que l'OSpT doit agir par consensus dans presque tous les cas, y compris pour prendre note des notifications et adopter ses rapports. Il convient de noter à cet égard que l'OSpT a réussi, pendant la période considérée, à adopter des conclusions par consensus au sujet de toutes les questions qu'il a examinées et à formuler de façon appropriée des constatations, des observations et, le cas échéant, des recommandations.

F. VUES ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC EXPRIMÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE GÉNÉRALE DE RENSEIGNEMENTS ET D'OBSERVATIONS DE L'OSpT

619. La communication reçue des membres du BITV indiquait ce qui suit sous la rubrique "Fonctionnement de l'OSpT – Article 8": "Nous reconnaissons que les constatations et les rapports faits par l'OSpT pendant l'étape considérée étaient bien motivés et ont accru la transparence du processus de mise en œuvre. Cependant, l'OSpT souhaitera peut-être souligner que, dans certains cas, le Membre concerné appliquant des restrictions ne s'est pas conformé à ses recommandations."

620. Aucune autre communication adressée à l'OSpT en réponse à sa demande de renseignements et d'observations ne contenait des remarques ou des observations concernant ses travaux et son fonctionnement.

621. En ce qui concerne la remarque des membres du BITV selon laquelle, "dans certains cas, le Membre concerné appliquant des restrictions ne s'est pas conformé [aux] recommandations [de l'OSpT]", l'OSpT fait observer que toutes les questions de ce genre sont clairement exposées dans les sections pertinentes du présent rapport.

#### QUATRIÈME PARTIE: ÉLÉMENTS POUR UNE ÉVALUATION GLOBALE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ATV, L'ACCENT ÉTANT MIS EN PARTICULIER SUR LE RÉSUMÉ DES FAITS NOUVEAUX IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION

622. Conformément aux prescriptions énoncées à l'article 8:11, le présent rapport donne, dans les différentes sections de la troisième partie, un aperçu général des faits nouveaux relatifs à la mise en œuvre des dispositions de l'ATV pendant la troisième étape du processus d'intégration. Pour décrire les faits nouveaux concernant la mise en œuvre de dispositions spécifiques de l'ATV pendant l'étape 3, dans les cas où l'OSpT l'a jugé nécessaire ou approprié, il a été fait référence aussi aux faits nouveaux survenus pendant les étapes précédentes de l'intégration, à titre d'information générale.

623. À la date d'adoption du présent rapport général de l'OSpT, il reste à peine plus de cinq mois pour la mise en œuvre de la période transitoire de dix ans prévue par l'ATV, à la suite de quoi, le 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'ATV et toutes les restrictions qui en relèvent devront avoir été abrogés et le secteur des textiles et des vêtements sera pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994. En réponse à la demande de renseignements et observations adressée par l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, certains Membres ont inclus dans leurs communications respectives certains éléments qui peuvent également être considérés comme faisant partie de leur évaluation globale de la mise en œuvre de l'ATV, qui ne se limite pas à l'étape faisant l'objet du présent rapport. Tous ces éléments figurant dans les communications des Membres sont reproduits ci-après, accompagnés de certaines observations supplémentaires de l'OSpT s'y rapportant. L'OSpT essaie aussi, ci-après, de résumer certains autres faits nouveaux importants survenus au cours de la mise en œuvre de l'ATV, l'accent étant mis en particulier sur les faits nouveaux survenus pendant la troisième étape du processus d'intégration. Par définition, ce résumé est limité à certains des aspects et des questions les plus importants et n'inclut pas toutes les questions exposées en détail dans les parties précédentes du rapport. Son objectif est, une fois encore, d'attirer l'attention des Membres sur certaines des principales caractéristiques de la mise en œuvre de l'ATV et d'aider ainsi le Conseil du commerce des marchandises à effectuer sa propre évaluation globale dans le cadre de son troisième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV.

### **I. PROCESSUS D'INTÉGRATION. PORTÉE DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES MAINTENUES DANS LE CADRE DE L'ATV**

#### **A. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ET OBSERVATIONS CONNEXES**

624. Après certaines corrections et certains ajustements, le cas échéant, les prescriptions techniques relatives à l'intégration des produits textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, respectivement pour les étapes 1, 2 et 3 du processus d'intégration, ont été respectées par les Membres qui ont présenté des notifications dont l'OSpT a pu prendre note. Pour les trois étapes successives ensemble, l'obligation consistait à intégrer dans le cadre du GATT de 1994 des produits qui ne représentent pas moins de 51 pour cent du volume total des importations de produits relevant de l'ATV effectuées par les Membres concernés en 1990. En outre, pour chaque étape, les programmes d'intégration respectifs devaient comprendre des produits provenant de chacun des quatre principaux groupes de produits (peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements).

625. Parmi les Membres qui maintiennent encore des restrictions relevant des dispositions de l'article 2, avec la mise en œuvre des programmes d'intégration respectifs pour l'étape 3, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, le Canada a intégré au total 53,21 pour cent, les Communautés européennes 51,30 pour cent, la Turquie 78,42 pour cent et les États-Unis 51,35 pour cent de leur volume respectif des importations de produits relevant de l'ATV effectuées en 1990. Il n'y a pas eu de changement en ce qui concerne les produits visés intégrés depuis la mise en œuvre des programmes d'intégration pour l'étape 3, aucun des Membres concernés n'ayant eu recours aux dispositions de l'article 2.10

(intégration anticipée ou accélérée). Ainsi, l'évaluation détaillée de l'incidence des programmes d'intégration mis en œuvre jusqu'à présent, qui figure dans la section précédente correspondante<sup>343</sup>, reste aussi valable à la date de l'adoption du présent rapport général, la conséquence la plus importante étant que la majeure partie des restrictions maintenues dans le cadre de l'ATV ne seront éliminées que le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

626. Il faut noter en outre que, à la suite de l'accession de nouveaux Membres vers la fin de l'étape 2 du processus d'intégration et au début de la mise en œuvre de l'étape 3, le nombre total de restrictions reportées dans le cadre du régime de l'ATV et encore maintenues à ce titre, a augmenté très sensiblement, les restrictions appliquées aux importations des produits n'ayant pas encore été intégrés en provenance de ces nouveaux Membres étant régies par les dispositions de l'ATV à compter de la date de leur accession. En conséquence, ce qui illustre aussi le choix des produits à intégrer, bien que les programmes d'intégration pour les étapes 1 à 3 aient été mis en œuvre, le nombre total de restrictions spécifiques maintenues à présent par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis, respectivement, est plus élevé que le nombre de restrictions que ces Membres appliquaient dans le cadre de l'ATV pendant la mise en œuvre de l'étape 1 du processus d'intégration.

627. À cet égard, un autre fait nouveau important survenu pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration est l'incidence de l'élargissement des Communautés européennes. Comme les Communautés l'ont indiqué dans la communication qu'elles ont présentée à l'OSpT en réponse à sa demande de notification et, le cas échéant, de renseignements à ce sujet, "[d]epuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Union européenne compte dix nouveaux États membres. [...] L'Acte d'adhésion dispose que les nouveaux États membres doivent appliquer la politique commerciale commune en matière de textiles et que les restrictions quantitatives déjà existantes appliquées par la Communauté aux importations de produits textiles et d'habillement doivent être adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté. Ces restrictions quantitatives, déjà notifiées à l'OSpT, qui sont applicables aux importations dans la Communauté élargie de certains produits textiles originaires des pays tiers, ont donc été adaptées afin qu'elles s'appliquent de manière égale aux importations dans les dix nouveaux États membres. [...] Il est signalé que la Communauté ne considère pas que cette extension de l'application géographique de restrictions existantes constitue une nouvelle restriction au sens de l'article 2:4 de l'ATV. Cette extension était nécessaire pour opérer le processus d'élargissement tout en assurant le maintien et le bon fonctionnement du marché intérieur élargi de l'UE dans l'intérêt de tous les opérateurs économiques, y compris des exportateurs. [...]".

628. En examinant cette question, conformément à l'article 2:21, l'OSpT a constaté, entre autres, que les Communautés européennes estimaient que les restrictions en question relevaient des dispositions de l'ATV au titre desquelles les CE les avaient notifiées auparavant et que ces dernières n'invoquaient aucune autre disposition de l'Accord sur l'OMC, y compris du GATT de 1994, comme justification possible de ces restrictions. L'OSpT a noté que les restrictions en question, notifiées précédemment, étaient appliquées par les Communautés européennes, composées de 15 États membres, alors que les dix nouveaux États membres n'appliquaient aucune restriction au titre de l'article 2:1. Compte tenu de ce fait, l'accès aux marchés des dix nouveaux États membres a été soumis à des restrictions à partir du 1<sup>er</sup> mai 2004, par suite de l'application des restrictions notifiées par les CE en 1995, qui concernaient à ce moment-là 15 États membres et non 25. Par conséquent, pour les dix nouveaux États membres, qui étaient également Membres de l'OMC avant l'élargissement des Communautés européennes et qui avaient déjà contracté des obligations bien définies envers les autres Membres de l'OMC, entre autres au titre de l'ATV, la mesure prise par les CE revenait à introduire de nouvelles restrictions visant "des produits ou des Membres", au sens de l'article 2:4. Après un examen détaillé de la question, tout en notant que les Communautés européennes considéraient qu'elles avaient agi en conformité avec leurs obligations au titre de l'ATV, l'OSpT était d'avis que l'extension de l'application géographique de restrictions existantes constituait une nouvelle

---

<sup>343</sup> Voir les paragraphes 97 à 134 ci-dessus.

restriction au sens de l'article 2:4. Cette nouvelle restriction n'avait donc aucune justification au regard de l'ATV.<sup>344</sup>

629. Les autres faits nouveaux pertinents pour évaluer la portée des restrictions notifiées et appliquées dans le cadre de l'ATV peuvent être résumés comme suit:

- Le Canada a informé l'OSpT que "eu égard à l'article 2:15 [de l'ATV], l'initiative du Canada [au sujet des améliorations apportées à son schéma de préférences pour les pays les moins avancés, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003] accord[ait] l'accès sans contingents pour tous les produits visés par l'Accord". Il semble que les importations en provenance de deux Membres de l'OMC (le Bangladesh et le Lesotho) ont été affectées par la mesure appliquée au titre de l'article 2:15.<sup>345</sup>
- En réponse à la demande spécifique de renseignements de l'OSpT, les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient suspendu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'application de restrictions aux importations en provenance de Sri Lanka et, que, au cours de 2003, ce traitement avait été étendu aux importations en provenance du Brésil.<sup>346</sup>
- Dans leur communication à l'OSpT, les États-Unis ont indiqué, entre autres, qu'ils "[accordaient] déjà des préférences commerciales importantes aux pays les moins avancés Membres grâce à des programmes de préférences commerciales régionales en faveur des pays de l'Afrique subsaharienne et des pays des Caraïbes".<sup>347</sup>

#### B. VUES ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC

630. Dans la communication qu'ils ont adressée à l'OSpT, sous la rubrique "Le processus d'intégration", les Membres du BITV ont indiqué ce qui suit:

- "L'ATV prévoyait une période transitoire de dix ans pour l'élimination des restrictions contingentaires. Cette longue période devait faciliter un processus harmonieux et progressif.
- Compte tenu de l'objectif et du but susmentionnés de l'Accord, il serait utile que l'OSpT décrive succinctement comment les principaux pays appliquant des restrictions ont éliminé effectivement les restrictions contingentaires. À cet égard, [un] tableau<sup>348</sup> [...] est communiqué à l'Organe pour examen. En bref:
  - Sur un total de 937 contingents appliqués par les États-Unis au titre de l'AMF aux importations de textiles et de vêtements en provenance des Membres de l'OMC, 103 seulement ont été éliminés à ce jour. Ce chiffre comprend 17 contingents appliqués au Kenya et à Maurice qui n'ont été supprimés qu'en

---

<sup>344</sup> Pour l'examen détaillé de l'OSpT, voir les paragraphes 325 à 334 ci-dessus.

<sup>345</sup> Voir les paragraphes 182 et 183 ci-dessus.

<sup>346</sup> Voir les paragraphes 194 et 195 ci-dessus.

<sup>347</sup> Voir le paragraphe 519 ci-dessus.

<sup>348</sup> Reproduit dans son intégralité dans le tableau 13 du présent rapport.



vertu de l'AGOA. Ainsi, les États-Unis élimineront 834 contingents, soit 89 pour cent du total, en une seule fois à la fin du processus.

- L'UE a reporté 303 contingents, en a éliminé 91 à ce jour et en supprimerait 212, soit 70 pour cent, le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les 91 contingents susmentionnés en comprennent 13 dont l'UE a suspendu l'application moyennant des concessions en matière d'accès aux marchés qu'elle a obtenues de deux Membres de l'OMC.
  - De même, sur un total de 368 contingents que le Canada a reportés, il en a éliminé 76 à ce jour. Par conséquent, il en supprimera 292, soit plus de 79 pour cent, à la fin du processus.
  - Contrairement aux trois Membres susmentionnés, la Norvège a déjà supprimé la totalité de ses 54 contingents (46 avant la fin de 1997 et les huit autres au début de 2001).
- Si l'on considère la situation sous un angle différent et si l'on se fonde sur la part des importations de 1990 qui étaient effectivement soumises à des restrictions contingentaires, les États-Unis ont intégré à ce jour moins de 20 pour cent de leurs importations; l'UE, quant à elle, n'a intégré que 32 pour cent de ses importations si l'on se fonde sur les chiffres de 1995, année où le nombre de ses membres est passé à 15. En conséquence, la part des importations soumises à des restrictions qui reste à intégrer par ces deux Membres à la fin du processus est respectivement de 80 et 68 pour cent (les vêtements représentant la majeure partie dans les deux cas). Malheureusement, il n'a pas été possible d'évaluer les pourcentages correspondants pour ce qui est du Canada et de la Turquie, en raison du manque de renseignements nécessaires.
  - Pour évaluer le processus d'intégration dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'ATV, l'OSpT se souviendra peut-être que, au tout début du processus d'intégration, les États-Unis ont déclaré qu'ils "[feraient] en sorte que l'intégration des produits les plus sensibles soit repoussée jusqu'à la fin de la période de dix ans" (voir l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis concernant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay). De même, la CE a appliqué une politique selon laquelle elle "jugeait approprié de garder un contrôle sur les contingents, afin de conserver la possibilité d'utiliser les contingents existants comme atout dans les négociations en vue d'obtenir un meilleur accès aux marchés de pays tiers" (voir le site Web de la Commission des CE, commerce des marchandises, secteur des textiles, novembre 2000).
  - Il est suggéré que le rapport de l'OSpT mette ces faits en relief, afin de donner des informations sur le rythme et la progressivité du processus d'élimination des restrictions contingentaires, et souligne qu'il est souhaitable que les Membres appliquant des restrictions prennent des mesures pour éviter tout recours précipité de leurs branches de production nationales à d'autres mesures de protection après que la majeure partie des restrictions contingentaires aura été supprimée à la fin du processus d'élimination seulement."

**Tableau 13**

**RYTHME DE LA SUPPRESSION DES CONTINGENT**  
(Tableau figurant dans la communication des membres du BITV)

	États-Unis	UE	Canada	Norvège
Nombre total de contingents au début de la mise en œuvre de l'ATV <sup>a</sup>	937	303	368	54
Dont contingents éliminés <sup>b</sup> :				
i) Étape 1 (à compter de 1995): Par intégration au titre de l'article 2:6 Par élimination anticipée au titre de l'article 2:15	0	0	8	0 46
ii) Étape 2 (à compter de 1998): Par intégration au titre de l'article 2:8 a) En vertu de l'article 2:8 a) et de l'article 4 Par élimination anticipée au titre de l'article 2:15	3 2 10 <sup>c</sup>	21	26	0 8
iii) Troisième étape (à compter de 2002): Par intégration au titre de l'article 2:8 b) En vertu de l'article 2:8 b) et de l'article 4 Au titre d'accords bilatéraux Au titre de l'AGOA	69 2 17	57 13	42	0
Nombre total de contingents supprimés (mars 2004)	103	91	76	54
Contingents à supprimer le 1 <sup>er</sup> janvier 2005	<b>834</b>	<b>212</b>	<b>292</b>	<b>0</b>

<sup>a</sup> Y compris les plafonds et sous-plafonds spécifiques notifiés au titre de l'article 2 de l'ATV.

<sup>b</sup> Les chiffres ne comprennent pas les catégories de produits pour lesquelles les contingents n'ont été éliminés que partiellement.

<sup>c</sup> Éliminés seulement pour la Roumanie, et pour aucun autre Membre soumis à des restrictions.

631. Les membres du BITV ont complété les renseignements figurant dans le tableau 13 par l'observation suivante:

"Il convient de noter que la majeure partie des contingents ont été maintenus de manière à n'être supprimés que le dernier jour de la mise en œuvre de l'Accord. Il en va ainsi de la progressivité du processus, contrairement à ce qui était prévu dans l'Accord!"

632. Dans deux communications adressées à l'OSpT, le Canada a indiqué, entre autres, ce qui suit:

- "Le Canada tient à réaffirmer son engagement de mettre en œuvre intégralement l'ATV. Il a pleinement respecté les obligations au titre de l'ATV, énoncées dans les dispositions transitoires. Comme il l'a indiqué dans sa communication du 13 mai 2004 à l'OSpT, tous les produits textiles et les vêtements qui n'ont pas été intégrés pendant les trois premières étapes de l'intégration dans le cadre du GATT de 1994 seront intégrés d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2005, et les restrictions quantitatives sur ces produits seront supprimées d'ici cette date.
- Le Canada a libéralisé de manière importante et significative son régime de limitation en éliminant les contingents appliqués aux produits présentant un intérêt direct pour les pays exportateurs. Au cours des deux premières étapes, nous avons éliminé les

contingents sur les produits commercialement importants suivants: chemisiers à col tailleur, vêtements de pluie, ensembles pour femmes et fillettes, corsages pour femmes et fillettes en bonneterie, corsages pour enfants et vêtements d'extérieur pour bébés. De plus, en 1998, nous avons relevé de 10 pour cent le niveau des limitations pour les vêtements d'extérieur pour l'hiver, allant au-delà du coefficient de croissance stipulé dans l'ATV.

- Pour la troisième étape de l'ATV, le Canada a intégré une large gamme de vêtements comprenant les costumes et ensembles pour femmes, fillettes et enfants, toutes les chemises tissées et en bonneterie, les blouses et hauts, les costumes de bain, tous les vêtements pour bébés et les salopettes thermiques ou standards. Les contingents ont été éliminés pour les vêtements, quel que soit le tissu dans lequel ils sont fabriqués. Aucun des contingents partiellement libéralisés et aucun des contingents combinés n'a été réajusté, ce qui a abouti à une nouvelle amélioration *de facto* de l'accès à notre marché.
- S'agissant des textiles, le Canada applique de longue date des contingents à seulement quelques produits importés. Les importations de fils et d'articles confectionnés soumises à limitation représentaient moins de 5 pour cent en 1990. Cette année-là, plus de 85 pour cent des tissus ont été importés sans contingent. Néanmoins, notre industrie s'est adaptée et a développé ses marchés pour se préparer au nouvel environnement commercial. De plus, elle s'adapte à la concurrence accrue résultant des initiatives commerciales régionales et bilatérales.

[...]

- Le Canada n'a pas demandé à engager des consultations au titre des dispositions de l'article 6 relatives aux mesures de sauvegarde spéciales."

633. Dans leur communication contenant des observations, entre autres, sur l'évaluation par les membres du BITV des programmes d'intégration mis en œuvre par les CE jusque-là, les Communautés européennes ont indiqué ce qui suit:

"S'agissant des observations [des membres du BITV] concernant la mise en œuvre des programmes d'intégration, il est établi que la Communauté s'est pleinement conformée aux dispositions de l'ATV. Cette constatation a été dûment faite en réponse aux allégations qui accusent les pays appliquant des restrictions de repousser la libéralisation au titre de l'ATV. La mention du site Web de la Commission faite par les membres du BITV devrait être considérée comme il se doit à cet égard car il est manifeste que la Communauté a toujours offert aux pays exportateurs la possibilité d'engager des pourparlers au sujet d'un accès aux marchés accru sur une base de réciprocité."

634. Dans leur communication présentée, pour l'essentiel, en réponse à la communication des membres du BITV, les États-Unis ont indiqué, entre autres, ce qui suit:

"En premier lieu, [il faut] souligner que les États-Unis se sont pleinement acquittés de leurs obligations au titre de l'ATV, y compris pour ce qui est du programme d'intégration énoncé à l'article 2. Les États-Unis ont communiqué leur liste des produits devant être intégrés lors de l'étape 1 le 13 octobre 1994 et lors des étapes 2, 3 et 4 le 1<sup>er</sup> mai 1995. Ils ont respecté ces listes et entendent continuer à le faire. Les membres du BITV se sont plaints à maintes reprises que les États-Unis n'avaient pas libéralisé leur système plus rapidement que ce qui est prescrit dans l'ATV. L'industrie des textiles et des vêtements aux États-Unis doit subir une

restructuration importante du fait des engagements pris par les États-Unis dans le cadre du Cycle d'Uruguay, et un million d'emplois ont été perdus aux États-Unis. Les États-Unis ont l'intention de respecter leurs engagements, mais ils n'accéléreront pas le programme d'intégration en raison de la situation préoccupante à laquelle leur industrie est confrontée.

En outre, les États-Unis font observer que plusieurs membres du BITV ont appliqué des politiques et des pratiques qui ont effectivement limité l'accès aux marchés dans ce secteur, malgré l'obligation énoncée à l'article 7 de l'ATV de "parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires et la facilitation des formalités douanières et administratives et des formalités de licence". Les États-Unis ont ouvert leur marché, mais les membres du BITV ont maintenu leurs marchés fermés aux exportations des États-Unis. Dans ces conditions, il est impossible aux États-Unis d'accepter une intégration rapide, comme le demande le BITV. En outre, les États-Unis espèrent et escomptent que l'OSpT, dans le cadre de son examen de la mise en œuvre de l'ATV, examinera si les membres du BITV ont respecté les obligations qui leur incombent en vertu de l'article 7 de l'ATV. Les statistiques relatives aux importations des États-Unis montrent clairement que les États-Unis se sont acquittés de leurs obligations au titre de l'article 7, les importations de produits textiles et de vêtements ayant augmenté de 150 pour cent depuis 1994 pour passer de 17,3 milliards d'équivalents mètres carrés en 1994 à 43,2 milliards d'équivalents mètres carrés pour l'année qui a pris fin en mars 2004. Nous nous demandons si les membres du BITV peuvent en dire autant.

[...]

Les chiffres indiqués dans [la communication des membres du BITV, figurant dans le tableau 13 du présent rapport] semblent en grande partie exacts. Comme le BITV l'a souligné, les États-Unis ont précisé clairement dès le début du processus d'intégration qu'ils avaient l'intention d'intégrer les produits les plus sensibles à la fin de la période d'intégration de dix ans. Cela est compatible avec les prescriptions de l'ATV, et les États-Unis peuvent assurer l'OSpT qu'ils ont pleinement satisfait à leurs engagements au titre des formules convenues par tous les Membres et incluses dans l'ATV."

#### C. COMMENTAIRES CONNEXES ET OBSERVATIONS ADDITIONNELLES DE L'OSpT

635. L'OSpT a toujours considéré que le processus d'intégration était un élément central de la mise en œuvre de l'ATV dans la mesure où c'est le moyen d'intégrer le commerce international des produits textiles et des vêtements dans le cadre des règles et principes généraux du GATT de 1994. Les évaluations détaillées des membres du BITV, présentées au paragraphe 630 ci-dessus, d'une part, et les déclarations connexes faites, en particulier, par les Communautés européennes et les États-Unis (voir les paragraphes 633 et 634 ci-dessus), d'autre part, soulignent, une fois de plus, les grandes divergences de vues et d'appréciation entre les Membres concernant la mise en œuvre de l'ATV en général et le processus d'intégration en particulier.

636. L'OSpT doit réitérer et mettre à jour certaines des observations qu'il a faites à ce sujet dans le premier et dans le deuxième rapport général. Il a déjà souligné que l'ATV présentait plusieurs particularités qu'il fallait prendre en considération pour effectuer une évaluation globale du processus d'intégration. Il est important de noter en particulier:

- l'étendue de la gamme des produits visés à l'Annexe;
- l'utilisation de 1990 comme année de base pour la présentation de données statistiques;

- le fait que l'intégration est effectuée sur la base du volume total des importations et non sur la base de la valeur respective;
- le fait que les Membres sont libres d'intégrer les produits ou les catégories de leur choix à condition que celui-ci satisfasse aux critères techniques essentiels;
- le fait que, conformément à l'Accord, les produits qui représentaient 49 pour cent du volume total des importations des produits visés par l'ATV effectuées par les Membres en 1990 resteront peut-être à intégrer après la mise en œuvre des programmes d'intégration pour l'étape 3 et ce pendant une période de 36 mois seulement;
- le fait que la plupart des produits soumis à des restrictions dans le cadre de l'ATV (en particulier au titre de l'article 2:1) devront être intégrés pendant la même période.

C'est sur la base de ces considérations que l'OSpT a recommandé, dans son deuxième rapport général, que le Conseil du commerce des marchandises invite les Membres concernés à avoir recours, chaque fois que possible, aux dispositions de l'article 2:10 (intégration anticipée) et 2:15 (élimination avancée de restrictions quantitatives) pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration.

637. À la lumière de ce qui précède, l'OSpT note ce qui suit:

- la déclaration du Canada selon laquelle "[il] a pleinement respecté les obligations au titre de l'ATV énoncées dans les dispositions transitoires";
- la déclaration des Communautés européennes selon laquelle "elles se [sont] pleinement conformée[s] aux dispositions de l'ATV";
- la déclaration des États-Unis selon laquelle "[ils] se sont pleinement acquittés de leurs obligations au titre de l'ATV, y compris pour ce qui est du programme d'intégration énoncé à l'article 2".

638. En outre, il convient de noter avec satisfaction que, par suite des mesures successives appliquées au titre de l'article 2:15, la Norvège ne maintient plus aucune restriction au titre de l'ATV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

639. L'OSpT a quelques difficultés à comprendre la référence aux "allégations qui accusent les pays appliquant des restrictions de repousser la libéralisation au titre de l'ATV", étant donné que l'évaluation des membres du BITV concernant le nombre de restrictions devant être abolies le 1<sup>er</sup> janvier 2005 n'a pas été contestée, et aussi parce que la notion de report de l'intégration de la plupart des produits soumis à des restrictions peut caractériser de manière appropriée l'incidence des programmes d'intégration mis en œuvre jusqu'à présent, même s'ils respectent les prescriptions techniques énoncées dans l'ATV. De plus, l'un des principaux Membres maintenant des restrictions a clairement réaffirmé, une fois de plus, qu'il "[avait] précisé clairement dès le début du processus d'intégration qu'il [...] avai[t] l'intention d'intégrer les produits les plus sensibles à la fin de la période d'intégration de dix ans".

640. En outre, également à la lumière des observations figurant au paragraphe 636 ci-dessus, l'OSpT note les évaluations et les commentaires des membres du BITV concernant le rythme de l'élimination des restrictions notifiées et maintenues dans le cadre de l'ATV. L'OSpT constate que, en

ce qui concerne le nombre total de restrictions spécifiques appliquées par les Membres maintenant des restrictions, les renseignements dont il dispose sont soit identiques, soit très proches de ceux donnés par les membres du BITV dans le tableau 13. Il faut noter aussi à cet égard que les États-Unis ont dit que "[l]es chiffres indiqués dans [la communication des membres] semblent en grande partie exacts". Bien que, de ce fait, environ 80 pour cent du total des restrictions spécifiques appliquées dans le cadre de l'ATV seront éliminées seulement à la date de mise en œuvre de l'étape finale de l'intégration, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2005, il convient de rappeler que les Membres maintenant ces restrictions ont explicitement réaffirmé leur engagement d'éliminer toutes ces restrictions dans les délais prévus.

## **II. QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES**

641. Pendant l'étape 3 du processus d'intégration, l'OSpT a examiné plusieurs notifications nouvelles reçues au titre de l'article 2:1, ainsi que les dispositions des instruments juridiques d'accession de la Chine, du Taipei chinois et de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Ces notifications indiquaient les restrictions quantitatives maintenues sur les importations de certains produits textiles et vêtements en provenance de ces Membres qui avaient récemment accédé à l'OMC. En examinant les notifications en question, l'OSpT a fait de son mieux pour établir convenablement les faits et étudier toutes les questions s'y rapportant, conformément aux prescriptions de l'article 2:21.<sup>349</sup> Il en va de même pour l'examen de toutes les dispositions administratives connexes notifiées conformément à l'article 2:17.<sup>350</sup>

642. Conformément aux dispositions de l'article 2:14 b), pendant la période 2002-2004, le niveau des restrictions restantes devait être augmenté chaque année par les Membres importateurs selon le coefficient de croissance applicable aux restrictions considérées pendant l'étape 2 du processus d'intégration, majoré de 27 pour cent. Aucune question ni aucun problème particulier n'a été porté à l'attention de l'OSpT en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:14 b) en tant que telle, mais l'OSpT a consacré beaucoup de temps et d'attention à l'examen de la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance (figurant à l'article 2:13, 2:14 a) et 2:14 b)) relativement au niveau des restrictions appliquées aux importations des Membres ayant accédé récemment à l'OMC.<sup>351</sup> L'OSpT souligne de nouveau qu'il est préoccupé par le fait que les dispositions applicables des instruments juridiques d'accession des pays concernés ne donnent pas d'indication claire quant à la méthode appropriée pour la mise en œuvre de ces dispositions à l'égard de ces nouveaux Membres.

643. Les Membres exportateurs ont continué à recourir aux dispositions relatives à la flexibilité énoncées à l'article 2:16, également pendant l'étape 3 du processus d'intégration. Un certain nombre de Membres exportateurs ont cependant exprimé devant le Conseil général, à la mi-juillet 2003, leur préoccupation concernant la réduction possible de l'accès aux marchés (contingents) en 2004. Le problème identifié par ces Membres découle du fait que "les pays importateurs Membres maintenant des restrictions soutiennent que, puisque tous les contingents seront éliminés à la fin de 2004, il ne sera plus possible de recourir à l'utilisation anticipée à compter de 2005". En ce qui concerne la voie à suivre, les Membres exportateurs ont demandé "au Conseil général d'examiner la question et de recommander que les pays développés Membres prennent des mesures pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de réduction de l'accès accordé aux pays en développement Membres dans le cadre des contingents à cause de l'utilisation anticipée des contingents en 2004". Jusqu'à présent, le Conseil

---

<sup>349</sup> Pour l'examen détaillé de ces notifications, voir les paragraphes 146 à 178 ci-dessus.

<sup>350</sup> Pour l'examen de ces dispositions, voir les paragraphes 264 à 306 ci-dessus.

<sup>351</sup> Pour l'examen détaillé de l'OSpT, voir les paragraphes 201 à 245 ci-dessus.

général n'a pris aucune décision concrète en réponse à cette demande. L'OSpT réaffirme à cet égard qu'il espère que le Conseil général trouvera et adoptera prochainement des solutions appropriées à cette question pouvant être acceptées par tous les Membres. L'OSpT estime que des solutions appropriées pour éviter la réduction des possibilités d'accès aux marchés en 2004 peuvent être trouvées en utilisant un certain nombre de mécanismes distincts ou une combinaison de ces mécanismes.<sup>352</sup>

644. En ce qui concerne le traitement accordé aux petits fournisseurs au sens de l'article 2:18, le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis ont majoré le coefficient de croissance annuelle appliqué pendant l'étape 2 pour les Membres de l'OMC visés par les dispositions de l'article 2:18 dans leurs régimes respectifs de 27 pour cent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002. A cet égard, l'OSpT rappelle que la méthode choisie par les Membres concernés maintenant des restrictions pour mettre en œuvre ces dispositions pendant l'étape 1 (pendant laquelle les Communautés européennes ont majoré les coefficients de croissance applicables pendant la première étape d'abord de 16 pour cent, puis de 25 pour cent au lieu de 16 pour cent, tandis que le Canada et les États-Unis les ont majorés de 25 pour cent au lieu de 16 pour cent) a prédéterminé l'incidence possible de la mise en œuvre de ces dispositions pendant les étapes successives de l'intégration.<sup>353</sup> Il faut mentionner en outre que, suite à la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, le Conseil du commerce des marchandises n'a pas pu faire de recommandation au Conseil général, eu égard, entre autres, à cette question.<sup>354</sup>

645. Après l'accession à l'OMC de la Chine et du Taipei chinois, l'OSpT a reçu un certain nombre de notifications nouvelles concernant aussi les restrictions relevant des dispositions de l'article 3:1. Par la suite, des programmes d'élimination progressive au sens de l'article 3:2 b) ont été communiqués à l'OSpT, qui les a examinés. Il peut être établi que tous ces programmes, ainsi que les programmes relevant de l'article 3:2 b), qui avaient été notifiés au cours des étapes précédentes de l'intégration, engagent clairement les Membres concernés à éliminer totalement les restrictions en question au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

646. Conformément aux dispositions de l'article 4:1, également pendant la mise en œuvre de l'étape 3, les Membres exportateurs ont continué d'administrer les restrictions visées à l'article 2, et celles qui sont appliquées en vertu de l'article 6.

647. L'OSpT note que, dans leur réponse à la demande de renseignements et d'observations qu'il avait adressée, les membres du BITV ont réitéré leurs préoccupations concernant les effets des modifications que les États-Unis ont apportées en 1996 à leurs règles d'origine concernant les produits textiles et les vêtements. Les préoccupations exprimées cette fois-ci insistaient, entre autres, sur le fait qu'en procédant à ces modifications, les États-Unis avaient élargi le champ de certains articles confectionnés en coton, à la suite de quoi ces articles étaient réputés être en coton même s'ils ne contenaient que 16 pour cent de leur poids en coton. Les membres du BITV ont dit que, à leur avis: "[b]ien que le groupe spécial chargé du règlement d'un différend ait déterminé que dans l'affaire en question le plaignant n'était pas parvenu à établir que les modifications avaient été apportées en violation d'obligations au titre de l'Accord sur les règles d'origine, [...] la modification de la classification des produits en coton a élargi le champ et l'incidence des restrictions visant ces produits, au détriment des Membres exportateurs concernés".

---

<sup>352</sup> Voir également les paragraphes 256 à 261 ci-dessus.

<sup>353</sup> Pour plus de détails, voir en particulier les paragraphes 311 à 317 ci-dessus.

<sup>354</sup> Voir les paragraphes 586 et 587.

648. Dans la même communication, les membres du BITV ont également indiqué que, dans certains cas, des produits particuliers avaient été transférés de catégories relativement peu importantes (dans lesquelles les taux d'utilisation des contingents étaient faibles) vers des catégories à forte demande pour lesquelles les contingents étaient restreints, ce qui avait rendu les contingents en question plus restrictifs. À l'appui de cette déclaration, une liste de cas de ce genre a été présentée par la suite à l'OSpT, plusieurs de ces cas étant liés à la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration.<sup>355</sup>

649. Rappelant que l'introduction de modifications telles que celles indiquées aux paragraphes 647 et 648 ci-dessus est régie par les dispositions de l'article 4:2 et aussi que, conformément à l'article 4:4, "[e]n l'absence de solution mutuellement satisfaisante [à l'issue de consultations entre les Membres concernés], l'un quelconque des Membres concernés pourra porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8 [de l'ATV]", l'OSpT constate que, entre autres, pendant la troisième étape du processus d'intégration, aucune autre modification n'a été apportée par un Membre aux règles d'origine non préférentielles appliquées dans ce secteur. Néanmoins, il faut noter aussi que plusieurs Membres continuent de penser que les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis ont porté atteinte à leurs intérêts commerciaux et à leurs droits dans le cadre de l'ATV, entre autres en raison des changements qui en ont résulté dans la classification des produits en coton.

650. L'OSpT note en outre les préoccupations exprimées au sujet de certaines modifications apportées à la classification des produits autres que celles attribuées à l'effet des modifications des règles d'origine. Bien que ces modifications doivent être conformes aux prescriptions de l'article 4:2, il est avancé que certaines des modifications signalées pourraient affecter l'accès dont les Membres concernés peuvent bénéficier. Il faut noter cependant qu'aucun des Membres n'a porté une question spécifique de ce genre devant l'OSpT au titre des dispositions de l'article 4:4.

651. Par la suite de la mise en œuvre des programmes d'intégration pour l'étape 3, dans plusieurs cas, un élément d'une catégorie (ou de catégories combinées) qui faisait l'objet de limitations ainsi qu'un certain nombre de catégories soumises à des plafonds de groupe ou à des plafonds globaux ont été intégrées, respectivement, par le Canada et les États-Unis. Tandis que le Canada a décidé de ne pas abaisser le niveau des limitations respectives restantes, les États-Unis ont apparemment mis en œuvre des ajustements à la baisse des niveaux des contingents suite à l'intégration partielle de certains produits. L'OSpT rappelle à cet égard que, dans son deuxième rapport général, adopté cinq mois avant la mise en œuvre des ajustements pouvant résulter de la troisième étape du processus d'intégration, il avait indiqué, entre autres, qu'il comptait que "les Membres concernés tirer[aient] pleinement parti de leurs consultations au titre des dispositions de l'article 4:3 et 4:4. Selon l'OSpT, il faudrait que tout ajustement de ce type fasse l'objet, avant sa mise en œuvre, d'un accord mutuel entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux dans le cadre des consultations prévues à l'article 4:4."<sup>356</sup> À cet égard, l'OSpT constate qu'aucun Membre, y compris les Membres ayant accédé à l'OMC depuis que l'OSpT a adopté son rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration, n'a porté une telle question devant l'OSpT pour faire savoir qu'aucune solution mutuellement satisfaisante n'avait pu être trouvée lors des consultations prévues à l'article 4:4 et, donc, pour porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8.

652. Pendant l'étape 3, aucune question faisant spécifiquement référence aux dispositions de l'article 5 concernant un contournement possible n'a été portée devant l'OSpT. En outre, à la différence de ce qui s'est produit lors de la préparation du deuxième rapport général de l'OSpT,

---

<sup>355</sup> Pour plus de détails, voir les paragraphes 467 à 468 et 472 à 473 ci-dessus.

<sup>356</sup> Voir le document G/L/459, paragraphe 429.



aucune des communications reçues des principaux Membres importateurs et exportateurs dans le cadre de la préparation du présent rapport ne soulevait une telle question. L'OSpT rappelle qu'il a déjà indiqué ce qui suit: "il semblerait que [les Membres] ont investi une somme d'efforts substantiels pour faire face aux problèmes découlant du contournement possible de l'ATV, malgré le caractère sensible et controversé de cette question. [...] L'OSpT encourage les Membres à renforcer encore leur coopération dans ce domaine d'une manière équilibrée, ce qui permettrait de concilier les exigences en matière d'efficacité, tout en n'imposant pas une charge additionnelle inutile aux autorités compétentes et aux agents économiques concernés".<sup>357</sup>

653. L'OSpT rappelle aussi à cet égard que, pendant toute la période transitoire de mise en œuvre de l'ATV, une seule question spécifique relevant des dispositions de l'article 5 a été portée devant lui. Cela semble indiquer que, bien qu'il puisse y avoir d'autres cas dans lesquels des Membres ont été confrontés à des problèmes analogues à ceux qui sont mentionnés à l'article 5, les questions particulières pouvaient apparemment être examinées et réglées dans le cadre d'une coopération plus étroite entre les Membres concernés.

### III. APPLICATION DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE

654. Pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, les dispositions de l'article 6 n'ont été invoquées que deux fois, chaque fois par le Brésil. Dans les deux cas, des mesures de limitation ont été convenues entre les Membres concernés (le Taipei chinois et la Corée) et le Brésil. L'OSpT a examiné ces mesures en détail et a déterminé que, dans les deux cas, les accords étaient justifiés, conformément aux dispositions de l'article 6.

655. Afin d'évaluer les faits nouveaux relatifs à l'utilisation du mécanisme de sauvegarde transitoire, il convient de résumer brièvement tous les cas dans lesquels les Membres ont invoqué les dispositions de l'article 6 pendant toute la période transitoire de mise en œuvre de l'ATV. Le tableau 14 indique, année par année, toutes les demandes de consultations présentées par des Membres, conformément à l'article 6:7 ou, le cas échéant, à l'article 6:11. Au total, les Membres ont eu recours à ces dispositions dans 65 cas, dont 34 pendant l'étape 1 du processus d'intégration, 29 pendant l'étape 2 et deux pendant l'étape 3. Les États-Unis ont invoqué les dispositions de l'article 6 dans 28 cas, l'Argentine dans 17 cas, le Brésil et la Colombie dans neuf cas chacun, et la Pologne dans deux cas. L'indication la plus révélatrice de cet aperçu général est que, sur les 28 cas dans lesquels les États-Unis ont invoqué ces dispositions, 24 se sont produits au premier semestre de 1995, c'est-à-dire dans les six premiers mois de la période transitoire de dix ans. Cette concentration dans le temps d'un nombre aussi important de cas, et, en particulier, les insuffisances perçues des éléments de preuve présentés par les États-Unis, ont vivement préoccupé plusieurs Membres exportateurs au début de la période de mise en œuvre de l'ATV. L'examen par l'OSpT des demandes de consultations adressées par les États-Unis et des mesures en résultant et, dans trois cas, leur examen ultérieur par des groupes spéciaux chargés du règlement des différends ont abouti à la conclusion que, dans la plupart des cas, les États-Unis ne s'étaient pas acquittés des obligations importantes découlant de l'article 6.

656. Le fait qu'il y a eu seulement deux recours aux dispositions de l'article 6 en 2002, aucun en 2003 et, à cette date, aucun en 2004, a confirmé la tendance à une diminution substantielle de l'utilisation du mécanisme de sauvegarde transitoire depuis le début de 2000, que l'OSpT avait déjà constatée. Pour ce qui est des raisons et des explications possibles de cette tendance, l'OSpT estime que les raisons avancées dans son deuxième rapport général, c'est-à-dire, entre autres, les disciplines de l'OMC et la surveillance exercée par le système de l'OMC, la jurisprudence créée par les rapports respectifs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, qui ont donné des orientations précises aux Membres et établi des critères appropriés sur lesquels l'OSpT a pu se fonder pour améliorer l'efficacité

---

<sup>357</sup> *Ibid.*, paragraphe 481.

et la transparence des procédures et des rapports de l'OSpT, restent valables. L'usage modéré du mécanisme de sauvegarde transitoire devrait également faciliter l'intégration complète du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994 dans les délais prévus à l'article 9.

**Tableau 14**

**DEMANDES DE CONSULTATIONS DANS LE CADRE DU RECOURS AUX  
DISPOSITIONS DU MÉCANISME DE SAUVEGARDE TRANSITOIRE**

<b>ANNÉE</b>	<b>MEMBRES DEMANDANT L'OUVERTURE DE CONSULTATIONS</b>	<b>NOMBRE DE DEMANDES</b>
1995	États-Unis	24
1996	États-Unis	1
	Brésil	7
1997	États-Unis	2
1998	Colombie	9
	États-Unis	1
1999	Argentine	17
	Pologne	1
2000	Néant	Néant
2001	Pologne	1
2002	Brésil	2
2003	Néant	Néant
2004	Néant	Néant
<b>TOTAL</b>		<b>65</b>

**IV. AUTRES QUESTIONS ET ASPECTS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE DE  
L'ATV**

**A. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7**

657. Bien que les communications reçues des Membres, en particulier dans le cadre de la préparation du deuxième rapport général de l'OSpT, mais aussi, dans une certaine mesure, du présent rapport, aient exprimé des préoccupations particulières concernant la mise en œuvre des dispositions de l'article 7 visant, compte tenu des engagements spécifiques pris par les Membres par suite du Cycle d'Uruguay, à parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés et à assurer l'application des politiques en rapport avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables dans des domaines tels que les règles en matière de dumping et de lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires, la protection des droits de propriété intellectuelle, pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, aucune notification faisant expressément référence à l'une des dispositions de l'article 7 n'a été adressée à l'OSpT par des Membres de l'OMC. Ainsi, malgré les obligations clairement énoncées dans les dispositions pertinentes de l'ATV, aucun Membre n'a jugé approprié de notifier à l'OSpT, conformément à l'article 7:2, une mesure quelconque visée à l'article 7.1 qui pourrait avoir une incidence sur la mise en œuvre de l'ATV. De même, aucun résumé faisant référence à la (aux) notification(s) initiale(s) qui aurai(en)t pu être adressée(s) à d'autres organes de l'OMC n'a été communiqué à l'OSpT. De plus, aucune notification inverse, prévue à l'article 7:2 n'a été reçue. De même, l'OSpT n'a reçu des Membres aucun renseignement concernant des cas éventuels où un Membre aurait considéré qu'un autre Membre n'a pas pris les

mesures visées à l'article 7:1 et que l'équilibre des droits et obligations découlant de l'ATV a été rompu et où, par conséquent, le Membre concerné aurait décidé de porter la question devant les organes compétents de l'OMC, comme prévu à l'article 7:3. L'OSpT a noté que, en l'absence de ces renseignements qui auraient dû être fournis par les Membres, il n'avait pas à se conformer aux prescriptions énoncées dans la dernière phrase de l'article 7:3, selon lesquelles "[t]oute constatation ou conclusion ultérieure formulée par les organes concernés de l'OMC fera partie du rapport général de l'OSpT". Il a également été constaté que les renseignements fournis dans le cadre de la préparation du présent rapport ne pouvaient pas être considérés comme remplaçant le respect des prescriptions procédurales énoncées à l'article 7.

658. Nonobstant ce qui précède, par souci d'exhaustivité et uniquement à titre d'information générale, l'OSpT a inclus dans le rapport général un résumé de certaines des questions qui pouvaient être pertinentes dans ce contexte et qui pouvaient être identifiées sur la base des documents officiels de l'OMC (notifications et communications présentées à d'autres organes de l'OMC et rapports de ces autres organes).<sup>358</sup>

**B. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 1:4 EN CE QUI CONCERNE LES MEMBRES EXPORTATEURS PRODUCTEURS DE COTON**

659. Tout au long de la période transitoire de mise en œuvre de l'ATV, les Membres ont eu des perceptions différentes de la façon dont les intérêts particuliers des Membres exportateurs producteurs de coton, envisagés à l'article 1:4, étaient et auraient dû être pris en considération dans la mise en œuvre des dispositions de l'ATV. Dans son premier rapport général, l'OSpT avait, entre autres, encouragé les Membres intéressés à engager des consultations pour clarifier les questions relatives à la mise en œuvre de l'article 1:4. À cet égard, il avait en outre rappelé qu'en cas de besoin, les dispositions de l'article 8:4 pouvaient être invoquées à cette fin. Dans son deuxième rapport général, l'OSpT a réitéré cet encouragement.

660. Dans ce contexte, il faut noter que l'OSpT n'a reçu aucune communication d'aucun Membre pendant la mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration, faisant spécifiquement référence aux dispositions de l'article 1:4. En fait, aucune communication spécifique de ce genre n'a été adressée à l'OSpT depuis l'entrée en vigueur de l'ATV.

**C. AJUSTEMENT INDUSTRIEL CONTINU ET AUTONOME ET CONCURRENCE ACCRUE SUR LES MARCHÉS DES MEMBRES**

661. Pendant toute la période transitoire de dix ans, l'OSpT a été préoccupé par la question de savoir en quoi l'application des dispositions de l'ATV en matière d'intégration garantissait la mise en œuvre rigoureuse et complète de l'ATV dans les délais prescrits. Dans son premier rapport général, l'OSpT avait déjà constaté que cela supposait, entre autres, que les Membres permettent un ajustement structurel continu et, par voie de conséquence, une concurrence accrue sur leurs marchés. Cette corrélation est clairement reconnue à l'article 1:5. Bien que le Conseil du commerce des marchandises ait encouragé les Membres à fournir de temps à autre des renseignements à l'OSpT sur les faits nouveaux pertinents dans ce domaine, aucun renseignement à ce sujet n'a été adressé à l'OSpT par les Membres pendant la période de mise en œuvre de l'étape 3 du processus d'intégration. C'est seulement lorsque l'OSpT a demandé des renseignements appropriés dans le cadre de la préparation du présent rapport qu'il a reçu quelques communications traitant de certains aspects pertinents dans le contexte de l'article 1:5. Il faut cependant noter que, pour ce qui est de fournir des renseignements sur les faits nouveaux concernant l'ajustement industriel autonome et la concurrence accrue sur les marchés des Membres, ces communications étaient très succinctes et s'en tenaient à des

---

<sup>358</sup> Voir les paragraphes 535 à 563 ci-dessus.

généralités, contenant, à l'évidence, moins d'éléments spécifiques, lorsqu'elles en contenaient, que les renseignements communiqués à l'OSpT lors de la préparation du deuxième rapport général. Par conséquent, sur la base des renseignements dont il dispose, l'OSpT n'est tout simplement pas en mesure d'exprimer une quelconque opinion sur la mise en œuvre de l'article 1:5 pendant la troisième étape du processus d'intégration. On peut cependant supposer que l'ajustement au sens de l'article 1:5 s'est poursuivi, comme l'indiquent aussi les déclarations générales qui ont été faites. Nonobstant cette supposition, l'OSpT n'a aucune base pour déterminer si cet ajustement a été adéquat ou non pour préparer les branches de production concernées à l'environnement concurrentiel du régime de l'après-ATV.

**D. ÉLIMINATION DES RESTRICTIONS À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS NON MEMBRES DE L'OMC, TOUT EN LES MAINTENANT À L'ÉGARD DES MEMBRES DE L'OMC**

662. Dans la communication qu'ils ont adressée à l'OSpT dans le cadre de la préparation du présent rapport, les membres du BITV se sont dits préoccupés par le fait que les Communautés européennes avaient éliminé tous les contingents visant les importations provenant de certains pays non Membres de l'OMC, que ces contingents avaient été maintenus à l'égard des Membres de l'OMC. Les membres du BITV estimaient que cela était contraire aux dispositions de l'article 1:6 dans la mesure où cela revenait à méconnaître la prescription fondamentale relative au traitement NPF, énoncée dans le GATT de 1994. Reconnaisant que cela posait la question de savoir si les droits et obligations des Membres de l'OMC résultant de l'Accord sur l'OMC, en particulier du GATT de 1994, avaient été affectés, l'OSpT a fait remarquer que, par suite de l'élimination des restrictions appliquées aux importations de produits visés par l'ATV en provenance de pays non Membres de l'OMC, les Membres de l'OMC étaient en fait désavantagés par rapport à certains pays non Membres, alors qu'on aurait pu s'attendre, au moins, à ce que cela ne soit pas le cas, vu qu'il s'agissait de Membres de l'OMC. Dans le même temps, l'OSpT a fait observer qu'il ne pouvait trouver, dans l'ATV, aucune disposition qui l'autoriserait à se prononcer ou à tirer des conclusions sur les droits et obligations des Membres de l'OMC découlant du GATT de 1994.

**V. ÉTAPE FINALE DE L'INTÉGRATION DEVANT ÊTRE MISE EN ŒUVRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005**

663. Dans le cadre d'une évaluation plus large, il faut aussi garder à l'esprit que l'ATV, en tant qu'accord multilatéral sur le commerce des marchandises figurant dans les annexes de l'Accord sur l'OMC, fait partie intégrante des résultats des négociations menées dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Il a été présenté et perçu comme l'un des éléments les plus importants des résultats du Cycle d'Uruguay pour plusieurs Membres, en particulier pour les pays et territoires en développement exportateurs, à la fois sur le plan des avantages économiques potentiels à court et à long termes et du point de vue de son importance systémique. Pendant la période transitoire de dix ans prévue pour l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, les Membres ont effectué des évaluations très divergentes de la qualité de la mise en œuvre de l'ATV, source continue de problèmes potentiels ou réels et, bien souvent, de frustrations à peine voilées.

664. Dans ce contexte, il est encourageant de noter que, dans les notifications officielles, des assurances ont été données récemment, à maintes reprises, concernant la mise en œuvre de l'ATV en totalité et dans les délais prescrits. L'Accord sera pleinement mis en œuvre selon le calendrier et les modalités prévus à l'article 9. Ainsi, l'ATV et toutes les restrictions qui en relèvent devront avoir été abrogés le 1<sup>er</sup> janvier 2005, date à laquelle le secteur des textiles et des vêtements sera pleinement intégré dans le cadre du GATT de 1994, ce qui mettra fin au régime spécial et discriminatoire appliqué depuis plus de quatre décennies.

665. L'OSpT estime qu'il a apporté une contribution utile en rappelant aux Membres qu'ils devraient se conformer à leur obligation de présenter des notifications concernant l'étape finale de l'intégration devant être mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Dans les notifications reçues, respectivement, du Canada, des Communautés européennes, de la Turquie et des États-Unis, il était dit explicitement qu'à la date de l'intégration complète, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2005, toutes les restrictions restantes appliquées au titre de l'ATV seraient éliminées. Tout en observant que ces affirmations renouvelées sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 2:8 c) et de l'article 9, l'OSpT note que ces déclarations transmettaient un message approprié et opportun non seulement aux autres Membres de l'OMC, mais également, grâce à la large diffusion de ces renseignements, à tous les agents économiques concernés. En ce qui concerne les Membres qui n'ont pas encore présenté les notifications requises conformément aux dispositions de l'article 2:8 c) et 2:11, l'OSpT réaffirme que l'ATV et toutes les restrictions devront avoir été abrogés le 1<sup>er</sup> janvier 2005, que les Membres de l'OMC aient présenté ou non des notifications concernant leur étape finale d'intégration, ou soient sur le point de le faire.

666. La mise en œuvre intégrale de l'ATV dans les délais prévus créera, sans aucun doute, des possibilités commerciales importantes mais aussi des défis que les Membres de l'OMC devront relever. La mise en œuvre intégrale de l'ATV dans les délais devrait également être considérée comme une nouvelle expression, de la part des Membres de l'OMC, des engagements qu'ils ont pris dans le cadre du système commercial multilatéral, ce qui renforcera aussi la crédibilité du système.

---